

Les déchets sous surveillance

Un pas important vers le contrôle des déchets dangereux qui franchissent quotidiennement les frontières a été effectué, grâce à la conclusion à Bâle, le mercredi 22 mars, d'un accord à cet effet. Après la signature du protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone en 1987, c'est la deuxième fois que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNU) entérine une action concrète de grande envergure afin de contraindre la communauté internationale à mieux protéger la nature.

Les « mouvements transfrontières de déchets dangereux », selon la terminologie de l'ONU, posent une multitude de problèmes techniques, juridiques et politiques. A Bâle, les experts ont rédigé une quatrième version du texte de la convention pour tâcher de mettre d'accord pays industrialisés producteurs de déchets et pays en développement potentiellement récepteurs. Ces derniers ont soulevé tant d'objections qu'il a fallu examiner à la dernière minute une vingtaine d'amendements.

L'obstacle principal a longtemps été le souhait de nombreux pays africains d'interdire purement et simplement l'exportation de déchets dangereux. Aucun des Etats membres de l'Organisation des Nations unies ne pouvait accepter une telle disposition qui contrevient aux règles communautaires de la libre circulation des biens. On estime que 800 000 à 1 million de tonnes de déchets dangereux passent chaque année les frontières en Europe, qu'il s'agisse de produits à enfouir en mer du Nord, à retraiter dans les usines spécialisées de France ou de Grande-Bretagne, ou à stocker dans les mines de sel de RFA — sans parler des exportations de la CEE vers l'Allemagne de l'Est, de loin les plus importantes.

L'autre obstacle tient au droit de la mer. Il ne facilite pas les contrôles de marchandises transportées par navires — surtout lorsque ceux-ci battent pavillon de complaisance.

Enfin, beaucoup de représentants du tiers-monde voulaient étendre la responsabilité de l'exportation de déchets aux Etats « producteurs », en les engageant à dédommager les Etats récepteurs ou cas où ces déchets se révéleraient nocifs à long terme.

La convention de Bâle s'est finalement ralliée à une voie moyenne : on n'interdit pas l'exportation de déchets dangereux, mais on exige du pays exportateur une notification préalable, écrite et détaillée, au pays d'accueil, qui devra, à son tour, donner son accord écrit avant tout mouvement de navire. Toute autre transaction sera jugée illégitime. Les déchets devront alors être réexpédiés à l'exportateur dans les trente jours ou traités sur place à ses frais.

La convention de Bâle a exclu du champ de ses compétences les déchets nucléaires. Ceux-ci font, en effet, l'objet d'accords internationaux extrêmement stricts. Reste que le problème du stockage définitif des déchets hautement radioactifs est, lui, loin d'être réglé.

M 0147 - 0323 0 - 4,50 F



3790147004500 03230

Après de nouvelles manifestations réclamant la prime d'insularité Corse : le gouvernement nomme un conciliateur et annonce l'ouverture de négociations

La Corse, où des manifestations ont été organisées, le mercredi 22 mars, reste paralysée et pratiquement isolée du continent par divers conflits catégoriels. A l'occasion du conseil des ministres réuni à l'Elysée, mercredi, M. Rocard a annoncé la nomination d'un conciliateur, M. Michel Prada, et l'ouverture, avant la fin de la semaine, de négociations avec les syndicats de fonctionnaires locaux. Ceux-ci réclament une prime d'insularité, destinée à compenser un coût de la vie plus élevé que sur le continent.

(Lire nos informations page 36 et, page 12, l'article de notre envoyée spéciale CORINE LESNES.)



Le massacre de milliers d'officiers polonais en 1940

Les spectres de Katyn

Cinquante ans après, Varsovie lève le voile sur le massacre de milliers d'officiers polonais au début de la seconde guerre mondiale dans la forêt de Katyn, et accuse la police de Staline. En attendant l'aveu de Moscou, la Pologne plonge dans sa douloureuse histoire.

« AM 2392... Ce macabre inventaire, celui des victimes non identifiées du massacre de Katyn, vient d'être publié, sur la base de documents conservés en Occident, par l'hebdomadaire polonais Tygodnik Polski. « Les lecteurs qui, à partir des objets cités, identifieraient un proche ou une connaissance sont priés de prendre contact avec la rédaction », ajoute le journal sous la « liste de Katyn ».

L'énumération des lettres et effets personnels trouvés sur les victimes, exhumées en 1943 de fosses communes dans cette forêt proche de Smolensk, ne laisse aucun doute sur les auteurs du massacre des 4143 officiers polonais (dont 2815 ont été identifiés) : pas une lettre, pas un journal trouvé sur eux n'est postérieur au 23 avril 1940. La date est cruciale puisque, à cette époque, la région était aux mains des Soviétiques, qui, après avoir envahi la Pologne le 17 septembre 1939, avaient fait prisonniers quelque 15000 militaires polonais. Après mai 1940, plus personne ne devait entendre parler de ces milliers d'officiers.

Lorsqu'en 1943 les Allemands, qui occupaient la Biélorussie et une partie de la Russie, découvrirent le charnier dans la forêt de Katyn, ils attribuèrent aussitôt le massacre aux Soviétiques. L'URSS adopta alors une position qui n'a pratiquement pas varié jusqu'à ce jour : les exécutions, maintient-elle, remontent non pas à 1940, mais à 1941, lorsque la région se trouvait déjà sous domination allemande ; les assassins ne pouvaient donc être que les nazis.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 3.)

La France qui s'ouvre

par ANDRÉ FONTAINE

TOUT le monde le dit : rarement scruté, voire tout simplement à l'âge, des candidats, et si peu à l'idéologie. Est-ce si sûr ? L'idéologie dominante en France, pour le moment, n'est-elle pas celle — qu'on a désigné sous le nom de « soft » — du consensus et de l'ouverture ? Or les propos, la composition de leurs listes, les rapports avec leurs partis respectifs de dizaines de maires de grandes villes vont dans ce sens. Décidément, la Révolution dont on fête le bicentenaire est loin. Celle d'Octobre, plus loin encore peut-être.

Prise au sens qu'on lui avait donné l'an dernier d'élargissement de la majorité présidentielle vers la gauche et la « société civile », l'ouverture demeure certes limitée — la logique des urnes voudrait d'ailleurs qu'elle fût confirmée et étendue — mais le mot exprime bien davantage : une attitude (précédemment une « ouverture »).

d'esprit, un style, un regard, un langage neufs, plus simples, plus directs, plus nets.

Les rivalités des partis ont beau continuer de se nourrir des séquelles des grandes controverses d'hier, celles-ci ne fournissent plus matière à s'entretenir. Outre à ne pas y mettre exactement la même chose, la grande majorité des citoyens sont pour la justice sociale, les droits de l'homme, l'entreprise et l'Europe. Les vrais clivages séparent désormais bien davantage la droite et l'extrême droite et la gauche de sa gauche, que la masse des électeurs du RPR et de l'UDF de ceux du PS.

Michel Rocard est parmi les premiers à l'avoir compris. Avec son allure d'étudiant prolongé, sa capacité d'enthousiasme, sa fraîcheur à peine trépidée par neuf mois de pouvoir, il n'a pas peu contribué à ce renouveau du paysage politique que les municipales ont illustré.

(Lire la suite page 10.)

Un civil à la tête de la DGSE

M. Claude Silberzahn prend la direction des services secrets
PAGE 14

La violence aux Etats-Unis

Frustrations et rivalités ethniques à Miami
PAGE 5

Enquête : Carnets de route en Iran (p. 8)

ARTS · SPECTACLES

Douze pages pour sortir en sachant où l'on va. Le nouveau supplément Arts et Spectacles nourrit cette ambition : emmener le lecteur du Monde chaque semaine partout où la nouveauté, la rareté, l'originalité, la générosité d'un spectacle risquent de le rendre heureux. Avec douze pages composées de critiques, d'analyses, de reportages, d'enquêtes, mais aussi d'une sélection commentée et illustrée de tous les films, et des meilleures pièces, expositions, ballets, concerts, à Paris, en province, à l'étranger. Et le maximum possible de précisions pour le maximum de « services » rendus. Le plaisir de sortir, mode d'emploi.

Nouvelle rubrique : Paris-Ile-de-France (p.28)

Le sommaire complet se trouve en page 36

La journée des « Arbres de la liberté »

Le président, l'abbé Grégoire et Victor Hugo

M. François Mitterrand était, mardi 21 mars, à Saint-Gaudent (Vienne), à l'occasion de la journée « Arbres de la liberté », première manifestation d'ampleur nationale liée au Bicentenaire de la Révolution, jumelée avec une commémoration dans les établissements scolaires du premier et du second cycle.

SAINT-GAUDENT (Vienne)
de notre envoyé spécial

En mai 1790, un curé républicain, l'abbé Norbert Pressac, planta près de son église, à Saint-Gaudent, un arbre de la liberté et déclara devant ses ouailles rassemblées : « Au pied de cet arbre, vous vous souviendrez que vous êtes français et, dans votre vieillesse, vous rappellerez à vos enfants l'époque mémorable à laquelle vous l'avez planté. » Ainsi prit racine le premier arbre de la liberté, selon la version qu'en donna, quatre ans plus tard, l'abbé Grégoire, représentant du peuple à la Convention nationale.

Selon la chronique locale, l'arbre a survécu jusqu'en 1961, année d'un fameux orage qui l'abattit.

Il n'en fallait pas plus pour que M. Mitterrand, dont les racines sont enfouies « à quelques encablures », en Charente, réédite l'opération, le mardi 21 mars, premier de germinal, jour du printemps et d'un certain crachin tenace. « Si Dieu lui-même ne peut pas faire le beau temps, qu'est-ce que vous voulez qu'on y fasse ! », remarqua, fataliste, M. Raoul Cartraud, le maire

socialiste de Civray, chef-lieu de canton voisin. Un bon millier de personnes s'étaient rassemblées sur la place de la nouvelle église, foule considérable dans une commune qui compte 1176 habitants que crachin et nuages à ras de clocher n'avaient pas découragés de voir et complimenter le président de la République, sa suite, son chapeau de feutre noir et son coup de pelle.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

CAMPUS

- Réforme au long cours en Espagne.
- Héros pour étudiants de grandes écoles.
- Les subtilités de l'âge bête.
- Réinventer le Quartier latin.

Pages 17 à 20

Immobilier : une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 25 à 27.

Félicien MARCEAU

Un oiseau dans le ciel

roman

GALLIMARD *rfr*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 165 pes ; Grèce, 80 p ; Italie, 1200 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 238 F CFA ; Suisse, 12,50 fr ; Thaïlande, 1,00 B ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Etranger

Le massacre de milliers d'officiers polonais en 1940

Les spectres de Katyn

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, la presse polonaise déballe tout. Après des décennies de silence — démenties de mensonge, disent l'immense majorité des Polonais pour lesquels il ne peut y avoir d'autre certitude que celle de la culpabilité des Soviétiques — les historiens officiels ont soudain dit depuis quelques semaines ce que leurs collègues proches de l'opposition écrivent depuis des années dans les publications clandestines : tous les indices, toutes les constatations, tous les témoignages concourent à accabler la police politique de Staline, le NKVD, ancêtre du KGB. Et le 7 mars dernier, au cours d'une conférence de presse de routine, le porte-parole du gouvernement polonais, Jerzy Urban, lâche la phrase fatale : « Tout indique que le crime a été commis par le NKVD soviétique ».

Il manque encore, bien sûr, quelques pièces au puzzle. Ainsi, Varsovie a aujourd'hui décidé de dire la

vérité alors que, selon un récit considéré comme véridique par plusieurs historiens, Gomułka, premier secrétaire du PC polonais, avait décliné en 1956 une offre de Khroutchev de faire toute la lumière sur cette immense blessure qui entachait les relations soviéto-polonaises.

Mais c'est de Moscou que doit maintenant venir l'aveu final. Et cet aveu ne doit pas seulement porter sur l'assassinat d'au moins 4 143 officiers polonais ; il doit être accompagné d'informations sérieuses sur le sort des quelque 10 000 autres officiers faits prisonniers et dont, près d'un demi-siècle après, on ne sait toujours strictement rien.

En attendant d'un tri

Un homme, Joseph Czapki, a consacré sa vie à la recherche de la vérité sur Katyn, monstrueux massacre auquel il a miraculeusement échappé. Agé aujourd'hui de quatre-

vingt-quatre ans, Joseph Czapki garde ses souvenirs intacts (1) et porte un regard remarquablement lucide sur l'évolution de son pays et de son grand voisin. Installé depuis 1945 en France, où il devint l'une des grandes figures de l'intelligentsia polonaise en exil, il a conservé toute la dignité et la finesse des aristocrates polonais.

Czapki se trouvait parmi les 15 000 officiers capturés par les troupes soviétiques en septembre 1939 et qui furent répartis dans trois camps : Kozielek (près de Smolensk), Starobielsk (au sud-est de Kharkov) et Ostaszkov (au nord-ouest de Kaliningrad). Début 1940, Czapki fut transféré le 12 mai 1940 au camp de Pavlovsk-Bor, où il retrouva d'autres détenus polonais de Kozielek, d'Ostaszkov et de Starobielsk. Au total quelque 400 hommes, épargnés au hasard d'un tri dont ils ne surent jamais les critères. « C'est une question que je

continue à me poser », dit-il aujourd'hui. « Pourquoi nous ? »

Czapki fut libéré à la suite de l'accord soviéto-polonais de juillet 1941, qui prévoyait la constitution d'une armée polonaise en URSS, sous la direction du général Wladyslaw Anders. C'est à ce moment-là que les 400 rescapés constituèrent la disparition de leurs milliers de codétenus. Le général Anders chargea alors Czapki, qui parlait couramment le russe, de mener des recherches sur les 14 500 officiers disparus.

Longtemps, Czapki crut que ses amis n'étaient pas morts. « J'ai toujours eu un doute, à savoir qu'on commet des crimes pendant les révolutions, mais que vingt ans après ça ne se fait pas, nous s'en est expliqué. Je me disais : ils sont vivants. J'étais tellement persuadé que c'était impossible qu'on les ait massacrés. Je ne pouvais pas accepter cette idée. On nous affirmait : ils reviendront, mais pour l'instant il faut se taire. Mais ils ne revenaient pas. J'ai cherché, j'ai cherché, et je n'ai jamais rien appris ».

Cet homme, l'un des rares témoins vivants de ces événements dramatiques, croit aujourd'hui qu'il existe une très grande chance que la vérité soit enfin dite sur Katyn, « crime des crimes », qui devait permettre à Staline de « nettoyer l'intelligentsia polonaise, de faire table rase ». Même si, à son avis, cet aveu, pour les Polonais, ne représente « déjà presque plus rien, car ils savent depuis longtemps ». Mais « la vérité doit être dite jusqu'au bout. Il ne peut pas en être autrement. Lorsque Gorbachev est venu à Varsovie (en juillet dernier), on était presque sûr qu'il allait dire la vérité sur Katyn, mais il n'a pas dit son mot. Et tout à coup, maintenant, tout est ouvert ».

Tellement ouvert que deux cinéastes polonais réputés et proches de l'opposition, Andrzej Wajda et Marcel Lozinski, qui ont entrepris un film sur Katyn il y a un an, précisément à la suite d'une conversation de Wajda avec Czapki, ont l'inten-

tion d'aller bientôt tourner sur place. Le 25 avril — si les Soviétiques accordent l'autorisation —, Marcel Lozinski projette d'accompagner des familles de victimes dans un pèlerinage en train Varsovie-Katyn. Le sujet tient d'autant plus à cœur à Wajda que son propre père a été tué à Katyn.

La ballade est donc maintenant dans le camp des Soviétiques. « On ne peut pas imaginer, relate Czapki, que [les révélations faites aujourd'hui en Pologne] n'aient pas été discutées entre Moscou et Varsovie ». Czapki reste méfiant, « car l'indécision subsiste ». Et le fait est que Moscou ne donne pour l'instant aucun signe de vouloir passer aux aveux.

« Le pas qui coûte »

Pour l'historien émigré Michel Heller, les Soviétiques pourraient, en fait, considérer que les Polonais ont franchi le « pas qui coûte » et qu'il ne leur reste plus, à eux, Soviétiques, qu'à expliquer que, malheureusement, les responsables de cette tragédie ont disparu, que ces tristes événements n'ont pas été consignés dans les archives du NKVD et qu'on n'en saura jamais davantage. « Que sont ces archives ? » demande Czapki. « Bien sûr, si c'était vraiment réalisable, en ouvrant l'accès à ces archives, ce serait une très grande chose. Mais comment croire que ce ne serait pas, là encore, des choses arrangées ? »

Pour d'autres, comme Lozinski, l'aveu des Soviétiques « n'est plus qu'une question de jours. Il fallait simplement laisser aux Polonais prendre un peu d'avance, pour que cela n'ait pas l'air d'un cadeau des Soviétiques ». Car le régime polonais avait besoin de « donner quelque chose au peuple », et par les temps qui courent il est plus facile de lui donner Katyn que 2 kilos de saucisson. Interrogé le mois dernier par l'hebdomadaire *Tygodnik Kulturalny*, un historien de l'institut d'histoire militaire de Varsovie, le major Tadeusz Sergiejczyk, a réclaté « une déclaration officielle des autorités soviétiques [sur Katyn], sur la base des documents qui se trouvent en URSS. Il y a une

demande sociale pour cette vérité depuis plus de quarante ans », dit-il. Mais le major n'exclut pas que les Soviétiques, loin de réaliser le poids émotionnel de Katyn pour les Polonais, raisonnent encore en termes de chiffres : « Quel est ce que ça représente, 14 500 hommes, à côté des millions de victimes d'assassinats de la période stalinienne ? » Une autre opération de routine du NKVD ?

C'est sans doute aussi pour flatter la fibre patriotique du peuple polonais que le premier ministre, M. Rakowski, a récemment envoyé une lettre au général Maczek, héros de la seconde guerre mondiale renié par le régime communiste et exilé en Écosse. Dans cette lettre, dûment publiée à Varsovie, M. Rakowski invite le général Maczek à venir assister aux cérémonies de commémoration du début de la guerre et l'assure qu'il sera reçu en « héros national » par tout le pays. Au nom de son mari, M^{me} Zofia Maczek a répondu au premier ministre en déclarant poliment son offre, qui, a-t-elle regretté, arrive un demi-siècle trop tard. « Qu'attendait donc Rakowski ? Une fraternisation générale ? Cela n'est pas possible », sourit Czapki. Loin de se décourager, le pouvoir polonais a entrepris de réhabiliter, à titre posthume, le général Anders et l'ancien chef du gouvernement en exil Stanislaw Mikolajczyk.

Quelles que soient les motivations d'un pouvoir avide de popularité, à Varsovie la vague est ouverte. Les colonnes des journaux s'ouvrent aux atrocités de l'équipe de Bierut, aux récits des déportés en URSS — 1,5 à 1,8 million de Polonais au total — et l'Union des Sibériens, qui vient d'être réactivée pour les anciens déportés et leurs familles, croule déjà sous une avalanche de lettres. Plus que jamais, les Polonais baissent dans cette histoire qu'on tenta si longtemps de leur interdire.

SYLVIE KAUFMANN.

(1) Il lui a consacré dès la fin de la guerre dans plusieurs livres, dont *Souvenirs de Starobielsk*, éditions Noir sur Blanc.

URSS : la préparation des élections

M. Andreï Sakharov devrait finalement être le candidat de l'Académie des sciences

MOSCOU
de notre correspondant

Le dernier rebondissement devant être le bon. Andreï Sakharov a désormais de bonnes chances d'être élu député de l'Union soviétique par ses pairs de l'Académie des sciences.

Des vingt-trois personnes dont le présidium de l'Académie avait retenu la candidature aux vingt sièges parlementaires réservés à cette institution, seuls huit ont été élus mardi 22 mars. Aucune autre

n'a passé la barre des 50 % de voix nécessaires, et cela signifie qu'il reste douze sièges à pourvoir et que de nouveaux candidats vont pouvoir être désignés. Or il est certain que Sakharov sera cette fois-ci encore désigné par la base et que, contrairement à ce qui s'était passé il y a un mois, le présidium ne se risquera plus à ignorer la volonté des académiciens en ne retenant pas le nom du Prix Nobel de la paix.

Car la tempête qui avait suivi cette décision avait été telle que l'Académie ait aujourd'hui menacé d'écroulement et que la seule manière pour ses dirigeants de réparer les pots cassés est de faciliter la gymnastique permettant à Sakharov et aux autres libéraux éliminés de revenir sur le devant de la scène. Le flou de la loi électorale, sur la procédure à suivre au cas où des sièges ne seraient pas pourvus dans les délais prévus, a donc permis d'imaginer la solution vers laquelle on s'oriente maintenant — la réorganisation, de fait, des élections.

La procédure est élégante, puisqu'elle n'oblige pas le présidium à, purement et simplement, obéir à un rapport de forces qu'il avait bien mal évalué. La base a obtenu satisfaction et vu aussitôt qu'elle pouvait se faire entendre, même dans les structures actuelles. M. Gorbachev sera très certainement soulagé d'apprendre que les grandes figures, dont l'élection devait accroître la légitimité du futur congrès des députés du peuple, pourront finalement y siéger.

Quant à M. Sakharov, il est en passe, enfin, de remporter une belle victoire politique, puisque c'est lui, et lui seul, qui avait décidé de mettre l'Académie au pied du mur en refusant d'aller se présenter dans une circonscription géographique. Le jeu était risqué. Beaucoup de ses amis le lui avaient déconseillé, mais, sans nouvel et improbable rebondissement, il devrait avoir réussi, non

seulement à se faire élire, mais à faire comprendre aux conservateurs de l'Académie qu'il y a des manœuvres qu'ils ne peuvent plus se permettre.

Le paradoxe, en l'occurrence, est que M. Sakharov, comme bon nombre d'élus et comme la plupart des intellectuels libéraux, est hostile par principe à l'attribution de sièges réservés aux organisations officielles du système. L'existence de ces sièges réservés (un tiers du congrès) viole, en effet, la règle de l'égalité dans le suffrage universel, puisqu'une même personne peut ainsi voter plusieurs fois — comme citoyen d'abord, puis comme membre d'une ou plusieurs organisations dites « sociales ».

BERNARD GUETTA.

En Lituanie

Grave pollution après une explosion dans une usine chimique

Une explosion dans une usine chimique de Lituanie a entraîné la mort de quatre personnes, l'hospitalisation d'une cinquantaine d'autres et l'évacuation de trente mille habitants, ont rapporté mardi 21 mars les *Investia*.

L'accident s'est produit lundi dans l'usine Azote d'Ionava, à une centaine de kilomètres de Vilnius, la capitale de la Lituanie, l'une des trois Républiques baltes soviétiques. Le réservoir de l'usine, qui contenait de 7 000 à 8 000 tonnes d'ammoniac, « s'est ébranlé » et un nuage toxique s'est dégagé dans l'atmosphère. L'odeur du gaz est sensible dans plusieurs régions et la situation à l'usine Azote est restée « critique » toute la nuit de lundi à mardi.

Rappelant que l'usine Azote avait été critiquée depuis plusieurs années pour les dangers qu'elle présentait, les *Investia* concluent que les entreprises devraient davantage relever du gouvernement des Républiques où elles sont situées plutôt que d'un « ministère à l'autre bout de la terre ». — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'écrivain Vaclav Havel est maintenu en détention

Les juges tchécoslovaques ont confirmé, mardi 21 mars, en appel la condamnation de l'auteur dramatique Vaclav Havel, pour délit d'incitation et obstruction à la force publique, en réduisant d'un mois sa peine d'emprisonnement ferme, qui passe de neuf à huit mois (nos dernières éditions du 22 mars).

Le tribunal de Prague a décidé d'assouplir les conditions d'incarcération de l'animateur de la Charte 77, qui avait été condamné à un régime de détention sévère. Mais, sur l'essentiel, la justice tchécoslovaque a voulu réaffirmer sa fermeté face à l'opposition, et c'est ainsi que l'ont compris les quelque cent cinquante amis de M. Havel qui se pressaient dans les couloirs du tribunal et qui ont accueilli le verdict aux cris de « Honte ! ».

« J'ai été condamné pour ce que je suis, tout simplement parce que je suis Vaclav Havel et que je gêne les autorités », a déclaré le dramaturge à l'audience, selon son frère Ivan. Un autre militant de la Charte 77, le père Vaclav Malý, a qualifié le verdict de « préfabriqué », tout comme celui du procès en première instance, le 21 février. Vaclav Havel, cinquante-deux ans, avait été arrêté le 16 janvier au cours d'une manifestation à la

mémoire de Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le feu en 1969 pour protester contre l'invasion de son pays par les troupes soviétiques.

Prague ne donne aucun signe de vouloir adoucir sa politique de répression de l'opposition, au contraire, puisque deux nouveaux procès doivent se tenir cette semaine : celui d'Eva Vidlarova, employée d'un théâtre de Brno (Moravie) connu pour son audace, le « Théâtre sur un fil », et accusée de « tentative d'obstruction à la mise en œuvre d'une décision administrative » et celui de Dusan Stala, proche de la Charte 77, pour « préparatifs d'incitation à rébellion ».

« L'Humanité » :

« un verdict scandaleux »

Cette attitude des autorités tchécoslovaques suscite une réprobation de plus en plus manifeste dans les pays socialistes les plus ouverts, comme la Pologne et la Hongrie. De son côté, le quotidien du PCF, *l'Humanité*, s'est de nouveau élevé, comme il l'avait fait à l'issue de la première condamnation en février, contre le « verdict scandaleux », qui a frappé Vaclav Havel mardi. Ce verdict, « qui porte atteinte au socialisme, doit être annulé », écrit *l'Humanité*.

Points ROMAN

Henri Gougaud
L'arbre aux trésors
Légendes

James A. Michener
Texas
romans

La vie trop brève
d'Edwin Mullhouse

Steven Millhauser

Michel Rio
Archipel

Manuel Puig

Erik Orsenna
Loyola's blues

Les mystères de Buenos Aires

Editions du Seuil

Europe

GRÈCE : l'affaire Koskotas

De nouvelles révélations compromettent l'ancien numéro deux du régime, M. Koutsyorgas

De nouvelles preuves de l'implication de l'ancien numéro deux du gouvernement, M. Agamemnon Koutsyorgas dans l'affaire Koskotas, ont été rendues publiques mardi 21 mars à Athènes. Le président de la Nouvelle Démocratie, principale formation d'opposition, a une nouvelle fois réclamé devant le Parlement la démission du gouvernement.

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

On devine mieux maintenant pourquoi M. Agamemnon Koutsyorgas, ministre de la présidence du conseil, a démissionné le 14 mars. En dépit des habituels démentis officiels, il semble bien qu'un juge ait rendu visite quelques jours plus tôt à M. Andréas Papandréou pour lui remettre un dossier établissant le rôle de M. Koutsyorgas dans le scandale Koskotas et les détournements de fonds de la Banque de Crète. Dans ces conditions, l'« oncle », comme on l'appelle ici, n'avait plus, avant que l'affaire ne sorte au grand jour, qu'à quitter un gouvernement qui tanguait dangereusement depuis plusieurs mois.

La révélation n'a pas tardé. Mardi 21 mars, l'ancien avocat de Georges Koskotas a décidé à son tour de « passer à table ». En prison depuis une quinzaine de jours, incriminé de « recel », M. Yannis Mantzouranis n'est pas d'importance qui. Il a exercé les fonctions de secrétaire général du gouvernement puis de secrétaire général du ministère de la présidence du conseil au temps où M. Koutsyorgas était ministre. Sur dix-neuf pages manuscrites et rédigées dans sa cellule, il explique en détail comment son patron politique a reçu la coquette somme de deux millions de dollars du banquier grec Georges Koskotas. La presse publie ses confessions et l'histoire des transactions et du parcours de l'argent ne manque pas de piquant.

Fin juillet 1988, M. Mantzouranis prend l'avion pour Genève et ouvre un compte, à son nom, à l'Union des banques suisses (UBS). Le 5 août, le gouvernement grec adopte de nouvelles dispositions relatives au secret bancaire, qui auraient été « demandées » par M. Koskotas à des membres du gouvernement, et à M. Koutsyorgas en particulier, pour empêcher la Banque centrale d'éplucher la comptabilité de sa banque, la Banque de Crète.

Le même jour, M. Koskotas se rend à Genève. Il renvoie l'assesseur et dépose deux millions de dollars sur le compte de M. Mantzouranis. Celui-ci, sans doute pour gommer les traces, va transférer les fonds sur un autre compte — cette fois à la City Bank Corporation — et ouvrir dans le même établissement un troisième compte aux noms de M. Mantzouranis et Koutsyorgas père et fils. 1,2 million de dollars y sont versés. Les 800 000 billets verts restants les rejoignent le jour où Koskotas sera bien certain qu'aucun audit de sa banque ne sera pratiqué.

Des documents embarrassants

En septembre, un représentant de la City Bank Corporation, M. Peter, passe à Athènes, rencontre M. Koutsyorgas et ouvre un... quatrième compte, aux noms du ministre et de son épouse. Quelques jours plus tard, le couple, par un simple virement, va ainsi « hériter » de 1,2 million de dollars.

Mais, dans le même temps, la presse s'empare de l'affaire du krach de la Banque de Crète, le scandale Koskotas prend de l'ampleur, certaines personnalités du Parti socialiste (PASOK) sont directement mises en cause et le gouvernement décide finalement, en octobre, de nommer un commissaire de la Banque de Grèce pour examiner les obscures pratiques de l'établissement de M. Koskotas. A ce moment-là, M. Koutsyorgas

demande à M. Mantzouranis de reprendre rapidement les dossiers sur son compte personnel. Ce qui fut fait et explique pourquoi l'avocat est aujourd'hui sous les verrous.

M. Mantzouranis affirme donc que l'argent était en réalité destiné au ministre et à son épouse. Il déclare détenir toutes les preuves de ce qu'il avance : documents bancaires et billets d'avion datés. Le quotidien de gauche *Proti* a d'ailleurs publié mardi plusieurs photocopies de relevés de compte, d'avis de versements et de virements de l'Union des banques suisses et de la City Bank Corporation. Au début du mois, des radios athéniennes avaient déjà diffusé des cassettes contenant des conversations téléphoniques enregistrées entre l'avocat et « Kathy », la femme de M. Koskotas fort embarrassante pour M. Koutsyorgas.

L'ancien ministre, ami et collaborateur de longue date de M. Papandréou, est dans de sales draps. Mardi, quelques heures après ces révélations, il avait annoncé une conférence de presse mais il s'est contenté de distribuer une « déclaration ». Il demande au chef du gouvernement d'engager une procédure sur la responsabilité des ministres pour que soit donnée à chaque personnalité politique mise en cause dans cette affaire la possibilité de se défendre. Une telle procédure, si elle était votée par les députés, aurait pour conséquence la suspension des poursuites pénales. Un répit donc pour M. Koutsyorgas. Mais, lors du débat de politique générale qui a suivi dans la soirée au Parlement, M. Papandréou a déclaré qu'il n'entreprendrait rien qui puisse gêner la procédure judiciaire.

L'« oncle », fort populaire parmi les militants de base, paraît donc bien isolé mais il est toujours soutenu par le quotidien *Avrami*, proche du PASOK, qui continue à démentir tous ces scandales et écrit mardi que l'avocat, M. Mantzouranis, avait été « acheté » par l'opposition conservatrice.

ALAIN DEBOVE.

Diplomatie

La visite officielle du président du Bangladesh

Le projet de contrôle des inondations au cœur des entretiens de M. Ershad à Paris

Le président du Bangladesh, M. Mohammed Ershad, effectue, du mercredi 22 au vendredi 24 mars, une visite officielle à Paris au cours de laquelle il sera reçu par M. François Mitterrand et rencontrera M. Michel Rocard et plusieurs ministres ainsi que le maire de la capitale, M. Jacques Chirac. Le projet français de contrôle des inondations au Bangladesh figurera au centre de ses entretiens.

« Notre peuple est habitué à lutter contre les débordements de la nature, mais quand ils atteignent l'ampleur catastrophique de septembre dernier, nos propres moyens sont insuffisants », l'aide internationale est indispensable », constatait récemment le premier ministre du Bangladesh, M. Moudoud Ahmed. En matière de lutte contre les inondations comme dans d'autres domaines, l'assistance internationale n'a pas manqué au Bangladesh, périodiquement victime des crues des trois grands fleuves qui l'arrosent : le Gange, le Brahmapoutre et la Meghna. Mais, jusqu'à l'an dernier, elle restait plus ponctuelle que globale, destinée à parer au plus pressé plutôt qu'à promouvoir des solutions structurelles permanentes.

Les inondations de septembre 1988 (pays submergé, économie ravagée, millions de sinistrés) ont dramatiquement relancé la question. Au-delà de la phase d'urgence, les dirigeants de Dacca ont appelé la communauté internationale à l'aide pour la recherche de solutions durables et intégrées. Une régulation du phénomène récurrent des crues catastrophiques des grands fleuves paraît une condition essentielle non seulement de la réduction des drames, mais aussi du développement du pays.

Sans cela, comment imaginer l'accès à l'autosuffisance alimentaire pour ce delta, où 110 millions d'habitants vivent sur un territoire trois fois moins grand que la France ? A ce appel, les Français ont répondu sans tarder. Fin septembre, de la tribune des Nations unies, le président Mitterrand lançait l'idée d'un projet international de stabilisation des fleuves du Bangladesh.

Le mois suivant, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président, se rendait à Dacca pour déterminer les modalités d'une coopération entre la France et le Bangladesh dans ce domaine. Paris prenait alors en charge une étude de faisabilité d'un coût de 25 millions de francs.

En janvier, un accord était passé avec un consortium de firmes françaises spécialisées dans l'aménagement fluvial (1). Une vingtaine

d'experts étaient à pied d'œuvre lorsque le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, se rendait à son tour sur place, fin janvier, à l'invitation du président Ershad.

Un rapport sera remis le 31 mai au gouvernement de Dacca. Une fois approuvé, il sera successivement soumis par le président Mitterrand à l'examen et à l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernement européens, lors du sommet de Madrid les 26 et 27 juin prochain, puis à ses partenaires du sommet des pays industrialisés, à la mi-juillet, à Paris. Deux étapes qui seront décisives pour l'acceptation et le financement du projet.

Coordination internationale

Cela dit, dans cette ambitieuse entreprise hors de leur zone traditionnelle d'influence, les Français doivent éviter certains écueils. Le premier a trait au contentieux indo-bangladaï sur le partage et le contrôle des eaux. La plus grande partie du cours des fleuves concernés se trouve, en effet, en Inde. Il a donc été décidé de s'en tenir strictement à des aménagements sur le seul territoire du Bangladesh.

En second lieu, les Français, tout en gardant leur position de leaders, s'efforcent de donner à leurs initiatives une dimension internationale. Pour cela, le projet fait l'objet d'un

travail de coordination, voire d'harmonisation, avec d'autres études et réalisations en cours dans le même domaine, qu'elles soient multilatérales (Banque mondiale et Programme des Nations unies pour le développement) ou bilatérales. Pour un projet estimé à plusieurs milliards de dollars sur une période de dix ans, c'est probablement la condition sine qua non de sa réalisation. D'ailleurs, pour faire bonne mesure, un comité pluridisciplinaire d'experts internationaux a été chargé de superviser l'étude en cours.

Enfin, côté technique, il sera important que les solutions retenues pour contrôler et répartir les hautes eaux soient conformes aux impératifs écologiques, économiques et sociologiques du Bangladesh. « Il ne s'agit pas d'empêcher les inondations, mais de les contrôler », remarquait le ministre de l'Irrigation M. Mahabubur Rahman. Il ajoutait : « L'eau, à la fois bienfait et fléau, fait partie de notre culture, de notre mode de vie. Le problème, c'est de trouver un équilibre durable entre le trop-plein pendant la mousson et le manque pendant l'été ». Stabiliser les grands fleuves réputés indomptables pour les mettre au service du développement, c'est tout le défi du projet français.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) BCEOM, Compagnie nationale du Rhône, Coyne et Bellier, EDF International, SOGREAH.

Le 1^{er} juillet à Paris

La Commission de Bruxelles rencontrera le gouvernement

Le président de la République a invité la Commission de Bruxelles à rencontrer le gouvernement français à Paris le 1^{er} juillet, jour où la France prendra pour six mois la présidence du conseil des ministres de la Communauté. Une seconde séance de travail réunira Commission et gouvernement à Bruxelles en septembre.

M. Jacques Delors a accepté cette invitation, et on note à Bruxelles que cette pratique devient de plus en plus courante. Elle avait été inaugurée par les Allemands à l'été 1987, avec un déplacement de tous les commissaires à Bonn. Début janvier, les quatre principaux commissaires et M. Delors se sont rendus à Madrid, où ils se sont entretenus avec les membres du gouvernement espagnol les plus concernés par les affaires européennes. M. Felipe Gonzalez est, d'autre part, attendu à Bruxelles la semaine prochaine, à

mi-parcours de la présidence espagnole.

Ces contacts étroits avec les gouvernements assumant la présidence tournante de la CEE sont d'autant plus nécessaires, souligne-t-on à Bruxelles, que la Commission a désormais formulé la quasi-totalité de ses propositions en vue de l'adhésion 1993 et que ce qui reste à faire est essentiellement du ressort du conseil des ministres de la Communauté.

● M. Mitterrand en Italie et en Allemagne. — M. François Mitterrand rencontrera le président du conseil italien, M. De Mita, le 30 mars à Taormine, en Sicile, et le chancelier Kohl, le 4 avril à Garmisch, en Bavière. La présidence française de la CEE, le sommet des pays industrialisés et le désarmement seront au menu de ces entretiens.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

La grève des PTT s'étend

Le mouvement de grève qui paralyse depuis une semaine les services des postes et télécommunications d'Algérie et d'Oran s'étend à l'échelle nationale », indiquait, mardi 21 mars, le syndicat national des PTT, affilié à l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens). Lundi, les différentes discussions engagées entre le ministère et le syndicat national des PTT n'avaient pas abouti.

L'UGTA a invité le personnel à « assurer un service minimum dans les services en relation avec le public » pour ne pas pénaliser les usagers. Le fait que l'administration ait averti le personnel que les journées de grève ne seraient pas payées a contribué à aggraver le conflit qui a gagné d'autres villes du pays, selon le syndicat. — (AFP.)

Chine

« Contacts directs » avec le dalaï-lama

Les autorités chinoises ont des « contacts directs » avec le dalaï-lama à propos de la crise actuelle au Tibet, a déclaré, mardi 21 mars, M. Yan Minghui, chef du département du front uni du PCC, nous citant notre correspondant à Pékin, France

Japon

Le différend territorial avec Moscou subsiste

La première réunion, mardi 21 mars à Tokyo, du groupe de travail russo-japonais sur un traité de paix, n'a pas permis d'aplanir le différend territorial sur les îles Kouriles du Sud, occupées par l'URSS et revendiquées par le Japon. Cette réunion faisait suite à deux jours de conversations entre vice-ministres des affaires étrangères. M. Rogatchev, chef de la délégation soviétique, a demandé au Japon de faire preuve de « volonté politique, de réalisme et d'équilibre

des intérêts » afin de permettre une amélioration des relations dont dépend une visite à Tokyo de M. Gorbatchev et la signature d'un traité de paix.

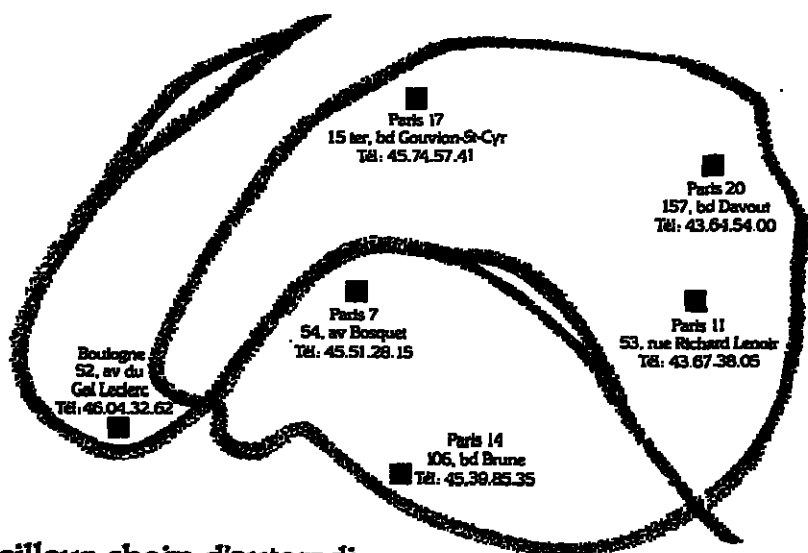
Les Japonais ont refusé la proposition soviétique de négocier des accords économiques tant qu'il n'y aurait pas d'amélioration sur le plan politique. Cette position a été qualifiée de « non constructive » pour l'organisation de la visite de M. Gorbatchev par M. Rogatchev, qui a aussi démenti que la présence de troupes soviétiques aux Kouriles puisse constituer une menace pour le Japon. Le ministre nippon des affaires étrangères, M. Uno, est attendu à Moscou en mai pour des entretiens avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze. — (AFP, Reuters.)

● AFRIQUE DU SUD : les quatre réfugiés noirs quittent l'ambassade de RFA. — Les quatre militants noirs sud-africains réfugiés, depuis lundi 20 mars, à l'ambassade de RFA à Francfort ont quitté l'édifice mardi 22 mars, le gouvernement ayant accepté de ne pas les inquiéter. Emprisonnés sans jugement aux termes de l'état d'urgence, ils s'étaient échappés d'un hôpital de Johannesburg où ils avaient été transférés à la suite d'une grève de la faim (le Monde du 22 mars). « Nous quittons l'ambassade avec un sentiment de victoire. Nous sommes très heureux de ce que nous avons fait », a déclaré l'un d'eux, précisant que le gouvernement avait donné des assurances aux certains de leurs engagements. — (Reuters.)

● RECTIFICATIF : Seychelles. — Contrairement à ce qu'indiquait une dépêche d'agence dont nous nous sommes fait l'écho dans le Monde du 18 mars, M. France-Albert René, président de la République des Seychelles, n'a pas l'intention de se retirer de la vie politique et sera candidat à l'élection présidentielle en juin prochain, nous précise l'ambassade des Seychelles à Paris.

Fnac Autoradio

Avec
et sans rendez-vous,
nous équipons
votre voiture avec
beaucoup d'adresses.



Le meilleur choix d'autoradios et haut-parleurs mais aussi d'alarmes et de téléphones de voiture sélectionnés et installés par les techniciens Fnac. De plus, la première garantie Fnac Autoradio, c'est, pour vous, l'assurance d'une pose impeccable. En cas de non-respect des délais annoncés, Fnac Autoradio déduit de votre facture la pose de votre appareil.

Fnac Autoradio : les tests, le conseil et les garanties.

Librairie BIBLIOPHANE
RENCONTRES SIGNATURES
28, rue des Rosiers
75004 PARIS

JEUDI 23 MARS, 17 h 30-19 h 30 SIMON WIESENTHAL Justice n'est pas vengeance Laffont	DIAMANCHE 26 MARS, 15 h-17 h 30 Jacques STERNBERG - LE SCHENDEL (Julliard)
DIAMANCHE 2 AVRIL, 11 h 30-17 h 30 Jacques DEROGY - ISRAËL ULTRA-SECRET Laffont	

RENSEIGNEMENTS 46-87-82-80

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Avant de définir sa politique au Proche-Orient

L'administration Bush veut entendre toutes les parties au conflit

WASHINGTON
de notre correspondant

Il n'est pas certain que la nouvelle administration américaine ait, dès à présent, défini une politique à l'égard du Proche-Orient, mais elle a au moins choisi une attitude : entendre les parties en présence.

A la veille de la seconde « rencontre formelle » entre l'ambassadeur américain à Tunis et des représentants de l'OLP, la Maison Blanche a annoncé que le président Bush, accompagné de son épouse, se rendra à Washington le 3 avril, suivi trois jours plus tard par le premier ministre israélien Itzhak Shamir, le roi Hussein de Jordanie devant fermer la marche le 2 mai.

Ces « visites de travail » étaient dans l'air depuis un certain temps — dans le cas de M. Shamir, seule la date restait à préciser — mais ce n'est sans doute pas par hasard que Washington a annoncé en bloc ces trois rencontres, juste avant la reprise du dialogue avec l'organisation de M. Yasser Arafat.

Le président Bush « ne présentera pas de nouvelle initiative » à ses interlocuteurs, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche. « Nous en sommes à un stade exploratoire ».

Dans le même temps, le secrétaire d'Etat James Baker a de nouveau suggéré, devant des membres de la Chambre des représentants, qu'Israël pourrait devoir se résoudre, à terme, à dialoguer avec l'OLP. Certes, a fait valoir M. Baker, il serait « préférable » que les dirigeants israéliens trouvent des interlocuteurs parmi les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Mais le secrétaire d'Etat a manifesté son scepticisme, les tentatives en ce sens, a-t-il dit, « n'ont malheureusement pas eu beaucoup de succès ».

Tout en y mettant les formes, M. Baker semble donc attendre très patiemment que les dirigeants israéliens se rendent eux-mêmes à l'évidence, et acceptent

de parler aux représentants de M. Arafat.

Malgré les récriminations israéliennes, la diplomatie américaine persiste donc dans son attitude, d'ailleurs confortée par le récent rapport attribué aux services secrets israéliens selon lequel la voie obligée pour une recherche de la paix est un dialogue avec l'OLP (le Monde du 22 mars).

En réponse à une question, M. Baker a confirmé à ce propos que les États-Unis avaient « certaines divergences avec leur solide allié Israël ». Mais il s'est bien gardé de pousser le bouchon trop loin, et a expliqué que les États-Unis continuaient « à ne pas soutenir » l'existence d'un « Etat palestinien indépendant ».

Faire baisser la tension

M. Bush, qui, selon son porte-parole, est « déterminé à trouver les moyens de faire progresser le processus de paix », a-t-il des idées plus précises qu'il ne veut bien le dire à ce stade ? Les seules suggestions ouvertement faites jusqu'à présent par les Américains portent sur des « petits pas », des mesures réciproques qu'Israéliens et Palestiniens pourraient prendre pour faire baisser la tension dans les territoires occupés.

Le sentiment d'urgence est d'autant moins grand que la situation sur le terrain ne présente guère de risques à brève échéance pour les États-Unis, ni même pour Israël, selon les analyses qui sont couramment faites à Washington. Et l'émotion suscitée un temps par l'intifada (le soulèvement palestinien) est bien retombée. Lundi 20 mars, au lendemain du week-end le plus sanglant qu'aient connu les territoires occupés depuis des mois (sept tués, dont un jeune enfant), le Washington Post et le Wall Street Journal ne consacraient une ligne au sujet, et le New York Times se contentait d'une brève dépêche d'agence ne donnant qu'un bilan partiel des victimes.

JAN KRAUZE.

(Publicité)

A propos de la visite du ministre syrien des Affaires étrangères

A l'occasion de la visite en France du ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk El-Charrab, et au moment où l'armée syrienne est en guerre ouverte avec l'armée libanaise, il est intéressant de rappeler les positions des responsables français sur les points suivants :

1. — La présence des troupes syriennes au Liban (dont la première victime fut le village chrétien de Damour en janvier 1976) est juridiquement illégale. En septembre 1983, le président de la République, ainsi que le gouvernement libanais ont formellement demandé leur retrait. Le 14 mars 1989, l'actuel chef du gouvernement, Michel Aoun, vient de renouveler cette demande. De plus, rappelez que depuis 1982, la Ligue arabe n'a plus reconnu le mandat de ces troupes au Liban.

2. — Plus généralement, les intentions syriennes sur le Liban ont été révélées dans l'accord tripartite, signé le 28 décembre 1985 à Damas, après avoir été négocié dans le bureau du vice-président syrien.

Dans son quatrième chapitre, ce document, non seulement légalisait la présence des troupes syriennes, mais encore autorisait son extension à l'ensemble du territoire libanais, y compris aux zones libérées, il cherchait par des procédés pseudo-constitutionnels, à modifier le système libanais démocratique, à nommer des députés, à supprimer le pluralisme dans l'éducation...

3. — Dans les régions contrôlées par l'armée syrienne, le terrorisme international a été pratiqué pendant des années. C'est par l'intermédiaire de la frontière libano-syrienne que les libanais ont périé au Liban. C'est bien dans ces régions là que les organes occidentaux ont été démantés, ou le sont toujours. C'est là également qu'a été développé aussi bien la fabrication de la drogue, que son exportation vers l'Occident.

4. — Les Syriens au Liban sont, au regard du droit international, des occupants. Ils présentent éternellement l'ennemi. En fait, ce sont eux qui ont contribué à l'effacement, ils ont encouragé la division de la société libanaise, afin de mieux régner sur le Liban, n'excluant aucune arme, ni même le terrorisme par l'exercice des assassinats politiques ou la pose de voitures piégées.

C'est pourquoi, nous prions les dirigeants français de confirmer leur position relative au droit sacré du Liban à l'indépendance, à l'unité et à la restauration de la démocratie. Nous les prions de rejeter la colonisation et toute ingérence, notamment syrienne, sur le Liban, comme ils ont condamné l'occupation soviétique de l'Afghanistan.

La France, si attachée au droit des peuples, se doit de soutenir les Libanais qui réclament le retrait de toutes les armées d'occupation, notamment celle de la Syrie qui domine, avec ses 35 000 hommes, 88 % du territoire libanais.

En cette période d'indifférence, la France a encore un rôle à jouer au Proche-Orient. Sa voix est attendue et, seule, de tous les États de l'Occident, elle est susceptible d'émettre un message crédible.

Association socio-culturelle franco-libanaise.
Association Liban Vivant.
Association internationale des soldats de la paix.

Association des anciens des missions étrangères du Liban.
Amis du Liban (Lib. la sœur).
Comité d'action et d'information pour le Proche-Orient (Paris).
Centre d'études et de réflexion sur le Liban (Paris).
Centre d'information du Liban chrétien.

Club franco-libanais de Nice et des Alpes maritimes (Nice).
Comité d'aide aux chrétiens du Liban.
Comité de soutien aux chrétiens du Liban (Lib.).
France-Phénicie.
Guides européens du Liban.

Liban-Bretagne amitié (Côte-d'Or-Nord).
Liban-Moderna.
Liban-Solidarité (Toulouse).
Liban-Phénicie (Alsace-Provence).

Rencontres internationales des droits de l'homme (Toulouse).
Solidarité chrétienne France-Liban.
Solidarité-Liban (Marseille).
SOS chrétiens du Liban.

Union des étudiants libanais en France (Strasbourg).
Union des étudiants libanais en France (Bordeaux).
Village pour l'islam.

Pour tout retour ou soutien, vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante :
BP 161, 75623 Paris cedex 13.

M. Shamir obtient un soutien de principe de la Diaspora

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Itzhak Shamir se disait satisfait : les principales journées de la conférence du premier ministre pour la solidarité juive avec Israël se sont déroulées sans fausse note, on pres-que.

La participation à cette réunion de soutien de l'ensemble de la Diaspora a été massive. La manifestation a réuni à Jérusalem les dirigeants de la plupart des organisations de la Diaspora : 1 581 participants, représentant 42 nations, dont une délégation américaine de plus de 700 personnes. Bref, bien peu ont manqué à l'appel.

A Tel-Aviv

Un Israélien tué par un Palestinien

Un Palestinien du camp de Jabaliya, dans la bande de Gaza, a tué à coups de couteau, mardi 21 mars, à Tel-Aviv, un Israélien et en a blessé deux autres avant d'être blessé à son tour et arrêté par la police. Selon celle-ci, le meurtrier, un chômeur de vingt-huit ans, aurait agi pour des raisons nationalistes. La victime est un médecin de cinquante-cinq ans qui descendait de sa voiture, à une vingtaine de mètres du consulat d'Égypte, lorsqu'il a été poignardé.

Les policiers ont réussi à maîtriser l'auteur de l'attentat après qu'il eut blessé deux autres personnes en tentant de fuir. Pendant son arrestation, a rapporté la police, le meurtrier n'a cessé de crier « Allah akbar ! » (Dieu est grand). — (AFP.)

l'appel d'une invitation lancée avec un objectif prioritaire : prouver que la situation dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza n'avait pas érodé l'appui de la Diaspora à Israël (ou comparer la menace d'une érosion grandissante de cet appui ?).

Objectif atteint, a assuré le premier ministre et chef du Likoud (droite) mardi soir 21 mars, lors d'une conférence de presse tenue avec le dirigeant travailliste Shimon Peres. « Ce fut un grand succès », a dit M. Shamir, ajoutant : « Les participants ont manifesté le soutien total du peuple juif à l'Etat d'Israël (...). Plusieurs opinions ont été exprimées, mais nous nous sommes tous accordés sur le fait que le gouvernement d'Israël quand il aura pris ses décisions (sur le processus de paix), même s'ils ne sont pas totalement d'accord avec ces dernières ».

C'est un point de vue que M. Shamir a souvent défendu : la liberté de critique de la Diaspora est bienvenue, elle peut s'exercer à l'encontre de tel ou tel parti israélien — pas à l'encontre de la politique du gouvernement d'Israël quand celle-ci a été démocratiquement arrêtée. Il n'est pas certain que tous les dirigeants de la Diaspora adhèrent avec enthousiasme à cette conception.

Il n'est pas certain non plus que M. Shamir ait remporté tout le succès qu'il espérait. Car pour favoriser le consensus, éviter que n'apparaissent des lignes de fracture, maintenir une atmosphère de bonne entente, il a fallu s'en tenir aux généralités. La conférence n'a pas eu à se prononcer sur telle ou

telle politique spécifique, celle des travaillistes ou du Likoud, et notamment pas sur l'opportunité d'entreprendre un dialogue avec l'OLP. Chacun a exprimé sa position, M. Shamir a reçu un soutien de principe, en tant que chef du gouvernement d'Israël, pas une caution pour l'ensemble des positions qu'il entend défendre lors de son voyage aux États-Unis début avril. Là étaient les limites de l'exercice.

Peu de questions critiques

La conférence a été consacrée à l'exposé des positions traditionnelles — et souvent divergentes — des deux partis du gouvernement d'union nationale. Peu d'intervenants de la Diaspora ont adressé des questions critiques à leurs hôtes. L'écrivain Marek Halter était bien seul quand il s'est levé pour dire, en son « nom personnel », qu'il était tout à la fois un « inconditionnel d'Israël » et sans doute le seul de l'assemblée à avoir rencontré Yasser Arafat, le chef de l'OLP, et qu'il se demandait si l'apparente incapacité des dirigeants israéliens à parler avec les Palestiniens signifiait « qu'il n'y avait plus de prophètes en Israël ou qu'on y avait oublié la puissance des mots ». Le Britannique Lionel Kopelowitz, représentant les plus grandes organisations de son pays, a rappelé à M. Shamir que « jamais » — jamais de dialogue avec l'OLP ? — ne faisait pas partie du vocabulaire politique.

Dans une assemblée dominée par les Américains, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Théo

Klein, a souligné l'influence potentielle de l'Europe. Il a ajouté : « Nous sommes venus ici pour exprimer la solidarité fondamentale des communautés juives françaises et européennes avec Israël et dire, sur certains points, les idées que nous avons, tout en étant conscients que c'est le gouvernement et lui seul qui porte la responsabilité des décisions à prendre ».

Une cible a soulevé l'enthousiasme rageur d'une bonne partie de l'assistance : la presse — accusée de partialité, d'irresponsabilité. On lui a reproché d'insister sur la répression dans les territoires et d'ignorer la situation des droits de l'homme dans le monde arabe. Il s'est trouvé un délégué étranger pour donner des leçons aux journalistes israéliens. M. Shamir a dénoncé une « campagne de dénigrement de la part des médias ». Il a qualifié de « mensonges complots » les informations publiées la veille et indiquant que les services de renseignements israéliens avaient expliqué aux dirigeants du pays qu'il n'y avait pas d'autre interlocuteur représentatif des Palestiniens que l'OLP. M. Peres s'est refusé à confirmer ce démenti qui n'a pas convaincu les journaux israéliens.

ALAIN FRACHON.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du mardi 21 mars, sur la foi d'une liste d'invités présentée par les services officiels, le romancier Bernard-Henri Lévy n'a pas participé à Jérusalem à la conférence du premier ministre pour la solidarité juive avec Israël.

LIBAN

Le « réduit chrétien » est soumis à un blocus total

Les ministres des affaires étrangères de la CEE ont affirmé, mardi 21 mars, « leur appui à l'unité nationale, à l'intégrité, à la pleine souveraineté et à l'indépendance du Liban, hors de la présence de toute force non libanaise ».

M. Roland Dumas a indiqué que la mention de « l'indépendance du Liban hors de toute force

non libanaise » avait été proposée par la France. Et ce peu avant que M. Dumas ne fasse part à son homologue syrien, M. Farouk El Charrab, avec lequel il s'est entretenu mardi à Paris, de la « préoccupation » de la France face à la « détérioration de la situation au Liban », où stationnent 35 000 soldats syriens.

BEYROUTH
correspondance

Le « réduit chrétien » (1 500 kilomètres carrés environ) est désormais entièrement isolé du reste du Liban. Mardi 21 mars, les troupes syriennes stationnées dans le pays depuis 1976 (35 000), les fractions musulmanes de l'armée libanaise, ainsi que les milices alliées de Damas ont fermé sur le littoral, en montagne et autour de Beyrouth, ainsi que dans la capitale même, les accès au secteur chrétien (800 000 habitants). Le blocus est total.

Seule possibilité de liaison avec l'extérieur : le port de Jounieh. Mais il est trop petit pour pouvoir répondre aux besoins de la population. Il est, de surcroît, bombardé par l'armée libanaise. Le port de Beyrouth (en secteur chrétien) et l'aéroport (en secteur musulman) — le seul au Liban — sont paralysés par les bombardements depuis le 14 mars.

Ce blocus, s'il devait durer, provoquerait une très grave pénurie dans le secteur chrétien qui importe la presque totalité des produits qu'il

consomme, alors que le secteur musulman peut être ravitaillé à partir de la Syrie. Il intervient dans le cadre de l'épreuve de force qui oppose le général Michel Aoun, commandant de l'armée et chef du gouvernement chrétien, à la Syrie et à ses alliés libanais.

Estimant que Damas représente le principal obstacle au règlement de la crise libanaise, le général Aoun s'est fixé pour objectif le retrait des troupes syriennes stationnées au Liban, en annonçant, la semaine dernière, que la « bataille de la libération » avait commencé. L'épreuve de force a pris la forme d'une « escalade graduelle » : bombardements quotidiens des ports et de l'aéroport, duels d'artillerie entre régions chrétiennes et musulmanes, et, en dernier lieu, blocus du secteur chrétien.

Les mouvements alliés de la Syrie retournent qu'ils n'ont fait que décréter un contre-blocus après que le général Aoun eut mis sur pied une force aérienne chargée d'interdire l'entrée des navires dans les ports illégaux des régions musulmanes.

L'impasse pour l'heure semble totale. Le seul espoir réside dans les efforts du comité arabe de bons offices chargé de trouver une solution à la crise libanaise. Mais

l'action de ce comité est lente. De surcroît, elle n'est pas étrangère à l'exacerbation du différend entre le général Aoun et ses adversaires, en raison des initiatives locales qu'elle a suscitées. Ainsi le blocus du secteur chrétien a été mis en place le jour même où un émissaire du comité, l'ambassadeur du Koweït à Damas, se trouvait à Beyrouth pour des consultations avec les diverses parties (le Monde du 22 mars).

ROGER GEHCHIAN.

● Enquête de l'ONU sur la mort de trois « casques bleus » irlandais. — La secrétaire générale de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a ordonné une enquête sur les circonstances de la mort, mardi 21 mars, de trois « casques bleus » irlandais de la (FINUL) Force intérimaire des Nations unies au Liban dont le véhicule a sauté sur une mine dans le sud du Liban (le Monde du 22 mars). M. Perez de Cuellar a souligné que ce tragique incident illustrait le prix payé par les forces de l'ONU au service de la paix et réaffirmait la nécessité d'obtenir l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité prévoyant le déploiement de la FINUL jusqu'à la frontière israélienne. — (AFP.)

L'affaire des « Versets sataniques »

M. Velayati : la force de l'islam a fait reculer l'Europe

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a estimé, mardi 21 mars, que la décision prise la veille à Bruxelles par la CEE d'autoriser ses douze pays membres à renvoyer leurs ambassadeurs en Iran (le Monde du 22 mars) soulignait la force de l'islam.

Les Européens avaient décidé, le 20 février, de rappeler en consultation leurs ambassadeurs à Téhéran à la suite des menaces de mort iraniennes contre Salman Rushdie, l'auteur des Versets sataniques. Cette décision, a commenté M. Velayati, montrait « une incompréhension de l'islam, des musulmans et de la foi islamique ». Mais, a ajouté le ministre, la sentence « très importante » de l'imam Khomeiny ainsi que le « fort soutien » des musulmans ont conduit la CEE à « revenir au réalisme ». On réalise maintenant, parmi les Douze, a estimé M. Velayati, « l'importance de l'islam ».

La capitale du Bangladesh, Dacca, a été paralysée mardi par une grève générale déclarée en signe de protestation contre les Versets sataniques. Ce mouvement, organisé dans les grandes villes du pays et appuyé par le principal parti fondamentaliste du pays — le Jamaat Islami (opposition) —, n'a donné lieu à aucun incident. — (AFP, AP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 42-25-08-61

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Mé (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wanta

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINUTE

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-90-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmaury, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDOPAR 206 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les noms propres en capitales et d'imprimer.

502 من الأصل

AIR INTER PARIS-LONDRES



From Hum, isn't it?

Hum, isn't it? Hum, isn't it? Hum, isn't it?

Air Inter à Londres*, c'est stupéfiant mais très intéressant n'est-ce pas : départs quotidiens de Charles de Gaulle à 9 h 00 sauf dimanche et 19 h 45 sauf samedi, et de Gatwick à 10 h 00 sauf dimanche et 20 h 30 sauf samedi (sous numéro de vol Air France). Suivant le vol, un petit déjeuner, un snack ou une collation vous est offert. Et vous bénéficiez des nouveaux tarifs Eurobudget pour tous : aller-retour 1 600 F (moins 15 % sur tarif économique plein) ou 1 400 F avec 2 nuits sur place (moins 25 %). Les moins de 26 ans peuvent même s'offrir un aller simple pour 345 F avec le nouveau super tarif jeunes (réservation la veille du départ). Des prix qui ne peuvent pas laisser flegmatique. Modalités d'application et réservations : renseignez-vous auprès d'Air Inter ou de votre agent de voyages. Air Inter à Paris : 45.39.25.25.

* A compter du 26 Mars

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCÈS.

Enquête

Carnets de route en Iran

Loin de Téhéran, les blessures de la guerre

Sept mois après l'arrêt des combats, l'Iran passe ses plaines, tentant de reconstruire un pays marqué par huit années de guerre et dix ans de révolution. Le contraste est saisissant entre la capitale, Téhéran, où les conséquences du conflit, à peine visibles, s'effacent derrière l'économie parallèle, et le reste du pays. Des rives du Golfe aux vastes plaines du centre, l'Iran profond, loin des querelles politiques, s'efforce avant tout de réparer au plus vite et d'oublier.

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

La guerre ? On l'oublierait vite, n'étaient les chiffres assés : 400 milliards de dollars - 2 400 milliards de francs ! - de pertes pour l'économie ; dont une petite moitié de destructions directes, le reste en manque à gagner : exportations perdues, retard dans le développement, etc.

Difficile à croire à Téhéran. On s'attend à découvrir une ville dévastée, des échoppes vides, la pèurie, les files d'attente, la misère. Rien de tel. Dans le centre, les rues bordées de tranchées boueuses et de petits immeubles mal entretenus mais apparemment intacts s'engorgent quotidiennement d'un trafic apocalyptique où les Mercedes voisinent avec les Peugeot-Pekans - locales, - les Renault 5, les 2 CV, etc. Les files ne s'allongent que devant les cinémas et les kiosques à journaux, étroitement contrôlés par l'État. Le reste ? Le marché noir s'est chargé. Les vitrines, souvent sales mais toujours bien garnies, offrent un mélange hétéroclite de vieux produits stockés depuis le temps du

à un tiers de l'activité totale et n'a de « clandestine » que le nom.

L'Iran aussi des *taghoutis*, nostalgiques du temps du shah, qui portent beau et vivent des restes, souvent encore coquets, de leur opulence passée, réfugiés, comme les « bazari » dans leurs belles demeures du nord de Téhéran. Là où on ignore les vitres filées, les peintures écaillées, la crasse et les rambarde de fer tordues de rouille qui font l'ordinaire du centre-ville. Là où, le week-end venu, on s'exile pour les stations de ski voisines.

L'Iran, enfin, de la Nomenklatura islamique, encore discrète, mais qui, tenant toutes les rênes politiques, grimpe peu à peu l'échelle sociale, grâce aux dons et avantages en nature de l'État - voitures, maisons, - plus qu'aux salaires officiels, ridiculement bas (2). « L'économie la plus prospère est une économie de seconde main, explique un intellectuel. Si on fait partie du club, ça va, sinon la vie est extrêmement dure... »

LAVAN

Si la guerre semble avoir à peine effleuré Téhéran, il n'en va pas de même des qu'on s'éloigne de la capitale. Raidés aériens incessants, sept attaques majeures et trente-sept missiles en deux ans et demi, l'île de Lavan, troisième terminal pétrolier du pays, vit encore sous le choc. Sur cette mince langue de terre sablonneuse, étirée au long des rives du golfe Persique, à quelques kilomètres de la côte, abris, guérites et batteries anti-aériennes ne sont pas à pour le décor.

« L'été dernier, avec la chaleur, les missiles, les raids qui se succédaient presque toutes les semaines, la situation était insupportable », raconte M. Mohammed Shakerian,



lieux. Puis ils ont tiré. Nous étions trente-cinq. Onze ont sauté à l'eau, les autres ont réussi à rejoindre le bateau. Les Américains sont restés dix-sept heures sur les plates-formes. Ils ont miné et fait sauter toutes les installations critiques. Du travail de spécialiste... »

De fait, il ne reste pratiquement rien en état, sinon une petite plateforme auxiliaire, curieusement épargnée. C'est elle qui, seule, continue d'assurer une production minimale. Quant à réparer l'ensemble pour reprendre l'exploitation à plein

dites au public : la cité de tentes jaunes et bleues élevée par le shah en 1971 pour célébrer avec un faste inouï le deux mille cinq centième anniversaire de la monarchie est toujours là. Elle aussi apparemment intacte. Les folies de Reza, dérisoires, au pied des splendeurs de Shiraz. Conservées par la République islamique pour des raisons mystérieuses, comme a été laissée intacte dans le plus bel hôtel d'Ispahan la suite impériale (modeste et sans grand intérêt), qu'on visite encore, presque religieusement !

dans de vieilles guimbarde. Pour la première fois depuis l'arrêt des combats, elles ont été autorisées à revoir leur ville détraquée. Où plutôt à l'apercevoir. Car, arrivées sur le pont qui ferme la cité déserte, un barrage de jeunes soldats en tenues panthère toutes neuves les refoulent sans ménagement. Bousculades, cris, pleurs, rien n'y fait. Il faudra quelques coups de feu tirés en l'air pour éviter l'émeute, mais personne ne passera le pont.

AHWAZ

Oubliés l'histoire et les fastes bouais de l'ancien régime ! La capitale du Khuzestan, le Texas iranien, sèche et fleurisse sous des tonneaux de poussière, vit pour et par la reconstruction. Vite et mal, sans souci du passé, du confort, encore moins de l'esthétique. Au long de la route qui mène à Marhar, ce n'est que pylônes, tuyaux de béton, murs à demi achevés, ateliers minuscules et parkings de camions. Un gigantesque chantier d'où l'urgence a chassé toute végétation, toute beauté.

Aux portes de la ville, une cité de HLM à quatre étages abrite plutôt mal que bien des réfugiés de Khorramshahr. Le front n'est pas loin. On en revient partout, et de moins en moins saines, de ces villages de fortune, tapis, bas et sales le long des routes désolées, bordées de terre sèche et d'arbres rachitiques.

De loin en loin, on aperçoit une torche érigée sur un puits pétrolier entouré de ses installations de traitement. Tous touchés par les raids aériens, assurent nos guides. La route, elle, tient tant bien que mal, partout raillée, logée d'un oléoduc apparemment intact. On approche de Marhar, capitale de la pétrochimie, dont on entrevoit la silhouette grise tourlée de tours et de cheminées, comme une mystérieuse cité surgie des marais. Un énorme panache de fumée noire barre l'horizon.

Entre terre et mer, sable et lagunes, trois complexes se touchent presque, également détruits, mais curieusement semblables avec leurs tours décapitées, leurs cœurs percés, au milieu d'une jungle de tubes tordus, soutenus par des poutrelles noircies et des sacs de sable.

Des trois usines, une seule, Razi, spécialisée dans les engrais et bombardée dix fois, fonctionne déjà aux deux tiers de ses capacités. Réparée avec les moyens du bord en moins de deux cents jours depuis l'arrêt des combats. Un exploit parmi d'autres, accompli au mépris de la logique et du calendrier. À Isfahan, Shiraz, Abadan et bien d'autres chantiers prioritaires du pays. La plus petite, Iran Nippon, qui fabriquait des plastiques, est, elle aussi, en pleine révision et devrait tourner en juin. Quant à l'Iran Japan Petrochemical Complex (IJPC), plus connu sous le nom de Bandar Khomeini, le complexe de polyéthylène géant construit à 50-50 avec les Japonais avant la guerre et jamais achevé, c'est une autre affaire. L'industrie nipponne considère l'usine bombardée vingt fois comme une « perte totale » et veut se retirer.

PERSÉPOLIS

Escaliers et portes monumentales, murs de pierre bleue ciselés de bas-reliefs délicats miraculeusement préservés, l'antique palais des Achéménides, adossé aux monts du Zagros, où sont enterrés ses rois, est égal à la légende. Il a été épargné par le temps, les hommes et même le régime islamique, qui n'en utilise pas moins aujourd'hui les micros du son et lumières pour diffuser à travers les ruines les prières rituelles aux - très rares - visiteurs du site.

La surprise se dresse plus bas, à demi cachée dans une pinède inter-

Une ville
en ruine

La guerre ici a fait rage pendant huit ans, et la ville qui abritait jadis 400 000 personnes n'est plus aux trois quarts qu'une ruine. Ça et là une mosquée, une maison émergeant, miraculeusement intactes parmi les murs effondrés et les échoppes béantes. Les gaz chimiques, nous assure-t-on, ont été utilisés à six reprises, et seuls quelques quartiers réservés aux militaires et aux 8 000 ouvriers de la raffinerie voisine en reconstruction ont été restaurés.

Les familles repartiront en cabotant sur la nouvelle route bordée d'oléoducs rouillés et de pylônes étiés. À 50 kilomètres à la ronde, la

plaine marécageuse défoncée par les bombes est encore tenue par l'armée, qu'on aperçoit à peine, retranchée dans des abris en terre ou dans de petites bases caparaçonnées de sacs de sable. De rares maisons, quelques hangars, tous à demi démolis ou carrément en ruine ; quelques cinémas de camions ou d'autobus calcinés. Un sentiment de formidable gâchis...

TÉHÉRAN

On nous avait prévenus : patience, ruse et nerfs d'acier, le passage des frontières à l'aéroport est une épreuve. Un cauchemar plutôt, qui trois à cinq heures durant tient du parcours du combattant et du jeu de l'oie. Huit contrôles successifs, quatre familles, parfois plus, toute erreur ramenant plusieurs étapes en arrière. Toutes hostiles. Pour la plupart redondantes : les bagages à main, méticuleusement auscultés dès l'entrée, seront réexaminés quatre fois. Les billets, les passeports, huit fois au moins. Il faudra justifier, jusqu'à l'absurde, la moindre devise, le moindre document, le moindre bijou emporté. Laisser saccager ou abandonner sans broncher stylos, machines à écrire, parfums, cadeaux, trousse de maquillage, calepins, etc. En gardant l'humilité et le sourire requis.

L'arbitraire est roi, fils du zèle et de l'émulation. Car deux systèmes concurrents se disputent jalousement le contrôle des frontières : celui, normal, de la police et de la douane, et celui des gardiens de la révolution, sorte de milice parallèle, qui n'a pour règles que celles de l'islam. Une concurrence si féroce que les deux camps en sont, dit-on récemment, venus aux mains. Conséquence : une intolérance absolue, un soupçon de tous les instants. Les voyageurs sont, il est vrai, à priori suspects. Compte tenu du coût du transport et des taxes d'aéroport (200 000 rials), seuls les privilégiés, les *taghoutis* et les étrangers peuvent s'offrir ce luxe. Une chance qu'ils doivent, quelques heures durant, cher payer. Domage pour l'image du pays...

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Au cours officiel, 1 dollar vaut 70 rials, 1 franc vaut 11,30 rials. Au cours parallèle, 1 dollar s'échange de 900 à 1 200 rials et 1 franc de 120 à 150 rials.

(2) Un directeur dans l'administration, comme un ministre, ne gagne que 150 000 rials par mois, seulement deux fois plus qu'un employé, et trois à quatre fois plus qu'un ouvrier de base.

Les femmes dans le carcan islamique

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

La chape tombe dès l'aéroport. Près du tapis à bagages, une fillette joue, en fichu et vilaine blouse d'ou dépeçante comme par dévotion les jambes d'un jean et une paire de baskets. Une adolescente maquillée, admonestée par sa mère, rajuste en grognant le voile noir qui l'enrobe jusqu'aux talons. Les regards fusent, il fait chaud. On se sent brusquement très mal sous le foulard et le lourd manteau, qu'il ne faudra plus quitter, ici comme dans le hall de l'hôtel, dans les restaurants, les magasins, les bureaux, les gardiens de la révolution veillent, prompts à réprimander verbalement, voire fusil à la main, toute infraction aux lois islamiques.

Les habitués s'étonnent de la libéralisation apparente. Parmi le gris et le noir fleurissent çà et là des foulards de couleur. On entrevoit furtivement quelques beaux visages maquillés, quelques - rares - talons hauts. Et les matrones qui débattaient de force en pleine rue les coquettes ont apparemment disparu. Dans un immeuble de Téhéran, nous raconteront-on plus tard, les femmes ont même

collectivement décidé de braver les règles en étant foulard et manteau... dans les couloirs ! Les mœurs se relâchent...

« On dit qu'on peut désormais sortir en jupe et veste trois quarts, dit une jeune et jolie iranienne, mais personne n'ose le faire. On a peur. » Si le contrôle, peu à peu, se relâche, l'essentiel demeure : l'angoisse, la contrainte de tous les instants, l'obsession de la mèche échappée, du bout de pouce qui dépasse. Car le voile ou son substitut, le foulard, ne sont pas tout. La vigilance des pasdaran s'applique aux moindres détails : il faut non seulement cacher les cheveux, mais aussi les oreilles, le cou - pas de col ouvert, - les chevilles, les pieds - collants opaques ou chaussettes obligatoires, - dissimuler la taille, les hanches : pas de pantalons sans jupe, pas de jupe sans gilet long et vague, pas de robe sans manteau, etc. Bijoux, maquillage, couleurs vives, talons hauts, chansons - même à mi-voix, - sont toujours proscrits.

« Ici on n'est rien », dit Catherine, expatrée à Téhéran depuis huit mois. Et on vous le rappelle à chaque instant. Les hommes, eux, ne sont pas tous tenus de respecter la « modestie » cléri-

cale - barbe naissante, vêtements démodés, couleurs ternes, chemise sans cravate, etc. Seuls les vrais militants s'y appliquent, comme en un signe de reconnaissance évident.

Pour les femmes, c'est différent. La loi islamique s'applique à toutes, iraniennes ou étrangères, partout, sans exception. Une loi obsessionnelle. Une loi qui donne vite honte d'être femme. Honte, dit Catherine, d'aller consulter à la maternité, toujours en manteau et foulard ! Honte de se baigner sur les plages de la mer Caspienne, en robe, séparées des hommes par une immense bache qui s'avance jusque dans l'eau, et surveillée en permanence par une matrone, sifflet au cou, « comme des moutons... »

« Chez vous, on respecte bien les feux rouges, ici, le voile c'est pareil. C'est la loi », explique l'un de nos hôtes. Déclic ? Symbole plutôt d'un état prude, méprisant des libertés individuelles, qui s'attaque au plus facile : les femmes, prohibées comme l'alcool et le jeu, à défaut de pouvoir expurger tous les autres signes de la société de consommation exorcée - voitures, télévision, Coca-Cola, hi-fi... - trop populaires pour qu'on y touche.

V. M.

shah et d'objets importés plus ou moins en fraude depuis Dubaï et revendus à prix d'or.

L'Iran officiel, austère et frugal, c'est à peine si on le voit. Le minimum vital, distribué à tous à des prix dérisoires, est rare et loin de suffire aux besoins : un kilo de riz par personne et par mois quand l'Iranien moyen en mange plus de dix ! Il faut écouter la radio qui indique chaque jour où et quand trouver le pain, le lait, la lessive, indispensables. Une pratique qui entretient d'ailleurs un fructueux trafic de tickets...

« Une situation
inimaginable »

Ce qui saute aux yeux, c'est l'Iran de toujours, débrouillard, élitiste et pragmatique avant tout. L'Iran des bonnes adresses, des tuyaux, et des marchandises en tous genres. L'Iran du « Bazar », frénétique et un peu décadent, où bat le cœur de l'économie parallèle, suspendue aux cours clandestins de l'or et du dollar - treize fois supérieur au cours officiel (1). Une survivance de l'ancien régime, mais si prospère, si bien intégrée qu'elle représente un quart

directeur de la production sur l'île. Les séquelles sont partout visibles : les installations de traitement du pétrole, la petite raffinerie, l'usine de dessalement de l'eau raffaillée à la hâte restent en grande partie inutilisables. Et le long du chemin en terre qui traverse l'île, les énormes cuves éventrées témoignent de la brutalité des attaques.

En mer, c'est encore pis. Un seul des trois champs pétroliers reliés au terminal de Lavan produit encore, mais au tiers environ de ses anciennes capacités, et dans quelles conditions ! Toiles, tordues, toits boursoufflés, ponts métalliques arrachés, turbines énormes couchées sur le flanc. On se demande comment les sept plates-formes du champ de Salman tiennent encore sur leurs pieds.

Attaqués deux fois par l'aviation irakienne, les champs ont été presque totalement mis hors d'usage par la marine américaine le 10 février 1987.

Un souvenir cuisant. « Nous essayions de remettre les turbines en route quand les Américains ont attaqué avec leurs navires de guerre, se rappelle un ingénieur. Il était 9 heures du matin. Ils nous ont donné cinq minutes pour évacuer les

Un privilège

De notre envoyée spéciale

Avingt-huit ans, Ashfar Eskandari est un héros meurtri. Deux ans de révolution, quatre d'études supérieures et trois années de guerre. Des éclats de mortier dans tout le corps, un grade de capitaine inutile mais chèrement gagné et une vie qui tout autre à son âge en Occident trouverait misérable à force de solitude, de vide et de privations.

Une vie pourtant dont il se félicite. Trop heureux d'avoir survécu au combat du front, d'avoir trouvé un bon travail et un toit au sortir de l'armée, de manger à sa faim, et de trouver encore le moyen d'économiser son peu pour, enfin, pouvoir s'offrir une maison, une voiture... et une femme.

« Une vie confortable », dit-il. Pourtant, il se lève tous les jours à 5 heures pour, après deux heures de bus et d'encombrements, rejoindre son poste à 7 heures. Le soir, il rentre à 17 h 30 dans sa petite chambre sans confort du sud de Téhéran. Pour faire quoi ? Les distractions sont fort limitées pour un célibataire. La musique, la danse, le jeu, le bistro ? Tous interdits, à quelques rares exceptions près - les échecs, les orchestres et les chœurs masculins. Le sport ? Interdit par ses blessures. Les copains ? Né dans une petite ville, il connaît peu de monde ici. Les femmes ? Hors de question.

Reste la lecture, la patience et l'aspirer. Il en vit, sans plainte, sans regrets. « Je n'ai jamais eu d'argent », dit-il simplement. Pourtant, la vie est chère, très chère avec un salaire

de 110 000 rials (1) par mois, bien qu'il soit nettement supérieur à la moyenne - 35 000 à 70 000 rials. Le loyer d'un deux-pièces dans le nord huppé de Téhéran coûte 100 000 rials, celui d'un logement modeste dans la banlieue sud 30 000 rials, et sa chambre lui revient à 20 000 rials. Un kilo de riz coûte 120 rials avec des tickets de rationnement, mais 900 rials sur le marché libre. Une voiture atteint 6 à 7 millions de rials. Un mariage 1 million, voire plus...

Déçu ? Non. La révolution, il l'a faite, dit-il, pour « que tout soit à nous, les Iraniens ; pour que l'Iran devienne, comme les autres, un pays libre, indépendant ». Pas pour le confort matériel. Et le bilan, somme toute est positif : « Avant la révolution, les pauvres étaient regardés de haut. Mon père ne portait pas de cravate. Ma mère était en tchador. A l'époque, je n'aurais jamais pu même entrer dans cet hôtel. C'est mieux maintenant... »

Reste la guerre. Il a voulu être soldat. Mais il en frémit encore. Un sifflement, une voiture qui passe trop vite, et il conserve la réflexe, irrépressible, de s'abriter. Une nervosité de chaque instant qui le vieillit curieusement. Sans cette fragilité, sans cette faille à fleur de peau, on ne lui donnerait pas vingt-huit ans. Pourtant, dit-il, « je suis fondamentalement réadapté ». Un privilège...

V. M.

(1) 9700 F au cours officiel, mais seulement 900 F au taux parallèle.

هكذا من الأصلي

... Le Monde • Jeudi 23 mars 1989 9

AIR INTER PARIS - ATHÈNES



Non, ce n'est pas un mythe, Air Inter a bien ouvert des lignes en Europe dont une en direction d'Athènes* : 2 vols par semaine samedi et dimanche, départ d'Orly sud 10 h 25, arrivée à Athènes 14 h 30, départ d'Athènes 15 h 50, arrivée à Orly sud 18 h 00 (sous numéro de vol Air France). Suivant le vol, un snack ou une collation vous est offert. Et Air Inter propose un nouveau tarif très compétitif, à l'image de ses tarifs pour la France : 2 390 F ou 2 590 F l'aller-retour selon la période, pour le 3^e âge (plus de 60 ans) et pour les jeunes (moins de 26 ans, avec réservation la veille ou au moins 14 jours à l'avance). Un prix qui donne envie de tenter l'odyssée. Modalités d'application et réservations : renseignez-vous auprès d'Air Inter ou de votre agent de voyages. Air Inter à Paris : 45.39.25.25.

* A compter du 26 Mars

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCÈS.

Politique

Les états-majors des partis entre les élections municipales et européennes

La République arc-en-ciel

Elles s'appellent Zined Aytas, Radja Benferhat, Lynda Benyacoub, Malika Chaib, Dabha Draouia. Ils s'appellent Ali Amir, Hocine Chabaga, Houcine Cherif, Farid Radjoud, Aziz Sahiri, Boufhal Smail, Rabah Zitouni. Certains ont été élus sur des listes de droite; d'autres sur des listes de gauche. Peu importe. Ils sont désormais conseillers municipaux. Ils représenteront leurs concitoyens à Dreux, Lodève, Marseille, Gires, Aix-en-Provence, Angoulême, Villeurbanne, Montpellier, Orly, Grenoble, Grand-Quevilly, Amiens, etc. Avec, sans doute, une attention particulière pour leurs frères d'origine maghrébine et de confession islamique, trop souvent traités en citoyens de seconde zone, parfois même en sous-hommes. Ils incarneront, à la base communale des institutions de la France, le plus récent apport humain d'une République arc-en-ciel.

Réconfortant constat à l'issue de ce scrutin municipal à nul autre pareil : jamais la société française n'avait été aussi pleinement représentée au premier niveau structurel de l'administration publique. Cette émergence électorale des Français musulmans, qui brise un tabou, vient parachever d'heureuse façon le déploiement de l'éventail déjà élargi par la présence, un peu partout, des élus mandatés par les citoyens sensibles aux préoccupations écologiques ou aux craintes véhiculées par l'extrême droite. Disposant d'un plus grand nombre de porte-voix, la France diverse s'exprimera mieux dans ses villes et ses villages. Et, qu'ils le veulent ou non, les

maires devront en tenir compte. La démocratie y gagnera.

Cette réponse optimiste apportée par les communes aux analyses sur la « crise » de la vie politique consacre le triomphe du nouveau système électoral mis en place en 1982 et utilisé pour la première fois aux élections municipales de 1983, qui a introduit une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin majoritaire à deux tours. Dans l'esprit des socialistes, promoteurs de cette réforme, il s'agissait alors de combiner les deux impératifs de l'efficacité et de l'équité en permettant l'expression des minorités sans empêcher la constitution de majorités stables. On assiste aujourd'hui à l'épanouissement

de cette alliance du principe proportionnaliste, qui applique à la politique le précepte de la justice distributive, selon lequel chaque parti doit recevoir selon ses forces, et du principe majoritaire, qui évite la formation d'assemblées locales ingouvernables.

Et si les socialistes, naguère accusés d'électorisme, apparaissent le plus gratifiés par le plein effet de ce changement, ce n'est peut-être qu'un juste retour des choses. Que n'avait-on entendu, en effet, à l'époque ?... Le RPR avait parlé d'une « caricature indigne », d'un « système douteux et corrompu », l'UDF d'une « régression de la démocratie ». Le temps a passé, l'unité a remplacé les procès d'intention. C'est tant mieux et, une fois n'est pas coutume, plein d'espérance.

ALAIN ROLLAT.

L'Association des démocrates veut constituer un parti et un groupe parlementaire

Lancée entre les deux tours de l'élection présidentielle pour capter sur la gauche tout ce qui n'est pas socialiste, l'Association des démocrates se sent suffisamment le vent en poupe pour vouloir constituer un parti et un groupe parlementaire.

Les élections municipales viennent de démontrer que les deux maîtres mots de cette association — « ouverture » et « modération » — sont désormais devenus les meilleurs passeports. Le bilan dressé par ses dirigeants est parlant : l'association décline à présent trente-cinq maires dont une de plus de cent mille habitants (Metz) et deux de plus de trente mille habitants (Aix-en-Provence et Haguenau). Avec vingt-sept postes d'adjoints ou de conseillers municipaux délégués, elle exerce des responsabilités dans plus de vingt-cinq autres grandes villes (Marseille, Lille, Orléans, Mulhouse, Dunkerque, Strasbourg, Angoulême, Saint-Denis-de-la-Réunion...) où plus de cent conseillers municipaux ont été élus.

Ces résultats ont été acquis de différentes manières : soit avec le maintien au deuxième tour d'une liste autonome, comme à Lisieux, soit, comme à Evreux et Calais, en participant dès le premier tour à une liste communale, soit — c'est évidemment la grande majorité — en fusionnant avec des listes socialistes. Certains dérapages ont aussi été relevés : à Saint-Quentin, par exemple, où les représentants locaux de l'association, contre l'avis de leurs dirigeants nationaux, ont soutenu la liste RPR, ce qui n'a pas empêché cependant la victoire communiste.

Partant de là, les dirigeants de l'association ont décidé de mieux s'organiser et de se structurer. Ainsi

qu'ils l'avaient d'ailleurs laissé entendre avant les municipales (le Monde du 24 février), ils comptent, sur la base de ce tissu associatif, lancer un parti qui pourrait s'appeler « union des démocrates » ou « rassemblement des démocrates ». Un parti qui aurait sa place au centre gauche, qui pourrait avoir provisoirement comme premier président M. Michel Durafour, ministre d'Etat, et qui pourrait avoir aussi à l'Assemblée nationale son propre groupe parlementaire, sur le modèle UDF, formé avec des députés siégeant chez les non-inscrits, des élus du MRG et des hommes comme M. Bernard Tapie.

Les responsables de cette association considèrent en effet que, sur ce terrain du centre gauche, il y a maintenant beaucoup à faire, qu'ils ont à se préoccuper de la poussée des Verts et qu'ils peuvent être, sur la droite du PS, ce que le PC est sur sa gauche, avec évidemment plus de proximité que les communistes.

Les restes du harnais

Il est devenu pour eux urgent d'agir. Ils pensent avoir compris que le CDS a raté définitivement le coche de l'ouverture, que ce parti se trouve de nouveau ligoté par la corde RPR-UDF et que, même pour les élections européennes, les centristes hésitent encore à accéder les actes et les paroles. Fatalement, selon eux, cela provoquera des dissensions dans les rangs CDS, qu'ils peuvent prétendre récupérer. Ils soutiennent que le mouvement a d'ailleurs déjà commencé.

Ce qui reste du Mouvement des radicaux de gauche semble également partant pour jouer cette nouvelle carte politique. Faut-il aller

jusqu'à la fusion pure et simple ? Cette question est en débat. Les gaullistes de gauche sont également prêts. Enfin, la triste prestation de M. Raymond Barre à Lyon semble avoir provoqué une certaine débandade dans les rangs baristes. La CLES (Convention libérale européenne et sociale) serait prête, selon certains, à être mise sous la porte. L'Association des démocrates est tout à fait disposée à la recueillir.

Le nouveau parti ne devrait être officiellement lancé qu'au lendemain des élections européennes. Les choses sont pourtant menées rondement. Les dirigeants du PS semblent avoir définitivement dépassé leurs réticences vis-à-vis de ce mouvement. Matignon suit attentivement le déroulement des opérations. Jeudi 22 mars, un petit déjeuner devait réunir chez M. Durafour et autour de M. Michel Rocard tous les membres du gouvernement concernés : les neuf ministres d'ouverture adhérents de cette association (MM. Durafour, Saison, Fanour, Kouchner, Stoléru, Rausch, de Beaucourt, Pelletier et M^{me} Hélène Dorléac), les ministres radicaux, MM. Douhin et Baylet, ainsi que le « vert », M. Brice Lalonde, et le centriste, M. Theo Braun.

Le 15 avril, l'association tiendra sa convention nationale à Paris. Pour les élections européennes, les responsables préconiseront la constitution d'une liste socialiste d'ouverture dans laquelle ils pourraient réclamer six places. La liste « ERE » de 1984 de MM. Douhin, Stirn et Lalonde a laissé tout de mauvais souvenirs pour qu'ils envisagent de partir sous leurs propres couleurs. Documenté mais sûrement, elle pourrait être la devise de cette association.

DANIEL CARTON.

M. Méhaignerie est la cible, au sein de l'UDF des partisans de la liste unique de l'opposition

Le bureau politique de l'UDF, qui devait se tenir mercredi 22 mars, avec à l'ordre du jour la préparation des élections européennes, devait porter sur le choix d'une ou deux listes d'opposition. Ce n'est normalement pas avant le 13 avril prochain que la décision finale devrait intervenir avec la convocation d'une convention nationale qui aura à se prononcer à une majorité des trois quarts.

La guerre des nerfs entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Pierre Méhaignerie est déclarée. Dès dimanche soir, commentant les résultats des élections municipales, le président de l'UDF, relayé par M. Chirac, sonnait la charge de l'union. Le lendemain à « l'heure de vérité », le président du CDS assurait qu'il n'avait pas l'intention de se laisser intimider, et comme prévu, menaçait de lancer sa liste centriste à la fin du compte UDF et le RPR représentant l'idée de 1984 de faire liste commune. Cette tension à la tête de l'UDF se répercute au sein de toutes ses composantes. A commencer par le CDS, où la réaction de l'ancien ministre Georges Chavanes, qui vient de conquérir brillamment la mairie d'Agon, est synonyme d'adhésion à un certain malaise. Mardi 21 mars sur RTL, M. Chavanes annonçait que « comme beaucoup d'autres », il serait « obligé de se mettre en congé de parti » si le CDS décidait de bâtir sa propre liste. Certes M. Chavanes qualifie ces propos plus tard s'empresse de rectifier le tir en publiant un laborieux communiqué annonçant en définitive qu'il se plierait à la décision du congrès du CDS du 22 avril prochain. Reste que M. Chavanes a mis précisément le doigt sur la difficulté ressentie par bon nombre d'élus centristes, qui ont bataillé en mars sous l'étiquette de l'union et à qui on pourrait demander, dans deux mois, de déchirer cette carte. M. Dominique Baudis, en réunion du bureau politique du CDS, avait déjà attiré l'attention de ses amis sur ce point. « Depuis six mois », a insisté M. Chavanes, « j'étais en campagne pour les municipales en symbiose complète avec toute l'opposition nationale. Je ne vois pas comment, tout d'un coup, je me présenterais avec une liste qui serait différente ». Tout ce de dire que M. Giscard d'Estaing va faire le plus grand usage de cet argument.

Ce débat perturbe aussi les dirigeants du PR dès mardi. Au bureau politique du PR, M. Giscard d'Estaing peut compter sur « ses »

poissons pilotes ». MM. Michel d'Ornano et Alain Madelin : ces derniers ont plaidé passionnément pour la liste d'union. Un peu plus tard, devant la presse, M. Madelin indiquait que le PR « ne voulait pas faire de l'élection européenne un enjeu de politique intérieure », que « la liste d'union est un bon choix pour l'UDF » et que « le succès d'une liste d'union la plus large serait un message utile à envoyer à l'opinion française et internationale ». M. Madelin a reproché encore à M. Méhaignerie de tenir compte uniquement des contingences de politique intérieure, en ironisant sur le rapprochement entre le CDS et M^{me} Simone Veil : « S'il s'agit de la clarté de la conviction du vote démocrate-chrétien, on ne va pas alors chercher la présidente du groupe libéral au Parlement européen ».

Qu'en pense M. Létard ?

En réalité, les dirigeants du PR ne croient pas à la menace centriste. D'une part, parce qu'ils pensent que M. Méhaignerie n'ira pas jusqu'au bout — une campagne européenne coûte cher — et parce que, d'autre part, ils jugent que toutes ces manœuvres commencent à se dégrader, et le fait est que le mécontentement, si souvent exprimé, du secteur public, n'a guère pesé sur le résultat des municipales.

La France qui s'ouvre

(Suite de la première page.)

Comme le président de la République, qui l'a choisi et appuyé, Michel Rocard il en sort renforcé : ce n'est que justice. C'est aussi une belle revanche pour lui sur ceux qui, si nombreux, s'accrochaient à prédire, lors de son arrivée à Matignon, qu'il ne passerait pas l'hiver.

Nous voilà au printemps. Les nuages ne manquent certes pas, notamment du côté de la Corse, où se sont accumulées les frustrations. Mais les négociations entre Lionel Jospin et les indépendantistes commencent à se dégeler, et le fait est que le mécontentement, si souvent exprimé, du secteur public, n'a guère pesé sur le résultat des municipales.

Pour limiter ses pertes de maires, le PC, après avoir joué pendant des semaines à faire peur, a dû se résigner à prêter main-forte à un PS qui n'a que très mollement renvoyé l'ascenseur, et ne s'est laissé à aucun moment désemparer de l'ouverture. Le PC italien vient de procéder à un aggrandissement de première classe. Georges Marchais n'en est pas à suivre son exemple.

Les européennes se déroulent à la proportionnelle intégrale, et aucune autre consultation n'étant prévue, sauf accident, avant trois ans, l'union de la gauche n'a plus d'objet. Ce n'est pas le premier ministre qui s'en désolera. Aussi longtemps que les communistes se refusent à mêler leurs voix à celles de la droite, l'article 49.3, qu'il s'est déclaré décidé à utiliser avec moins de parcimonie que par le passé, le met à l'abri des surprises parlementaires.

L'opposition ne le menace guère. Sa dénonciation a joué un rôle essentiel dans la conquête par le PS de trente-cinq grandes mairies. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ont, certes, lancé un appel à la constitution d'une liste commune aux européennes ; mais Pierre Méhaignerie s'est empressé de leur dire de n'y pas compter.

L'existence du Front national, de toute façon, n'a pas fini

de faire obstacle aux ambitions de la droite traditionnelle. Ses chefs ont d'autant plus facilement désigné les offres de service de Jean-Marie Le Pen pour les municipales que, en compagnie de beaucoup d'autres, ils l'envoient un peu vite enterré. Mais ils n'ont rien à regretter. Si, d'ailleurs, ils avaient succombé, contre leur conviction intime, à la tentation de l'alliance avec le diable, ils en auraient payé le prix : l'alle gauche de leur électorat leur aurait fait faux bond. Tant qu'ils ne seront pas sortis de ce cercle vicieux — et comment en sortir ? — ils auront bien du mal à crédibiliser l'alternance.

Reste le vote écologiste, dont l'ampleur a tant frappé. A première vue, il n'est pas de nature à basculer en faveur d'un président et un premier ministre qui ont entourché avec tant d'ardeur, ces derniers temps, le cheval de l'environnement.

L'a-t-on assez remarqué ? La double poussée du Front national et des Verts met, en quel que sorte, la France à l'heure de l'Europe. En RFA, en Autriche, au Danemark, en Norvège, où la nature est l'objet d'un véritable culte, l'extrême droite a désormais sa clientèle électorale. Maggie Thatcher, le Royaume-Uni n'a pas grand-chose à craindre de ce côté. Mais l'écologie est devenue la nouvelle marotte de la « Dame de fer », dont l'Economist moque gentiment le « verdissement ».

Or l'Europe, c'est maintenant pour les Français, alors que prend corps à l'horizon le grand débat unique, la question principale : celle de leur identité, de leur poids, de leur rôle dans les affaires de la Communauté et du monde. Une fois de plus, les partis vont être tentés de ne retenir, des prochaines élections au Parlement dit de Strasbourg, que l'enjeu de politique intérieure. Quelle meilleure occasion pourtant d'engager le grand débat qui s'impose sur l'objet et les modalités de l'ouverture qui compte le plus : celle de nos frontières ?

On y reviendra bientôt. ANDRÉ FONTAINE.

M. Le Pen :

Un tremplin convenable

« Un tremplin très convenable pour l'élection européenne », c'est ainsi que M. Jean-Marie Le Pen, a présenté, lundi 20 mars, les résultats de son parti aux élections municipales. Le président du Front national a d'ailleurs donné « rendez-vous » au mois de juin, aux autres formations politiques. M. Le Pen sera tête de liste pour ces élections. Tout en se félicitant de l'entrée du FN dans de nombreuses municipalités, M. Le Pen a dénoncé « les effets pervers de la loi électorale municipale » qui « donne aux listes majoritaires une influence excessive : c'est une loi de circonstance qui donne une prime à l'établissement politique ».

Une nouvelle fois, M. Le Pen s'en est pris « aux partis de la bande des quatre qui se sont engagés en justiciers de la morale... ou de l'amoral ». « Nous n'avons de loyauté à recevoir de personne », a protesté le président du FN en accusant les partis de droite de se répandre en « calomnies » contre le FN. M. Le Pen a sommé M. Chirac « d'expliquer les points qui justifient l'exclusion du FN (...) ». Existe-t-il des règles secrètes qui justifient l'exclusion du FN ? a-t-il demandé en avançant l'idée selon laquelle une sorte de « pacte » aurait été scellé entre M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives en France (CRIF) et le RPR.

M. Michel Noir

Au travail

M. Michel Noir, futur maire de Lyon a souhaité, lundi 20 mars sur Antenne 2 qu'avant toute chose, on le « laisse travailler à Lyon ». Il a

PROPOS ET DÉBATS

M. Antoine Waechter

Indépendant

M. Antoine Waechter, porte-parole des écologistes, s'est félicité, lundi 20 mars, sur France-Inter que les électeurs aient « applaudi » à la décision des Verts de ne conclure aucune alliance systématique avec des grands partis au second tour des élections municipales. « Nous avons des valeurs, nous avons des objectifs, nous affirmons des priorités qui ne sont pas celles de ceux des formations (...) de droite ou de gauche ».

M. Yvon Briant (CNI)

Vote sanction

M. Yvon Briant, secrétaire général du Centre national des indépendants (CNI), estime que les Français ont émis, lors des municipales, « un vote sanction » de l'opposition à qui « ils rapprochent à la fois sa démission et une dérive ambiguë (...) ». L'UDF et le RPR ont une nouvelle fois démontré qu'ils sont incapables de bâtir à eux seuls une majorité, et donnent « l'image d'un glissement au centre gauche ».

M. Olivier Stirn

Mouvement

« Se constitue en France un parti du mouvement, un parti du progrès formé de composantes venant d'horizons divers », estime M. Olivier Stirn au regard des élections municipales. « Désormais, deux problèmes se trouvent posés à toutes les organisations politiques : une mise à jour profonde de leurs idées en rapport avec les changements sociaux et ceux des mentalités et, d'autre part, une réforme profonde des modalités d'organisation des partis politiques », explique le ministre du tourisme.

M. Blot (RPR)

Toute la droite

M. Yvon Blot, RPR, ancien député du Pas-de-Calais et conseiller général et municipal de Calais, regrette « la stratégie absurde de démission de la droite par exclusion du Front national qui a permis au Parti socialiste de gagner plusieurs villes. Il est aberrant, alors que les socialistes s'allient aux communistes, d'interdire aux élus RPR et UDF de s'allier au Front national ».

M. Blot, qui est membre du comité central du RPR, « espère que la démocratisation interne au RPR et les trois leçons des présidentielles, des législatives et des municipales, amèneront la direction de [son] mouvement politique à une révision stratégique vitale. L'union de la droite, c'est l'union du RPR, de l'UDF et du Front national. L'union RPR-UDF n'est qu'une union croupion qui ne permet pas de vaincre la gauche socialiste et communiste ».

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LE MONDE

AIR INTER PARIS-ROME

**-Incredibile, fantastico, miracoloso,
impossibile, curioso, straordinario,
incredibile, fantastico.***

**Tiens, un avion Air Inter qui va à Rome.*

Air Inter à Rome*, c'est un événement historique mais aussi très pratique : départ quotidien de Charles de Gaulle 11 h 40, arrivée à Rome 13 h 40, départ quotidien de Rome 14 h 40, arrivée à Charles de Gaulle 16 h 40 (sous numéro de vol Air France). Suivant le vol, un snack ou une collation vous est offert. Et Air Inter propose de nouveaux tarifs, comparables à ceux qui ont fait son succès en France : un tarif jeune de 1320 F l'aller-retour (moins de 26 ans, réservation au moins 14 jours à l'avance) et un tarif 3^e âge de 1350 F l'aller-retour (plus de 60 ans). Modalités d'application et réservations : renseignez-vous auprès d'Air Inter ou de votre agent de voyages. Air Inter à Paris : 45.39.25.25.

* A compter du 26 Mars

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCÈS.

Politique

Après les élections municipales

Totalisation définitive en voix...

(selon le ministère de l'intérieur)

	1989	Rappel 1983
I: 16 741 619	V: 12 236 708	E: 11 859 830
Abs: 26,90 %		
Listes	Voix	%
Listes ECG	11 945	0,10
Listes PCF	191 973	1,61
Listes UDG	2 257 532	19,63
Listes PS	965 482	8,14
Listes DVG	794 512	6,69
Listes G. CENT.	1 049 873	8,84
Listes ECO	112 084	0,95
Listes REG	10 077	0,08
Listes DR	5 332 764	44,96
Listes DR-FN	73 561	0,62
Listes FN	258 401	2,17
Listes EXD	1 106	0,00
Gauche	4 221 364	35,59
Droite	1 171 834	9,88
	5 665 832	47,71

NB : La somme des suffrages recueillis par chaque formation ne correspond pas au total des exprimés en raison du mode de scrutin dans les communes de moins de 3 500 habitants, qui autorise le panachage.

...et répartition des sièges par étiquette en métropole à l'issue des deux tours

(selon le ministère de l'intérieur)

Étiquettes	1989	Rappel 1983
EXD	929	0,18
PCF	21 351	4,24
PS	46 520	9,24
MRG	2 983	0,59
Maj. pers.	127 118	25,26
ECOL	1 369	0,27
RSG	428	0,08
RPR	23 272	4,62
UDF	21 512	4,27
DIV. à	256 625	51,01
FN	884	0,15
EXT. à	159	0,03
TOTAL	583 070	581 591
Gauche	198 981	39,53
Droite	1 797	0,35
	382 372	66,10

L'application de la loi sur le non-cumul des mandats

M. Roger Quilliot, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, réélu dès le premier tour maire de Clermont-Ferrand, a annoncé, mardi 21 mars, qu'il se démettait de son mandat de conseiller général du canton de Clermont-Ferrand-Nord-Ouest afin de se mettre en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats. Une élection partielle sera, en conséquence, organisée les 16 et 23 avril afin de désigner le successeur de M. Quilliot, qui détenait ce siège depuis 1985.

Rectificatifs et précisions

● A Auxerre (Yonne), ont été élus sur la liste de la majorité présidentielle conduite par M. Jean-Pierre Soisson, 20 UDF, 7 PS, 1 MRG, 1 membre de l'Association des démocrates et 3 divers gauches.

● A Avallon (Yonne), M. Léo Gréard, député (PS), dont la liste a obtenu 22 sièges sur 29, nous précise qu'ont été élus 5 socialistes et 17 personnalités divers gauches.

● Au Cannet (Alpes-Maritimes), les cinq élus de gauche élus sur la liste conduite par M. Gollit (PS) se répartissent en 3 PS, 1 MRG et 1 Nouvelle Gauche.

● A Combs-la-Ville (Seine-et-Marne), le conseil municipal se compose de 4 PC, 14 PS, 8 divers gauches, 4 RPR et 3 divers droite.

● A Mity-Mory (Seine-et-Marne), le groupe communiste du nouveau conseil municipal est composé de 26 élus communistes et 4 progressistes.

● A Montreuil (Seine-Saint-Denis), les quarante-trois élus de la

liste d'union de la gauche conduite par M. Brard (PC) se répartissent en 24 communistes, 13 socialistes et 6 personnalités sans appartenance politique.

● Aux Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le nouveau conseil municipal est composé de 3 PC, 15 PS, 2 MRG, 4 mai. prés., 1 Mouvement des démocrates, 3 UDF, 2 RPR, 1 divers droite, 2 FN.

● A Saint-André-les-Vergers (Aube), la liste conduite par M. Danielle Dick, qui se déclare « apolitique », aurait dû figurer sous l'étiquette « divers » (et non PS-diss.). La composition politique du nouveau conseil s'établit comme suit : 15 PS, 9 divers gauches, 2 UDF-PR, 4 divers droite et 3 divers.

● A Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), les trente-deux élus de la liste conduite par M. Jean Ogé (PC-diss.) se répartissent en 14 PC-diss., 1 MRG, 2 PSU, 1 Nouvelle Gauche, 6 PS-diss. et 8 divers gauches.

L'aggravation de la situation en Corse

Les centrales syndicales nationales appuient les revendications insulaires

« Un de plus. » La réaction à chaud était prudemment mesurée mercredi après-midi dans les couloirs de l'Assemblée régionale réunit en session extraordinaire à Ajaccio, après l'annonce par M. Rocard de la nomination d'un médiateur et de l'ouverture de négociations. La perplexité semblait l'emporter, mais il était encore trop tôt pour en tirer des conclusions. Toute la matrice, les conseillers régionaux avaient entendu les interventions des orateurs de chaque groupe. Une délibération devait être publiée dans l'après-midi au terme des débats. En ouvrant la session, le président, M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), avait appelé le gouvernement à l'abandon : « Il faut et il doit, sans aucun compromis, les grandes questions, les remettre en marche la Corse. » Les nationalistes avaient, de leur côté, réclamé la dissolution de l'Assemblée régionale dans sa forme actuelle, en

vue d'une extension de ses compétences. Deux mille personnes s'étaient rassemblées toute la matinée devant le bâtiment. Quelques pétards avaient été lancés dans les jardins, mais, en début d'après-midi, aucun incident n'était signalé.

Pratiquement toutes les organisations syndicales de fonctionnaires au plan national ont exprimé leur solidarité avec les fonctionnaires de l'île. Lundi, avant la rencontre du premier ministre avec des parlementaires corses, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, avait demandé à M. Rocard de donner des instructions à ses ministres « pour ouvrir les négociations sans plus tarder ». Mardi, après les propositions du premier ministre, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a estimé qu'il est « urgent de négocier » avec les syndicats, car

« pour positives qu'elles soient » les propositions de M. Rocard « ne sont pas de nature à ramener la paix sociale ». M. François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT, a demandé « des mesures concrètes et immédiates », qui seraient le « seul gage d'ouverture d'une négociation sérieuse ». M. Duteil demande à la fois une prime d'insécurité et le classement de la Corse en zone zéro (zone de coût de la vie élevé).

Notre envoyée spéciale à Ajaccio nous indique que, lorsque les prix ont été libérés, en janvier 1987, la direction de la concurrence a envoyé un dossier à Paris après une augmentation du prix de la baguette de 6 %. Le syndicat des boulangers de Corse-du-Sud a été condamné le 16 février à 20 000 F d'amende. La baguette est toujours à 3,20 F, pour 2,50 F de moyenne continentale.

Scènes de la vie sur l'île à l'heure du blocus...

AJACCIO de notre envoyée spéciale

A la veille du grand rendez-vous de mercredi, l'île a connu une nouvelle journée de libre expression. Bastia a été réveillée par les sirènes des trains : les cheminots protestent contre le matraquage de l'un des leurs, lundi, par les CRS; Ajaccio, par les haut-parleurs appelant les volontaires à donner leur sang « devant la gravité des événements ». A Bastia, les manifestants ont été chassés par la pluie. Dans le sud, ils ont eu beau temps.

Plusieurs centaines de fonctionnaires CGT, FO et CFDT se sont

des avions de ligne. Ils sont employés par la chambre de commerce d'Ajaccio, dont le président vient d'être élu au conseil municipal sur la liste de droite, mais c'est au gouvernement qu'ils réclament la prime d'insécurité. Des négociations ont été engagées avec les pouvoirs publics, les pompiers exigeaient que les avions partent pleins mais reviennent à vide. Dans l'après-midi, quelques familles attendaient un éventuel départ. Les places dans les avions privés, après avoir atteint 3 000 F, selon les passagers, se sont stabilisées autour de 1 700 F.

Les bateaux de pêche continuent de bloquer les ports. A Ajaccio, le Syndicat corsu di pescatori,

naires — alimente deux « sous-conflits » : l'agitation des passagers en attente et le blocus des entrées de Bastia par les transporteurs routiers qui veulent charger les cargos. La préfecture de région frôlait la crise de nerfs.

Vendredi dernier, les pêcheurs ont réclamé un médiateur parisien. Après avoir obtenu un accord de principe, ils ont réclamé une date pour sa venue. Celle-ci ayant été fixée à « soixante-douze heures après la libération du port » selon la préfecture, les pêcheurs ont voulu connaître le nom de l'envoyé du ministère.

En début d'après-midi, Bastia a été libérée de ses routiers, mais la nationale 193, qui la relie à Ajaccio, est coupée à Corte. Une cinquantaine de fonctionnaires (CGT, FO et nationalistes) tiennent leur barrage quotidien devant la sous-préfecture. Ils ont apporté une table ronde des chaises de jardin. 11 heures-16 heures est l'horaire habituel, avec audience chez le sous-préfet, M. Michel Jeanjean, entre 11 h 50 et 12 h 20. Sur les murs, les étudiants appellent à une manifestation mercredi contre le projet de CAPES de Corse, qui prétend les destiner à enseigner aussi la géographie ou l'anglais.

« Des raisons humanitaires »

Un convoi de CRS arrivé le matin à la base militaire de Solenzara a traversé la ville en montant vers Bastia. Selon la préfecture, il ne s'agit pas de renforts mais d'une relève normale. Les forces de l'ordre sont au nombre de huit cents pour toute l'île : quatre cents gendarmes, quatre cents CRS.

A Ajaccio, la direction de l'agriculture est occupée par une coordination des organisations agricoles. Les agriculteurs représentent 13 % de la population active (30 % d'emplois de moins qu'en 1975). Ils exigent un « schéma d'aménagement micro-régional ».

Le syndicat nationaliste STC, qui a recouvert le « bien-fondé » des idées de M. Rocard, travaille déjà à ses propositions pour la table ronde sur la continuité territoriale. Il demande que les compagnies de transport maritime investissent en Corse plutôt que dans des hôtels en Bretagne.

Deux cents enseignants ont manifesté devant le rectorat. Les employés de l'entreprise Corse-Composite ont obtenu, sans dérouler de banderoles, une prime de 1 000 F. Les personnels grévistes de l'Assemblée régionale demandent aux élus de profiter de la session extraordinaire de mercredi matin pour montrer le bon exemple en leur accordant une augmentation.

Pendant tout ce temps, depuis le matin, bien au-delà des horaires de la fonction publique, une cinquantaine d'« otages » occupent les trottoirs de la préfecture, sans même une banderole. Le préfet de police, rentré de Bastia, leur montre « ce qu'on a lancé aux CRS de Bastia » : boules, bougies de voiture, pioches de pêche. « On s'en fout ! » Les négociations à Bastia ont abouti à un accord et les pompiers d'Ajaccio suivent leurs collègues : un avion partira à 20 heures. Pour des « raisons humanitaires », les pompiers all-

gent un blocus qui commence aussi à peser sur l'opinion insulaire. Mais devant la préfecture, les passagers profitent d'un transport maritime leur permettant de prendre leur voiture. Manque de chance, ces négociations-là ont échoué. Le ferry *Napoléon* et le cargo *Monte Stella* sont restés à quai.

Dès l'annonce du départ de l'avion, des camionnettes de CRS prennent la route de l'aéroport, gyrophares en action, pour éviter l'embouteillage. Ne passent que les personnes munies d'une carte d'embarquement retirée à la chambre de commerce, qui établit les priorités. Les passagers ont entendu l'annonce

Et maintenant les agriculteurs...

BASTIA de notre correspondant

« Depuis que le trafic vers le continent est bloqué, nous avons perdu plus de 250 tonnes de salades à vendre à l'exportation », explique l'un des maraîchers qui, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 mars ont jeté 5 000 caquettes de scaroles dans les rues de Bastia. Devant la préfecture de la Haute-Corse, les agriculteurs en colère ont déversé un tas de salades de plus de 2 mètres de haut, obstruant l'accès principal du bâtiment public.

Même chose devant la chambre d'agriculture, la nouvelle mairie et le palais de justice où plusieurs centaines de caquettes étaient peu à peu écrasées par les automobilistes, transformant le boulevard Paoli en véritable patinoire.

C'est cet itinéraire que le cortège des manifestants de la fonction publique devait emprunter, mercredi matin, à partir de 10 heures : « Nous ne voulons pas provoquer les fonctionnaires en grève, nous voulons alerter les pouvoirs publics sur le péril qui menace nos exploitations », commente un agriculteur.

M. C.

à la radio et fait leurs valises en dix minutes.

Quelques-uns sont tellement heureux de quitter l'île qu'ils donnent leur adresse à l'hôtel. Le Boeing 727 d'Air France décolle pour Paris via Marseille à 20 heures avec cent quatre-vingt-deux passagers à bord, dont une dizaine de malades. Il reste deux places libres. Il est suivi par un Mercure d'Air Inter à Bastia. Au total, pour les deux premiers départs d'avions de ligne depuis jeudi, ce sont trois cent quatre-vingts personnes qui vont partir.

CORINE LESNES.

Manifestation devant le siège de l'Assemblée régionale

AJACCIO de notre envoyée spéciale

A 8 heures, mercredi matin, devant le siège de l'Assemblée régionale de Corse, à Ajaccio, les CRS sont plus nombreux que les drapeaux rouges à tête de mure de la CGT. Les syndicats, toutes tendances confondues, se sont donné rendez-vous devant ce qui fut le grand hôtel d'Ajaccio, où flottaient, côte à côte aujourd'hui, les drapeaux français et corses, tournés vers la mer. Les socialistes et un conseiller régional doivent se réunir pour « analyser la situation dans l'île et les propositions du gouvernement ».

Il est encore tôt, et seul le service d'ordre de la CGT assiste aux préparatifs des CRS, qui se répartissent les fusils lance-grenades entre leurs neuf véhicules. Les forces de l'ordre, à Ajaccio, se sont toujours montrées discrètes, mais aujourd'hui les pouvoirs publics ont décidé de « montrer leur fermeté ».

L'affrontement va être évité de justesse.

Les CRS isolent l'hôtel de la région avec des barrières à une centaine de mètres de part et d'autre du bâtiment. Les syndi-

calistes protestent : « Si vous nous empêchez, on va à l'affrontement. On va s'armer, nous aussi. » Les manifestants se massent contre les barrières, brise d'heure en direction des CRS, en tenue de combat. Quelques dockers essaient de franchir le barrage. La tension monte.

A 8 h 45, l'heure n'est déjà plus à la fermeté. Le préfet de police, M. Jean Thiebaut, croise le dirigeant nationaliste Alain Orsière, il lui explique qu'il est un ancien énarque, un ancien membre du conseil national de prévention de la délinquance et qu'il tient à éviter tout incident. « J'ai failli le dire : d'accord, je vous embauche ! », lui lance le conseiller régional nationaliste.

Le préfet appelle le dirigeant de la CGT, M. Noël Zichina. « Donnez-nous un quart d'heure. On va se réunir à l'intérieur des bâtiments de la région. » M. Thiebaut s'en remet au service d'ordre de la CGT pour la maîtrise de l'ordre.

En dix minutes à peine, les CRS rangent casques et fusils. A un quart d'heure près les incidents ont été évités. La journée ne fait que commencer.

C. L.

rassemblés à l'aéroport de Campo dell'Oro. Les syndicats ont à leurs côtés des représentants de la CEE, qui menacent une cinquantaine des quatre-vingt-six embarcations de la flotte. Les pêcheurs voient déjà les Italiens débarquer en 1993 « avec leurs bateaux sophistiqués ». Leurs homologues bastiais, affiliés à un syndicat plus traditionnel, avancent de tout autres revendications : l'effacement de leurs dettes, la baisse du fuel et une aide aux exportations.

Le conflit de la pêche — qui n'a rien à voir avec celui des fonction-

En Polynésie française

Le gouvernement de M. Léontieff contredit par le tribunal administratif

Le tribunal administratif de Papeete (Polynésie française) a prononcé, mardi 21 mars, l'annulation des nominations de cinq ministres du gouvernement territorial, qui en compte dix, sous la présidence de M. Alexandre Léontieff, député non inscrit. C'est à la suite d'un recours du conseiller territorial M. Quito Braun-Ortega, estimant ces nominations non conformes à la loi de septembre 1984 portant statut de la Polynésie française, que le tribunal a annulé les promotions de MM. Louis Savio, ministre de l'économie et des finances, et de M. François Nani, ministre de l'urbanisme, des transports terrestres et de l'administration générale, chargé des relations administratives. Toujours à la demande de M. Braun-Ortega, le tribunal a annulé les nominations, datant du

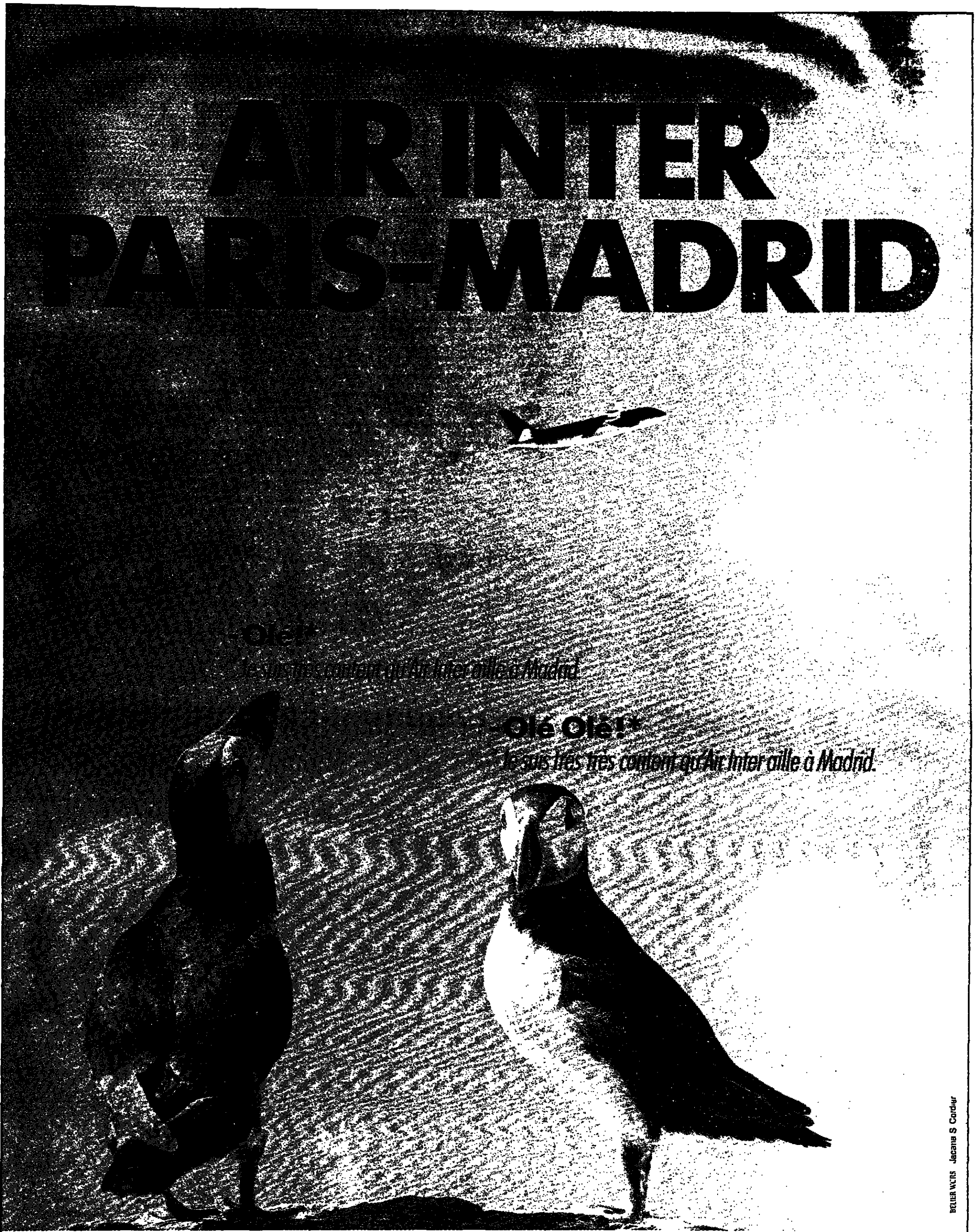
26 novembre 1988, de trois ministres qui avaient démissionné de leurs fonctions neuf jours plus tôt, le temps de redevenir conseillers territoriaux et de renforcer la majorité nécessaire à l'adoption du budget de la Polynésie française pour 1989 : il s'agit de M. Georges Kelly, vice-président du gouvernement, ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel, de M. Hugues Hong-Kiou, ministre du logement, des affaires sociales et de la solidarité, de M. Napoléon Spitz, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle, du tourisme et des sports.

Selon M. Braun-Ortega, ces annulations entraînent la chute de l'ensemble du gouvernement territorial, la loi fixant à six au moins et à dix au plus le nombre des ministres locaux.

DROIT SCIENCES ECO.
Documentation sur demande
Avril - Mai
• Révisions intensives avant les examens
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 48.33.61.23 / 48.29.03.71

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LA QUESTION SOCIALE
Avec notamment des articles de :
J.-M. GAILLARD, B. KOUCNER, J. DRAY, J.-L. GUHARD, R. VIELLEARD, P. MACLOUF
Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économies), qui donne droit à l'envoi gratuit du prochain numéro.

AIR INTER PARIS-MADRID



Olé!

Les penguins adorent qu'Air Inter aille à Madrid.

Olé Olé!

Les penguins adorent qu'Air Inter aille à Madrid.

C'est avec une certaine fierté qu'Air Inter dessert plus largement l'Espagne*: départ quotidien d'Orly sud 10 h 25, arrivée à Madrid 12 h 15, départ quotidien de Madrid 13 h 50, arrivée à Orly sud 15 h 40 et bientôt reprise des vols directs sur Ibiza (sous numéro de vol Air France). Suivant le vol, un snack ou une collation vous est offert. D'autre part la gamme des tarifs s'élargit avec un nouveau tarif 3^e âge (plus de 60 ans) : 1590 F l'aller-retour sur Paris-Madrid et 1390 F sur Paris-Ibiza (nuit de samedi à dimanche sur place). Modalités d'application et réservations : renseignez-vous auprès d'Air Inter ou de votre agent de voyages. Air Inter à Paris : 45.39.25.25.

* A compter du 26 Mars.

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCÈS.

BEUBENERS - Jacana S. Cardar

Société

JUSTICE

En attendant le jugement du 28 avril

Plaidoiries pour Jobic « l'incorruptible »

Trois plaidoiries pour un commissaire. Trois hommes pour Yves Jobic, trente et un ans, inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption passive de fonctionnaire. Mardi 21 mars, pour la première fois depuis la première audience, le 2 mars, un vrai sourire a glissé sur le visage du policier assis face au tribunal.

« Nous sommes tous des Jobic », a lancé M. Jean-Marc Varaut, formule propre à tétaniser les anciens soixante-huitards. Et tout le monde peut être victime de la rumeur, a-t-il ajouté. M. Varaut, pour plus de précaution et de clarté, a rappelé au terme de sa plaidoirie ce que signifie cette « intime conviction » sur laquelle se fondent les juges pour trancher : « Ce n'est pas une prévention, une sympathie, une antipathie. Ce n'est pas une opinion mais une pesée prudente des charges, des arguments, des preuves. C'est un jugement, c'est-à-dire une décision raisonnée et collégiale. »

Les avocats de la défense ne pourront pas dire qu'ils n'ont pas été écoutés. Le président Alain Fouquier et ses assesseurs ont pris des notes durant leurs plaidoiries et une dizaine de prévenus comparaissant libres ont brusquement réapparus dans le prétoire après l'avoir déserté durant plus d'une semaine. Ainsi ont-ils pu compléter l'image qu'ils se faisaient du commissaire Yves Jobic, leur voisin de souffrance depuis presque trois semaines.

M. Varaut l'a dépeint comme « un homme sensible, affectif et infatigable » derrière un masque

froid d'« incorruptible ». Autrefois, a-t-il noté, on vous avait qualifié de « vertueux », ce qui donne de nos jours, dans la traduction la plus commune, « rigide ». Et l'avocat de conclure : « Jean Anouilh aurait fait de ce procès une tragédie (...). Mais aujourd'hui, il faut être un peu lâche, un peu veule, un peu intéressé, un peu humain ! »

« Trop de mal a été fait », insiste pour sa part M. Gilbert Collard, relevant paradoxalement que, dans ce dossier, son client a été victime de son statut social, que le fait d'être commissaire lui fut une charge et non un passe-droit. « Tout ce qu'il peut faire se retourner contre lui parce que sa fonction fait de lui un invalide judiciaire. Parce qu'il est policier, il est « ripou ». Mais toutes les prévisions ne sont pas « Casque d'or » et tous les policiers ne sont pas « Bonny ! », s'exclame-t-il, renvoyant l'image de la fille de joie sinistre et franche et celle du flic forcément corrompu et ignoble au magasin des accessoires.

La rumeur et le ragot

« Trop de mal a été fait », dans ce qui, pour M. Collard, s'apparente étroitement à une « dérive judiciaire ». « Dans ce dossier, il y a l'institutionnalisation de la rumeur, du ragot », assène-t-il avant de marquer son étonnement devant le rôle conféré aux prostituées accusatrices.

« Trois filles deviennent des instruments de justice ! Les gendarmes ne les quittent plus ! Ces jeunes femmes se retrouvent dans les plis de l'institution ! On leur donne une

importance qu'elles ne pourront assumer, engager dans le mirage d'une importance médiatique et judiciaire... Elles n'existent plus que parce qu'elles accusent Jobic et que Jobic se défend peu à peu », s'exclame M. Collard avant de s'interroger sur des institutions embourbées « dans les ornières de la folie ».

Et l'avocat, qui se pose les questions de l'homme de la rue, fait les comptes : « Je me suis amusé à calculer combien a pu coûter ce dossier à la société ! Plus de 100 millions... [d'une voix forte] de centimes [sans voix], l'hélicoptère compris pour aller perpétrer en Bretagne au domicile de la mère d'Yves Jobic ! Et il en coûte aussi tout ce que le juge et les gendarmes n'ont pas fait pendant qu'ils essayaient de confondre l'incorruptible... »

On le voit, l'heure était à la charge, au mot d'auteur, tant il est vrai que le réquisitoire du premier substitut, la veille, avait désamorcé la gravité et l'importance de ces plaidoiries.

A 18 heures, le commissaire Jobic a quitté la salle — encadré par M. Jean-Marc Varaut, Jeanne et Gilbert Collard — sous une haie de caméras de télévision spasmées, fiévreuses, renversant cendriers et barrières de protection. Et comme au premier jour, l'inculpé, toujours impassible, a assumé ce curieux statut de vedette, acceptant la lumière violente des projecteurs mais se contentant de redire avec des mots stéréotypés toute sa confiance en la justice.

Jugement le 28 avril.

LAURENT GRELSAMER.

DÉFENSE

M. Claude Silberzahn à la tête de la DGSE

Le retour d'un « civil » à la « piscine »

Le conseil des ministres a ratifié mercredi 22 mars la nomination de M. Claude Silberzahn, préfet de la région Franche-Comté, à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Il y remplace le général de corps d'armée François Mermet, qui avait atteint la limite d'âge.

Un civil ! C'est sans nul doute la première réaction que suscitait dans le monde du renseignement la nomination à la tête des services secrets de M. Silberzahn, préfet de la région Franche-Comté et préfet du Doubs. Ce n'est pas que le choix d'un civil soit pour une brève absolue, mais, après le bref et controversé passage, de juin 1981 à novembre 1982, d'un autre civil, M. Pierre Marion, à la direction générale de la sécurité extérieure, il semblait désormais acquis que les services de renseignement avaient vocation à rester sous contrôle militaire. Même dans les remous du terrorisme et de l'affaire Greenpeace, la DGSE n'avait-elle pas « touché » trois officiers généraux successifs, l'amiral Pierre Lacoste, le général René Imbot et enfin, dernier en date et aujourd'hui remercié, le général François Mermet ?

Son remplacement par un civil ne laisse aucun doute sur la nature de cette orientation. Le général Mermet, chef des services de renseignement depuis le 2 décembre 1986, a certes atteint la limite d'âge de son grade, mais rien ne s'opposait, en principe, à ce qu'il soit maintenu à son poste. S'il n'en a pas été ainsi, c'est que l'Elysée — et accessoire-

ment Matignon et la défense — juge désormais venue l'heure d'un remaniement en douceur, d'une réforme rendue nécessaire par les mauvaises expériences vécues lors du premier septennat et qu'autorise la durée du second.

Directeur du cabinet de M. Mitterrand où il suit entre autres les problèmes du renseignement, M. Gilles Ménage, qui caressa un moment l'idée de prendre la direction des services secrets, est un partisan de longue date de la « civilisation » de la DGSE. Il a su manifester son rancœur à ses raisons un président de la République échaudé par l'affaire Greenpeace.

M. Silberzahn se voit donc confier une mission lourde avec pour seul bagage son expérience de préfet et son passage à Matignon au cabinet de Laurent Fabius. Il est vrai qu'il s'occupait, à ce poste, des questions de renseignement et de sécurité.

C'est là un honorable vantage même si nombreux sont ceux qui, à Matignon et à l'Elysée, estiment que le nouveau directeur général doit attendre à quelques manœuvres couronnées visant à démontrer qu'il n'aurait pas le meilleur des choix.

Des états d'âme

Car tel est le climat. La « maison » a des états d'âme. Elle n'aime pas se voir imposer des chefs qui ne sortent pas de son monde. Avec près de trois mille agents, dont mille sept cents civils — encore nombre de ces derniers sont-ils d'anciens militaires maintenus par contrat à l'âge de la retraite, — la DGSE romane et vit repliée sur elle-même, prisonnière d'un cadre idéologique sclérosé, incapable d'accueillir les compétences civiles ou militaires extérieures au cercle très étroit de son univers immédiat. Réaction d'exclusion qui atteint la caricature lorsqu'elle repousse un officier hors normes comme le colonel Philippe Rondot, fin commissaire du monde musulman, « traître » passé à la DST, où il a su montrer son savoir-faire en participant notamment au retour en France des enfants Valente, retenus en otages au Moyen-Orient.

ENVIRONNEMENT

Dans la Manche

La recherche du conteneur de lindane a été entravée par le mauvais temps

Mercredi matin 22 mars, la marine nationale poursuivait la recherche du conteneur du cargo panaméen *Perintis* renfermant 5 tonnes de lindane et disparu depuis près d'une semaine dans la Manche. La veille, un écho ressemblant à celui du conteneur avait été capté par un chasseur de mines à une vingtaine de kilomètres au nord de l'île d'Amigny, mais les autorités se refusèrent à le confirmer. Tandis que M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, supervisait les recherches depuis Cherbourg, M. Jacques Mellick, ministre délégué auprès du ministre des transports, responsable de la mer, et M. Gérard Renou, secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques majeurs, faisaient à Paris, mardi après-midi, le point sur la situation.

Trouveront-ils ? Trouveront-ils ? En attendant le verdict des deux chasseurs de mines qui, depuis mardi matin, tentent de détecter le conteneur toxique échappé du navire panaméen *Perintis*, c'est sur la transparence qu'a décidé de tabler le ministre de la mer.

Rappelant que le conteneur de lindane, coulé en cours de ramorquage, jeudi 16 mars au soir, devait actuellement reposer au moins par 60 mètres de fond à une vingtaine de kilomètres au nord de l'île anglo-normande d'Amigny, M. Mellick a précisé que « toutes les informations seraient en permanence à la disposition de la population ». « Les prélèvements quotidiens effectués dans cette zone maritime seront, dans les jours à venir, intensifiés, a-t-il ajouté, afin de détecter tout début éventuel de pollution, et les résultats de ces relevés rendus publics chaque jour à midi. »

« Les derniers relevés effectués à ce jour ne font apparaître aucune trace de pollution par le lindane, ajoutait M. Renou, ce qui laisse à penser que l'emballage n'a pas été ouvert au cours de la chute. » Conditions dans des sacs de 50 kilos, eux-mêmes enfermés dans des caisses d'un carton spécialement traité, les 5 tonnes de ce pesticide hautement toxique ne semblent donc pas, pour le moment, menacer les eaux de la Manche. Mais qu'advient-il si le conteneur venait à s'ouvrir ?

« En ce qui concerne l'étendue possible de la pollution, il est encore difficile de se prononcer, car on connaît mal le comportement du

lindane en milieu marin », précisait-on, mardi, au ministère de l'environnement. Contrairement aux propos alarmistes publiés dans la presse britannique, selon laquelle une zone de 1 500 kilomètres carrés pourrait être alors contaminée, les spécialistes français parlent de « dizaines de kilomètres carrés », ce qui n'empêche pas le produit toxique libéré dans les eaux de dégrader « la majeure partie de la faune avoisinante ».

Crevasse sous-marine

Déjà entravées par le mauvais temps qui sévit actuellement sur la région, les opérations de recherche menées dans la fosse des Casquets par les chasseurs de mines *Clio* et *Orion*, de la Marine nationale, se compliquent de plus d'une particularité géologique : une crevasse sous-marine de quelques centaines de mètres de large, présentant parfois des fonds de l'ordre de 170 mètres, dans laquelle il n'est pas exclu que le conteneur ait échoué. Les autorités britanniques, quant à elles, poursuivent leurs investigations concernant l'épave du cargo *Perintis* échoué, lundi 13 mars, à 60 kilomètres au nord-ouest de l'île de Guernsey. La cale de celui-ci contient, en effet, 1 tonne de perméthrin et 600 kilos de cyperméthrin : deux insecticides trente à cinquante fois plus toxiques pour la faune que le lindane, mais, heureusement, conditionnés sous forme de gel, donc très peu solubles dans l'eau.

Ca. V.

Rejugé à Paris Un ancien membre du GAL est condamné à neuf ans de réclusion

La première des trois affaires concernant les membres du Groupe antiterroriste de libération (GAL), dont avait à connaître la cour d'assises de Paris, spécialement composée après cassation d'arrêts précédemment rendus par les assises des Pyrénées-Atlantiques (le *Monde* du 22 mars), s'est achevée, mardi 21 mars, par la condamnation de Mohand Talbi à neuf ans de réclusion criminelle. Cette peine est inférieure à celle de douze ans de réclusion qu'avait infligée le 4 décembre 1987 à ce même accusé la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques dont l'arrêt avait été annulé par la chambre criminelle de la Cour suprême le 27 septembre 1988. C'est pourtant encore une peine de douze ans qu'avait requise l'avocat général, Jean Abolvi, en demandant aux membres de la cour d'assises de « se montrer fermes et inflexibles » dans une affaire où « les faits sont très graves ».

Il était reproché à Mohand Talbi, trente-neuf ans, d'avoir participé à l'arrestation et à la séquestration en

décembre 1983 à Hendaye d'un représentant en machines à écrire, Segundo Marey, de nationalité espagnole, pris par erreur pour un trésorier de l'ETA.

Au cours de cette nouvelle audience, Mohand Talbi n'avait pas nié les faits. Il avait admis avoir été recruté par le GAL en expliquant qu'il avait profité de cette occasion, lui, ancien fils de harki, engagé dans la Légion étrangère à dix-huit ans, pour renseigner la police urbaine de Beyrouse sur les activités des mouvements autonomistes.

Son défenseur, M. Georges Holleaux, commis d'office, avait plaidé que Talbi ne fut en réalité jamais autre chose qu'un informateur de la police française, mais que celle-ci ne l'aurait pas pris au sérieux lorsqu'il révéla l'enlèvement de Segundo Marey par le GAL.

Deux autres affaires concernant le GAL doivent encore être rejugées du 22 au 24 mars par la cour d'assises de Paris.

En marge de l'affaire Pechiney

M. Alain Boublil poursuit trois journaux en diffamation

M. Alain Boublil, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, qui avait démissionné de ce poste le 19 janvier, après que son nom ait été prononcé dans l'affaire Pechiney, vient d'assigner en diffamation trois journaux et leurs directeurs respectifs.

Il s'agit de MM. Philippe Tesson, directeur de publication du *Quotidien de Paris*, Jean-François Khan, directeur de publication de l'*Evenement du jeudi* et Claude Perdriel, directeur de publication du *Nouvel Observateur*. Les articles visés ont été publiés le 12 janvier par le *Quotidien de Paris*, et le 19 janvier par les deux hebdomadaires visés.

Celui de l'*Evenement du jeudi* s'intitulait : « Les affaires parlent-elles » et celui du *Nouvel Observateur* : « Boublil, la cible ».

L'ancien directeur de cabinet de M. Bérégovoy avait à l'époque reçu de ce dernier un soutien sans réserve. « Je suis en sorte, avait dit le ministre, qu'Alain Boublil puisse défendre son honneur et soit dans une situation qui lui permette de le faire. »

M. Boublil a saisi directement le tribunal de Paris par voie de citation directe délivrée à chacun des journaux visés. C'est devant la dix-septième chambre correctionnelle que seront plaidées les trois affaires à des dates que cette juridiction devra fixer dès le mercredi 22 mars.

Ajoutons que dans l'information judiciaire concernant l'affaire Pechiney M. Alain Boublil a été entendu une seule fois, le 10 janvier, par le procureur, M. Edith Bogette, et uniquement à titre de témoin.

Sur la Côte d'Azur

Le PDG d'un casino de Menton écroulé

Romano Fredoz, PDG du Casino du Soleil à Menton (Alpes-Maritimes) a été écroulé, mardi 21 mars, d'écroulement à Nice, après la découverte d'un détournement d'un montant de 700 000 francs commis sur les tables de chemin de fer.

De nationalité italienne, Romano Fredoz avait été mis en cause par un client italien, Francesco de Barba, un habitué du casino, lors de son interpellation vendredi dernier par les policiers parisiens de la sous-direction des courses et des jeux.

Présenté à M. François Bousquet, juge d'instruction à Nice, Francesco de Barba a été lui aussi inculpé d'escroquerie et écroulé. Il avait aussi mis en cause un caissier du casino, Jacques Charazac, qui a également été inculpé et écroulé.

« Interpellation du meurtrier présumé d'une adolescente. — François Schweighoffer, dix-huit ans, devait être présenté mercredi matin 22 mars au parquet de Cherbourg (Normandie) après avoir été placé en garde à vue dans les locaux de la gendarmerie. Le jeune homme est soupçonné d'être le meurtrier d'une adolescente de quinze ans, Sabrina Marichal, dont le corps portant des traces de strangulation avait été retrouvé dissimulé sous des pierres, lundi soir à Chamarrande. L'adolescente avait quitté son village de Leville-au-Bois, samedi en fin d'après-midi, avec François Schweighoffer pour une balade en moto autour des grottes de Chamarrande. »

« Inculpation d'un militant basque présumé. — M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction à Paris chargé des affaires de terrorisme, a inculpé, mardi 21 mars, Jean Coscarat, dit « Xan », trente-six ans, d'association de malfaiteurs, complicité de tentative de dégradation de biens immobiliers par explosions dans le cadre d'une entreprise de terrorisme. Jean Coscarat a été écroulé.

Cette inculpation fait suite aux attentats du 21 février dernier contre la gendarmerie de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques) et du 28 février contre l'hôtel des impôts de Biarritz.

« La population pénale au 1^{er} mars : légère augmentation. — Le nombre de détenus écroulés dans les prisons françaises s'élevait au 1^{er} mars à 46 358, ce qui représente une légère augmentation par rapport au chiffre enregistré au 1^{er} février : 46 074. »

BRÉSIL

Un avion-cargo s'écrase sur un bidonville : 21 morts plus de 200 blessés

Vingt et une personnes sont mortes et plus de deux cents autres ont été blessées dans l'accident d'un avion-cargo, du type Boeing-707, de la compagnie brésilienne Transbrasil qui s'est écrasé mardi 21 mars avant d'exploser sur un bidonville très peuplé près de l'aéroport international de Curitiba, à 30 kilomètres de São Paulo. A l'exception des trois membres de l'équipage, retrouvés carbonisés, les morts et les blessés sont tous des habitants de la favela.

L'appareil venant de Manaus, en Amazonie, était chargé de jouets et de postes de télévision et de radio. Il était en service depuis vingt-trois ans.

Les causes précises de l'accident n'étaient pas encore connues le 22 mars en fin de matinée. Un autre drame est venu assombrir la tragédie. Eliana da Cunha, une jeune femme morte de vingt-trois ans, enceinte de neuf mois, qui se trouvait dans la favela au moment de l'accident, avait été transportée d'urgence à l'hôpital. Mais elle y est morte, dès son admission, sur la table d'opération. Les médecins, cependant, avaient réussi à mettre au monde, par césarienne, un garçon. L'enfant est décédé, quarante-cinq minutes après sa naissance, d'une insuffisance respiratoire. — (AFP.)

Cicéron,
lady Byron,
Turing :
connaissez-vous
les pères
de l'ordinateur ?

SAGA

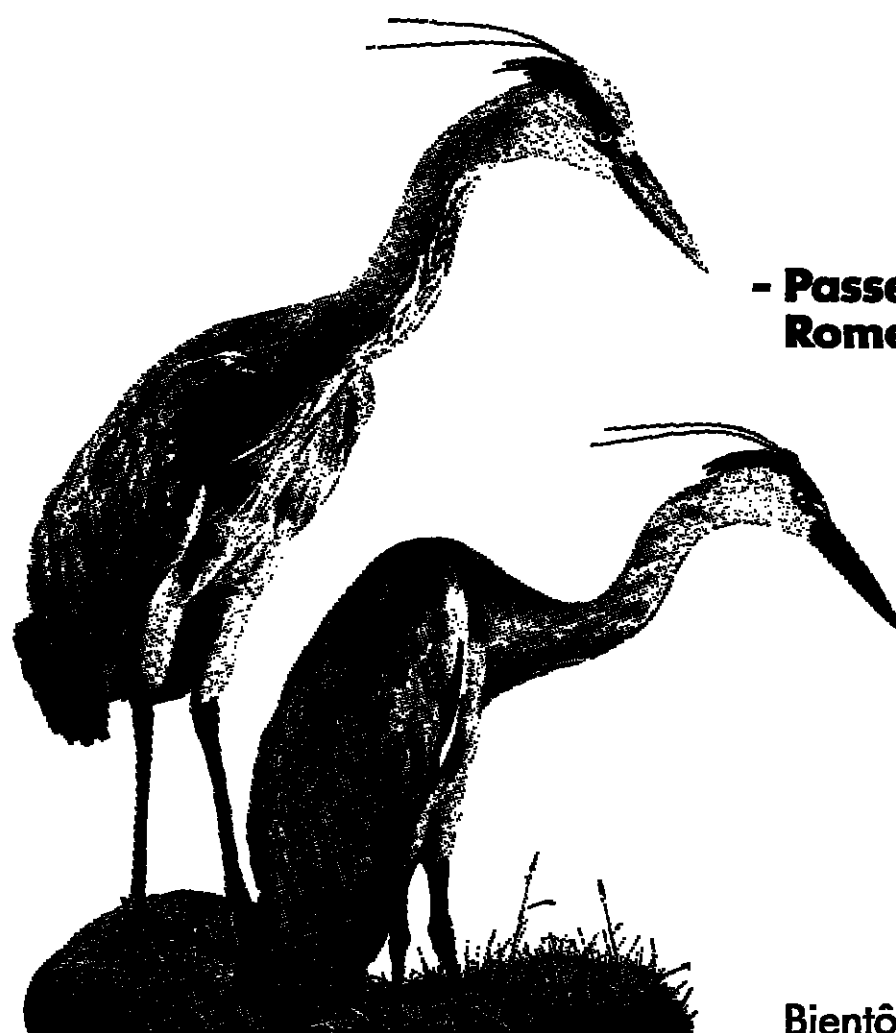
2000
ANS
D'INFORMATIQUE
RACONTES A CEUX
QUI NY CONNAISSENT
TOUJOURS RIEN

Avec
Simon NORA
Gérard MILLER
Gérard MORDILLAT
Jacques FAUVET
Didier DAENINCKX

N°2

DANS TOUS LES KIOSQUES

سكا من الأصل



- Passer quelques jours à Londres, Madrid, Rome ou Athènes me paraît d'actualité.

- J'ai horreur qu'on lise le journal par-dessus mon épaule.

Bientôt 1992. L'Europe est dans l'air du temps. Il est donc temps de prendre l'air pour l'Europe et de découvrir les séjours Visit Europe. Des séjours express d'une nouvelle espèce. Tout est fait pour que vous ayez l'esprit libre comme l'air. Vous décollez avec Air Inter et vous atterrissez presque directement dans votre chambre. Les hôtels sont tous des nids réputés, l'organisation de haut vol et les prix légers comme des plumes. Voici des exemples de séjours Visit Europe qui donnent envie de visiter l'Europe à tire-d'aile : Londres, 3 jours en hôtel à partir de 1.150 F; Athènes, 8 jours en hôtel à partir de 2.250 F; Rome, 3 jours en hôtel à partir de 1.490 F; Madrid, 3 jours en hôtel à partir de 1.950 F. Ces prix par personne sur la base de deux personnes comprennent le vol aller-retour Air Inter (sous numéro de vol Air France), le logement en chambre double avec petit déjeuner et la garantie annulation et assistance TMS. Si ces prix ne vous donnent pas des ailes, c'est que rien au monde ne pourrait vous faire décoller. Renseignements et réservations : agences de voyages ou points de vente Air Inter et au Terminal Elysées/Visit Europe 49, Champs Elysées 75008 Paris, tél. : 42.89.39.40.

Visit Europe
PAR
AIR INTER

Société

Plusieurs Etats appuient le projet de l'UNICEF

Un sommet pour les enfants

L'idée pouvait paraître étrange. Elle commence pourtant à faire son chemin. Un sommet de chefs d'Etat consacré à l'enfance est vu d'un œil favorable dans plusieurs capitales, et l'inspiration du projet, l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), ne désespère pas de le voir se réaliser d'ici à l'an prochain.

Huit pays (la Suède, l'Indonésie, l'Italie, le Bangladesh, la Jordanie, les Maldives, le Cap-Vert et la Tanzanie) ont déjà fait connaître leur approbation. Mais qui pourrait s'opposer vraiment à une initiative aussi sympathique ?

Dès l'automne, l'Assemblée générale de l'ONU doit adopter une convention internationale sur les droits de l'enfant. Il s'agit d'un texte en cinquante-quatre articles, destiné à assurer une meilleure protection des mineurs. Protection contre les mauvais traitements — physiques, sexuels ou psychologiques — mais aussi contre la malnutrition, la pauvreté, le travail précoce, la prostitution, la participation forcée à des conflits armés...

Une telle convention est à l'étude depuis bientôt dix ans. Sa rédaction n'a pas été facile : il a fallu négocier, point par point, un texte applicable à des situations politiques et culturelles très différentes. Comment assurer, par exemple, le droit de tout orphelin à vivre dans une famille, alors que les pays islamiques s'opposent à l'adoption ? Comment garantir, d'autre part, à tout enfant le droit de vivre avec ses parents, alors que, dans des pays comme la France, les travailleurs immigrés sont soumis à des règles très

strictes pour le regroupement familial ?

La convention sera vraisemblablement adoptée. Il ne restera plus qu'à l'appliquer. De ce point de vue, un sommet de chefs d'Etat ou de gouvernement faciliterait les choses. Souvent, en effet, les organismes humanitaires se heurtent à des obstacles sur le terrain qui ne peuvent être déboulés qu'au plus haut niveau. Un sommet leur permettrait de s'appuyer sur des engagements politiques pris de manière publique et solennelle.

38 000 morts chaque jour

Convoquer l'ensemble des chefs d'Etat ou de gouvernement de la planète est ardu, et d'ailleurs peu souhaitable. Cela risquerait, au mieux, de prendre la forme d'une assemblée générale de l'ONU, sans grande originalité. D'autres formules sont envisagées. L'une consisterait à ne réunir qu'une quarantaine de participants, en respectant les grands équilibres géographiques et la répartition entre pays industrialisés et pays en développement. Une autre consisterait à réunir les dirigeants des pays où naissent plus d'un million et demi d'enfants chaque année, et auxquels se joindraient les représentants des grandes organisations régionales, comme la CEE, l'OUA et la Ligue arabe.

Il serait toujours possible d'inscrire ce sujet au programme d'une prochaine conférence de chefs d'Etat. Mais cela aurait évidemment moins d'impact. Or le principal intérêt d'un sommet serait d'attirer l'attention de façon

spectaculaire sur toutes les atteintes aux droits des enfants. A commencer par le droit de survivre : près de trente-huit mille enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour, alors qu'on dispose aujourd'hui des moyens nécessaires pour réduire sensiblement cette hécatombe de moitié. A lui seul, un tel scandale ne mériterait pas que les grands de ce monde y consacrent quarante-huit heures de leur agenda ? Ils ont bien réuni un sommet sur l'environnement... sujet qui concerne d'ailleurs au premier chef les enfants de demain.

Rien n'empêche d'aller au-delà de l'effet d'annonce et du geste symbolique. La convention des droits de l'enfant définit des principes, alors qu'un sommet peut fixer des objectifs concrets : éradiquer par exemple telle ou telle maladie (la polio, la rougeole) dans un délai précis. MM. Reagan et Gorbatchev ont fait un premier pas dans ce sens lors de leur rencontre de juin 1988, à Moscou, souhaitant publiquement « une réduction, par les méthodes les plus efficaces, des décès d'enfants causés par des maladies évitables ». L'URSS a fait savoir peu après qu'elle multiplierait par douze le montant — assez faible, jusqu'à — de sa contribution annuelle à l'UNICEF, portant cette dernière à 20 millions de dollars.

L'UNICEF n'a ni l'intention ni les moyens de réunir lui-même un sommet de chefs d'Etat. Cette initiative ne peut venir que d'un pays ayant un certain poids et de bons contacts avec le tiers-monde. Pourquoi pas la France, surtout en 1989 ?

ROBERT SOLÉ

Bicentenaire

Dix mille communes ont planté des « arbres de la Liberté »

Plus de dix mille communes ont célébré très « écologiquement » le Bicentenaire, en plantant le plus souvent des tilleuls. M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, était lui, au parc de Sevran (Seine-Saint-Denis) pour y planter un orme et y parler des recherches en faveur de cette variété mortellement attaquée par une maladie. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a planté de son côté un ginkgo biloba ou « arbre aux quarante écus », dans une école d'Evry (Essonne), où il a été accueilli par une manifestation d'enseignants.

Un peu plus de six mille communes avaient renvoyé à la Mission du Bicentenaire le bulletin qui leur donnait droit à une subvention de 100 F

pour l'achat d'un arbre. Certains conseils généraux se sont associés à la journée et ont subventionné des communes. La plus petite commune ayant renvoyé son bulletin est Trébou-de-Lachon (13 habitants), la plus grosse, Toulouse (380 000 habitants), toutes deux en Haute-Garonne. Le département le plus représenté est la Haute-Marne : plus de 73 % des communes ont participé à l'opération.

La plantation des arbres avec les écoles locales et, bien souvent, la participation des enfants des écoles, costumés ou non, s'est accompagnée parfois de lancers de ballons, de chants (révolutionnaires), de farandoles et autres festivités.

Le président, l'abbé Grégoire et Victor Hugo

(Suite de la première page.)

Afin de planter dans les règles le chêne rouge d'Amérique choisi pour l'occasion, chacun y est allé de sa pelletée de terre, le ministre de la culture et maire de Blois, M. Jack Lang, le président du conseil général UDF-CDS, M. René Monory, ancien ministre de l'éducation nationale de M. Chirac, le président du conseil régional (PR) de Poitou-Charentes, M. Jean-Pierre Raffarin, le maire (centre gauche) de la commune, M. Pierre Barrusseau, et l'évêque en civil de Poitiers, Mgr Joseph Rozier.

Seules les dames, M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, et M^{me} Segolène Royal, députée socialiste des Deux-Sèvres, ont été dispensées d'exercice. Puis le président de la République a saisi l'arrosoir et savamment arrosé la terre.

« L'avenir vient vite »

M. Mitterrand a tressé ensuite une brève allocution, au cours de laquelle il a souligné que ce genre de cérémonie, organisée le même jour dans quinze mille communes de France et relayée dans les écoles par des lectures et explications de textes sur la Révolution, représente à la fois un « hommage à la nature » et « le sacre du printemps ». Hymne à la liberté, bien entendu, a-t-il ajouté en rappelant les propos tenus en pareille circonstance par Victor Hugo, le 2 mars 1848, place des Vosges à Paris : « C'est un beau et vrai symbole pour la liberté qu'un arbre ! La liberté a ses racines dans le cœur du peuple, comme l'arbre dans le cœur de la terre ; comme l'arbre, elle élève et déploie ses rameaux dans le ciel ; comme l'arbre, elle grandit sans cesse et couvre les générations de son ombre ». M. Mitterrand n'a pas jugé utile, même pour faire plaisir à l'évêque, de rappeler que Victor-Hugo, emporté par son élan, avait contesté la version livrée par l'abbé Grégoire des origines de l'arbre de la Liberté. Plus mystique qu'un curé républicain, Victor Hugo avait aussi affirmé : « le premier arbre de la Liberté a été planté, il y a dix-huit cents ans, par Dieu même sur le Golgotha. (Acclamations, selon la chronique de l'époque). Le premier arbre de la liberté, c'est cette croix sur laquelle Jésus-Christ

s'est offert en sacrifice pour la liberté, l'égalité et la fraternité du genre humain ». (Bravos et longs applaudissements.)

M. Mitterrand avait apporté avec lui un lot inhabituel de citations. Condorcet, cité dans les écoles mardi pour avoir écrit que « l'instruction doit être universelle, c'est-à-dire s'étendre à tous les citoyens », a donc participé aux festivités de Saint-Gaudent. Le chef de l'Etat lui a tiré son chapeau et a observé : « C'est vrai que l'instruction publique reste la priorité des priorités. Non pas seulement pour l'année qui vient. C'est la priorité de toutes les révolutions qui se veulent au service de l'homme. Chaque enfant doit pouvoir aller au bout de ses possibilités. C'est pourquoi la nation a consenti et doit consentir plus encore des efforts considéra-

plus forte, plus attentive aux inégalités. Il faut que le droit social prenne place parmi les préoccupations initiales de ceux qui construisent l'Europe », a conclu M. Mitterrand. Applaudissements sur la place de l'église où, parmi les populations, avaient pris place quelques sans-culottes habillés de neuf et sur mesure, une poignée de jeunes paysannes en sabot et un faux curé Pressac à rabat et calotte, jeune comédien de son état et, pour le moment, TUC dans la commune.

Le chêne rouge de Saint-Gaudent et d'Amérique, bien que planté par journée grise, au printemps, qui n'est pas la meilleure saison, ne s'est pas plaint de son installation ni de la bousculade qui a suivi l'allocution présidentielle. Il a même, factieux, tenté d'embastiller dans ses branches l'un des petits ballons lâchés par

L'école de la liberté

Ils sont originaires d'Afrique, d'Asie ou d'Europe et ils chantent d'une seule voix les vertus de la liberté, les louanges de l'égalité, les mérites de la fraternité. A l'école Tourville, dans le XX^e arrondissement de Paris, cinquante enfants de toutes couleurs et de toutes cultures ont célébré à leur façon la journée du Bicentenaire dans les écoles. Le 21 mars n'a pas été pour eux l'occasion de fêter la révolution sur un mode officiel : la tâche consacrée aux droits de l'homme par l'éducation, qui devait être lu dans les classes de France le 21 mars, ne sera diffusée chez eux qu'à la fin de la semaine.

Rassemblés sous un préau rose et bleu, les enfants de CM1, CM2 et de classes d'adaptation répètent le spectacle qu'ils doivent présenter, le 25 mai, au Théâtre des Américains, à Nanterre, puis le 3 juin à La Villette. Derrière un canevas historique habilement tissé, se profilent des idées-clés que les petits écoliers déclament avec enthousiasme. La prise de la Bastille, suppression du cauchemar de la privation de liberté, y est évoquée au même titre que la situation en

Afrique du Sud ou le calvaire de ceux qui ont faim. La révolution française offre à ces enfants de milieux défavorisés l'occasion de se proclamer les « héritiers de 1789 ».

La révolution elle-même demeure un événement historique assez flou pour ces enfants âgés de huit à dix ans. Caroline, dont les parents sont arrivés il y a quelques années du Sud-Vietnam, sait seulement qu'avant, les gens étaient pauvres et travaillaient pour les riches. Anaclara dit sans ambages que « la révolution, c'est à cause de Louis XVI », et Lakéna, une petite Cambodgienne de dix ans, explique qu'elle n'avait jamais entendu parler de cet épisode de l'histoire avant de commencer à préparer le spectacle. L'important n'est pas vraiment la connaissance des faits passés, mais l'acquisition de vertus actuelles. « On est contents d'être en France, explique une petite fille, car c'est un pays de liberté. Il faudrait qu'il y ait la révolution partout ».

RAPHAËLE RÉROLLE.

les enfants des écoles, ce qui est audacieux pour un arbre de la liberté. Son avenir qui, pour les arbres, ne vient pas si vite que l'affirmait MM. Hugo et Mitterrand, s'annonce pourtant paisible. Le chêne répond aux critiques de choix énoncées par un professeur de culture classique et révolutionnaire au Muséum d'histoire naturelle, André Thouin qui, en 1793, recommandait à ses contemporains et aux générations à venir les espèces « fortes et robustes », sans quoi « un hiver rigoureux pourrait les faire disparaître du sol de notre République ». Cet homme savant, qui ne manquait apparemment pas de bon sens, notait qu'il « serait à désirer que ces arbres, symboles de la liberté, fussent éternels, mais comme cela est impossible, choisissons au moins ceux qui vivent le plus longtemps ».

Longue vie au chêne de Saint-Gaudent, sélectionné selon les conseils avisés d'André Thouin, baptisé par M. Mitterrand et le crachin. Longue vie républicaine et patriotique, longue vie de plaisir partagés avec l'homme car, si l'on en croit l'abbé Grégoire, initiateur du genre, à moins que ce ne soit Jésus-Christ, l'arbre de la liberté « verra les mains de la fraternité s'enlacer par le plaisir dans des jeux auxquels présidera toujours l'innocence (...), et l'étranger admis à ces scènes ravissantes en sortira pénétré d'admiration envers ce peuple qui s'est dévoué pour la liberté du monde ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

ÉDUCATION

Après l'accueil favorable de la direction du syndicat

Les nouvelles propositions de M. Jospin troublent les militants du SNES

DUJON de notre envoyé spécial

Curieux congrès, où la direction d'un syndicat emploie le plus clair de son temps à discuter ses plus fidèles partisans qu'il faut rassurer provisoirement — les armes et conclure l'armistice avec un ministre. L'équipe dirigeante du SNES, dont le congrès se poursuit jusqu'à vendredi à Dijon, se trouve contrainte de jouer ainsi à contre-emploi : défendre les dernières propositions de M. Jospin sur la revalorisation des salaires des enseignants, devant un parterre de militants mobilisés. Tout le contraire d'un congrès habituel, dont la dynamique se construit sur une déconsécration du pouvoir en place.

Car l'effet de choc produit lundi par le discours d'ouverture de M^{me} Vaillant, secrétaire générale du SNES (le Monde du 22 mars), ne s'est pas dissipé mardi. Les congressistes avaient pris brutalement connaissance des concessions gouvernementales et de la soudaine satisfaction des dirigeants de leur syndicat. Une sorte de vertige accentué par la complexité du dispositif proposé les a saisis. « En deux heures, on nous a demandé d'écouter, de comprendre et de réagir », a soupé une enseignante. Plusieurs sections académiques dirigées par la tendance majoritaire (Unité et Action, proche du PC, qui représente près de 75 % du SNES) n'ont pas caché leur malaise. « On a eu l'impression que la direction s'était forgé son opinion et cherchait à nous convaincre », constatait avec discernement un professeur de mathématiques. En réalité, chacun s'est plongé dans le magma des nouvelles grilles et indemnités pour calculer le gain obtenu par chaque catégorie, à chaque étape de la carrière. Conclusions de certains : « Le compte n'y est pas ! Au moins un tiers des collègues n'ont rien gagné, selon la perspective d'attendre un peu moins longtemps leur promotion ». Les moins jeunes constatent que l'asséclération de carrière va surtout profiter à leurs collègues, et la promotion dans la « bonne classe » réservée à certains passe encore difficilement dans un milieu attaché à une égalité de principe.

Dans ce contexte, la direction du syndicat a déployé des trésors d'énergie pour s'expliquer. « Des résultats comme ceux-là, je n'en ai pas connus depuis vingt ans », a proclamé mardi, à la tribune, M. Pierre Tessonnel, l'un des secrétaires nationaux. « Même en 1968, on n'avait pas obtenu autant », ont expliqué d'autres dirigeants.

Reste que la convention est difficile, comme le reconnaissait M. Jean-Louis Andue, secrétaire national : « Passer à une culture du "pour" nécessite de sérieuses discussions pour des enseignants habitués à toujours se battre "contre" ».

depuis trente ans. Les responsables du syndicat se sont donc employés à expliquer que « personne n'était laissé sur le bord du chemin » pour la revalorisation, même pas les retraités, et que les mesures proposées pouvaient faire naître « de nouvelles solidarités ». Ainsi, la progression progressive de quarante mille adjoints d'enseignement dans un corps de certifiés, loin de tirer ces derniers vers le bas comme ils le craignent, devrait accroître leurs chances de promotion vers le « hors-classe », puisque celles-ci sont proportionnelles au nombre de certifiés. Le travail de conviction ayant été efficacement mené, certains militants, après s'être un temps frottés les yeux, ont commencé à admettre que « l'avancée portuese d'avenir », par le Vaillant, avait bel et bien le goût d'une victoire sonnée et trébuchante. On s'est rappelé que M. Rocard, voici moins de trois mois, affirmait que la revalorisation se ferait essentiellement par des indemnités et non par des promotions indiciaires pour le « corps des enseignants (le Monde de l'éducation de janvier), et l'on a mesuré le chemin parcouru depuis lors.

« Des arguments de droite »

L'opposition interne de la tendance UID (proche du PS et de la majorité de la FEN, qui représente 16 % des adhérents du SNES) s'est trouvée prise totalement à contre-pied. Impossible pour elle de combattre la position soudain conciliante de la direction et les nouvelles propositions de M. Jospin. Son porte-parole s'en est tiré en reprochant aux majoritaires d'avoir joué avec le feu en mobilisant les professeurs « avec des arguments de droite » reposant sur la défense corporatiste. « En revendiquant 2 000 F pour tous pour n'en gagner finalement que 300, la direction a déstabilisé la profession », a estimé M. Jacques Estienne. Elle va avoir bien du mal à étendre l'incendie qu'elle a allumé.

De son côté, la tendance Ecole émancipée (extrême gauche, 11 % des adhérents) a accusé la direction de céder aux sirènes du gouvernement, en acceptant « la logique de la promotion individuelle de carrière » et le projet d'« une école libérale » façonnée pour le tri social. Pour elle, le SNES a finalement accepté une formule déguisée de promotion au mérite, après avoir obtenu l'assurance qu'elle la contrôlerait à travers sa commission paritaire.

Le débat devrait se prolonger tout au long de cette semaine et se poursuivre par une consultation de la base, qui devrait laisser quelques jours supplémentaires à la direction du syndicat pour donner sa réponse officielle au ministre. Signes-elle ou non un « relevé de conclusions »

qui scellerait son accord et parachèverait le succès de M. Jospin ? Le ministre souhaiterait que cette cérémonie ait lieu dès mardi prochain, lors de son ultime « table ronde » sur la revalorisation, juste avant les vacances de Pâques. Pour l'instant, le SNES se garde bien de lever le voile sur ses intentions, proclamant que « tout dépend des résultats de la consultation de la base », qui, curieusement, n'est pas interrogée sur la question précise de la signature.

Il se pourrait qu'un tel geste soit, de toute façon, le prix symbolique à payer par le syndicat pour les quelques milliards qui ont été dégaîsés par le gouvernement. Mais il est certain que le principe du paraphe divise ses adhérents. Pour certains, « il n'est pas question de se lier les mains, les collègues auraient l'impression qu'on les abandonne ». Pour d'autres, « il serait logique de contre-signer des mesures qui sont des acquis de nos luttes ».

Reste à trouver une formule qui permette de matérialiser l'accord sans apparaître comme un engagement de neutralité du syndicat. Pour rester dans son rôle et démontrer sa volonté de maintenir la pression pendant le débat sur la future loi d'orientation, le SNES a l'intention de programmer, au troisième trimestre, une journée de manifestations « avec les parents et les jeunes ».

PHILIPPE BERNARD.

MÉDECINE

Les grèves dans les hôpitaux

Infirmiers et aides-soignants emboîtent le pas aux sages-femmes

Les sages-femmes, qui ont créé un « mouvement national » regroupant une dizaine d'associations et des syndicats, ont observé, mardi 21 mars, une journée de grève pour protester contre un projet de statut actuellement en cours d'élaboration au ministère de la santé « sans concertation avec la profession ». Selon la direction de l'Assistance publique, le mouvement aurait été suivi à 55 %, les sages-femmes ayant assuré un service minimum.

Les responsables de la CFDT, de FO et de la CFRC, qui avaient appelé les personnels hospitaliers et sociaux à faire grève mardi 21 mars, ont été repus au ministère de la santé, où ils ont fait part de leurs inquiétudes sur les retards dans l'application des accords signés en octobre 1988.

Lors d'une conférence de presse, mardi, le ministre de la santé, M. Claude Evry, a assuré qu'il respectait scrupuleusement le calendrier prévu dans les accords d'octobre. Jeudi 23 mars, le conseil

supérieur de la fonction hospitalière devrait se réunir pour examiner le dossier des sages-femmes, des personnels médico-techniques, des étudiants et des agents hospitaliers.

M. Marc Dupont, responsable de la fédération santé CFDT déplorait, mardi, la façon dont sont menées les discussions au ministère. « On ne sait pas, dit-il, sur quels critères objectifs sont menés actuellement les négociations. Personne ne connaît les règles du jeu. Ce n'est plus une négociation mais une vente aux enchères ». Le ministre, ne nous faites pas regretter d'avoir signé les accords d'octobre.

Plusieurs catégories professionnelles devraient se mettre en grève, jeudi 23 mars, à la suite des mots d'ordre lancés par les coordinations (infirmières, infirmiers psychiatriques, aides-soignants, agents de services hospitaliers, personnels médico-techniques). L'UNASIR (Union nationale des associations et syndicats d'infirmiers et infirmières de France) et la CGT.

● Infirmières : selon elles, l'accord d'octobre n'a « rien réglé » en matière d'effectifs, de salaires et de statut. Les libérales et les enseignants s'associent au mouvement.

● Cadres infirmiers : ils suivent le mot d'ordre de grève de la CFE-CGC et du SNCH contre « les mesures inadéquates prises par le ministère ».

● Aides-soignants et agents de service : leurs revendications portent sur les salaires, le statut et les promotions.

● Kinésithérapeutes et ergothérapeutes : mécontents de l'accord d'octobre et de leur statut actuel, ils demandent des textes « reconnaissant leurs compétences ».

● Cadres de clinique, maîtres de conférences des CHU : ils ont décidé une nouvelle grève les 24, 25, 26 et 27 mars, pour une amélioration de la retraite, de la couverture sociale et des salaires, un remodelage des carrières et un meilleur accès au rang de professeur.

سكوا من الأصل

Le Monde CAMPUS

Réforme au long cours en Espagne

Démocratisation, décentralisation, modernisation... Le gouvernement espagnol a entrepris une réforme d'ensemble de son système scolaire, programmée jusqu'à l'an 2000.



M. Alfredo Pérez Rubalcaba, secrétaire d'Etat espagnol à l'enseignement, a rencontré M. Robert Chapuis, son homologue français, chargé de l'enseignement technique, au cours d'un séjour de travail à Madrid, les 8 et 9 mars. Il nous a présenté, à cette occasion, les grandes lignes de la réforme de l'éducation menée par le gouvernement espagnol.

venir. Grâce aux expérimentations, nous avons procédé aux ajustements nécessaires avant de passer à la généralisation.

— Vos projets ne font pas l'unanimité parmi les enseignants et les parents. Comment comptez-vous « faire passer » votre réforme ?

— Nous avons organisé le dialogue avec tous nos partenaires pendant dix-huit mois, à travers des rencontres, débats et séminaires dans tout le pays. Cela nous a permis d'aboutir à un bon consensus avec toutes les organisations éducatives. La synthèse de cette grande consultation va aboutir à la publication, en avril, d'un « livre blanc » contenant les propositions du gouvernement pour la réforme. Des objectifs chiffrés seront fixés, d'ici à l'an 2000, en matière de recrutement, de promotion et de formation d'enseignants, de constructions pédagogiques, de constructions, de transports.

— Les besoins financiers seront programmés sur six ans. Les textes de loi, qui seront ensuite proposés et discutés, devront entrer en application en 1992. Ils prévoient une croissance considérable de nos dépenses d'éducation. Nous devrions passer de 4 % du PIB consacré actuellement à ce secteur à 5,5 % en 1998. D'autres objectifs quantitatifs seront inscrits dans les textes pour l'an 2000, comme la généralisation de l'obligation scolaire à 16 ans et le doublement de la proportion de jeunes accueillis dans l'enseignement supérieur (40 % au lieu de 23 % actuellement).

La sélection

demeure

— Vos efforts de dialogue n'ont pourtant pas empêché les jeunes, puis les professeurs, de lancer des actions très dures contre le gouvernement.

— Nos relations sont bonnes à présent avec les syndicats d'enseignants et l'espérance d'un accord avec eux. Les étudiants refusent la sélection à l'entrée, à l'Université, et demandent la gratuité. La sélection et les droits d'inscription demeurent. Mais l'Etat assure qu'aucun jeune ne peut être empêché d'accéder à l'Université pour des raisons financières. Déjà, nous avons multiplié par sept, en sept ans, le budget des bourses. Mais la gratuité n'est pas possible, car nous ne pouvons faire supporter à la collectivité le coût d'un enseignement supérieur qui n'accueille qu'un quart des jeunes.

— On constate une chute brutale de l'enseignement du français en Espagne, au bénéfice de l'anglais. A peine un quart des élèves s'étudient contre deux sur trois voici quinze ans. Comptez-vous restaurer une deuxième langue vivante étrangère, ce qui paraît l'unique voie du salut pour notre langue ?

— Nous sommes très préoccupés par cette situation pour toutes sortes de raisons : historiques, politiques, culturelles, sociales, et de voisinage. Nous avons déjà introduit l'étude d'une seconde langue étrangère dans certains établissements secondaires à titre expérimental. Il n'est pas possible de laisser perdre ce qui était la langue étrangère la plus étudiée. C'est important pour l'Espagne et nous y réagirons.

Propos recueillis par
Philippe Bernard.

(1) Actuellement, le taux de scolarisation à 16 ans n'est que de 80 % environ.

(2) Six communautés autonomes — Andalousie, Castille, Catalogne, Galice, Pays basques et Valence — disposent de pouvoirs propres en matière d'éducation.



Manifestation d'étudiants à Madrid en décembre 1986.

Après la tempête

Le très long conflit qui a opposé les enseignants espagnols au gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez au printemps de 1988 n'est pas sans analogie avec celui que connaît en ce moment la France. Au-delà des Pyrénées aussi, les enseignants réclamaient leur part des fruits de la reprise économique et revendiquaient l'égalité, à qualification égale, avec les autres fonctionnaires. De son côté, le gouvernement de Madrid expliquait que son effort pour l'éducation ne pouvait être intégralement affecté aux rémunérations, mais devait être consacré aussi à l'extension et à l'amélioration de l'enseignement public.

Après des mois d'épreuve de force, les enseignants ont obtenu que des augmentations de salaires uniformes, assez substantielles, soient programmées jusqu'en 1990 (1). L'accord qui a été signé le 1^{er} novembre dernier prévoit, en outre, une amélioration du système des affectations — beaucoup d'enseignants espagnols sont nommés dans une discipline autre que celle pour laquelle ils ont été formés — et

l'instauration d'un système de formation continue.

Entre-temps, la pression était montée très haut. Les grèves à répétition avaient fortement perturbé la fin de l'année scolaire, et, en juillet 1988, le ministre de l'éducation, qui était en poste depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement en décembre 1982, M. José María Maravall, était remplacé par M. Javier Solana, ancien ministre de la culture et porte-parole du gouvernement. M. Maravall avait marqué la vie scolaire et politique espagnole en faisant approuver, en 1983, malgré l'opposition active des milieux religieux, la loi organique sur le droit à l'éducation, qui garantit la gratuité de la scolarité obligatoire de six à quatorze ans et établit le principe du financement par l'Etat des établissements privés, en contrepartie de l'instauration de leur coéducation par l'Eglise, les personnels et les parents d'élèves.

En décembre 1988 et janvier 1989, M. Maravall avait affronté la révolte des étudiants et de la jeunesse, pendant onze semaines

de mobilisation et de manifestations parfois violentes pour le libre accès à l'enseignement supérieur et sa gratuité. La *selectividad*, l'examen qui filtre l'accès à l'Université, n'a pas été supprimé, et les études supérieures restent payantes, mais le montant et le nombre des bourses ont été beaucoup augmentés.

Un vaste

débat

Cette succession d'événements a conduit le gouvernement espagnol à adopter une méthode reposant sur le dialogue avec les élèves, les professeurs et la population, pour réaliser, très progressivement, une vaste réforme éducative d'ici à la fin du siècle. Celle-ci vise notamment à prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, en introduisant un tronc commun d'études, intermédiaire entre l'enseignement primaire et les trois classes menant au baccalauréat (transposition du baccalauréat, mais qui correspond à un

simple certificat de fin d'études secondaires, basé sur le contrôle continu des connaissances). Jusqu'à présent, en effet, l'enseignement de six à quatorze ans est dispensé dans le même type d'établissement et débouche sur un tri sévère des élèves entre l'accès aux études secondaires et une formation professionnelle.

Ménée de façon pragmatique, la réforme a déjà été en partie mise en œuvre dans certains établissements, à titre expérimental, depuis 1983. La possibilité de suivre un enseignement technique a été offerte à tous les élèves, et les filières ont été diversifiées, dans une optique de démocratisation. Parallèlement, un vaste débat a été engagé dans le pays à partir du projet gouvernemental largement diffusé depuis juin 1987. Les syndicats d'enseignants, les mouvements pédagogiques, les associations de parents, de lycéens, d'étudiants, les autorités religieuses, ainsi que de nombreuses personnalités, ont été consultés à l'échelon de l'Etat et dans chaque province à partir d'un questionnaire très ouvert. Des subventions ont été accordées pour organiser des réunions locales de débat et des séminaires sur des thèmes spécialisés.

Les avis et les propositions ainsi recueillis ont été rassemblés dans cinq épaisses brochures, distribuées par le ministère de l'éducation. Elles doivent servir de base aux projets de loi que le gouvernement veut faire discuter et adopter dans les prochains mois. Principaux objectifs : rompre définitivement avec un système scolaire hérité du franquisme, en prolongeant la scolarité obligatoire, en décentralisant la gestion et certaines compétences pédagogiques et en créant un véritable enseignement technique reposant sur un enseignement général démocratisé et des formations professionnelles adaptées aux nouvelles réalités technologiques et économiques.

Ph. B.

(1) Les augmentations consenties atteignent environ 270 F par mois dès 1989, auxquels s'ajoutent, pour les enseignants qui adhèrent au nouveau plan de formation continue, 160 F en septembre prochain, 120 F en juin 1990 et 330 F en septembre 1990.

BACCALAURÉAT - Examen probatoire - Brevet
Sans compromettre vos vacances, entraînez-vous systématiquement grâce à nos dossiers devoirs couvrant le programme.
C.J.F. H.BORDAS - Cours universitaires de France
Enseignement privé à distance
Relations directes avec professeurs expérimentés, corrections par retour.
Informations dans nos bureaux
43, rue Boulevard 75014
Tél. : 45.39.37.00
@ Montreuil-Duvernet
7, rue Princesse 75006
43.26.26.57
@ St-Germain-des-Près - Mabilion



Une formation au plus haut niveau de professeurs, de chercheurs et d'experts en gestion, conduisant au titre de Docteur des Hautes Etudes Commerciales. Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de grande école d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un Master, ou équivalent. Des aides financières pourront être accordées sous forme de bourses et de fonctions d'assistant. Date limite de candidature : 16 mai 1989. Pour toute information :

DOCTORAT HEC - CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS
TEL(1) 39 56 72 39 ET (1) 39 56 78 00

Le Docteur HEC reçoit le soutien de la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir une documentation et un dossier de candidature, retourner ce coupon à :

Docteur HEC - 78350 Jouy-en-Josas

Nom _____
Adresse _____
Date _____ Université/Ecole _____

CESMA
Centre d'études supérieures du management

Une Formation Complémentaire au management de haut niveau en 10 mois
pour cadres et étudiants diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et d'Universités françaises et étrangères.

- Une sélection rigoureuse fondée sur les qualités intellectuelles et humaines de candidats d'origines culturelles et professionnelles diversifiées.
- Une formation intensive au management de 3^e cycle, dispensée par un corps professoral de haut niveau, alliant excellence académique et expertise professionnelle.
- Un accès privilégié à des fonctions de direction, dans des entreprises convaincues que la richesse d'une double formation, acquise dans une perspective internationale, est un atout majeur pour leur développement.

Information et dossier de candidature auprès de :
CESMA INFORMATION - BP 174
69132 ECULLY CEDEX / FRANCE
Tél. 72 20 25 25



Adjani, reine des écoles

Isabelle Adjani est la grande triomphatrice du sondage réalisé par les élèves de l'ENSAM sur les héros des étudiants de grandes écoles.

ISABELLE ADJANI, Gérard Depardieu, Michel Rocard, Jacques Calvet, John McEnroe, Bernard Rapp... Telles sont les vedettes préférées des élèves de grandes écoles en cette année 1989, d'après un sondage réalisé par les étudiants des Arts et Métiers dans dix grands établissements (1). Au chapitre des médias viennent en tête le Monde, le Point et France-Inter. Et le film de l'année est le Grand Bleu.

Adjani est incontestablement la grande triomphatrice de ce palmarès, puisque, dans une question ouverte, elle est citée spontanément 43 fois — loin devant Catherine Deneuve (13 fois), Nastassja Kinski ou Myrtille Streep (6 fois). Le succès de Depardieu est moins net : 17 citations, devant Belmondo (11) et Christophe Lambert (10).

Adjani-Depardieu : le couple idéal. Pourtant leur Camille Claudel ne vient qu'en deuxième position (25 citations), largement distancé par les dauphins du Grand Bleu (43). Parmi les autres productions spontanément évoquées se détachent : Un poisson nommé Wanda, Bagdad Café, Faut-il se battre, et l'Ours.

Comme on le constate habituellement dans ce genre d'enquêtes, les étudiants ont des goûts plus affirmés en cinéma qu'en littérature. Une question sur le livre qu'ils ont le plus apprécié cette année fait apparaître une proportion importante de non-réponses et une totale dispersion des titres cités. Les seuls à recueillir plus de trois mentions sont l'Insoutenable Légèreté de l'être, de Milan Kundera, Belle du Seigneur, d'Albert Cohen (deux auteurs également cités pour d'autres titres) et le Seigneur des anneaux, de Tolkien.

Ces noms ne constituent pas une surprise, puisqu'on les retrouve régulièrement dans les enquêtes sur la culture des étudiants. Kundera, en particulier, est certainement l'un des écrivains contemporains les plus proches de la sensibilité des jeunes. Et le fait que l'Insoutenable Légèreté de l'être ait été porté à l'écran a renforcé encore cette présence. Chez les sportifs, McEnroe (21 citations), devance Prost (17) et Wilander (11). On ne s'étonnera pas de trouver deux tennis dans ce trio de tête, puisque le tennis est, de loin, le sport favori des jeunes élites



Isabelle Adjani et Gérard Depardieu dans « Camille Claudel »

(40 citations), devant le ski, le foot et la natation.

Le Monde est, de loin, le journal le plus apprécié des étudiants — loin devant Libération et le Figaro. C'est à Sciences Po et à HEC qu'on trouve la plus grande densité de lecteurs du Monde. Pour les hebdomadaires, le Point l'emporte devant le Canard enchaîné, l'Événement du jeudi, le Nouvel Observateur et l'Express. On observe une concentration particulièrement forte de lecteurs du Point à l'Ecole centrale — et du Canard enchaîné à l'Ecole des mines —, tandis que ceux de l'Express se trouvent plutôt à HEC. Les radios les plus appréciées sont France-Inter et France-Info. Et les présentateurs préférés : Bernard Rapp, Bruno Masure, Bernard Pivot et Anne Sinclair.

Honneur aux anciens

Michel Rocard n'est pas affecté par l'usure du pouvoir ni par les récents mouvements sociaux — y compris ceux des enseignants, puisqu'il vient assez confortablement en tête des hommes politiques dont les élèves se sentent « le plus proche » (13 % des réponses), devant le trio de la dernière présidence : Chirac, Mitterrand, Barre. Dans la masse de leurs poursuivants, deux noms se détachent : ceux de Jacques Delors et de Michel Noir — deux personnalités atypiques qui se distinguent des politiciens professionnels ou des chefs de parti. Le personnel politique dans son ensemble inspire plus d'indifférence que d'hostilité déclarée : à une question portant sur « l'homme politique que vous appréciez le moins », un seul nom

inspire un rejet « franc et massif » : celui de Jean-Marie Le Pen (55 %). Tous les autres n'atteignant pas 5 % — sauf Lionel Jospin qui a manifestement un sérieux effort à faire pour redresser son image auprès de ses jeunes administrés (à moins qu'il ne connaisse le sort ingrat réservé à tout ministre de l'éducation nationale...).

Au hit-parade des chefs d'entreprise, Jacques Calvet se détache assez nettement (14 %), devant Gilbert Trigano et Jean-Luc Lagardère. Comme il est normal, les PDG de Citroën et de Matra sont plutôt cités par les ingénieurs ; celui du Club Méditerranée, par les gestionnaires. L'analyse des réponses conduit toutefois à s'interroger sur la culture économique des élèves des grandes écoles. Le score le plus élevé est celui des... non-réponses qui atteignent dans certains cas des proportions alarmantes : 20 % ou presque à l'Ecole des mines et à Sciences-Po... D'autre part, nombre de réponses semblent surtout dictées par l'esprit de corps : beaucoup de PDG font leur meilleur score dans l'école dont ils sont issus, comme Francis Bouygues à Centrale, Serge Dassault à Polytechnique, Jean-Luc Lagardère à Supélec, Raymond Lévy aux Mines... L'identification aux « grands anciens » apparaît comme le critère essentiel de choix, lorsqu'il s'agit de désigner le patron dont on se sent « le plus proche ».

Il paraît difficile de repérer à travers ce sondage des goûts culturels spécifiques à chaque école. Le milieu apparaît comme assez homogène, même s'il existe une différence entre l'origine sociale des écoles d'ingénieurs et celle des écoles de gestion. Les premiers recrutent davantage dans les familles d'ingénieurs, de professeurs, mais aussi de professions intermédiaires, d'employés et d'ouvriers ; les seconds, parmi les cadres du commerce et de la fonction publique et les professions libérales.

Seuls les Arts et Métiers, dont le recrutement est le plus démocratique, se distinguent légèrement, dans ce milieu huppé, par des goûts plus « populaires » : c'est parmi ses élèves qu'on trouve les rares lecteurs de France-Soir et les auditeurs de RTL... — et aussi le plus de partisans de François Mitterrand.

Mais en prenant l'initiative de ce sondage, les élèves de l'ENSAM ont voulu aussi montrer une autre image de leur école, plus ouverte sur le monde que celle qu'on en a souvent, en raison de sa vocation industrielle. Une façon de ne pas laisser à Sciences-Po, ou aux écoles de commerce, le monopole de l'animation culturelle.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Arts et Métiers, Centrale, ESCP, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique, Ponts et Chaussées, Sciences-Po, Supélec. Six cents élèves ont été interrogés.

Cette enquête a été réalisée à l'occasion de la Semaine arts et métiers, organisée par les élèves de l'ENSAM et qui comprend notamment un Forum qui accueillera cent quarante entreprises, les 23 et 24 mars à l'Espace Champert et un gala à l'Opéra, le 24 mars.

* Union des élèves de l'ENSAM, Maison des arts et métiers, 1, avenue Pierre-Massé, 75690 Paris Cedex 14. Tél. : 43-52-21-29.

Les offres de stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDDT, association responsable de ce service, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 36-15 JOB-STAGE.

MARKETING

Lien : Neuilly s/Seine. Date : avril. Durée : 6 mois. Profil : bac + 3, type école de commerce. Ind. : à convenir. Obs. : assistant chef de produit (domaine maquillage) (grande société de cosmétique) M 1377.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3, 4 mois. Profil : bac + 4. Ind. : minimum garanti. Obs. : marketing direct et promotion d'un magazine, politique d'abonnement (magazine haut de gamme) M 1373.

Lien : Paris. Date : mi-avril. Durée : 1 mois et demi. Profil : bac + 4. Ind. : 1 500 F/mois. Obs. : étude de marché pour société d'édition M 1371.

Lien : Le Plessis-Robinson. Date : mai. Durée : 2 mois. Profil : bac + 3. Ind. : 30 % du SMIC. Obs. : conception et mise en forme d'une plaquette de fabrication pour clients étrangers M 1370.

Lien : Malakoff. Date : indéterminée. Durée : 3 semaines par semaine. Profil : bac + 2 en économie/commerce. Ind. : 33 F/j. Obs. : enquête téléphonique + étude de marché M 1353.

Lien : Montreuil. Date : avril. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 1 450 F + %. Obs. : démarrage

d'une centrale d'achat relations fournisseurs/clients, étude de marché M 1347.

Lien : Paris. Date : mi-avril. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 4,5 marketing/gestion. Ind. : à convenir. Obs. : préparation d'une étude sur développement européen d'une filiale en terme de marché géographique et de produit (grand groupe industriel de matériaux de construction) M 1378.

Lien : près de Düsseldorf (Allemagne). Date : mi-avril. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 4,5 marketing/gestion. Ind. : à convenir. Obs. : préparation d'une étude sur développement européen d'une filiale (50 % française/50 % allemande) en terme de marché géographique et de produit M 1379.

COMMUNICATION

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Ind. : minimum garanti. Obs. : organisation de conférences et tables rondes pour magazine haut de gamme C 1376.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3. Ind. : 3 500 à 4 500 F. Obs. : création de supports graphiques et textuels sur prestations conseil et services savoir-dessiner C 1358.

Lien : Gentilly. Date : avril. Durée : 2 x 3 mois en CDD. Profil : bac + 3. Ind. : 100 à 130 KF. Obs. : assistant du directeur de la communication/mise en place des actions de communication 1^{re} expérience dans la communication écrite C 1359.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 2 000 F par mois. Obs. : attaché (e) de relations publiques (centre d'affaires) C 1323.

INFORMATIQUE

Beauvais. Date : indéterminée. Durée : 4 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 500 F/mois. Obs. : établir C.D. charges nets de produits entrant dans le service I 1375.

Lien : Beauvais. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 2 500 F/mois. Obs. : développement base de données sous D Base III I 1374.

Lien : Putaux. Date : avril. Durée : à déterminer. Profil : bac + 3. Ind. : à négocier. Obs. : participer techniquement à la préparation de la mise en vente d'un logiciel/participation à la création du logiciel I 1372.

Lien : Putaux. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2 ETS, IUT. Ind. : 1 500 F. Obs. : système de gestion de base de données relationnelle I 1368.

Lien : Paris. Date : courant avril. Durée : 3 mois minimum. Profil : bac + 3. Ind. : à discuter. Obs. : écrire une console en assembleur 6809 I 1367.

Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : remboursement de frais. Obs. : programmeur macro excel/word 4/DBase I 1366.

COMMERCIAL

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 à 6 mois. Profil : bac + 2. Ind. : remboursement frais. Obs. : technico-commercial informatique M 1365.

Lien : Marseille. Date : avril. Durée : à déterminer. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : mise en place d'une cellule de marketing direct/participation aux opérations de commercialisation C 1298.

Viroflay : indéterminée. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : prospection clientèle/vente (cédant de conseil en marketing) C 1239.

GESTION/COMPTABILITÉ

Lien : Paris. Date : indéterminée. Durée : 6 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 1 450 F/mois. Obs. : aide à la gestion/assistance de la comptable/mise informatique A 1369.

Courbevoie/la Défense. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Ind. : 4 000 à 5 000 F. Obs. : contrôle de gestion des marques (grande entreprise secteur chimie génie cosmétique) G 1359.

SECRÉTARIAT

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : secrétaire bureautique, vitrine de frappe, excellente orthographe S 1362.

Lien : Montrouge. Date : avril. Durée : à déterminer. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : secrétaire hiémo d'accueil, excellente orthographe, excellente dactylo, bonne élocution... S 1380.

DIVERS

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3. Ind. : à convenir. Obs. : documentaliste généraliste. Réf A 1364.

Lien : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Ind. : à convenir. Obs. : dessinateur/graphiste sera formé à la PAO, réf A 1363.

Les bonnes recettes d'Apicius

Des chercheurs de l'université de Toulouse-Le Mirail ont entrepris de commercialiser des plats préparés selon des recettes romaines.

Une nouvelle cuisine n'a qu'à bien se tenir. Poussés par leur passion pour l'Antiquité, quelques gastronomes ont voulu faire pâlir les cordons bleus les plus inventifs. Ces préparations, extraites de la littérature romaine, permettent aux gourmets de croquer des langues de rossignol, d'assaisonner des talons de chameau ou d'accommoder le sanglier dans les règles. Un laboratoire du CNRS, intégré à l'université de Toulouse-Le Mirail, participe officiellement à cette aventure culinaire. L'opération qui doit déboucher sur la commercialisation de certains produits par une société privée illustre la volonté de mettre en valeur le fruit des recherches en sciences humaines.

Tout commence, voici trois ans, dans le village de Saint-Bertrand-de-Comminges. Située dans la plaine de la Garonne, à une centaine de kilomètres de Toulouse, cette bourgade est bâtie sur les ruines d'une ville romaine, probablement fondée par Pompée en 72 avant Jésus-Christ. Dès 1986, l'importance historique de ces vestiges incite le ministère de la culture à relancer les fouilles qui avaient été abandonnées quinze ans auparavant. Saint-Bertrand devient alors un site archéologique officiellement reconnu par l'Etat, qui souhaite y développer des activités touristiques, à rebours économiques. Des équipes d'universitaires et de chercheurs du CNRS s'associent aux travaux, qui mobilisent des dizaines d'enthousiastes.

Une passion

dévotante

Archéologue amateur et ingénieur au CNRS, M^{me} Marie-Thérèse Marty réfléchit aux manières de ressusciter ce lieu d'exception et de répondre aux vœux du ministère. En compagnie de M. Renzo Pedrazzini, restaurateur à Saint-Bertrand, elle imagine bientôt d'exhumer les recettes dont se régalaient nos ancêtres. Soutenue par l'Association pour la promotion de l'archéologie et des musées archéologiques en Midi-Pyrénées (APAMP), elle met à profit sa formation de documentaliste pour fouiller les archives gastronomiques et déniche, au fond d'une bibliothèque, les recettes extravagantes d'Apicius. Ce gourmet romain, contemporain d'Auguste et de Tibère, idolâtrait les plaisirs de la bouche, au point de s'être suicidé lorsque l'argent lui manqua pour donner libre cours à cette passion dévorante. Mélange de préparations diététiques et de mets délicats ou biscornus, ces Mémoires ne contiennent pas moins de 499 recettes, mystérieuses ou poétiques.

Le poulet farci au gingembre, le jambon aux figues ou le pigeon rôti aux dattes sont autant de délices dont la réalisation n'est pas forcément une sinécure. De savantes recherches ont donc été nécessaires avant que le « chef Pedrazzini » puisse s'atteler à ses fourneaux. « Les recettes d'Apicius ne comportent pas d'indications sur les quantités et les temps de cuisson », observe M^{me} Marty. « Pour allier certaines ingrédients sont difficiles à identifier, voire ont complètement disparu ».

D'autres plantes comme la rue ou l'assafœtida ont été écartées, en raison de leurs effets indésirables sur nos organismes modernes. En 1986, les compères décident de tester leurs chefs-d'œuvre sur des groupes de volontaires, réunis en

séance plénière de gastronomie expérimentale. Invités à remplir des fiches d'évaluation, les convives reconnaissent s'être délectés, regrettant seulement ça et là, par une déformation bien excusable, de n'avoir pas pu arroser leurs agapes d'un « petit vin blanc bien de chez nous ». L'année suivante, le repas romain figure au menu du très sérieux colloque sur « l'inhumation et l'incinération aux premiers siècles de notre ère », et trois cents universitaires de haut vol se régalaient de ces plats exotiques : l'opération « cuisine romaine » a pris son envol.

La société de produits fins Comtesse du Barry, s'intéressant soudain aux réalisations de ces gourmets érudits, propose d'acheter certaines recettes. De son côté, le CNRS décide de soutenir officiellement l'aventure et nomme M^{me} Marty consultante auprès de l'APAMP pour le développement et la commercialisation de l'opération. Il s'agit alors de sélectionner quelques recettes authentiques et susceptibles d'être emballées sous vide, contrainte dont Apicius se souciait apparemment fort peu. Le directeur adjoint du département des sciences de l'homme du CNRS suit attentivement l'affaire, tandis qu'un délégué régional auprès des entreprises sert d'intermédiaire dans les négociations commerciales. En 1988, un accord de commercialisation est signé avec la Comtesse du Barry, qui s'apprête à mettre trois produits sur le marché dès 1990, tout en s'engageant à respecter scrupuleusement la composition des recettes.

Ce type de transaction intéresse au plus haut point la société qui compte utiliser le label du CNRS pour garantir le sérieux de cette alimentation savante. Un tel accord est loin de déplaire au CNRS, qui saisit à l'occasion de valoriser la recherche en sciences humaines. Contrairement aux sciences dites « dures », où la réflexion théorique trouve très facilement preneur sur le marché, les sciences humaines demeurent souvent éloignées des entreprises, au grand regret de nombreux chercheurs. Les zones de « transfert de technologies », qui réunissent sur certains campus scientifiques des laboratoires et des entreprises dans une proximité fructueuse, sont encore inconnues dans les universités littéraires.

« Pourtant la plupart des universitaires n'ont plus de scrupules à faire payer leur compétence à l'extérieur de l'université », constate M. Jean-Raymond Lanot, enseignant l'espagnol à Toulouse-Le Mirail et directeur du groupement scientifique dont fait partie le laboratoire de M^{me} Marty. « Il existe en archéologie, en langues, en géographie ou en sociologie des compétences qui peuvent parfaitement être utilisées par les entreprises ».

Ce genre de collaboration a aussi l'avantage d'ouvrir de nouveaux champs d'investigation et, peut-être, d'inciter les chercheurs à regrouper leurs efforts face à un enjeu extérieur. Le CNRS a ainsi décidé de faire le point sur les techniques culinaires et sur leur mode de réalisation. De son côté, M. Lanot souhaite fédérer les travaux des membres de son groupement scientifique autour de l'un des thèmes mis au jour par cette opération. Ce langage nouveau pourrait aider certains chercheurs en sciences humaines à sortir de leurs cuisines.

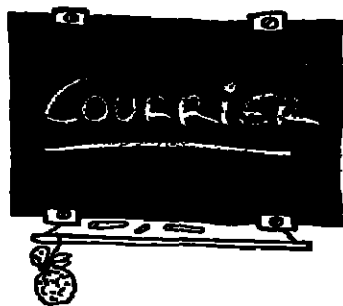
RAPHAËLE RÉROLLE.

* A. PAMP : 19, rue des Champs, 31000 Toulouse (tél. : 61-22-92-11).

Le Monde
CAMPUS
LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS
l'actualité sociale,
culturelle et pratique
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

سكوا من الأصل

Les bonnes recettes d'Apicius



Amours européennes

LS se sont rencontrés dans l'un des hauts lieux consacrant la réalité d'une culture communautaire, le bar Fiasco du célèbre et romantique Institut universitaire européen de Fiesole (Firenze-Italie). L'ambiance florentine, l'air toscan, le charme suranné du cloître et de ses jardins, autant que son allure nordique (pour lui) et ses yeux noisette (pour elle)... Tout était séduisant.

Il est universitaire, elle a participé à la création d'une PME à Paris; il est allemand, elle est française; ils n'ont communiqué qu'en anglais pendant des mois (langue du cœur appelée à devenir universelle avec la suppression de nos frontières). Ils se sont mariés après un an de navettes incessantes entre Paris et Florence, favorisés par le Galilée (départ tous les jours de la gare de Lyon à 19 h 32... sans grève des chemins de fer français ou italiens).

Il vit aujourd'hui en Allemagne du Nord, elle n'a pas pu quitter Paris. Heureusement, Air France affrète des petits Fokkers et assure des vols directs à destination des capitales régionales allemandes, et si l'on peut séjourner un dimanche à bas, on bénéficie d'un intéressant tarif vacances, car la carte couple et ses réductions avantageuses ne s'appliquent que si l'on voyage ensemble.

Comment faire quand on passe son temps à essayer de se rejoindre ?

Nos économies fondent au rythme des week-ends et nos rêves de « passe-frontière » s'effondrent devant la réalité européenne de 1988-1989... Comment suivre un cours de langue intensif, quand, chacun chez soi, on travaille dix heures par jour ? Comment s'intégrer au programme ERASMUS quand les crédits sont « en suspens » pour certaines spécialités ? Comment se retrouver à mi-chemin dans un Etat communautaire encore différent, qui se révèle être un désert à la première expérience, sans même un hôtel ouvert le samedi ? Comment s'intégrer chez l'autre sans trop de sacrifices, quand on ne peut espérer une mutation miraculeuse d'un côté ou de l'autre du Rhin ?

Et pourtant ils s'aiment...

DOMINIQUE OTT-WIEHE.
(Paris.)



(Extrait de « Béatrice en apprentissage », éditions Gauthier-Langue, Paris.)

ET si l'âge bête n'était pas si bête que cela ? Cette étape ambiguë, qui plonge les adolescents dans une mystérieuse et sublime idiotie, n'a pas fini d'exaspérer les parents et d'exciter la curiosité des spécialistes. Ceux-ci, psychiatres et psychologues, se sont armés de leur intelligence, samedi 18 mars, pour percer les secrets de la bêtise adolescente. Un colloque, organisé par le Centre de guidance infantile de l'Institut de psychiatrie de Paris, a montré que l'âge bête est, avant tout, une façon plutôt sensée de se défendre contre une réalité qui l'est parfois beaucoup moins.

L'âge bête est une brusque dépression de l'intelligence, qui terrifie les parents. L'enfant, qui faisait jusqu'alors la fierté de sa famille par sa vivacité ou son sérieux, bascule soudain dans un puits de sottise, dont rien ne semble devoir le sauver. Champion des plaisanteries stupides, des calembours navrants ou des rengaines sans queue ni tête, il semble se complaire dans une imbecillité soigneusement entretenue. Agé de treize à quinze ans, ce zigzag paraît sortir de l'enfance pour se précipiter tête baissée dans un comportement volontairement ridicule et ostensiblement dirigé contre ses parents. Adepte du non-sens, il profère volontiers des énormités ou des phrases dépourvues de toute signification, comme celle que rapporte Peter Blos dans son ouvrage intitulé *Les Adolescents* : « M. Washing machine a descendu le Mississippian à bicyclette et a signé la déclaration d'indigestion ».

Une parenthèse affligeante

Ce genre d'affirmation hautement philosophique donne un aperçu de la bêtise surréaliste dont les représentations parentales de la littérature enfantine. Griboille, qui plonge dans un ruisseau pour échapper à l'averse, Bécassine, qui fouette une jatte de lait pour confectionner de la crème fouettée, les sœurs Fenouillard, qui promettent leur profil ingrat et leurs membres maigrichons entre deux crises de larmes, sont de parfaits symboles de cet âge ingrat.

Pourquoi donc les adolescents s'offrent-ils le luxe de cette parenthèse affligeante entre une enfance radieuse et une maturité raisonnable ? « Le fonctionnement bête est une manière d'utiliser l'intelligence contre elle-même pour contrôler l'intensité des mouvements affectifs à l'adolescence », explique Paul Denis, membre de la société psychanalytique de Paris et psychiatre au Centre Alfred-Binet. A l'âge où leur corps se transforme, où leurs pulsions se modifient et où ils sentent échapper un peu de leur enfance, les adolescents se protègent du réel par des attitudes volontairement outrées. Au sentiment de leur propre étrangeté répond une cascade de grimaces et de locutions grotesques, qui sont à la fois une fuite en avant et une façon d'accorder leur comportement à leur état.

L'âge bête n'est pas absurde... Psychiatres et psychologues ont analysé le sens caché de ce comportement déroutant.

même pour contrôler l'intensité des mouvements affectifs à l'adolescence », explique Paul Denis, membre de la société psychanalytique de Paris et psychiatre au Centre Alfred-Binet. A l'âge où leur corps se transforme, où leurs pulsions se modifient et où ils sentent échapper un peu de leur enfance, les adolescents se protègent du réel par des attitudes volontairement outrées. Au sentiment de leur propre étrangeté répond une cascade de grimaces et de locutions grotesques, qui sont à la fois une fuite en avant et une façon d'accorder leur comportement à leur état.

Cette conduite « bête » est intimement liée au regard que les adolescents portent sur leurs parents. Découvrant progressivement leur propre sexualité, les enfants la comparent à celle de leurs géniteurs qu'ils jugent grotesques, pitoyables, et à laquelle ils refusent de s'identifier. « Le rire vient éloigner la problématique du désir de l'adolescent qui a

En faisant l'expérience de leur sexualité, les adolescents prennent conscience qu'ils seront, un jour, des parents chassés à tout jamais du territoire de l'enfance. Ce sentiment est renforcé, chez certains, par la peur de devenir plus savants que leurs aînés, par la crainte de les dépasser, de quitter leur statut d'enfants. Plutôt que d'assumer cette faillite, ils se jettent dans une bêtise qui leur évite

l'impression de posséder le secret sexuel adulte, tout en étant persuadé que sa propre sexualité doit rester cachée », souligne Gilbert Diatkine, psychiatre et psychanalyste. La bêtise devient alors un « cache-sexe », selon M. Denis, ou, comme l'explique Michel Soulé, médecin chef du Centre de guidance infantile : « une issue à l'excitation qui ne peut se décharger dans les zones érogènes ».

Une crise de la famille

d'admettre que les adultes sont tombés de leur piédestal. Leur apparente naïveté constitue une façon de provoquer les « grands », pour leur faire comprendre que l'adolescent demeure un enfant qui mérite d'être protégé.

Cette attitude étrange est une forme d'équilibre relationnel, mais aussi une sorte de vengeance des enfants, dont le seul pouvoir est le grotesque. Les parents le ressentent douloureusement et s'en irritent : comment accepter sans colère la désinvolture d'un adolescent qui perd sans arrêt ses affaires ou qui oublie tous ses livres, au moment de partir pour l'école ? Comment ne pas s'impatienter devant le culte voué à de médiocres idoles de la chanson ? Les adultes, bien souvent, se sentent fâcheusement remis en question et supportent mal l'image d'eux-mêmes que leur renvoie ces benêts professionnels.

« La crise de l'adolescence est aussi une crise de la famille et des parents », constate Paul Denis. Ceux-ci comprennent que leur enfant leur échappe, qu'il ne sera pas toujours le fragile bébé, dont la survie dépendait entièrement de leurs soins attentifs.

RAPHAËLE REROLLE.

* Centre de guidance infantile, 26 boulevard Brune, 75014 Paris (tél. : 43-39-17-16).

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS
LE DROIT ET LES PROFESSIONS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD
VOUS PROPOSENT À PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

MASTERS IN BUSINESS ADMINISTRATION
Un environnement international.
Un programme intensif de 11 mois.
Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.
Admission : Étudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2^e cycle Universitaire.

Professionnels désireux d'acquiescer une maîtrise de la gestion au plus haut niveau.
Documentation sur demande.

UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL
15, (M) av. de la Grande Armée
75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Maîtrise accordée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Marseille et des entreprises partenaires (Edf, IBM, Total, Technicom...).
Ce programme destiné aux gestionnaires comme aux scientifiques répond aux attentes des entreprises dans les domaines du marketing des nouvelles technologies et du management des ressources technologiques, de l'innovation, de la qualité.

Contact : Georges Trucchi
SUP DE CO MARSEILLE
Tél. : 91 41 01 60

Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES
Maîtrise accordée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec son réseau de partenaires européens, américains, asiatiques et l'A.N.D.C.P.
Informations et Inscriptions : Didier Cazal
SUP DE CO MARSEILLE
Tél. : 91 41 01 60

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Sup de Co Marseille
ADMISSION SUR TITRE
Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'IEP ou d'une maîtrise, l'ESIC Marseille propose une procédure d'admission* directe en seconde année.
L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans.
*Date limite de dépôt des dossiers : 29 juin 1989.
Epreuves écrites : 10 juillet 1989.
Epreuves orales : du 11 au 21 juillet 1989.

Aux étudiants titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle (DEUG, DUT, BTS...) l'ESIC Marseille propose une procédure d'admission en première année.
*Date limite de dépôt des dossiers : 8 avril 1989.
Epreuves écrites : 29 avril 1989.
Epreuves orales : du 10 au 21 juillet 1989.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE
ECOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES
Domaine de Luminy - Case 911 - 13288 Marseille Cedex 9
Tél. 401 644 F - Tél. (33) 91 41 01 60 - Télécopie 91 41 35 96
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

THE AMERICAN ACCENT
PRINTEMPS 89
Cours d'anglais intensifs ou trimestriels pour adultes et étudiants dans un milieu unique.

American Language Institute
The American University of Paris
B.P. 41-22 ■ 34, avenue de New-York
75116 PARIS ■ Tél. : 47.20.44.99

Etudiants en droit, sciences éco, gestion, MSTCF, Grandes Ecoles
POUR DES DEBOUCHES PROFESSIONNELLES ASSURES (audit, gestion, expertise comptable et financière)

PRÉPAREZ A L'ENOE
LE DECF ET LE DESCF
(1) 45.62.87.60
62, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC*
Préparation à l'Enseignement, à la Recherche et au Conseil en Gestion

● Vous êtes titulaire d'un diplôme de second cycle ou diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion : DOCTORAT « Sciences de Gestion » IAE d'AIX-ESSEC.

Grâce aux accords passés entre l'IAE d'Aix-en-Provence et l'ESSEC, il vous est possible de poser votre candidature pour l'admission au Programme de DEA, Sciences de gestion, organisé par ces deux institutions. Ce DEA comporte les spécialités suivantes : Finance, Marketing, Stratégie, Gestion des ressources humaines, Modélisation mathématique. L'obtention du DEA vous permet d'accéder à la préparation du Doctorat « Sciences de gestion » IAE d'Aix-ESSEC.

● Vous êtes titulaire d'un DEA en Sciences de gestion : Programme AIX-ESSEC ou autres universités

L'ESSEC sélectionne un nombre limité d'étudiants doctoraux parmi les candidats titulaires d'un DEA souhaitant poursuivre des activités d'enseignement et de recherche et de conseil en gestion. Ces étudiants travaillent avec un professeur de l'ESSEC de leur choix qui les guide et les dirige dans leurs recherches doctorales sur l'ESSEC. Ils bénéficient, par ailleurs, d'un encadrement rigoureux (séminaires, informatique, bibliothèque, etc...) et du concours d'un corps professoral de notoriété internationale. Durée des travaux : environ deux ans.

Pour tout renseignement et dossier de candidature, contacter : Programme Doctoral ESSEC, BP 105, 95021 CERGY-PONTOISE. Cédex. Téléphone : (1) 30-38-38-00, poste 1518.

DATE LIMITE DES CANDIDATURES : 12 MAI 1989

Le Programme Doctoral ESSEC reçoit le soutien de la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises). Ecole supérieure des Sciences économiques et commerciales.

EFIC
Institut Franco-Africain de la Communication
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne

présente le
COLLOQUE EUROPEEN
Bayonne-Biarritz
MANAGER ET/OU COMMUNIQUER
Vendredi 21 et samedi 22 avril 1989

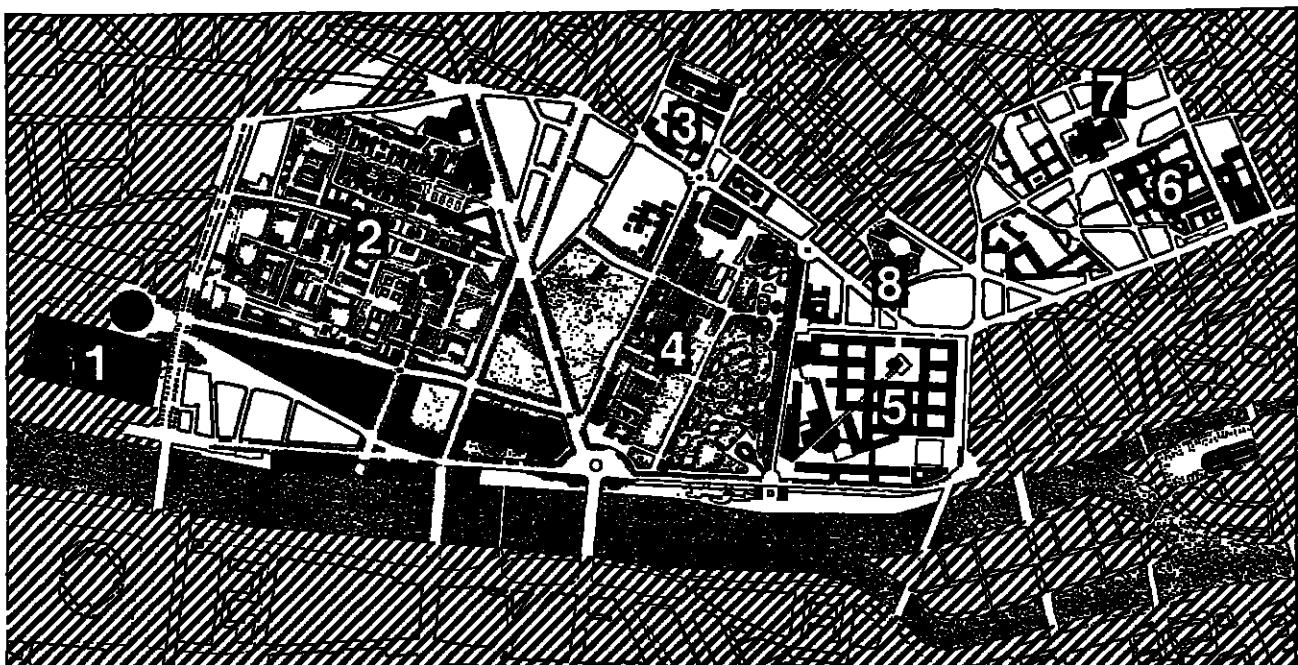
Allocution d'ouverture : Alain MINC

Au programme

- Les images de l'entreprise : l'externe et l'interne
- Les réseaux télématiques en entreprise
- Faut-il structurer la communication d'entreprise ?
- Existe-t-il un management européen ?

Renseignements :
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne BP 115 - 64102 Bayonne Cedex - Tél. : (16) 59-25-75-75 poste 447.
CNRS - IRESCO - Tél. : 40-25-11-90.

Avec la participation du journal **Le Monde**



1 - Hypothèse d'implantation de la TGB. (Très Grande Bibliothèque). 2 - CHU de la Pitié Salpêtrière. 3 - Censier. 4 - Le Jardin des Plantes. 5 - Jussieu. 6 - La Sorbonne. 7 - Le Panthéon. 8 - Les arènes de Lutèce.



ARCHITECTURE

Du luxe au confort

sous la direction de Jean-Pierre Goubert.

Ces actes d'un séminaire organisé par le ministère de l'équipement et du logement réunissent des études d'architectes, d'ingénieurs urbains, de sociologues et d'historiens des mentalités sur la naissance de l'idée de confort, son évolution à travers les années jusqu'au « confort moderne » (1930) et au « confort de l'usage » (1960), et ses significations sociales, économiques, techniques et architecturales.

* Belin, collection « Modernités XIX et XX siècles », 191 p., 88 F.

COMMUNICATION

La télévision en France et dans le monde

par Hervé Michel.

Un tour d'horizon des différents statuts et modes de fonctionnement des télévisions, depuis les réseaux américains jusqu'aux télévisions d'Etat dans les pays socialistes ou en voie de développement, doublé d'une présentation des grands enjeux du petit écran : audience, publicité, câble, satellite.

* Presses universitaires de France, collection « Politique d'aujourd'hui », 175 p., 95 F.

EMPLOI

Recrutez votre patron

par Amick Oger-Stefanski.

Réalisé par un consultant en recrutement, ce guide a pour vocation d'aider les chercheurs d'emploi à établir un bilan professionnel, à gérer les outils de candidature à leur disposition (lettre, phone-marketing) et à déjouer les chausse-trappes des divers types d'entretiens et de tests.

* Rivecourt-Les Éditions, 240 p., 95 F.

INFORMATIQUE

La physique du calcul. Histoire de l'ordinateur.

par Jérôme Ranaivosoa.

Une étude sur l'évolution des technologies de calcul informatiques qui a pour originalité de révisiter, sur des bases scientifiques, le mythe « commercial » des cinq générations d'ordinateurs.

* Hachette, collection « Histoire et philosophie des sciences », 287 p., 140 F.

INVENTER un quartier universitaire sur les bords de la Seine, en plein Paris, quel défi ! L'académie de Paris, c'est aujourd'hui près de deux cent mille étudiants, le cinquième des étudiants de notre pays. A cela rien d'étonnant, puisque l'agglomération parisienne regroupe elle-même le cinquième de la population. Mais depuis trente ans, phénomène invisible, la moitié de cet effectif se concentre sur les bords de la Seine, en périphérie du Jardin des Plantes. Le centre de gravité du Quartier latin, qui se situait autour du boulevard Saint-Michel, s'est déplacé vers le nord-est.

Additionnons les universités de Jussieu (Paris-VI et Paris-VII) construites sur l'ancien Port au vin : elles réunissent, sur quelques hectares, soixante-dix mille étudiants et chercheurs, une des plus fortes concentrations mondiales de savants. A côté, le Jardin des Plantes, monument floral et animalier avec un millier de chercheurs, dont la remise en état de la grande galerie est un des grands projets de notre Etat, populairement nommée « les grands projets du président ». Un peu plus à l'est, campe le centre hospitalier universitaire de la Pitié-Salpêtrière, un des plus importants de France (autour de dix mille soignants et trois mille étudiants). Enfin, au-dessus, l'université de Paris-III, rue Censier (douze mille étudiants et chercheurs).

Réinventons le Quartier latin

De la Sorbonne à la Salpêtrière, Paris possède une concentration unique de centres universitaires et de recherche. L'architecte Michel Cantal-Dupart rêve d'en faire le quartier des étudiants et des savants.

Chacun de ces ensembles est le fruit d'un autre. Le tout fait cohabiter près de quatre-vingt-dix mille étudiants et chercheurs, mais tous s'ignorent. Chacun se renferme dans sa bastille. Rues et boulevards ne sont que des fossés sans âme.

Il suffit d'observer Jussieu dont l'entrée cherche encore à s'accrocher à la montagne Sainte-Genève et à son Panthéon, les bâtiments en grill construits sur une dalle inachevée forment une impasse et, lisse-majesté, tournent le dos à la Seine. Ne parlons pas du Jardin des Plantes et de ses bâtiments qui pensent lentement leurs blessures. Quant au centre hospitalier universitaire de la Salpêtrière, il cache jalousement la magnifique architecture de la chapelle et des bâtiments conçus par Libéral Bruant puis terminés par Le Vau. Les architectes avaient composé l'ensemble à l'instar des invalides dans un rapport étroit à la Seine ; les chemins de fer sont venus en sectionner l'esprit.

Il suffit d'un peu d'imagination pour se représenter en cet endroit

un véritable quartier littéraire, culturel et scientifique, un quartier qui reste à créer, car les rues et les boulevards qui le composent, à quelques exceptions près, ne sont que de momes parkings. Le boulevard de l'Hôpital et le quai Saint-Bernard sont des voies rapides sans intérêt et sans caractère, et que dire des rues Buffon et Cuvier !

Il faut recomposer cet ensemble à cheval sur deux arrondissements, augmenter sa capacité scientifique, y faire vivre et habiter des étudiants et quelques Parisiens, y ouvrir boutiques, librairies, cinémas, restaurants, centres de conférences, théâtre : le propre des villes universitaires.

Faire travailler en centre-ville la jeunesse qui pense, c'est constituer une cité universitaire au plus près de tous les points de l'agglomération. Seul Paris peut se payer ce luxe. Entre l'organisation stricte des universités de culture protestante de l'Europe du Nord et le campus latin de l'Europe du Sud, faire une université dans la ville, au cœur de la capitale, c'est un

projet autrement ambitieux que d'y mettre des bureaux, expression du capital.

Entre le pont Sully et le pont d'Austerlitz au centre du dispositif du réseau express régional qui tisse des connexions sur l'agglomération, voilà qui harmonise toutes implantations en proche banlieue et en ville nouvelle. Il n'y a plus d'université isolée à Nanterre, Villeurbanne, ou ailleurs mais des universités dont la finalité fonctionnelle, par exemple sur l'échange potentiel de Saint-Denis à Orsay ou de Versailles à Marne-la-Vallée.

Paris ne doit pas être la ville des musées et des gérants, mais aussi celle des jeunes, étudiants, penseurs et des savants.

Pour parfaire l'image, cherchons à harmoniser l'évolution des quartiers par le fait, vers les ports de Bercy et de Tolbiac. Quel projet enthousiasmant ! On en parle comme un site possible pour la Très Grande Bibliothèque (TGB). Elle viendrait s'inscrire dans ce réseau dont le place Vallubert

serait le cœur, et l'on comprendrait l'intérêt du ministère de l'éducation nationale à chercher à implanter la TGB à l'extension de la Sorbonne.

J'aime me promener rue Linna où habitait Georges Perec. Elle a changé au contact de Jussieu, les restaurants y sont pittoresques et elle sent le bouquin ; j'aimerais qu'elle transmette son odeur aux rues Cuvier et Buffon et ainsi mette en valeur les quais de la Seine abandonnée qui portent le nom de « jardin Tino-Rossi ».

Sur un tel pari sans risques, l'Etat, qui administre l'enseignement supérieur, et la Ville de Paris, qui organise les rues, devraient pouvoir s'entendre et accélérer les « premières pierres », celles qui transforment les rues sans âme en quartiers agréables. Arrêtons de chasser l'étudiant hors des villes, politique urbaine menée depuis 1960.

C'est un grand dessein que d'affirmer le caractère et la vocation de ce quartier de Paris. Ce n'est pas une œuvre utopique ou difficile à mettre en chantier. Tout est en place, il ne s'agit que d'embellir.

MICHEL CANTAL-DUPART.

* Michel Cantal-Dupart a été chargé, avec François Guy, par le ministre de l'Éducation nationale d'une mission d'aménagement des campus universitaires (Le Monde Campus du 19 janvier).

FAUT-IL être aujourd'hui pessimiste ou optimiste sur l'avenir - prévisible - de notre planète ? A première vue, quelques signes encourageants incitent à une vision sereine des choses : recul de la dictature dans plusieurs zones du monde, apaisement de certains conflits, dégel des relations entre les super-puissances, « subversion démocratique » dans les grands empires, dilution des idéologies, soit partagée de mieux-être et de liberté.

Pourtant des interrogations demeurent. Les dernières livraisons des principales revues françaises s'attardent, à juste titre, sur quatre thèmes de réflexion majeurs : la pandémie planétaire, l'impasse proche-orientale, l'équivoque gorbatchévienne, la grossesse difficile de l'Europe.

Quinze ans après le fameux « choc » d'octobre 1973, le marché pétrolier traverse une crise d'une autre nature dont on ne voit pas encore la fin. Le paradoxe est que les perdants et les gagnants ont changé leur rôle. Après la guerre d'octobre 1973 et la décision unilatérale de l'OPEP de tripler les prix du pétrole, les experts occidentaux étaient d'accord pour s'inquiéter de l'accroissement des revenus des pays exportateurs, de la destination finale des pétrodollars et des risques d'une grave pénurie d'énergie.

Toute cette littérature paraît aujourd'hui bien désuète. Les pays industrialisés sont installés dans une situation confortable d'abondance pétrolière, et les pays qui étaient supposés être les grands bénéficiaires de la crise, puis de celle de 1979-1980, font figure de grands perdants.

La situation est particulièrement critique pour les plus peuplées d'entre eux qui ont déployé des efforts énormes pour diversifier leurs économies (1). Que deviendront-ils, alors qu'ils se trouvent dans l'une des zones les plus turbulentes de la planète ?

Qui ne souhaite la paix au Proche-Orient ? Celle-ci ne peut, évidemment, passer que par une reconnaissance officielle et réciproque de l'OLP et d'Israël, et quelques pas semblent avoir été déjà faits dans cette direction. Mais qui a remarqué, se demande un auteur, que le Conseil national palestinien, réuni à Alger en novembre 1988 pour ratifier la déclaration d'indépendance de l'État de Palestine, s'adressait sous une grande carte de ce pays qui ne se limitait pas à la Cisjordanie et à Gaza, mais recouvrait tout Israël avec Haïfa, Eliat et Tel-Aviv ? Ainsi, pour certains, la négation d'Israël était-elle affichée au grand jour (2).

Dans un tel contexte de haine latente et de suspicion entretenue, quelle solution promouvoir ? Un Etat palestinien laïc, démocratique et pluraliste, installé sur la terre définitivement libérée de l'occupation israé-



DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

Un monde ingouvernable

lienne ? On voit mal Israël, Etat indépendant, accepter de se laisser absorber par un Etat arabe et permettre la transformation de la nation israélienne en une sorte de Liban pluriconfessionnel, alors que le sionisme a précisément opéré la mutation d'une communauté religieuse en nation... Un Etat palestinien nouveau à côté d'un Etat d'Israël réduit à ses anciennes dimensions ? Mais d'aucuns pensent que ce ne serait là qu'une première étape. Israël devrait-il mettre la main dans l'engrenage quand il s'entend dire qu'on veut le corps tout entier ?

La paix, aujourd'hui, consisterait pour Israël à bénéficier, le temps d'un court interlude, de l'illusion de coexister avec certains de ses voisins arabes et d'être populaire dans les chancelleries. Puis l'OLP pourrait passer à l'objectif suivant. Le terrorisme reprendrait ses incursions meurtrières, pour obtenir satisfaction sur la « Galilée arabe » et « Haïfa et Gaza usurpées ». Comme avant 1967, les armées arabes se retrouveraient à portée de pistolet du Parlement d'Israël, à quinze secondes de « jet » de Tel-Aviv ! Nombreux sont ceux qui développent aujourd'hui ce discours.

Maintenant une force internationale aux frontières du futur Etat palestinien ou faire garantir ces dernières par les grandes démocraties ? On sait depuis longtemps ce que valent les engagements des grandes puissances et l'on connaît les drames qui surviennent lors du départ des « casques bleus » (3) !

Le fond du problème reste - pour beaucoup - que le monde arabe ne semble pas encore, dans ses profondeurs, totalement réconcilié avec l'existence d'un Etat juif. Seule la tactique a changé. Mais, continuant à penser plus d'un, la « solution finale » ne reste-t-elle pas la même ?

La situation n'est guère plus claire dans le vaste empire soviétique. Faut-il faire confiance à M. Gorbatchev et à l'aider dans son entreprise ? Beaucoup sont tentés et sans doute ont-ils raison. Mais, constatant que la perestroïka soit un nouveau « printemps de Prague » (4), certains avancent que les déclarations et

analyses officielles soviétiques continuent à révéler une ambition mondiale colossale et une prétention messianique qui, plus que tout, témoignent de la persistance du projet légaliste. Simplement, l'URSS essaierait de transformer sa faillite économique en un moyen d'étendre l'influence du socialisme, car l'instauration de relations d'affaires normales avec les Etats dotés de systèmes opposés ébranle l'antisovétisme. Les autorités soviétiques peuvent montrer à leurs sujets que le régime bénéficie du soutien de l'Occident, tout en imposant à celui-ci une sorte d'autocensure, les Etats-Unis ne pouvant plus, dès l'instant qu'ils signent des traités avec l'URSS, « provoquer » leur partenaire en s'immisçant, par exemple, dans ses affaires intérieures, notamment en insistant sur ses troubles ethniques ou nationaux (5).

Ainsi la communauté internationale serait-elle associée à l'entretien, au maintien, voire à l'expansion de la domination soviétique (6).

Mais, pour l'URSS, une Europe unie, forte, liée aux Etats-Unis, enracinée dans l'OTAN, reste un cauchemar (7). Moscou a bien compris qu'il fallait faire sauter le verrou américain pour provoquer la débâcle européenne. Aussi, dans le cadre d'une vision socialiste du monde, qui - pour certains - est devenue une partie de la tradition de l'Ouest, la « maison commune européenne » devrait suivre les règles de l'ascétisme démocratique, c'est-à-dire pratiquer l'autolimitation et la distribution des ressources, des richesses et des techno-logies aux plus démunis, c'est-à-dire, en clair, à l'Est (8).

La CEE est-elle suffisamment puissante et efficace pour s'opposer à cette machiavélique entreprise ?

Comment les Européens échapperaient-ils à douze, en cinq ans, un marché intérieur qu'ils ont été incapables de réaliser à six pour 1970, comme le prévoyait le traité de Rome ? Certains posent aujourd'hui clairement la question (9).

La mécanique communautaire fonctionne très imparfaitement. La CEE apparaît plus comme une « organisation internationale sans réel pouvoir » que

comme une « sorte de gouvernement européen qui prend des décisions ». Sans doute parce que le pouvoir communautaire adopte trop souvent des mesures qui ne prennent pas suffisamment en compte l'intérêt général de la Communauté, parce qu'elles se réduisent à de laborieux compromis entre les intérêts nationaux.

Il faudrait mieux organiser les travaux du conseil des ministres et du conseil européen. Mais les efforts pour renforcer et structurer la présidence de ces conseils trouvent leur limite dans une présidence rotative (six mois, est-ce suffisant pour assurer l'efficacité et la continuité des travaux ?) et dans l'exigence de l'unanimité pour les décisions de base qui ressemblent à un veto volontaire opposé quand un « intérêt essentiel » est en cause.

La préoccupation qu'a chaque Etat de défendre ses positions va jusqu'à interdire des améliorations dont, de l'avis unanime, l'ensemble des institutions tireraient grand profit.

Quelle économie de temps et de moyens, avançant certains, si l'on ramenait à une, deux ou trois, les neuf langues officielles ! Quel symbole de l'union que la disparition de cette nouvelle tour de Babel ! Quelle simplification si l'on déterminait une fois pour toutes le siège de la Communauté !

Mais, dans notre pauvre monde ballotté par les vents contradictoires de l'histoire, comment raisonner les hommes, désemparés les uns par les autres, faire taire les craintes, harmoniser les institutions ?

J. R.

(1) Voir Nicolas Sarkis : « Pétrole : l'arme des peuples », *Politique internationale*, n° 42, 1988-1989, pp. 33-68.

(2) Paul Giametti : « Etat de Palestine, en l'air ? », *Politique internationale*, n° 42, 1988-1989, pp. 89-105.

(3) Voir dans la revue *Commentaire* (hiver 1988-1989, volume 11, n° 44, « Sur la révolte des pionniers et la situation d'Israël ») les articles de J.-P. Cot, « La négociation est possible », p. 874 ; Henri Froment-Meurice, « Les démocraties européennes doivent donner des garanties à Israël », p. 883 ; Stanley Hoffman, « Un danger mortel », p. 890 ; P.-M. de La Gorce, « Israéliens et Palestiniens doivent se reconnaître mutuellement », p. 896.

(4) Voir sur cette question complexe l'article documenté et nuancé de Michel Lenoir, « La perestroïka, version atténuée de Prague 1968 », *Revue politique et parlementaire*, nov.-déc. 1988, p. 17.

(5) Voir Alain Besançon, « La question nationale en URSS », *Commentaire*, 1988-1989, n° 44 p. 927.

(6) Voir le très intéressant article de Françoise Thom, « Diplomatie soviétique : l'envers de la perestroïka », *Politique internationale*, 1988-1989, n° 42, p. 145.

(7) *Pravda*, 6 novembre 1987.

(8) *Nouvelles de Moscou*, 25 septembre 1988.

(9) Voir Louis Dubois, « Peut-on gouverner à 12 ? », *Le Pouvoir*, n° 48, « Europe », 1993, p. 105.

Culture

« Le Mariage de Figaro » à la Comédie-Française

« Il fera beau ce soir sous les grands marronniers »

Antoine Vitez pour sa première mise en scène au Français, a choisi Beaumarchais. Peu surprenant en cette année du Bicentenaire... Mais la représentation n'a rien de révolutionnaire.

« Si vous ne faites pas un effort pour réchauffer cette pièce, il vaudrait mieux l'abandonner ! »

C'est Beaumarchais qui pique sa crise : la veille au soir, le 21 mars 1793, il a vu à l'Opéra les Noces de Figaro, l'opéra de Mozart. Il a trouvé les acteurs endormis, gâtés, il ne le leur envoie pas dire. Il n'a pas un mot pour Mozart.

Notons en passant que l'avant-veille, le 19 mars, la Convention a institué la peine de mort pour tous les insurgés de la Vendée, et que le 21 mars sont mis en place les implacables « comités révolutionnaires de surveillance » dans les communes.

La création, le 20 mars, des Noces de Figaro à l'Opéra de Paris, n'est pas un succès : il n'y aura que cinq représentations.

N'aurait-il pas de seconder aussi, un peu, les acteurs de la Comédie-Française qui viennent aujourd'hui de reprendre, non pas l'opéra de Mozart, mais la pièce même de Beaumarchais, le Mariage de Figaro ? Mais avant d'aborder les aspects de la question, de l'interprétation, posons le jeu de fond : pourquoi cette pièce-là ?

Voyons. C'est le Bicentenaire de la Révolution. La Comédie-Française est touchée au premier chef, d'une part parce qu'elle a créé, dans ces années-là, plusieurs grandes œuvres révolutionnaires, de Chénier, de Laya, et d'autres. Et aussi parce que dans la nuit du 3 au 4 septembre 1793 vingt-huit actrices et acteurs de la Comédie-Française

étaient jetés en prison. Collet d'Herbois criait : « La tête de la Comédie-Française sera guillotinée et le reste déporté ! »

Ces acteurs n'ont pas la tête tranchée, par miracle, parce qu'un employé aux écritures du Comité de salut public, Charles-Hippolyte Labrousse, un ancien acteur, parvint à « enfouir » puis à jeter à l'eau le dossier, jusqu'à l'exécution de Robespierre.

Donc c'est le Bicentenaire, et c'est aussi la première mise en scène du nouvel administrateur, Antoine Vitez. Mais le Mariage a été écrit et joué avant la Révolution. Ce n'est pas une pièce révolutionnaire, Beaumarchais la définit : « Un badinage innocent et léger ». « est imbrüglio théâtral est un badinage comique ». Il nous a dit et redit, aussi, que cette pièce avait été « faite uniquement pour amuser le roi et la reine de France » (Marie-Antoinette aimait ce qu'écrivait Beaumarchais, elle avait elle-même interprété le Barbier de Séville).

Et ce ne sont pas les quatre ou cinq phrases genre : « Parce que vous êtes un grand seigneur vous vous croyez un grand génie », qui font une œuvre de combat ni même de polémique. Ce qui a « lancé » le Mariage, c'est l'interdiction donnée par le roi, suivie du raffut général orchestré par Beaumarchais.

Les aristocrates, pourtant, Beaumarchais n'avait rien contre. « Si l'on était les rangs intermédiaires, il y aurait trop loin du renouveau au sujet », dit-il. Et lui-même ne l'est-il pas lui-même « de Beaumarchais » par goût des particularités, et c'est presque grotesque : sa première épouse, Madeleine Aubertin, avait acheté une bicoque, à côté d'Arpajon, et le propriétaire précédent de cette maison s'appelait Beaumarchet.

Equipé de son pseudo à rallonge, Beaumarchais a passé sa vie à manier des affaires, de l'argent,

beaucoup d'argent. De l'import-export. Sa virtuosité dans les affaires ne l'a pas empêché de filer l'un de ses plus gros « coups » : il a essayé de s'adjuger, joliment programmé, le monopole de la traite des Noirs pour l'ensemble des possessions espagnoles.

A ce propos, en 1766, Beaumarchais se fit confier un document que noir, Martiniquais, qui était en fuite, et que son « propriétaire » réclamait. Dans sa lettre de protestation au chef du bureau des colonies, Beaumarchais écrit : « Je respecte la raison d'Etat qui permet que les Noirs souffrent et travaillent pour le bien des Blancs. » Mais le reste de la lettre laisse planer sur cette phrase une note d'ironie... Amateur de titres, grand négociant, formidable bagarreur par pamphlets interposés, ses chefs-d'œuvre, Beaumarchais a été, surtout, un « libérin » déchaîné.

« Vigueur de l'intrigue »

C'est cependant une femme qui a sauvé sa tête, qui sans cela allait être tranchée, pendant les massacres de septembre. Beaumarchais, sur une accusation fautive de Marat, était incarcéré à la prison de l'Abbaye. Le massacre allait commencer quand un homme, appelé Manuel, procureur de la commune, se présenta, accompagné de gardes municipaux, demandant Beaumarchais, et lui dit : « Sortez à l'instant de ce lieu ». Manuel était envoyé par une femme qui aimait Beaumarchais, Amélie Dourat. A dix-sept ans, en 1778, elle lui avait envoyé une lettre. Beaumarchais lui avait répondu, à Aix-en-Provence où elle vivait : « Oubliez-moi donc votre cause tout entier ». Ils se sont aimés, par intermittence, jusqu'à la mort de Beaumarchais.

Mais les interférences de la Révolution et du bouillonnement autour d'elle.

Mariage de Figaro sont toutes passionnantes, nous n'en finirions pas, arrivons donc à cette soirée d'inauguration : Antoine Vitez et le Bicentenaire.

Le veto de Louis XVI, aujourd'hui, nous nous en moquons. La fièvre est tombée. La pièce est redevenue ce qu'elle est, ce que disait l'auteur : un imbrüglio galant. Certes, il y a une « vigueur de l'intrigue », mais ces rubans, ces oreillers, ces déguisements, comment tout cela pourrait-il nous atteindre profondément ? C'est de la dentelle.

Il semble que Vitez lui-même ait été gêné par cette pièce. Le décor d'un parc en automne, dès le premier acte, alors que l'action et les phrases échangées imposent un décor intérieur, complexe tout. La distanciation, ou le « détachement » comme dirait Ionesco, ne s'applique pas bien à une pièce comme le Mariage de Figaro qui est une œuvre sans arrière-pensées, une pièce fabriquée vraiment comme une machine (Beaumarchais était un excellent mécanicien).

Richard Fontana, acteur de premier plan, n'a pas à figurer cette « espèce de soleil tournant qui brûle, en jaillissant, les manchettes de tout le monde », comme dit très bien Beaumarchais (c'est le « soleil » des feux d'artifice). Fontana joue tantôt en danseur mondain, folichon, mignonne, tantôt en pleurnichard. Dominique Constanta (Suzanne) veut prendre une allure « peuple », des intonations de marchande de la halle, ça ne convient pas. Beaumarchais n'est jamais vulgaire. Geneviève Casile (la comtesse) a un jeu très imprévisible, vaouillat, Claude Marchou ne donne absolument rien des ambiguïtés, des adolescences, des audaces maladroites, du charme acide, de Chérubin, mais il y a une faute évidente de distribution. Jean-Luc Bideau joue le comte Almaviva en force, à la hussarde, c'est un contresens criant. Catherine Samie (Marceline) est bien, juste, retenue.

Cette présentation laisse un goût amer. Une inquiétude aussi. Antoine Vitez est-il à sa place dans cette maison, avec cette troupe ? Espérons-le. Il est depuis des années un ferment, une conscience forte, de notre théâtre. L'honneur du métier, même. Ayant quitté Chaillot, qui lui allait bien, il écrit : « Je ne disparaîtrai pas soudain, sans laisser de traces, ou bien j'ai déjà disparu, et ne le sais pas moi-même ». Ah non ! Confiance ! Vive Beaumarchais, vive Vitez ! « Il fera beau ce soir sous les grands marronniers », vive le théâtre !

MICHEL COURNOT.

Communication

Efforts sur la Roumanie, sacrifices sur la Pologne

La réorganisation des émissions de RFI vers les pays de l'Est

M. Henri Tézennas du Montcel, PDG de Radio-France Internationale (RFI), devait annoncer, mercredi 22 mars, une « intensification des efforts » de la société vers les pays de l'Est. Une « intensification » qui se traduira, dès dimanche prochain, par le développement et le réaménagement des émissions destinées aux populations vivant derrière le « rideau de fer ».

Sur le papier, le plan est impeccable. La production de RFI dans les quatre principales langues des pays de l'Est doit passer de cinq heures trente à huit heures quotidiennes. L'effort le plus sensible porte sur le roumain (une heure de plus par jour), suivi du russe (quarante-cinq minutes supplémentaires), du polonais (trente minutes), le serbo-croate fermant la marche (un quart d'heure de mieux). Ce développement s'accompagne d'une harmonisation rédactionnelle des émissions proposées, ainsi que de leur regroupement en deux grandes plages de quatre heures. L'objectif étant de constituer une chaîne « Est » concurrentielle des programmes de la BBC, de la Deutsche Welle et de la Voix de l'Amérique, plus anciens, plus richement dotés et plus écoutés.

« L'accroissement de 45 % de notre volume de diffusion en langues étrangères, note avec satisfaction M. Tézennas du Montcel, ne se fait pas au détriment de nos émissions en langue française. » Au contraire, la Roumanie, l'URSS et la Yougoslavie recevront simultanément, dès le 26 mars, les programmes dans leurs langues respectives et ceux de la chaîne mondiale en français. Cette innovation permettra d'augmenter de 25 % le volume des émissions de RFI captibles en français dans cette région du monde.

« Régression » et « repli »

Voilà pour les progrès. Mais, comme le note de lui-même le PDG de RFI, cette réorganisation le contraint à supprimer « deux heures d'émissions du petit matin », en russe et en polonais. « Un sacrifice regrettable », que M. Tézennas du Montcel estime partiellement compensé par l'augmentation de la durée d'émission. Est-ce si sûr ? Si pour la section russe, la réorganisation horaire ne semble pas soulever de difficultés (compte tenu de l'immensité du pays), il n'en va pas de même pour la section polonaise où la rédaction qualifie, dans une note interne

adressée au PDG, cette réforme « non concertée » de « régression » et de « repli ».

Régression ? Repli ? Les mots peuvent paraître forts. Mais l'histoire même de la section polonaise de RFI est exceptionnelle. Créée à la demande expresse du chef de l'Etat, elle n'a cinq jours seulement après la proclamation de l'état de guerre par le général Jaruzelski en décembre 1981. Et d'emblée, dans un pays coupé du monde, les nouvelles de RFI rencontrent un écho, plus faible que celui des grandes stations occidentales concurrentes certes, mais sans équivalent pour la radio française dans les pays de l'Est.

Chaque coup de griffe de la presse officielle accroît sa notoriété, chaque critique du gouvernement de Varsovie renforce sa crédibilité. Aujourd'hui encore, les journalistes en reportage à l'Est témoignent de l'écoute régulière dont jouit RFI dans un pays traditionnellement proche de la France.

C'est le responsable de Solidarité, M. Andrzej Wleciński, qui reconnaît attendre ces nouvelles venues de Paris. C'est l'un des grands intellectuels polonais, le caricaturiste Jacek Fedorowicz, qui tresse un véritable hymne à RFI dans son recueil *Felietony i Dialogi*. Le premier ministre polonais, lui-même, rendait il y a peu un hommage indirect, mais flatteur, en faisant de la « méchanceté » de Radio France Internationale un obstacle aux relations « prometteuses » entre Paris et Varsovie (Le Monde du 18 février). Preuve s'il en était encore besoin de l'impact de la station.

C'est tout cela que la rédaction polonaise craint de perdre avec les réaménagements envisagés. « Il est vrai, reconnaît M. Tézennas du Montcel, que, faute de moyens, je ne pourrais pas développer nos émissions en roumain sans faire quelques sacrifices ailleurs. Mais l'actualité ne le justifie-t-elle pas ? » Personne ne le nie. Mais l'affaire est révélatrice, alors que M. François Mitterrand se rend à nouveau en Pologne en juin, de l'apparent décalage entre les ambitions de la politique étrangère de la France à l'Est, et les moyens qu'elle se donne au jour le jour pour la mettre en œuvre.

PIERRE-ANGEL GAY et SYLVIE KAUFFMANN.

Polémique entre M. Jacques Chirac et M. Claude Sérillon

Une polémique oppose M. Jacques Chirac à la rédaction d'Antenne 2 à la suite de l'émission sur les élections municipales, présentée, dimanche 9 mars, par Claude Sérillon. Ce soir-là, le maire de Paris aurait mis en cause, à l'Hôtel de Ville devant quelques journalistes, le traitement de l'information par la chaîne publique. Selon l'AFP, le leader du RPR aurait ajouté : « Ils ont tort de faire les choses comme cela. Ils auraient dû faire appel à des professionnels comme Christine Ockrent plutôt que de donner ça à un militant. »

Claude Sérillon a décidé de porter plainte pour « atteinte à son honneur professionnel ». « C'est la première fois que j'engage une action judiciaire », a déclaré le journaliste,

mais je pense que les hommes politiques devraient être plus prudents dans leurs propos. L'affaire a suscité une vive réaction de la direction générale et de la direction de la rédaction d'Antenne 2 qui s'élève contre des propos mettant en cause « le sérieux du travail de l'ensemble de la rédaction, le professionnalisme et la rigueur de l'animateur de la soirée ».

dans l'entourage de M. Chirac, on précise que le maire de Paris a été irrité par l'annonce sur Antenne 2 entre 22 heures et 23 heures, de la victoire de M. Chirac dans le vingtième arrondissement sur la base d'estimations qui se sont révélées fausses. M. Chirac entend d'ailleurs saisir à ce propos le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Véronique Le Joux d'ALLEGRESCHECQUE et Philippe ELIAKHIM sont heureux d'annoncer la naissance de Clara, Bee, Loure, le 13 mars 1989.

11, rue Simon-Dureau, 75018 Paris.

— Boulogne, Arvent, Toulouze.

Robert et Jacqueline CRAVENNE, Emilie et Claire ANGENOT, Martine et Charles, ont la joie d'annoncer la naissance, le 10 mars 1989, de leur petite-fille et fille Élis.

— Lydia CHRISTIDIS et Olivier RUMSTEIN ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Rebecca, le 18 mars 1989.

75011 Paris.

Mariages

— Marie-José CARATINI et Patrice MARTINEAU ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale le 18 mars 1989, à Caen.

59 B, rue de Bernières, 14000 Caen.

Décès

— Roger-Pol Droit, Irène Droit, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Léone DROIT, née Grec, survenue à son domicile, le 13 mars 1989.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue Danbiguy, 14113 Villerville.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Emile FONTAINE, censeur de l'Institut du Sacré-Cœur de la Ville-du-Bois, survenu le 20 mars 1989, à Fontenay-les-Bris (Essonne), à l'âge de cinquante-neuf ans.

De la part de Ses enfants, Des familles parentes et alliées.

Le service religieux sera célébré le vendredi 24 mars, à 11 heures, en l'église de La Ville-du-Bois (Essonne), suivie de l'inhumation.

M. Fontaine, 3, rue Tiquetonne, 75002 Paris.

— M. Jean-Paul Haas, son épouse, M^{me} A. Marie, sa sœur, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Knoul Coenka, Le docteur et M^{me} Marc Lob, ses enfants et petits-enfants, Ses beaux-frères et belles-sœurs, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Hélène HAAAS, survenue à l'Institut Curie, le 20 mars, à l'âge de soixante-six ans.

Une bénédiction sera donnée le 23 mars, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile (porte de Champmarr).

L'inhumation aura lieu à Tours, le même jour à 16 h 30, au cimetière Lassalle.

— Le département de sociologie, Le LERSCO ont la très grande tristesse de faire part de la disparition brutale de leur ami Paul NUGUES, ingénieur d'études, survenue le jeudi 16 mars 1989, à l'âge de quarante-deux ans.

Faculté des lettres, Chemin de la Sensitive-du-Terrre, 44300 Nantes.

Manifestation du souvenir

— A l'occasion du 40^e jour islamique de la disparition à Alger, à l'âge de quarante ans, de Abdelhafid CHEKKAT, Baroudi Chekkat, son épouse, Leila, Amal et Rafik, ses enfants, Ainsi que ses nombreux amis algériens et français, demandent à tous ceux qui l'ont connu et apprécié d'avoir une pensée pour lui.

Il repose en paix à El Hadjalek (Skikda) dans ce terroir qu'il a tant aimé.

Soutenances de thèses

— Institut d'études politiques de Paris, le mercredi 15 mars, M^{me} Irène Inchausti a soutenu : « Imposer les cash-flow et les recettes financières : vers une fiscalité économique des sociétés ».

— Université Paris-IV, le lundi 20 mars à 9 h 30, salle des Actes, contre administratif, M^{me} Isabelle Gagnon a soutenu : « La politique de Quereido dans la Vida de Marco Bruto ».

— Université Paris-VIII, le mardi 21 mars à 14 h 30, salle G 201, M. Michel Jarrot a soutenu : « Mesure de la limite. Valéry devant la littérature ».

— Ecole nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, Paris-7^e, amphithéâtre Caquot, le mardi 21 mars à 15 heures, M. Karam Seb a soutenu : « Calcul probabiliste des structures. Quelques méthodes en mécanique aléatoire ».

— Université Paris-II, le mardi 21 mars à 18 heures, M. Gilbert Ondongo a soutenu : « Les relations entre l'Etat et l'entreprise dans les pays en voie de développement ».

— Université Paris-III, le jeudi 23 mars à 8 h 30, salle Barjac, M. Michel Morel : « Praxie de la lecture ».

(Publicité)

TAPIS PERSANS FAITS MAIN

points noués

DÉJÀ SOLDÉS 30% et 50%

REMISE 20% supplémentaire

Par exemple : un Chiraz laine 300 x 200 = 24.000
soldé 50 % = 12.000 F remise 20 % = 9.600 F

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8^e)



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

**Signez
votre
réussite...**

Aujourd'hui vous souhaitez exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation. La Division SEMICONDUCTEURS de TEXAS INSTRUMENTS, à travers des activités de conception, de fabrication et de commercialisation, vous offre une structure particulièrement développée sur le marché européen.

CHEFS DE PRODUITS

A Villeneuve Loubet (près de Nice), vous intégrez notre centre européen de produits programmables et assurez le marketing de ces produits sur votre secteur géographique : Angleterre, Italie. Vous identifiez et développez les marchés, élaborer, contrôlez votre gamme de produits, définissez les politiques de prix et de support, assurez la promotion, la communication et la formation sur votre ligne de produits.

Ingenieur Electronicien, vous avez acquis 3 années d'expérience dans la fonction marketing, éventuellement commerciale. Ces postes nécessitent une excellente mobilité et une pratique professionnelle de l'anglais ou de l'italien. Bernard TISON vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. SCPME/0389/IM, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Velizy Villacoublay Cedex.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE

Promouvoir à l'export l'image d'un quotidien - Chef de produit au sein d'une multinationale du secteur des biens de grande consommation, vous souhaitez évoluer vers l'international. Ce quotidien dont la notoriété dépasse nos frontières vous permettra de conseiller et de négocier des plans médias auprès des décideurs de groupes industriels, commerciaux et bancaires implantés essentiellement dans les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Votre tempérament commercial et

vos créations seront des atouts pour développer le chiffre d'affaires de la publicité commerciale. Avec l'opportunité d'appréhender l'environnement économique, social et culturel international, l'expérience acquise dans ce quotidien dynamisera votre évolution de carrière. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2047M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA Consulting
Group**

Creating Business Advantage

Le Monde INTERNATIONAL

CONTROLEUR DE GESTION USA

Nous sommes un groupe international (CA 10 milliards de F) et nos activités à l'étranger connaissent une croissance rapide.

HEC, ESSEC, MBA ... une expérience probante du contrôle de gestion aux Etats Unis pendant quelques années vous a permis d'acquérir une connaissance parfaite des systèmes de gestion anglo-saxons. La pratique de l'américain est indispensable. Nous vous confierons la mise en place d'un contrôle de gestion opérationnel au sein de notre filiale américaine : entreprise industrielle leader dans son secteur et en fort développement.

Ce poste offre en fonction de votre réussite, la possibilité d'accéder rapidement à de plus larges responsabilités dans un environnement évolutif et motivant.

Merci d'écrire sous la réf. 5329/M à CURRICULUM 6, passage Lathuile, 75018 PARIS, qui transmettra confidentiellement.

Perstorp

Wir sind ein bedeutender schwedischer Chemiekonzern mit weltweit 7000 Mitarbeitern und suchen für unsere französische Niederlassung - Division Harze - mit Sitz in der Region Lille/Douai einen

chimie-ingenieur

zur Verstärkung unserer Forschungs- und Entwicklungsabteilung. Der Schwerpunkt wird auf der technischen Unterstützung und Beratung unserer Kunden in der Bundesrepublik Deutschland in enger Zusammenarbeit mit unserer dortigen Verkaufsorganisation liegen.

Wir stellen uns einen jüngeren Herrn von ca. 30 Jahren vor, der nach seiner Ausbildung bereits einige Jahre in ähnlicher Position tätig war, fließend Deutsch und Französisch spricht und die Bereitschaft zu reisen mitbringt.

Von Ihrem Standort in der Region Lille/Douai werden Sie häufig zur technischen Betreuung unserer Kunden in die Bundesrepublik Deutschland reisen.

Bitte schreiben Sie an
Frau B. BOURSIER (Kz. 646)
"Carrières Internationales"



ALEXANDRE TIC S.A.

24, BOULEVARD CARNOT - 59600 LILLE

PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Diplom-Übersetzer/in Französisch/Englisch ↔ Deutsch für unsere Zentrale in Frankenthal

Sie stehen am Ende Ihres Studiums und haben hinsichtlich der genannten Sprachen Ihr Wissen besonders vertieft. Ihre Muttersprache ist Französisch. Wenn Sie an der Übersetzung technischer Dokumentationen oder Fachvorträge interessiert sind und auch die Bearbeitung fremdsprachlicher Korrespondenz beherrschen, sind Sie in unserer Abteilung „Zentraler Übersetzungs-Service“ richtig. Das Pflegen der Fachterminologie wird nach entsprechender Einarbeitung eine weitere interessante Aufgabe sein.

Sie sollten neben einem qualifizierten Hochschulabschluss ein gewisses Maß an technischem Verständnis und aktive Sprachkompetenz mitbringen. Sehr wichtig sind auch Kenntnisse in der Anwendung von Textverarbeitungssystemen oder zumindest Schreibmaschinenkenntnis.

Hinsichtlich Dotierung und Sozialleistungen bieten wir Ihnen die Vorteile eines großen, fortschrittlich geführten Unternehmens. Teamwork und kooperativer Führungsstil

sind bei uns selbstverständlich. Ihr künftiger Standort liegt in einer erfolgreichen Wirtschaftsregion mit hohem Freizeitwert. Da KSB ein deutsch/französisches Unternehmen ist, kann das Vorstellungsgespräch in einem unserer Werke in Frankreich stattfinden.

Sind Sie interessiert? Dann schicken Sie uns heute noch Ihre Bewerbung. Sollten Sie vorab noch Fragen haben, rufen Sie Herrn Diether, Tel. 19-49/6233/88-2970 an.

KSB Aktiengesellschaft
Personalabteilung ZPK
z.Hd. Herrn Diether

Postfach 1725
D-6710 Frankenthal



**Pumpen
Armaturen**

KSB

TELEPHONE SALES

A leading Management Consulting Company requires experienced Telephone Sales Personnel.

The main duties will include arranging appointments at the highest possible level

in Commerce and Industry for our Marketing team.

Candidates must be fluent in English and speak at least 3 European languages. Knowledge of Italian and Spanish will be an asset.

In return for the above, we provide excellent pay and working conditions.

In the first instance, reply to

BP no. 2,
1040 Brussels 26,
Belgium

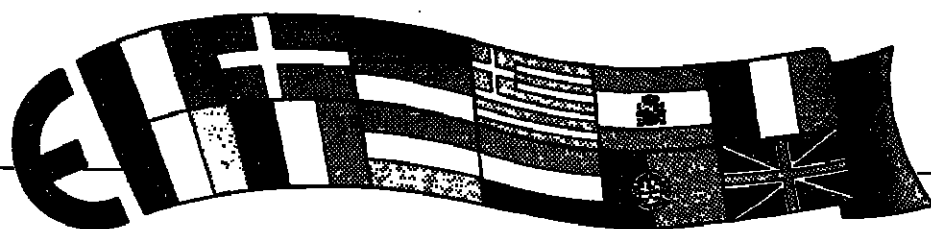
MANAGEMENT CONSULTANCY

RECHERCHE INGÉNIEURS DE PROJET ÉLECTRO-MÉCANIQUE

Poste basé à Londres.
Formation : Ingénieur.
Expérience : une dizaine d'années en entreprise (industries mécaniques ou entreprises générales électro-mécaniques) dans le domaine des stations de pompage et réseaux associés : direction de contrats français et internationaux dans ce domaine. Anglaise courant indispensable.

Adr. candidature sous pli confidentiel à TML SURREY HOUSE, Throby Way, SUTTON SM 4WA, Grande-Bretagne, à l'attention de P. Giraudet (R&E. FHS).

سكزا من الأصل



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

PROGRAMME RACE: Recherche et Développement sur les Technologies de pointe dans le domaine des Télécommunications

PROGRAMME AIM: Informatique Avancée en Médecine

PROGRAMME DELTA: Développement de l'Apprentissage en Europe par l'emploi des Technologies Avancées

PROGRAMME DRIVE: Infrastructure Routière spécifique à la Sécurité des Véhicules en Europe

La Commission recherche des candidats qualifiés appelés à jouer un rôle moteur dans l'exécution des quatre programmes mentionnés ci-dessus.

Le personnel de la Commission doit être disposé à travailler dans tout lieu d'activité de la Commission, souvent hors de son pays d'origine. Pour les emplois visés dans cette annonce, les candidats retenus seront affectés à Bruxelles; les contrats porteront sur une durée de trois ans et seront renouvelables.

Plusieurs postes sont disponibles pour des:

ADMINISTRATEURS DE PROJETS

(FONCTIONNAIRES SCIENTIFIQUES PRINCIPAUX - COM/R/A/42 - Grade A4)
(FONCTIONNAIRES SCIENTIFIQUES - COM/R/A/43 - Grades A8-A5)

dans les domaines décrits ci-dessous:

Pour le programme RACE et les autres activités ayant trait aux télécommunications, les candidats devront posséder une expérience dans le secteur des télécommunications de pointe, et particulièrement dans les domaines suivants: ingénierie des systèmes et/ou logiciels et gestion de réseaux et/ou terminaux professionnels et grand public et/ou services et applications.

Pour le programme AIM, les candidats devront posséder une expérience dans les domaines suivants: informatique médicale et bio-informatique/télémédecine et/ou ingénierie des systèmes et recherche sur les applications médicales et/ou administration des soins de santé - protection des données et problèmes médico-légaux.

Pour le programme DELTA, les candidats devront posséder une expérience dans les domaines suivants: ingénierie des systèmes de TI, de télécommunications et de radiodiffusion appliqués à l'enseignement et à la formation et/ou R&D en matière de technologies avancées d'enseignement et de formation à distance ou multimédias et/ou développement de réseaux pour l'utilisation des télécommunications et de la radiodiffusion terrestre ou par satellites.

Pour le programme DRIVE, les candidats devront posséder une expérience dans le domaine des systèmes de transport avancés, particulièrement en ce qui concerne les télécommunications appliquées aux transports et/ou le trafic, l'ingénierie des systèmes et la modélisation et/ou les systèmes de sécurité routière et/ou l'électronique automobile.

En outre, en ce qui concerne les activités de développement de la politique des télécommunications, des postes sont prévus dans les domaines suivants: □ analyse des aspects réglementaires, économiques, industriels et sociaux; □ technologies et réglementations relatives aux satellites de télécommunications; □ besoins et gestion des fréquences; □ services de télécommunications et normes applicables aux équipements terminaux; □ télécommunications mobiles; □ techniques et réglementations postales.

*Seuls les candidats pouvant faire état d'une expérience professionnelle dans le domaine des télécommunications pourront être retenus.

Les candidats à un poste COM/R/A/42 devront assurer l'encadrement des équipes dans les domaines mentionnés ci-dessus.

Tous les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire dans un des domaines concernés; □ être ressortissants d'un des États membres de la Communauté; □ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés et une connaissance de travail d'une autre langue officielle des Communautés; □ être âgés de moins de 45 ans (être nés après le 25/03/1944) pour COM/R/A/43, et de moins de 50 ans (être nés après le 25/03/1939) pour COM/R/A/42; □ posséder une expérience professionnelle post-universitaire de 5 à 15 ans pour COM/R/A/43, et d'au moins 15 ans pour COM/R/A/42. Ils doivent avoir déjà assumé la responsabilité directe d'un projet. Pour obtenir une description détaillée des tâches, des informations complémentaires et les formulaires officiels d'acte de candidature, veuillez écrire à l'adresse suivante en indiquant la référence appropriée: COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 200 rue de la Loi - J70, 5/14 - B-1049 Bruxelles - Téléfax: 32 2 235 87 30 - Telex: COM EU B 21877

La date limite de dépôt de candidatures est fixée au 25/04/1989 (le cachet de la poste faisant foi).

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Assurer le démarrage et le développement d'une unité pharmaceutique au Gabon

DIRECTEUR GENERAL

LIBREVILLE

700 KF +

Si en début de carrière par exemple, vous avez dirigé une unité de production pharmaceutique et ensuite un centre de profit... Si vous avez fait preuve de qualités de gestionnaire, d'organisateur, et de meneur d'hommes... Si vous connaissez (au moins un peu) le continent africain...

Vous êtes le patron que nous cherchons pour diriger à Libreville une unité de production et de ventes de produits pharmaceutiques dont le démarrage est prévu fin juin 1989.

Cette unité démarre avec 70 collaborateurs dont 15 cadres; elle comprendra dans les années qui viennent 150 personnes environ et réalisera un CA de l'ordre de 30 millions de Dollars.

A 40 ans minimum, pharmacien ou diplômé d'une grande école, vous souhaitez mener à bien la réussite de ce projet au Gabon. Vous avez le statut fiscal et les avantages d'un expatrié (logement, voiture, etc...).

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la réf. 694 à Jacques Tixier,

jacques tixier s.a.
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE
AGRO-ALIMENTAIRE
FRANÇAIS
recherche pour l'une de ses
filiales située en

ESPAGNE

**LE RESPONSABLE
D'UNE
UNITÉ INDUSTRIELLE**

Ingénieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSIA, ENSIA... Vous avez acquis une expérience de 7 à 10 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international, de préférence. Vous voulez valoriser vos compétences et réussir dans un poste qui vous permettra d'être plus autonome.

Rattaché au Directeur des filiales espagnoles, vous dirigerez une PETITE unité industrielle, mais TOUTE l'unité industrielle:

- Responsable de la production, vous serez le garant du respect des normes de qualité, de quantité, de délai et de coût.

- Responsable d'unité, vous assurerez la cohésion de cette unité: installations, matériel, relations extérieures, management social...

Ce poste basé en Espagne nécessite une parfaite maîtrise de l'espagnol.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 08441 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

L'ASSOCIATION
DÉVELOPPEMENT DES
ARTS DE LA HITS-GARONNE
(Musique et danse)

recrute

SON DIRECTEUR

(Délégué départemental à la musique et à la danse)

Conditions:

- Bonne connaissance humaine ou sociale;
- Bonne formation musicale;
- Exp. d'animation et de gestion dans le domaine culturel.

Rémunération de départ basée sur l'indice 500 nouveau majoré de la fonction publique.

Les dossiers de candidatures, accompagnés d'une lettre de motivation + 1 C.V. + 3 photos, sont à adresser à: M. le Président de l'ADDA de la Région Garonne, 65, bd Carnot, 31000 Toulouse.

Des listes de dépôt des dossiers: 28 mars 1989.

Rech. 08441 - Tél. 05 61 13 000 - Fax 05 61 13 000 - 48-30-02-00.

GEA

Consulenti Associati di gestione aziendale

Notre client est un groupe italien d'importance internationale, spécialisé dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de meubles pour bureaux. Depuis sa fondation ce groupe a poursuivi une stratégie cohérente fondée sur l'innovation, le design, la qualité du produit, et l'application de procédés de fabrication innovateurs. Pour leur maison française (25 personnes), qui opère sur Paris et provinces, nous recherchons le

Directeur Général

Il aura la responsabilité des résultats économiques et financiers de la société, de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques commerciales, de la gestion et de l'organisation des ventes, il aura aussi la responsabilité du développement des rapports avec les clients et les plus prestigieux bureaux d'architecture.

Pour cette position nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure, âgés entre 35-40 ans environ, ayant déjà dirigé, avec succès, des structures commerciales dans des sociétés d'aménagement ou d'ameublement de haute qualité.

Le système de rémunération prévu est aligné sur les niveaux les plus élevés du marché.

Le siège de la société se trouve à Paris.

Les candidats sont invités à nous adresser par écrit leur curriculum vitae détaillé, qui sera tenu strictement confidentiel.

GEA S.r.l., Corso Porta Nuova 3 - 20121 Milan (Italie)

Nous sommes leader et en progression constante pour les plats cuisinés italiens sur le marché français. Nous voulons également développer nos ventes et approvisionnements avec les Sociétés Alliées Étrangères. Nous recherchons un

Buitoni
Groupe Nestlé France

JEUNE ASSISTANT Liaisons Internationales

Vous assurerez progressivement l'ensemble de l'Administration interne et les relations commerciales concernant nos ventes vers les Sociétés Alliées et participerez aux opérations d'approvisionnement.

Vous êtes obligatoirement diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion (Commerce International de préférence) et vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible l'espagnol ou l'italien. Vous êtes familiarisé avec l'usage du micro-ordinateur et ne craignez pas une forte charge de travail.

Nous vous offrons les perspectives de carrière du premier Groupe Alimentaire Mondial qui a toujours su allier qualité des produits, rigueur du résultat économique et attention portée au facteur humain.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à BUITONI France, Direction des Ressources Humaines, 76 rue Garibaldi, 94101 Saint-Maur Cédex.

Le Monde CADRES

FICHET BAUCHE, Pour renforcer notre équipe face à de nombreux recrutements, nous recherchons un(e)

CHARGÉ DE RECRUTEMENT

capable d'être immédiatement opérationnel. Soit spécialiste de cette fonction (expérience cabinet ou entreprise) - Soit commercial ou ingénieur ayant cependant une pratique confirmée du recrutement. Nous vous proposons une mission de 6 mois (contrat à durée déterminée) avec démarrage immédiat.

Nous sommes leader du marché de la sécurité et investissons pour votre avenir. Écrivez nous très vite (lettre, CV, photo, prêt) s/réf. CR à GROUPE FICHET BAUCHE - DRH - 15/17, avenue Morane Saurier 78140 Velizy, en indiquant un N° de téléphone où vous joindre.

FICHET

SOTAIR recherche un RESPONSABLE DE L'ACCOMPAGNEMENT

Description des postes:

- Rattaché directement au Directeur Technique.
- Animation d'une équipe de 150 personnes chargée d'accueillir les clients, tant aux aéroports que pendant les séjours et les circuits à l'étranger.
- Négociation avec nos prestataires.
- Chiffres économiques et juridiques.

Profil du candidat:

- Âgé de 30/35 ans, de formation supérieure, il parle couramment l'anglais et pratique l'espagnol.
- Il a une expérience dans 1 poste en relation avec les milieux de tourisme à l'étranger.
- Gout du contact humain, aptitude à l'animation d'une équipe, sens de la communication vers l'extérieur.
- Bonnes notions de droit et d'économie.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé accompagné, de façon indispensable, d'une photo et des prétentions salariales au préalable la réf. 45004 M à BLEU Publicité - 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMPAQ®

Responsables grands comptes.

Avec plus de deux milliards de dollars de C.A. au plan mondial, une croissance plus rapide qu'aucune autre entreprise, nous avons bâti une solide réputation dans les domaines de la micro-informatique professionnelle et des portables. Cette dynamique et la poursuite de notre expansion passent par le développement de nos structures et de nos ventes auprès des plus grandes entreprises et administrations françaises.

Sur un secteur d'activité déterminé, votre mission sera d'amener les grandes entreprises à choisir COMPAQ comme premier fournisseur de micro-ordinateurs professionnels auprès de nos revendeurs agréés.

Avec une formation d'ingénieur ou diplômé d'Ecole de Commerce, vous possédez une expérience commerciale de quelques années auprès des grandes entreprises et une bonne connaissance des systèmes informatiques. Votre dynamisme, votre ouverture d'esprit et votre sens du challenge vous permettront un épanouissement personnel et une évolution professionnelle dont nous vous parlerons. Un anglais courant est impératif.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence PJ.02.36 à notre conseil Patrick G. JOUAN - ON LINE - 117, rue de Rennes - 75006 PARIS.

ON LINE

CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES

Le groupe PA Consulting Group, leader dans le conseil en ressources humaines souhaite renforcer l'un de ses départements, en pleine expansion, spécialisé dans l'évaluation et le développement du potentiel humain. Intégré au sein d'une équipe dynamique, ce consultant aura des fonctions variées axées notamment sur la création, le développement et la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'évaluation (recherche, commercialisation, application). Nous souhaitons rencontrer des psychologues du travail ayant au moins 2 ans d'expérience dans le domaine des ressources humaines. Une

bonne connaissance des "assessment centers" (ou bilans comportementaux) est vivement souhaitée. Des qualités de rigueur, d'imagination, le goût des contacts, de l'autonomie et du travail en équipe sont nécessaires. Ce poste peut être ouvert et évolutif pour des candidats de valeur. Adresser CV + photo à Christine CHABAUD en précisant la référence A/062CM - PA Consulting Group - 3, Rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Pas à franchir

Chargée de diffusion



CHARGÉ(E) DE DIFFUSION

Jeune diplômé(e) (ESC, maîtrise de gestion, Ecole de statistiques...) nous vous proposons d'approfondir votre première expérience de 2 ans du marketing direct en rejoignant l'une de nos publications. Premier groupe de presse économique et financière (700 personnes, 1 milliard de F de C.A., une trentaine d'activités presse et hors presse), nous privilégions le développement des compétences. En tant que chargé(e) de diffusion, vous apporterez à l'éditeur des éléments de réflexion pour bâtir une stratégie marketing optimale en matière de diffusion et d'abonnements : analyses et commentaires sur les notions-clés de la politique commerciale, exploitation des résultats des enquêtes marketing sur le lectorat.

Vous suivrez les opérations promotionnelles, initiées par l'éditeur : plan mailing, choix de fichiers, élaboration de textes, fabrication de documents, et veillez au bon fonctionnement de l'activité trafic (nombreux contacts internes et externes). Rigueur, analyse, curiosité d'esprit et aisance relationnelle sont les qualités indispensables pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. DIMO à Nicole Juhiet, Groupe Expansion, 25 rue Leblanc 75004 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

L'ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE

Région Nord / Pas-de-Calais

Directeur : Jean-Claude CASADESUS

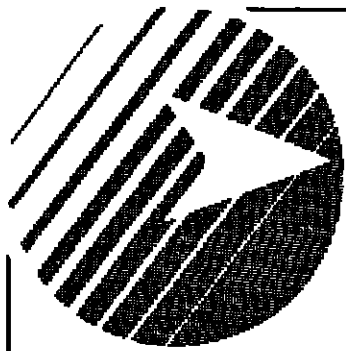
recrute

UN ADMINISTRATEUR

L'Administrateur est chargé des questions administratives et financières en fonction des programmes arrêtés par le Directeur, en liaison avec la Déléguée Générale, des propositions relatives aux emplois administratifs. Il est responsable du budget et des opérations financières intéressant la vie de l'association. Pour l'application des dispositions et règles administratives, l'Orchestre est placé sous l'autorité de l'administrateur.

Bonne connaissance de la profession musicale souhaitée.

Adresser C.V. à : ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE
3, place Mendes France - BP 119 - 59027 LILLE Cedex.
Tél. : 20.54.67.00.



L'Electronique du Futur a un Nom : MATRA

CREATIVITE... un concept que les ingénieurs d'équipements électroniques manient tous les jours !

Ils conçoivent les équipements complexes embarqués du futur.

Les défis auxquels ils doivent faire face leur imposent de maîtriser les techniques et technologies de pointe de l'électronique rapide : TRAITEMENT DU SIGNAL, BUS AVIONIQUES, ASIC... et de se doter des outils les plus évolués : COMPILATEURS DE SILICUM, CAO ELECTRONIQUE, SIMULATEURS...

Ingénieurs en Electronique ... nos techniques ont besoin de votre imagination !

L'ingénieur d'équipement confirmé est un maître d'œuvre : il suit son produit dans les phases successives de maturation :

- conception et design des cartes électroniques.
- réalisation du dossier.
- fabrication du prototype.
- mise au point.
- contrôle-qualification.

Il est responsable de son projet (budget, délais, planning...).

Il assure l'interface avec les services concernés : (laboratoire de conception, B.E.) ainsi qu'avec les différents partenaires, clients... Il suit les innovations techniques du marché.

Il est responsable de la transmission de son savoir-faire : au sein de son équipe, les ingénieurs débutants apprennent les méthodes de travail qui leur permettent d'être rapidement autonomes et responsables de leurs projets.

Ingénieurs Grandes Ecoles
(SUPELEC, ENST, ENSERG, ISEN...)

Que vous soyez débutants ou déjà confirmés,
si ces métiers vous intéressent,

vous avez votre place dans nos équipes !
(l'anglais est un atout appréciable).

Ecrivez sous référence 2802/LM à MATRA - Centre de Montigny - 3 avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES.
Notre consultant, vous donnera de plus amples informations.

MATRA
DEFENSE ESPACE

Analystes Confirmés des projets pour progresser...

Une importante entreprise de transports maritimes, une équipe informatique de 40 personnes, un matériel performant (BULL D.P.S. 7000) et des objectifs ambitieux dans le cadre de projets passionnants et diversifiés, voici l'environnement où vous serez confiés l'étude d'applications informatiques pour nos différents départements. Vos compétences (formation supérieure plus expérience significative) et vos capacités à nouer des relations de partenariat avec les utilisateurs, vous permettront d'évoluer vers l'entière responsabilité des développements informatiques qui vous seront confiés. Les postes sont à pourvoir à Marseille. Adressez CV, photo, lettre manuscrite et salaire actuel à notre Conseil Patricia PERONA - Domaine des Bernardines - 10, rue Neuve Ste Catherine - 13007 MARSEILLE

patricia perona
conseil en recrutement



RADIO-FRANCE INTERNATIONALE
recrute

3 JEUNES JOURNALISTES DIPLOMÉS

intéressés par la présentation
et

1 JEUNE JOURNALISTE DIPLOMÉ

spécialiste de l'économie
pour

son Service Mondial en Français

Une expérience de 2 à 3 ans est souhaitée.

La maîtrise d'une langue étrangère est vivement souhaitée. Candidats français ou de nationalité étrangère en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.

Disponibilité immédiate.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au service de gestion du personnel de R.F.I., BP 9516 Paris Cedex 16.

50 من الأصل

IMMOBILIER
D'ENTREPRISE

REPRODUCTION INTERDITE

bureaux	bureaux	bureaux	locaux commerciaux	RESTAURANT ANGLE	maisons individuelles	propriétés	
Ventes SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 VENTE PTE CLIGNANCOURT 5.500 m², imm. + park. LEVALLOIS/CHAMPERRET 1.400 m² + parking disponible 3° et 4° ét. QUARTIER BASTILLE Superbe espace, bur. 300 m², s/patio, jard., stanc, fiv, non cloisonné, parkings. 42-72-40-15.	FEAU HAMPTON A LOUER POUR 23 MOIS MAXIMUM RUE LA BOÉTIE Imm. moderne, 300 m², s/1 niveau 2° BOURSE 188 m², r.d.c., 1° étage + archives, show-room, imm. ancien, très bon stand. 10, RUE DES PETITES-ÉCURIES 280 m², 10 bur., 2 entrées, loyer réduit, + cession 16 ALMA Imm. moderne de bon stand., 182 m², 9 bur., locaux refaits, park. 16 VICTOR-HUGO Hôtel particulier, 820 m², 22 bur., 3 pges 17 M. COURCELLES Imm. rénov., open-space, très bon stand., 500 m², s/1 plateau 17 PEREIRE Très bon stand., 300 m², fortification BUREAUX PROFESSIONNELS ET LIBRAIRIE ASSOCIATIONS SYNDICATS PROFESSIONNELS 9 ST-LAZARE-TRINITÉ Très bel imm., 240 m², 10 ét., 8 bur. pos., 2° ét. 17 PROX. PARC MONCEAU Très bel imm., 185 m², 6 bur. refaits, 3° étage PME-PMI VALORISEZ VOTRE IMAGE ET VOTRE PERSONNEL Installez-vous dans des bureaux modernes, confort- ables et fonctionnels à « PARIFERIC » PTE DE LA VILLETTE SUR PÉRIPHÉRIQUE Exemple : pour 200 m² soit pour 12 personnes, 220 000 F tous compris Toutes surfaces dispon. FEAU HAMPTON 40-08-10-90. OPÉRA Bureaux prestige équipés, salle de réunion, domiciliation, téléphone, téléfax, télécopie. Tél. : (1) 42-90-01-00. Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL bureaux, association, siège CONSTITUTION STES Prêt complet. Délais rapides. ASPAC 42-93-60-50 + VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS SARL - RC - RM Constitution de sociétés. Déclaration et tous serv. Perman. téléphonique. 43-55-17-50. COLISÉE DOMICILIATIONS CONSTITUTION STES BUREAUX A.T.C. • 43-58-20-20.	Domiciliation 9° AGECO. 42-94-95-28. SIÈGE SOCIAL Bureaux équipés 12 services, démarches R.C.-R.M. 50000 SERVICES CH-ÉLYSÉES 47-23-55-47. NATION 43-51-51-51. SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 QUARTIERS D'AFFAIRES PARIS-9° MIROMESNIL Marché de l'Europe 2 x 117 m², rénovés imm. p. de taille. GEORGE-V 418 m², plateau moderne, 5 pges, dispon. imméd. LISBONNE 230 m², 8 bur. rénovés, centrale CHAMPS-ÉLYSÉES 500 m² divs., disp. imméd. RUE DE PRES- BOURG 1 885 m² + park., rénov. except. Disp. imméd. SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 MADELEINE 745 m², sup. imm. sur jardin, plateaux divs., électricité, ascenseurs. MONCEAU 1 115 m², imm. récent, park., dispon. imméd. RD-POINT CHPS-ÉLYSÉES 1 236 m² sur 1 niv., loc. et emploi, prestige. R. DE LA V-L'ÉVÊQUE 1 470 m² sur 2 niv. divs., cloisonn., park. SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 PARIS-9° AUBER 300 m², au pied du RER, imm. pierre de taille. CHAUSSÉE-D'ANTIN 385 m², rénovés, r.d.c. + 1° étage, entr. privat. RUE DE MAURÉVRE 1 381 m², entre, rénov., pige, dispon. mars 89. SELECTION RICHARD ELLIS 45-63-08-08 RIVE GAUCHE PARIS-15° JAVEL 600 m², hôtel particulier rénov., à votre ou louer.	MONT-PARNASSE 3 240 m², divs., par 400 m², plages, disp. imméd. QUAI ANDRÉ-CITROËN 1 952 m² + pges, loc. neuf, divs. en plateaux de 500 m², dispon. imméd. PORTE DE VERSAILLES 1 800 m² + pges, divs. en plateaux 500 m² dispon. imméd. PORTE DE VANVES 3 500 m², divs., pges, dispon. imméd. PARIS-13° TOLBIAC 875 m² + parkings, imm. récent, disp. imméd. RICHARD ELLIS S.S.-OUEST 45-63-08-08 ANTONY (200 m RER) face parc de Sceaux, 3 100 m², divs./520 m², imm. m², pges, rest. entr., rue 88, 1 185 m², loc. ou vente, r.d.c. + 1° ét., pges, rest. entr., dispon. mars 89. VELIZY 428 m² + pges, imm. récent, plateaux divs. LEVALLOIS 1 000 m² rénovés, divs./500 m² pges, rue 88, 1 185 m², loc. ou vente, r.d.c. + 1° ét., pges, rest. entr., dispon. mars 89. LEVALLOIS (PROX. PARIS) 450 x 4 000 m², ISSY-LES-MOULINEAUX 5 500 m², imm. neuf, disponible à très bon p. RICHARD ELLIS OUEST 45-63-08-08 ASNIÈRES 800 m², loc. 378 m² act., imm. m², indiv., pges. BOULOGNE 2 000 m² divs., imm. neuf + parkings. 1 000 m², divs., par 300 m², imm. neuf + pges. Disponible imméd. 1 600 m², imm. neuf, indiv., parties, pges, jardin 88. EXCEPTIONNEL : 820 m² sur un plateau, imm. neuf + pges et restaur. entrepr. Gd stand. CIDES DES ADRESSES DE PRESTIGE POUR VOTRE SIÈGE, OU VOTRE ANCIENNE A PARIS VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE D'ANCIENS PROPRIÉTAIRES D'AFFAIRES ★AV. CHAMPS-ÉLYSÉES ★AV. DE PONTHEU, 8° ★ÉTOILE, IENA, 16° ★PASTY-TROCADÉRO Bureaux équipés, 1/2 j., asc., téléph., services, téléx, fax, Eurosignal. DOMICILIATION : 100 x CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS CIDES 47-23-82-10. LES OLYMPIADES Bureaux, 65 chambres, prix hôtels. IDEAL INVESTISSEMENT 47-67-80-32. Part. à part., sud Toulouse (31), vend. 200 F. Vm en vacc. vme fine, Bon C.A. Cave de la rue Droite 7, rue Droite 31200, 100 m², 10 ét. Tél. : 81-84-10-87 81-84-10-82. FEAU HAMPTON 40-08-10-50	Ventes 4° LOCAL EN BOUT. 180 m² 2.900.000 F. 40-20-97-25. LYON-BASTILLE Vend. petit imm. de bureaux + boutique attenante. Ecr. avec réf. 110/111. 70, rue de Grenelle, Paris-7°. Locations GARE EST 150 m² en rez-de-chaussée sur 15.000 F. 40-20-97-25. RÉPUBLIQUE Appartement professionnel 180 m² - 18.000 F. 40-20-97-25. 4° 160 m² Carrière, tous commerces 20.000 F + C.B. 40-20-97-25. 2° APPT GCIAL Bât. mètre, 140 m² 20.000 F + C.B. 40-20-97-25. 11° RUE SEDAINE 120 m² locaux ou bur. 9.000 F. 40-20-97-25. MP JAVEL, 124 m², park. J. DE MONCAN SA 45-63-17-63. locaux industriels Ventes ARGENTEUIL 1.000 m² LOCAUX + ENTREPOT BUREAU 2.900.000 F. 40-20-97-25. VELIZY (78) Pche CC. A vendre, bel imm., R + 1, 1 700 m² pour activités et bur. SOCIÉTÉ 47-42-82-85. Locations GONNESE : à partir de 300 m² PIERREFITTE, 2 800 m² s/10 000 m². COLOMBES à partir de 1 000 m² J. DE MONCAN SA. 45-63-17-63. MONTREUIL 800 m² Locaux et entrepôt. 2 100 F. 40-20-97-25. AUBERVILLIERS 2 200 m², 29 F mètre, le mètre carré. Tél. : 40-20-97-42. fonds de commerce Ventes COEUR DE PARIS. LUXE, HOTEL-STAR, murs en fond. 65 chambres, prix hôtels. IDEAL INVESTISSEMENT 47-67-80-32. Part. à part., sud Toulouse (31), vend. 200 F. Vm en vacc. vme fine, Bon C.A. Cave de la rue Droite 7, rue Droite 31200, 100 m², 10 ét. Tél. : 81-84-10-87 81-84-10-82.	120 m² 180.000 F. 40-20-97-15. boutiques Locations SAGGEL VENDOME 45-22-38-00 PARIS-15° Rue de l'Est : 88 m². Rue de la Tour : 38 m². PARIS-14° Galerie de Claridge, Niveau intéressant, 75 m² + rénovés. GARCHES « LA VERMORELLE » RDC, 180 m², SS 78 m², 2 pges. SAINT-DENIS 375 m² + 82 m² mezzanine. COURBOVOIE LA DÉFENSE Les Danciers, 146 m². CHATOU CHAMPS-ROGER 5 locaux de 30 à 350 m² sans paille de porte J. DE MONCAN SA 45-63-17-63. IMMEUBLES Recherchons tous imm. Bureaux ou occupés. Terrains Paris, Lyon, Nice, Cannes, etc. non occupés HOTEL PARTICULIER DECISION TRÈS RAPIDE. 48-28-41-30. RECHERCHONS POUR INVESTISSEURS DE 1° ORDRE immeubles de bureaux, immeubles d'habitations (même occupés loi 1948), terrains, hôtels partic. Locaux commerciaux. France Connée 48-28-00-75. hôtels particuliers NOCENT PROX. BOIS DE VINCENNES, hôtel particulier 10 p., 1 100 m² de terrain 43-07-14-00, p. 18. viagers Gare de l'Est (gare), station, av. s. d. 400 m², w.c., 4 ét., sans asc., 1 000 000 F. par 1 000 F/m², occupé 50 77 rue, Vierge, C.A., R. L. Belle. 42-88-19-00. DROUOT RARE. Boulevard 181 m², dans bel imm., plan de C. occupé 78 ans, 1 000 000 F. + 15 000 F. Laplace 42-88-19-00. immobilier information PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER L'Annuaire des propriétaires des immeubles recensés 28.000 propriétaires de 38.000 immeubles. SESSAM : 46-22-98-33.	RUE MOUFFETARD revêtement maison ancienne 230 m², 4 ch., 3 s. de bns, verrière + parking. J. DE MONCAN SA 45-63-17-63. ANDRÉSY GARE (78) 1101 m², Maison, 5 pges, sur 500 m², combles amé- nagés, dépend. 800 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. CONFLANS-STE-HUB. (78) Maison, 5 pges, s/250 m², s/ sol total, 1 380 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. CONFLANS PR. RER (78) Maison, 5 pges, s/250 m², s/ sol total, 1 380 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. TRIEL-S/SEINE (78) Belle villa, maison 7 pges, sur 500 m², s/ sol aménagé. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. HERBLAY (95) Maison tradition., 6 pges, s/900 m², s/ sol aménagé. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. CONFLANS PR. GARE (78) Belle maison, 5 pges, com- ble aménagé, sur 400 m², 1 450 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. HERBLAY PR. GARE (95) Sup. Mansart, 8 pges, s/1 000 m². Cah. Vermelle, 38-19-21-27. CONFLANS (78) Maison ancienne, 7 pges, beau terrain, 1 720 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. ANDRÉSY (ENV. 78) Tr. bel imm., 180 m² habit., s/500 m², 1 820 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27. ORGEVAL (78) Belle maison, 7 pges, 1 200 m² s/ sol, 1 500 000 F. Cah. Vermelle, 38-19-21-27.	PROPRIÉTÉS 29 - Part. vd chaudière + plaque sur 8.500 m² parc à 10° des pges, 800.000 F. Tél. : (16) 38-28-80-83 h.c. VAUCLUSE 18 km VANDON-LA-ROMAINE, 5/3 000 m², cour, rénov., 3 chbres, 2 bns, piscine, 12 x 7 m, fonce en béton. Pr. sacrifiée 1 570 000 F. CDS 45-24-40-08. MANTES-LA-JOLIE très belle prop. ancienne construction en pierre, 10 pges principales, salon, s. à manger, 7 chbres, s. de bns, superbe parc à ha- bitat, terrain 4 ha. 7.000.000 F. 48-28-00-75. BOIS DE LA MADELEINE SPERON (92230) (16-37) 85-73-73 nch. pour se chauffer PARIS ET BANLIEUE PAYSAN, TERREAINS, ETANGS, PONTONS, ETC. PAYSAN COMPTANT chez vous nous. châteaux DEAUVILLE 45 KM Château de style, 10 pges, parc 3 ha, mais, gazon et châpelle, 1 200 000 F. (16) 38-27-88-87. terrains MARCHE DES NOTAIRES LE PERREUX-SUR-MARNE 88, rue du Marché Joffre, Terrain constructible 3 873 m² environ, Libre COS 0,2 chbre au 2 lots. Mises à prix : 3 000 000 F. Vla. le 23 mars de 11 à 17 h. M. Bourge : (1) 43-34-15-01. MONTARGIS (45) 50° Paris, direct, sur 800 m² à 400 m du centre-ville. Sur son terrain de 7 ha, bordé par le Rhin, ancienne courbe de ferme, 300 m² + dépendances. ABSOLUMENT RARE Pr. total de l'ensemble 800 000 F, offre 100 F par m² 38-28-80-83, 34/24 h. A M. J.-M. Sylvestre Tél. : 88-45-84-25. forêts Part vd forêt de 30 a. 6,4 hectares, Albi, S. 800. A M. J.-M. Sylvestre Tél. : 88-45-84-25.

Les Belles Propriétés du Monde

 <p>QUERCY Causse de Limagne Maison centenaire partiellement restaurée 136 m², 6 pges, 2 souillards, cave, Grange 145 m², four à pain. Electricité, téléphone, eau par citernes. 32 ha, Près et bois. Alt. 200 m, vue étendue. Isolé et tranquillité 880 000 F. Téléphone : 65-35-75-41. Réf. 638.</p>	 <p>Région de JOIGNY 89 140 km Paris, site valorisé, orbe village. Parc aménagé 3 600 km². Belle propriété 150 m² env. plain-pied, restauration de qualité, ptes tailles, gd séj. cheminée, poutres, 3 chbres, s.d.-bns, w.-c., cuisine, esc., fenêtres en chêne, double vitrage, parfaite isolation, chauff., écuries. 810 000 F. crédit vendeur possible. (1) 46-61-98-34.</p>	 <p>GOUVIEUX Jolie maison, entrée, séjour 46 m² avec cheminée, cuisine aménagée, 5 chambres, salle de bains, w.-c., s/ sol total, garage, jardin 969 m². Prix : 1 700 000 F. (16) 44-53-28-36.</p>
--	--	--

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

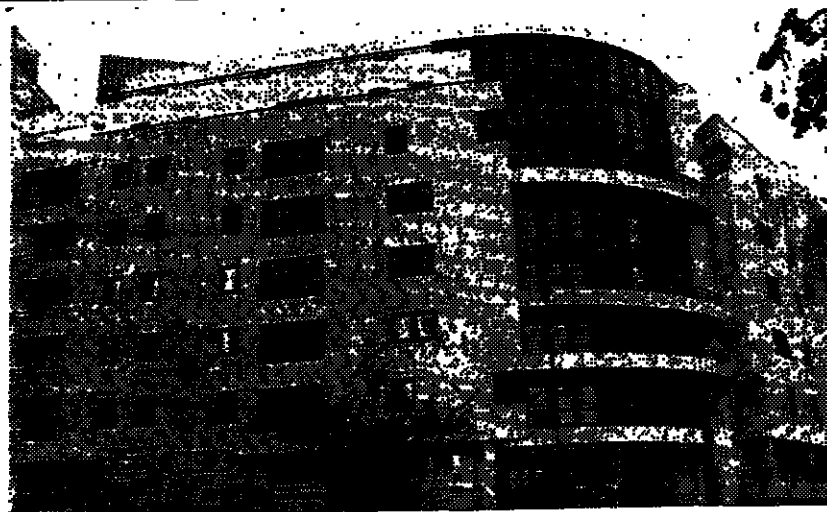
Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges	Type Surface / étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges	Type Surface / charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov. / charges
PARIS								
4^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces	18, rue Oudinot	6.380	4 pièces, parking	74-80, rue de Buzenval	5.460	2 pièces	Rue de Meisson	3.300
75 m ² , 3 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 1.298	80 m ² , 7 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 870	52 m ² , 4 ^e étage	17 bis, bd de Richelieu	+ 620
11^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, parking	7-9, rue Pichon	4.900	3 pièces, parking	19, rue des Belkars	5.795	2 pièces, parking	Suresnes	3.750
72 m ² , 4 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 821	79 m ² , 4 ^e étage	SGI / CNP 43-67-06-38	+ 887	58 m ² , 1 ^e étage	15-22, r. Salomon-de-Rothschild	+ 880
12^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces	18 bis, bd de la Bastille	6.950	4 pièces, parking	Le Pecq	5.300	4 pièces, parking	Suresnes	4.850
84 m ² , 12 ^e ét., park.	AGF 42-44-00-44	+ 990	53 m ² , 1 ^e étage	50, av. Général-Leclerc	+ 1.040	89 m ² , 2 ^e étage	15-22, r. Salomon-de-Rothschild	+ 1.300
650 F an +			3 pièces, parking	Poissy	3.725	3 pièces, parking	Vanves	4.400
13^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, parking	9-11, rue Toussaint-Féron	3.200	71 m ² , 5 ^e étage	3, avenue des Usines	+ 325	72 m ² , 1 ^e étage	7, rue Auguste-Comte	+ 803
45 m ² , 1 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 906	4 pièces, parking	SGI / CNP 30-74-32-14	+ 1.400			
14^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, parking	149-153, r. R.-Lassus	3.810	102 m ² , 4 ^e étage	Versailles, Grand Siècle	5.400			
47 m ² , 5 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 810		20-22, promenade Mosa-Lisa	+ 1.400			
Studio, parking	3, rue Goussier	2.600	91 - ESSONNE					
30 m ² , 2 ^e étage	AXA 40-75-59-24	+ 773	5 pièces, maison	Gif-sur-Yvette	5.900	94 - VAL-DE-MARNE		
15^e ARRONDISSEMENT			107 m ² , garage	41, rue de Charente	+ 100	4 pièces, parking	Cachan	4.600
2-3 pièces	10, rue Edmond-Roger	4.250	4 pièces, parking	SAGEL 48-08-90-36	+ 1.300	85 m ² , 1 ^e étage	4, av. Cousin-de-Méricourt	+ 780
62 m ² , 1 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 740	80 m ² , 10 ^e étage	Massy	3.400	2 pièces, parking	Gentilly	2.400
2 pièces	25, rue de la Croix-Nivert	3.900	92 - HAUTS-DE-SEINE					
55 m ² , 3 ^e étage	AXA 40-75-59-24	+ 750	Studio, parking	Bois-Colombes	2.250	48 m ² , 4 ^e étage	23-25, rue de la Div.-Leclerc	+ 800
2-3 pièces	4, avenue Emile-Zola	5.500	31 m ² , 4 ^e étage	11-17, rue Général-Leclerc	+ 410	4 pièces, parking	Kramlin-Bicêtre	5.116
73 m ² , 1 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 1.109	4 pièces, parking	AGF 42-44-00-44	+ 1.480	83 m ² , 1 ^e étage	12, rue Carnot	+ 1.000
16^e ARRONDISSEMENT			102 m ² , 4 ^e étage	Bois-Colombes	5.250	4 pièces, parking	Nogent	4.977
4 pièces	8, rue A.-Collobert	16.000	2 pièces	11-17, rue Général-Leclerc	+ 1.480	89 m ² , 3 ^e étage	31, rue du Port	+ 850
182 m ² , 1 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 1.500	59 m ² , 4 ^e étage	Boulogne	3.500			
4 pièces	146, rue de la Pompe	10.900	Studio	3 av. J.-B.-Clément	+ 1.230	95 - VAL-D'OISE		
109 m ² , 4 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 880	40 m ² , 5 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 617	Maison, garage	Cormeilles-en-Parisis	5.600
Studio, parking	30-34, rue C.-Lorrain	3.000	3 pièces, park.	Boulogne	2.400	114 m ²	18, allée de la Cascade	+ 234
31 m ² , r.-de-ch.	AGF 42-44-00-44	+ 330	68 m ² , 12 ^e étage	53, av. Pierre-Granier	+ 817	4 pièces, parking	SAGEL 47-78-15-85	
17^e ARRONDISSEMENT			2-3 pièces	Courbevoie	4.800	82 m ² , 2 ^e étage	Sannois	3.945
5-6 p., poss. park.	185, bd Maestharbes	14.900	74 m ² , 3 ^e étage	2, av. du Parc/Place Charrier	+ 400	3 pièces, parking	23, rue Jules-Ferry	+ 430
142 m ² , 5 ^e étage	SAGEL 47-42-44-44	+ 2.881	4 pièces, park.	Neuilly	4.810	86 m ² , 7 ^e étage	Sannois	3.600
19^e ARRONDISSEMENT			87 m ² , 5 ^e étage	161, boulevard Bineau	+ 1.852		27, rue Jules-Ferry	+ 460
4 pièces, parking	10, r. de Belleville	4.900	4 pièces, parking	SAGEL 47-42-44-44	5.350	5 pièces, parking	Sannois	5.035
88 m ² , 1 ^e étage	Rue Hector-Guimard	+ 1.030	82 m ² , 2 ^e étage	Puteaux	+ 870	122 m ² , 5 ^e étage	27, rue Jules-Ferry	+ 640
	AGF 42-44-00-44			19, rue Volta	4.950			
				Puteaux	+ 740			
				1, rue Volta				
				AGF 42-44-00-44				



A COURBEVOIE
Rue de l'Albatros

Soyez les premiers locataires d'un nouvel immeuble UAP.

4 P. 86 m² 5.832 F PPCC
4 P. 90,33 m² 6.134 F PPCC
4 P. 93,19 m² 6.118 F PPCC

Locations Sagel - Vendôme
Agence de Courbevoie
47-78-15-85

ÉVOLUTION DU MARCHÉ LOCATIF A TRAVERS LES INSTITUTIONNELS

Cet immeuble que vous avez depuis longtemps repéré dans votre quartier, vous êtes certain de ne pouvoir y obtenir un appartement que par le biais d'une relation proche ou lointaine, ou bien par le bouche-à-oreille. C'est, pensez-vous, le seul moyen d'accéder au privilège de devenir locataire d'un investisseur institutionnel !

Cela a peut-être été vrai dans le marché de pénurie des années d'après-guerre où chaque propriétaire institutionnel ou non possédait sa propre liste d'attente. Cette époque est largement révolue.

Deux raisons essentielles à cela. D'abord l'offre s'est considérablement développée, mais surtout les mentalités ont largement évolué.

De même qu'il était courant et pour ainsi dire normal de faire toute sa carrière dans la même entreprise, on passait l'essentiel de sa vie dans le même appartement ou la même maison. Aujourd'hui, la mobilité de l'emploi se développe de pair avec la mobilité de l'habitat. Des études récentes de l'INSEE font apparaître que dans les vingt prochaines années, chaque individu changera au moins une fois de métier au cours de sa carrière professionnelle.

Ce mouvement est déjà largement amorcé et il n'est plus concevable de louer ou bien d'acquiescer un bien pour la vie. La bonne tenue du marché de la location des maisons individuelles en atteste, au détriment souvent de celui de l'acquisition.

Chefs de file de cette évolution : les jeunes cadres qui sont soumis à des mutations au sein de leur entre-

prise ainsi que des familles qui modifient leur mode de vie à travers l'évolution des leurs.

Ajoutons à cela que l'éclatement de la cellule familiale (en région parisienne, un appartement sur deux est habité par un foyer mono-parental) entraîne une dérégulation du marché.

Bien sûr, le patrimoine immobilier des institutionnels n'a pas de vocation sociale (il ne reçoit du reste aucune aide particulière) et ses prix de location sont ceux du secteur privé auquel il appartient et aux règles duquel il est soumis.

Mais, tout en suivant les règles du marché, il présente pour le locataire un avantage. Plutôt que de chercher des rendements élevés à court terme à travers des loyers élevés, il préfère fidéliser sa clientèle et jouer sur la durée, avec un maximum de transparence quant aux prix pratiqués sur les loyers.

Une preuve : chaque semaine, cette rubrique vous annonce les appartements mis sur le marché de la location par les institutionnels.

Pour eux, pas question de vous annoncer une vue imprenable... sur une gare de triage ! Ou bien un prix défiant toute concurrence.

Quand on joue la durée, on joue la clarté. Connaissiez-vous beaucoup d'autres propriétaires qui adoptent une démarche commune pour une information claire et concurrentielle ?

B. F.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



SGI-CNP
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Nouveaux caps pour la capitale

On a gagné dimanche soir à Paris. « On a ?... Les urnes, certes, ont désigné l'équipe dirigeante. Il n'est pas sûr que les brumes de la campagne électorale aient laissé entrevoir quel est le cap espéré.

La mandature qui commence emportera pourtant la nef capitale jusqu'aux rives du troisième millénaire. Et Paris, déjà, opère son changement à vue, décore et costumes. Les Parisiens ne l'admettent pas tous. Mais ceux qui s'éloignent quelques années et retrouvent la capitale un matin de printemps en sont aussitôt convaincus.

Il y a près de quinze ans que sont apparues les premières éruptions. Les historiens de l'urbanisme observent que les périodes de récession et de crise sont propices à la naissance des grands monuments : le palais de Chaillot, pour ne citer que lui, a été édifié sous les orages qui assombrissaient l'Europe, aux pires heures de l'entre-deux-guerres. Les chocs pétroliers des années 70 semblent à leur tour avoir servi de rocade pour faire lever de nouveaux champions. L'élection d'un maire à Paris n'est pas non plus étrangère au phénomène.

La ville est désormais en permanence ouverte pour cause de travaux. On parle même des chantiers du président comme on parlait des chantiers du cardinal quand on construisait des églises. Paris devient la métropole des « plus » : le Grand Louvre, avec ses 55 000 mètres carrés de cinquième, briguera le titre de plus grand musée du monde ; la TGB en projet, près de la gare d'Austerlitz, ambitionne d'être la plus grande et la plus moderne bibliothèque du monde. La gare Montparnasse et ses 59 millions de passagers attendus dans six ans sera la plus grande gare de France.

Le béton coule, et si les courbes vertes sont en panne, des espèces de bassins et de fontaines, de pelouses et d'arbres défilent dans les parcs : parc Georges-Bresson, dans le quinzième ; 12,5 hectares, à Bercy ; 13, qui de Javel. On jettera bientôt un nouveau pont — le vingt-neuvième du Paris intra-muros — ce qui ne s'était pas vu depuis un demi-siècle. A la Défense, le



L'équipe dirigeante qui vient d'être désignée par les électeurs aura à charge de conduire la capitale aux abords de l'an 2000. Quels caps choisir ? Paris se modernise, s'embellit. Reste à embellir la vie des Parisiens...

Palais des industries et techniques emplit sa coquille d'un centre d'affaires international, et la Tour de l'Infini ira peut-être caresser les nuages à 400 mètres de haut, tout près du cube édié de la Grande Arche.

A l'est, du nouveau

A l'autre extrémité, inversant le mouvement traditionnel de l'Orient vers l'Occident, celui du soleil et des grandes invasions, l'Est parisien fait peu à peu. Bercy accueillera le ministère des finances et une partie du ministère de l'Agriculture. Ce sera la fin de la suprématie ministérielle du septième arrondissement, d'autant que l'équipement transhumera vers la Grande Arche. La gare de Reuilly a emménagé ses rails pour se donner une ZAC, celle de Tolbiac pourrait en faire autant, et il n'est pas encore exclu que la

gare d'Austerlitz se déplace jusqu'au périphérique. Le réajustage vers l'est, grand dessin charismatique, entre dans les faits. Sans empêcher les Champs-Élysées, les avenues Montaigne et George-V de fertiliser le Triangle d'Or, selon le plan de l'urbanisme et du commerce de luxe.

Dans le même temps, les taudis de Belleville sont rénovés, et la dalle de Montparnasse se vend aux Japonais. La demande d'appartements à Paris érode l'offre. Les prix galopent. Et d'un scrutin municipal à l'autre, la capitale a perdu, en six ans, près de cinquante mille électeurs inscrits. La majorité de Jacques Chirac a elle aussi fondu pendant la même période. Plus de cent mille voix volatilisées. Signe d'un malaise. Celui-là même, peut-être, dénoté par Michel Nio à Lyon, qui mot le doit sur « les choses connotées de la vie ».

Car si Paris s'adapte, s'embellit encore, et se modernise, il n'est pas évident que la vie quotidienne y devienne plus douce. Le logement et la circulation, la cherté des loyers et la place assignée à l'automobile, dont la gauche a fait sans succès ses thèmes de campagne, demeurent deux préoccupations majeures. Il y en a d'autres. Les menaces de pollution, par exemple. L'arrivée d'un élu écologique au conseil de Paris n'est pas le pur fruit du hasard.

Hors les murs

Pour soigner son mal de vivre, Paris peut se tourner vers le périphérique. Là aussi, l'époque du confort est révolue. « Paris est trop petit pour Paris », écrit Prévert. C'était hier, et les hommes politiques ne s'en sont toujours pas aperçus.

L'Europe bat aux murailles. L'adhésion de l'Espagne et du Portugal a tiré son centre de gravité au sud de Bruxelles, offrant à Paris le cadeau royal d'une position privilégiée. TGV, autoroutes et lignes aériennes passent inévitablement par Paris-Roisay. Paris est peut-être bien « condamnée » à devenir la porte de l'Europe.

Paris a mille états dans la main. Le titre de ville-phare qu'elle a si souvent mérité peut encore ne pas lui échapper, si elle parvient à inventer la réponse à la question la plus difficile posée aujourd'hui aux métropoles : comment rester vivable. Vert paradis : impossible. Mais sûrement pas enfer doré.

Dans une cité où le mètre carré vaut au minimum 20 000 F, la gauche n'est pas près de prendre le pouvoir. La majorité municipale se trouve en face d'un formidable défi. Assurer, protéger, fortifier le bonheur de deux millions de Parisiens, de tous ceux qui y séjournent ou y travaillent. Elle en est seule comptable mais elle n'y parviendra pas seule. Elle ne pourra se payer le luxe de ne pas écouter la voix des autres : les Verts, les électeurs de gauche (28 %), les voisins. De tous ceux qui voudraient bien vivre ensemble. Et même — un peu — de l'État.

CHARLES VIAL

PORTRAIT

Les certitudes de « Madame Associations »

Même si tout le monde le déplore, il est de fait que le « climat » des banlieues parisiennes n'incite guère les citoyens à s'intéresser à la vie locale. On rencontre pourtant encore, ici ou là, de ces oiseaux rares qui, sans y avoir un intérêt direct, politique ou financier, se passionnent et se consacrent à la vie de la commune dans laquelle ils ont élu domicile. C'est le cas, à Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, de Marcelle Brosson, une mère de famille qui, à l'âge de quarante-six ans, en a consacré déjà dix-neuf au service de ses concitoyens et de l'animation locale.

« J'ai commencé tout naturellement », raconte-t-elle, « lorsque mes trois enfants étaient d'âge

serais plus utile en gardant ma liberté à l'abri de la crispation de la vie politique. »

« Les faire sortir de leur carcan »

Ce désintéressement a même semblé suspect : « On m'a souvent accusée de vouloir établir souverainement un contre-pouvoir. Mais on a fini par comprendre que je ne cherchais qu'à faire prévaloir une certaine vision de la vie locale, une forme de sens civique. »

La plus forte motivation, finalement, est sans doute de se sentir utile à quelque chose : « En banlieue, les gens sont trop repliés sur eux-mêmes. Il faut les faire

On m'a souvent proposé de faire de la politique, j'ai toujours refusé.

scolaire, en m'occupant d'une association de parents d'élèves. Et puis, de fil en aiguille... »

Après quelques années passées à la présidence de l'association de la Maison des jeunes et de la culture, Marcelle Brosson est aujourd'hui présidente de la Maison des associations, une structure « fédérative » d'aide et d'accueil qui regroupe plus de trente associations aux visées les plus diverses. « Mon objectif », explique-t-elle, « est de favoriser la vie associative à Issy-les-Moulineaux, quelles que soient la nature ou la taille des associations, et même si leurs buts me sont tout à fait étrangers. »

Qu'est-ce qui pousse donc cette femme calme mais énergique à consacrer presque tout son temps libre à une action d'intérêt général ? Ni l'intérêt financier, c'est le moins qu'on puisse dire, ni ses convictions politiques ou confessionnelles, sur lesquelles elle garde la plus grande discrétion, ni, non plus, la soif des honneurs : « On m'a proposé plusieurs fois, assure Marcelle Brosson, de figurer sur telle ou telle liste municipale, mais j'ai estimé que je

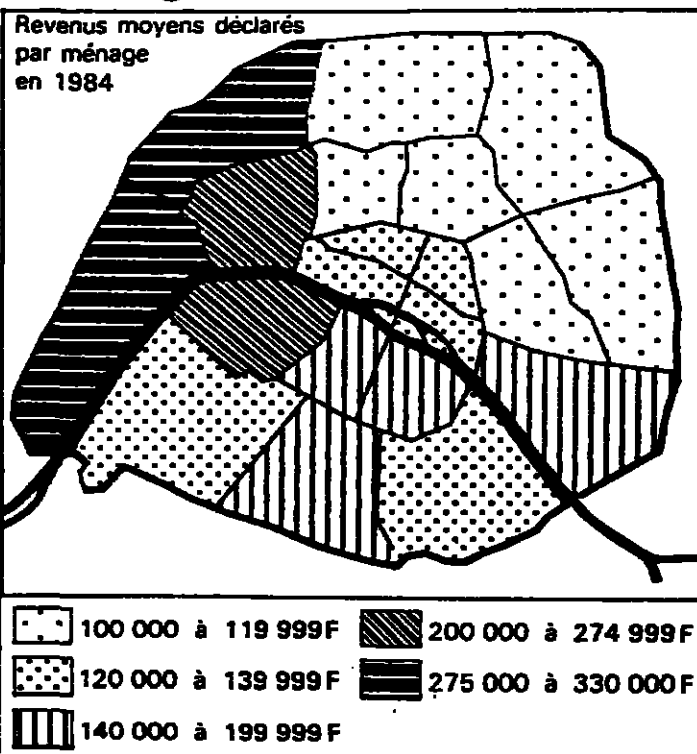
sortir de leur carcan, leur montrer qu'il existe une vie quelque part entre l'individualisme frileux et l'action politique traditionnelle. »

Avec, pour toute récompense, un peu de gratitude et la multitude de contacts et de connaissances qu'une telle activité entraîne : « Je connais maintenant tant de gens dans cette ville, dit Marcelle Brosson, que, si j'ai besoin d'un service ou d'un conseil, je les obtiens aussitôt. Mais ce sont des retombées positives que je n'avais pas cherchées, qui viennent comme par surcroît... »

Détail qui a son importance : Marcelle Brosson est originaire d'une famille d'exploitants agricoles installée dans un petit village du Puy-de-Dôme. C'est peut-être ainsi une certaine tradition rurale et provinciale de convivialité qu'elle a importée en Ile-de-France. « Nous avons même projeté de retourner là-bas, mais nous sommes maintenant trop intégrés ici pour songer sérieusement à partir. »

FRANÇOIS ROLLIN

Le grand écart des revenus



En 1984, les ménages parisiens ont déclaré en moyenne 157 000 F de revenus soit 13 000 F par mois. Supérieures de 8 % à la moyenne régionale et de dix tiers à la moyenne nationale, les ressources des Parisiens présentent de fortes disparités, indique dans sa dernière livraison la direction régionale de l'INSEE de Paris.

Le revenu moyen des ménages du 16^e arrondissement, le plus élevé à Paris, est ainsi trois fois supérieur au revenu moyen le plus bas, celui perçu par les ménages du 19^e arrondissement.

L'écart maximum entre hauts et bas revenus est encore plus fort si l'on considère le revenu par per-

sonne : dans le 16^e, il est plus de trois fois supérieur à celui du 19^e.

L'origine des revenus des Parisiens présente également des différences assez sensibles. Dans la moitié est de la capitale, salaires et retraites constituent l'essentiel des revenus des ménages : dans le 15^e, la part des salaires culmine à 78 % ; dans le 20^e, les retraites atteignent le taux record de 23 %. Dans ces mêmes arrondissements, les revenus de la propriété restent très en dessous de la moyenne régionale.

Dans l'ouest de Paris, où se situent les quartiers à hauts revenus, la part des salaires est nettement inférieure à la moyenne parisienne (59,3 %), et plus encore à la moyenne régionale (70,5 %).

EN BREF

Fontainebleau sous-préfecture

Fontainebleau a perdu sa sous-préfecture le 10 septembre 1976. C'était la conséquence d'une loi votée à l'époque du président Pompidou, privant cent six communes françaises de leurs sous-préfectures et tribunaux de première instance. Dès le 30 septembre 1976, les quatre-vingt-neuf maires de l'arrondissement de Fontainebleau contestaient cette décision. Leurs successeurs qui les ont suivis dans leur revendication n'ont pas cessé de réclamer le rétablissement de la sous-préfecture venant d'avoir gain de cause. Soixante-trois ans après.

En redonnant sa sous-préfecture à Fontainebleau, le ministre de l'Intérieur a tenu compte des changements intervenus dans le département. La Seine-et-Marne connaît en effet le rythme de croissance démographique le plus important de la région. Ce qui avait déjà amené, en 1960, la nomination d'un sous-préfet chargé de mission auprès du préfet pour suivre les problèmes de l'arrondissement chef-lieu (Melun) auquel étaient rattachés les six cantons de l'ancien arrondissement de Fontainebleau.

« Il était temps qu'on reconnaisse la réalité du sud seine-et-marne », estime Paul Sérany, président du conseil général et maire de Fontainebleau.

« Avec une population de 140 000 habitants, le nouvel arrondissement est aussi important que certains départements de province. D'autre part, il affiche un caractère particulier, à vocation touristique et résidentielle, qui méritait d'être pris en considération. »

La sous-préfecture viendra compléter l'infrastructure judiciaire et administrative déjà bien étoffée de ce sud seine-et-marne qui dispose d'un tribunal de grande instance, d'une compagnie de gendarmerie, et de trois commissariats.

Rude et sa maison

En l'honneur du Bicentenaire et un peu en avance sur l'horaire officiel, l'Arc de triomphe a été débarrassé de ses voiles tricolores pour apparaître dans toute sa gloire. C'est sur le pied droit du monument, inauguré en 1836, que François Rude, fils de révolutionnaire et combattant de juillet, sculpta le *Départ des volontaires*, plus connu sous le nom de *Marcelline*.

François Rude mourut en 1855, dans un petit hôtel, qui existe toujours, au 18 de la rue Henri-Barbasse. C'est une jolie maison du dix-huitième siècle dont le bâtiment

C.-L. P.

HUMEUR

Métro misère

On plonge le nez dans son journal, on scrute de côté l'air de rien ; on fait les yeux vagues. Surtout ne pas croquer le regard de l'autre. Car il est là, debout, ce héros de la misère, il vous a interpellé d'un extrême bout du wagon. Interpellé quelque part, comme disent les pays. Au cœur ou au portefeuille. Aux deux, mon bon métropolitain.

Il fait le 9, le plus long ligne sous Paris, près de 16 kilomètres, sans compter les prolongations en banlieue. Un beau parcours, bigarré, en arc de cercle, de Rueil-Malmaison à Montreuil la mairie, passant par les beaux quartiers, XVI^e et Clie, frôlant les Champs, longeant les Grands Boulevards, le Voltaire des manifestations, roulant sous les Pucelles de la porte.

Pour donner mauvaise conscience, les quais suffisent avec leurs clochards. Non pas le folklorique d'autrefois, de la

Maube, avec sa barbe et son chien. Non, les nouveaux, les jeunes. Par paquets de trois, quatre... Chaque station a les siens. Les trente-sept stations de la déresse, un moderne chemin de croix.

Lui a choisi, la manche mobile. Il se déplace, descend, monte, charge... La voix est forte, le discours bref et brutal : « Je sors de prison, je n'ai pas d'argent, une femme et deux enfants. Pouvez-vous m'aider ? un ticket restaurant, une pièce. D'avance merci. » Il n'est pas le seul à pratiquer l'apostrophe.

Certains parlent bas. D'autres exhibent leurs plaies ou leur infirmité. Le sida aussi est invoqué. Vrai ou faux. Une cour des miracles sur rail. La Muerie, un récompense la meilleure tirade. Ou quoi ? On se tait. On regarde de côté. On plonge le nez dans son journal.

MICHEL BOYER.

principal de deux étages s'élève au fond d'une cour pavée, bordée de deux ailes inégales, dont la gauche, la plus importante avec une façade sur rue, est la seule habitée. Le toit a été refait en ardoises et non pas en tuiles comme à l'origine. Le bâtiment du fond et l'aile droite ont été au lycée Lavoisier dans un état de total abandon, les fenêtres y sont ouvertes, comme pour permettre à la pluie d'y pénétrer. On a le sentiment que le ministère de l'Éducation nationale, propriétaire des lieux, laisse aller les choses, volontairement (?) pour agrandir peut-être le lycée.

« Il ne s'agit pas d'une architecture noble », écrit une habitante de la rue Henri-Barbasse, justement alerte, « mais c'est la seule maison de caractère qui subsiste de ce côté de la rue, et c'est là que vécut et mourut l'auteur de la *Marcelline*. C'est donc un témoin qu'il faut respecter dans un quartier qui a été passablement malmené. »

A. J.

Le Palais à quinze ans

Le Palais des congrès de Paris, situé à la porte Maillot, considéré comme le premier dans sa catégorie — deux cent dix congrès internationaux y ont été réunis en 1988 — vient de fêter son quinzième anniversaire, puisqu'il a été inauguré le 28 février 1974.

Édifié par la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui en assure depuis la gestion, sur un terrain appartenant à la Ville de Paris, le Palais abrite une cinquantaine de salles de congrès (dont un grand auditorium de 3 700 places), 6 000 mètres carrés de surfaces d'exposition, deux studios de télévision, deux régie vidéo ainsi qu'une galerie marchande de quatre-vingt boutiques.

Depuis 1986, les dirigeants du Palais des congrès ont déposé un projet prévoyant une extension d'environ 50 % de sa superficie. Ils demandent, vu les retombées économiques importantes pour la capitale française, que la Ville de Paris prenne à son compte une partie de la charge foncière, particulièrement élevée, nécessaire pour cette extension.

سكوا من الأصل

Économie

SOMMAIRE

■ Tout en annonçant des profits records pour 1988 (8,9 milliards de francs), M. Raymond Lévy, président de Renault, assouplit sa position sur les normes de pollution (lire ci-dessous).

■ Pourtant proche de la gauche, M. Jérôme Seydoux, président de Chargeurs SA, se heurte au gouvernement sur trois dossiers : UTA, Spontex et la Cinq (lire ci-contre).

■ A l'occasion de sa trentième assemblée générale, à Amsterdam, la Banque inter-américaine de développement augmente son capital et crée une nouvelle procédure de prêts (lire page 32).

AFFAIRES

Avec 8,9 milliards de bénéfice net en 1988

Renault annonce les plus « beaux résultats » de l'industrie française

« Une entreprise normale, débarrassée des pesanteurs, en constant progrès ». Le PDG, M. Raymond Lévy, a pu se féliciter des « beaux résultats » de Renault pour 1988 présentés le mardi 21 mars. Joli printemps. Avec 8,9 milliards de francs de bénéfice net, le record historique de 1987 (3,689 milliards) est pulvérisé. Renault, première entreprise du pays avec un chiffre d'affaires de 161,4 milliards de francs, est aussi la plus importante sur les marchés étrangers (51,8 % de ce chiffre d'affaires) et, à moins que Peugeot, dont on attend la publication des résultats pour avril, ne lui ravisse le premier rang, celle qui réalise le plus grand profit.

En fait, Renault n'est pas une exception. C'est l'année 1988 qui a été favorable aux fabricants d'automobiles. Le marché, que l'on avait prêté stable ou même en retrait après le krach boursier d'octobre 1987, a été, en réalité, mirifique dans le monde entier, en Europe surtout (+ 5 % avec 13 millions de voitures particulières) et en France (+ 5,3 % avec 2,2 millions de voitures). En outre, les différents constructeurs, se partageant un gâteau en croissance, ne se sont pas battus à coups de ristournes. Les prix ont suivi, grosso modo, l'inflation. Comme, de leur côté, les coûts de production ont poursuivi le recul amorcé chez Renault avec l'arrivée de Georges Besse en 1985, le marché a été aussi large que payant. D'où les 8,9 milliards de francs.

Les « causes de satisfaction » de M. Lévy ne tiennent pas qu'à ce chiffre, mais d'abord au fait que toutes les activités de Renault y ont contribué. L'automobile, bien entendu, pour les deux tiers du total. Mais aussi les camions, avec une contribution de 878 millions de francs de Renault Véhicules industriels, ainsi que les machines agricoles et diverses, pour 125 millions de francs. Seul Renault Automation reste dans le rouge, un problème qui « sera réglé cette année ».

Ensuite, la politique sociale, où le PDG observe « un changement de culture » du personnel dont il se félicite. L'accord d'intéressement signé au début 1988 aboutit à la distribution de 470 millions de francs, ce qui

représente, par personne, 6 % de la rémunération moyenne de l'année.

Le bilan, point fragile de la Régie, s'est trouvé en partie restauré. Renault, alourdi par ses dettes, ne valait rien jusqu'à fin 1988. Le groupe a, à cette date, retrouvé une valeur comptable (situation nette) de 14 milliards de francs. De solides provisions ont été passées pour des restructurations en Espagne (1,6 milliard de francs), pour des frais de démarrage (1,6 milliard de francs également) et pour un prépaiement d'intérêts (500 millions). L'endettement a été allégé de 10,5 milliards par les efforts propres de l'entreprise et par les fameux 12 milliards de francs de dettes que l'actionnaire public a décidé d'annuler. Cette opération n'a pas rapporté d'argent à Renault — les bénéfices auraient été les mêmes à 500 millions de francs financiers près — mais elle ramène l'endettement total de 46,4 à 23,8 milliards de francs.

Extrême prudence

Toutefois, Renault reste d'une prudence extrême. En témoignent des usines en sous-capacité — Renault pourrait vendre plus — et en sous-effectif. Le personnel a été réduit de sept mille salariés malgré la croissance ; il le sera encore d'autant en 1989 du fait des gains de productivité, qu'il n'est pas question de relâcher. De même pour les investissements. Ils se sont accrus de 7 à 7,3 milliards de francs (de 6,1 à 8,8 milliards pour les engagements d'investissements), mais M. Lévy ne veut pas augmenter les capacités alors que la Régie a vu ses parts de marché se réduire en France (29 % en 1988 contre 30,5 % en 1987) et en Europe (10,2 % contre 10,6 %). « Je tiens à ménager l'avenir ». En fait, le PDG croit impossible la continuation de l'actuelle euphorie. L'arrivée des Japonais en Europe, les surcapacités restantes, vont rogner et les volumes vendus par chacun et les marges, 1988, année exceptionnelle : « engrangeons ! Joli printemps, restons couverts ».

E. L. B.

Cent cinquante « laissés-pour-compte » assignent la Régie devant les prud'hommes

« La réduction des effectifs ne s'est pas faite sans licenciements ». L'initiative de la CFDT, cent cinquante ouvriers licenciés de Billancourt il y a un, deux ou trois ans et toujours chômeurs, presque tous immigrés, ont déposé mardi 21 mars un recours devant le conseil des prud'hommes de Boulogne (Hauts-de-Seine). Ils font valoir l'insuffisance des plans sociaux mis en place par la Régie.

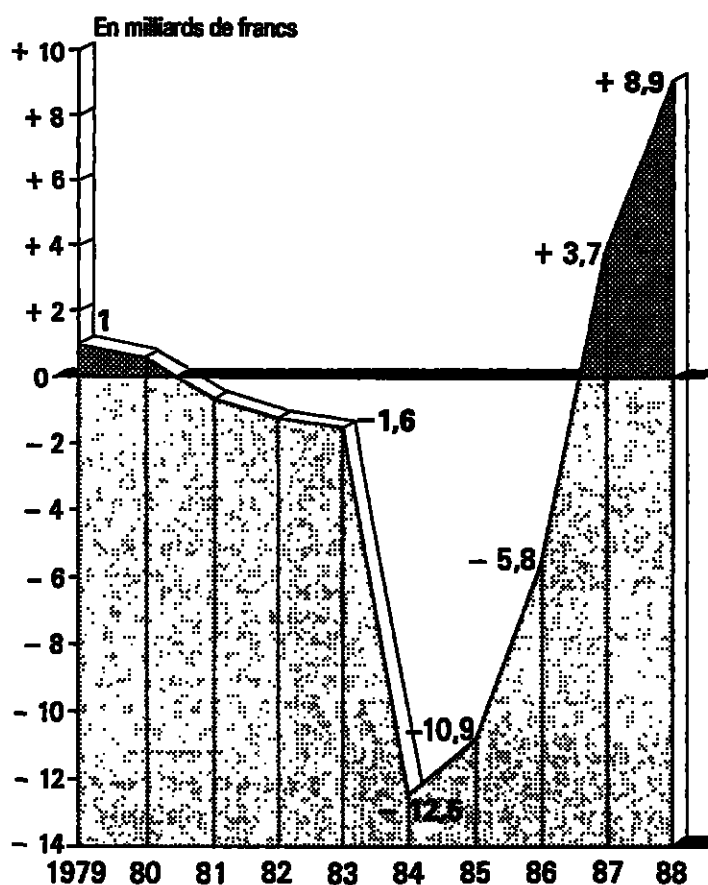
Les 150 plaignants (sur 2 300 licenciés en trois ans, selon la CFDT) étaient depuis longtemps à la Régie : 84 % avaient plus de quinze ans d'ancienneté. Presque tous ont plus de quarante ans, la moitié plus de cinquante ans, 60 % ont au moins quatre enfants, 45 % ont été victimes d'accidents du travail, atteints d'une maladie grave ou d'un handicap reconnu. « Des cas sociaux », dit la CFDT, « on a éliminé d'abord les travailleurs âgés, handicapés, malades ou mal vus, puis ceux jugés incapables de s'adapter à l'évolution de la production. Les moins bien armés pour retrouver un emploi ».

Les plans sociaux, selon la CFDT, n'ont pas tenu compte. L'aide au retour a concerné un millier d'ouvriers en 1985-1986, mais essentiellement des jeunes qui avaient un projet de réinsertion, alors que « la plupart des immigrés de Billancourt avaient leur famille en France, leurs enfants y étaient nés, ils avaient choisi d'y vivre ». La mobilité n'a pas donné les résultats escomptés, car elle a souvent été freinée : ainsi a-t-on parfois écarté des mutations les familles de plus de quatre enfants ou (comme à Choisy) ceux qui avaient un handicap. Selon le syndicat, les « congés de conversion » ont été « sabotés », n'offrant de perspectives ni pour

l'emploi ni pour la formation. L'« allocation de conversion » a été une « tromperie », parce qu'elle ne permettait pas de se reconverter.

« Nous ne voulons pas que cela se reproduise à l'avenir. Nous tirons la sonnette d'alarme », a déclaré M. Daniel Labbé, secrétaire général du syndicat CFDT de Renault-Billancourt. Il est inadmissible que la Régie, au moment où elle annonce des bénéfices historiques, ne se préoccupe pas de ceux qui elle a mis dehors ».

La CFDT réclame le rétablissement et l'extension des congés de fin de carrière et du travail à mi-temps, supprimés en 1987, des aides pour la mobilité, des formations pour les plus jeunes, des mesures de réduction et d'aménagement du temps de travail. Elle va aussi aider les licenciés à constituer une association pouvant rechercher des aides, des formations et des emplois.



M. Lévy veut des voitures « vertes »

Après la décision du gouvernement néerlandais de subventionner les voitures « propres », après aussi les municipalités qui ont démontré la force des écologistes, le discours de Renault sur la pollution a changé, gagnant en simplicité. Comme d'ailleurs, celui de Fiat.

Les dégrèvements fiscaux accordés par la Haye aux propriétaires de voitures qui s'équipent aux normes supérieures à celles prévues par les Européens coupent en deux le marché unique. Comme, d'autre part, il avait été décidé de classer les différents cylindres en trois régimes : « propre », « propre », « propre ». Ce système a été simplifié en une normalisation qui se renforcera par étapes. M. Lévy pense que ce système est désormais trop complexe. Quitte à adopter des normes, « il ne faut pas traîner et ne pas aller d'étape en étape (...). Nos bureaux d'études font trois systèmes antipollution pour chacun de nos moteurs. C'est déprimant ». Il propose donc une seule norme, européenne et non américaine, applicable d'un seul coup. Cela suppose une baisse de la fiscalité de l'essence sans plomb.

Ce discours va gêner M. Calvet. Le patron de PSA veut encore expliquer aux Verts que le système antipollution choisi (pot catalytique) n'est pas bon et qu'il convient d'attendre que les moteurs soient propres. En outre, l'opposition entre les deux groupes est tranchée sur le diesel. M. Calvet explique que ce type de moteur est propre. M. Lévy en doute, réclame des normes comparables et dénonce les « subventions » de 1,5 F par litre dont jouit ce carburant par rapport aux fiscalités sur l'essence. Les constructeurs français, surtout Peugeot, le plect sur le frein de l'écologie, s'étaient donné une image de pollués alors même qu'ils essaient d'attaquer les marchés de l'Europe du Nord. M. Lévy a compris le danger de cette position rétrograde. Il veut désormais rouler devant.

Les chantiers navals français et allemands souhaitent une riposte commune aux Sud-Coréens

Plusieurs chantiers européens, notamment les allemands Howaldtswerke-Deutsche Werft à Kiel, et Bremer Vulkan à Brême, et Alstom (chantiers de l'Atlantique) à Saint-Nazaire, ont décidé d'unir leurs efforts pour faire face et riposter à la politique de « dumping effréné pratiquée par les chantiers sud-coréens dont les pertes atteignent le milliard de dollars par l'année dernière », indique Alstom dans un communiqué, le 21 mars.

Les prochains grands contrats de navires porte-conteneurs pour les armements néerlandais Nedlloyd, et pour le groupe public français Compagnie générale maritime, « serviront de test à la volonté et à la capacité de l'Europe » à défendre sa part du marché mondial de la construction navale, actuellement inférieure à 20 %, ajoutent les responsables du groupe français qui parlent d'« agression » sud-coréenne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR

Obligations à taux variable mars 1988

- Taux 1989 : 8,0843 %
Les intérêts courus du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989 seront payables à partir du 1^{er} avril 1989 à F 363,79 par titre de F 5 000 après une retenue à la source de 12 % sur le montant net de F 404,22.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 60,60 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 6,08 faisant ressortir un net de F 295,11. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux variable mars 1984

- Taux 1989 : 8,9525 %
Les intérêts courus du 2^{er} avril 1988 au 1^{er} avril 1989 seront payables à partir du 2^{er} avril 1989 à F 402,86 par titre de F 5 000 après une retenue à la source de 12 % sur le montant net de F 447,63.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 67,11 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au

titre des contributions sociales, soit F 8,94 faisant ressortir un net de F 326,81. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR

Obligations à taux variable mars 1987

- Taux 1989 : 16,1686 %
Les intérêts courus du 22 mars 1988 au 22 mars 1989 seront payables à partir du 22 mars 1989 à F 808,43 par titre de F 5 000.
En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 202,10 auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 16,16 faisant ressortir un net de F 590,17. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Les difficultés de M. Jérôme Seydoux

M. Jérôme Seydoux, président du groupe Chargeurs et proche de la gauche, aurait-il déplié au gouvernement ? Trois affaires en cours retiennent en effet l'attention : sa compagnie aérienne, UTA, n'obtient toujours pas l'autorisation de développer des lignes concurrentes d'Air France, sa filiale Spontex ne pourra être vendue à l'américain 3M et l'indemnisation des anciens actionnaires de la Cinq — dont M. Seydoux — traîne en longueur. Dans les trois cas, des décisions gouvernementales contrarient la stratégie décidée par M. Seydoux pour son groupe.

La compagnie UTA réclame le droit de relier cinq villes de province aux Etats-Unis

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

La compagnie aérienne privée UTA ne se résigne pas. Empêchée de desservir les Etats-Unis par le gouvernement Chirac et l'Europe par le gouvernement Rocard, UTA contre-attaque en demandant à relier deux fois par semaine Bordeaux, Toulouse et Marseille à l'aéroport de Newark à New-York, et trois fois par semaine Mulhouse et Lille au même aéroport américain. Début des vols au mois de juin avec un DC-10.

Pour appuyer cette demande, transmise le 2 février à M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, UTA a sorti le grand jeu du lobbying : encarts publicitaires dans les journaux régionaux pour offrir aux provinciaux le droit de choisir leur transporteur, conférences de presse et tables rondes, dont la première s'est tenue le 21 mars à Bordeaux en présence des représentants patronaux de la région Aquitaine.

Pourquoi cette offensive ? Parce que UTA ne peut plus se contenter de desservir seulement l'Afrique noire en crise et un Pacifique où la concurrence fait rage. Pas plus qu'elle ne peut attendre patiemment le 1^{er} janvier 1993, quand les murailles du protectionnisme s'effondreront en Europe : les « petites » compagnies britanniques comme Air Europe ou Britannia, qui ont commandé des dizaines d'avions, décolleront en concurrence dans une France anesthésiée par la réglementation. Si elle ne réussissait pas, il ne resterait plus à UTA qu'à accepter la proposition de rachat

pour le compte d'Air France, faite par le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy. M. Jérôme Seydoux, patron de Chargeurs SA, le propriétaire d'UTA, a repoussé cette éventualité.

Des vols entre les cinq villes françaises et Newark ne feraient pas de tort à Air France, affirme M. René Lapeyre, PDG d'UTA. « D'après un sondage, 60 % des passagers aériens de ces métropoles à destination des Etats-Unis voyagent sur des compagnies étrangères ». Il estime que le fait d'être deux pour résister aux assauts des six compagnies américaines « peut être bénéfique pour le pavillon français, qui n'a pas cessé de reculer depuis quatre ans sur l'Atlantique nord ».

Si l'histoire récente se répète, il est vraisemblable que l'administration trahira les pieds pour instruire le dossier d'UTA, et que le Conseil supérieur de l'aviation marchande, acquis à Air France, rendra un avis défavorable. M. Delebarre prendra encore quelques mois pour réfléchir à cette amorce de concurrence franco-française, qu'il a condamnée. En septembre prochain, Air France demandera à son tour à réaliser ces dessertes provinciales, qu'elle jugait jusqu'à présent non rentables mais que la réception de deux Airbus A-310, précédemment rachetés à Wardair, rendra viables malgré un faible trafic. Naturellement, elle obtiendra satisfaction. Bordeaux-Newark rejoindra Paris-Boston et Tokyo-Papeete sur la liste des lignes régulières ouvertes ou rouvertes par Air France, parce que UTA s'y intéressait d'un peu trop près.

ALAIN FAUJAS.

Spontex ne sera pas vendu à 3M

Six mois ont été nécessaires au gouvernement pour prendre une décision, mais depuis mardi 21 mars, c'est officiel : le groupe Chargeurs, dirigé par M. Jérôme Seydoux, ne pourra pas vendre sa filiale Spontex au groupe américain 3M (le Monde daté 19-20 mars). M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, estiment, pour justifier ce refus, que l'opération « conférerait au nouvel ensemble une position largement dominante (75,6 %) sur le marché des produits récurants (...) renforcée par la position dominante de Spontex sur le marché connexe de l'éponge ».

Les services de la Rue de Rivoli s'inquiètent de cette possible « atteinte à la concurrence sur le marché français, condition d'une maîtrise durable de prix » et ce malgré le feu vert donné à l'opération par le conseil de la concurrence le 21 février dernier.

Le groupe Chargeurs avait décidé de vendre, l'été dernier, sa filiale, numéro un mondial de l'éponge, pour 1,1 milliard de francs à 3M pour financer ses ambitions dans la filière laine et le

transport aérien (le Monde du 17 mars).

Aujourd'hui, il se trouve devant une autre offre, apparue in extremis et regroupant Hutchinson, filiale du pétrolier national Total, et divers financiers dont le fonds d'investissement Euris et la firme LBO France. Cette dernière solution semblerait moins avantageuse pour Spontex que l'offre de 3M car elle conduirait à accroître l'endettement du fabricant d'éponges, sans lui apporter d'aussi importantes possibilités de développement.

Certains, chez Total, font en revanche remarquer les complémentarités commerciales entre la gamme grand public d'Hutchinson (gants de ménage notamment) et celle de Spontex. Reste à savoir si M. Seydoux sera convaincu par ces arguments.

Un actionnaire malheureux de la Cinq

A l'automne 1985, M. Jérôme Seydoux obtint, en tandem avec M. Silvio Berlusconi, la concession de la cinquième chaîne, que le gouvernement de M. Chirac dénonça aussitôt parvenu au pouvoir. Lors de la rétrocession de la Cinq à M. Harsant et Berlusconi, en février 1987, le groupe Chargeurs conservait 10 % de la nouvelle structure. N'ayant pas suivi les augmentations de capital de la chaîne, M. Seydoux n'en détiendrait plus que 7,3 %, et doit donc assumer une part égale des pertes de la chaîne, estimées actuellement à plus de 1,5 milliard sur deux ans. Le groupe réclame toujours une indemnisation de 1,1 milliard pour l'annulation de sa concession. Une ligne spéciale est prévue pour de telles indemnisations dans le budget 1989 du ministère de la culture. Mais cette ligne ne concerne que l'ancienne TV6. Et elle est vide de crédits...

550 من الأصل

Économie

L'offre amicale d'achat d'une firme chimique américaine (6,7 milliards de francs) par Elf Aquitaine

« Nous ne sommes pas des raiders »

nous déclare M. Puéchal, PDG d'Atochem

La société pétrolière française Elf Aquitaine a fait connaître lundi 20 mars son intention d'acquiescer à la firme chimique américaine Pennwalt pour un montant de 1,06 milliard de dollars (6,7 milliards de francs environ).

C'est une opération d'ampleur légèrement supérieure à l'achat d'American Can

par Pechiney. La branche financière d'Elf aux États-Unis, Elf Aquitaine Inc., devrait déposer avant la fin de la semaine une offre publique d'achat, qui a d'ores et déjà reçu l'agrément des dirigeants de Pennwalt.

Si elle réussit, le chiffre d'affaires de cette firme (1,02 milliard de dollars) 6,5 milliards de francs viendrait renforcer le

pôle chimique d'Elf aux États-Unis, comprenant la filiale M & T (400 millions de dollars) et Atochem Inc. (270 millions de dollars).

M. Jacques Puéchal, responsable de la branche chimie du groupe pétrolier français et PDG d'Atochem commente cette opération.

« Comment avez-vous pris contact avec Pennwalt ?

— Nous connaissons cette société, car nous sommes attentifs à tout ce qui se passe sur le marché américain, mais nous n'avions pas particulièrement de contact avec elle. Tout a commencé lorsque les dirigeants de Pennwalt, en réponse à l'attaque de Centaur Partners, ont fait savoir voilà trois semaines qu'ils étaient prêts à réfléchir à toute pro-

position leur permettant de contre-attaquer. Nous avons eu connaissance de ce communiqué, et des contacts ont été pris via les banques d'affaires. Nous avons présenté rapidement une offre, et le conseil de Pennwalt l'a approuvée dimanche dernier à 18 h 30, heure locale. Le conseil d'administration d'Elf a entériné l'accord lundi en fin de matinée, et nous l'avons immédiate-

ment rendu public en France et aux États-Unis.

— Quelles sont les chances de réussite de l'offre ?

— Nous n'en sommes qu'au début de l'opération. Dès que nous aurons officiellement déposé les documents de l'OPA, nous aurons vingt jours pour recevoir les réponses des actionnaires. A priori, l'affaire se présente favorablement. L'accueil de la communauté finan-

cière américaine a été normal puisque l'action Pennwalt atteint des cours très proches de notre offre.

— Le prix offert n'est-il pas élevé ?

— Nous offrons 20 % de plus que Centaur Partners. C'est un prix qui nous semble équitable. D'un point de vue purement financier il est plutôt dans la partie haute de la fourchette, mais d'un point de vue industriel je peux vous dire qu'il est dans la partie basse.

— Comment le groupe Elf va-t-il financer cette acquisition ?

— Elf n'a pas de difficulté pour mobiliser à court terme une telle somme. Le financement se fera pour moitié par autofinancement et pour l'autre moitié par emprunt sur le marché américain, emprunt lancé par Elf Aquitaine Inc.

— Commentez-vous conserver Pennwalt en l'état ?

— Nous ne sommes pas des raiders. Nous ne cherchons pas le profit à court terme par la revente d'actifs. Nous cherchons des profits industriels, et si nous achetons Pennwalt c'est pour envisager des développements communs avec Elf-Chimie. Nous inclurons cette société dans la branche chimie du groupe, et elle en sera une filiale particulière.

— Quelles synergies trouvez-vous dans l'opération ?

— Elf est, pour la chimie, présent dans trois secteurs d'importance comparables : la pétrochimie (et les plastiques lourds), la chimie du chlorure (et les PVC) et enfin ce que les Américains appellent la chimie de spécialité. Pour les deux premiers secteurs, nous avons des ambitions européennes. Pour le troisième, nous avons un approche mondiale des marchés, produits et technologies. Pennwalt se classe dans ce troisième secteur pour la majeure partie de ses produits, ce qui démontre son intérêt pour nous.

Propos recueillis par
DIDIER POURQUERY.

Une société bien tranquille

Créée en 1850 par un groupe de Quakers (puritains), pour exploiter des gisements de sel en Pennsylvanie, Pennwalt est une société moyenne (5 000 salariés) typiquement américaine. Depuis son inscription en 1883 à la Bourse de New-York, elle n'a jamais cessé, fait exceptionnel, de payer annuellement des dividendes à ses actionnaires.

Une belle société, bien tranquille qui, du sel, est passée à la chimie de base (chlorure, soude) puis aux dérivés du soufre utilisés notamment dans les raffineries et enfin à la chimie de « spécialité » : plastiques techniques servant à isoler les câbles ou les bâtiments, dérivés du fluor visant à remplacer le fameux CFC — responsable de la dégradation de la couche d'ozone, — etc. Une société qui réalise aujourd'hui un bon tiers de son chiffre d'affaires (1,025 milliard de dollars) en dehors des États-Unis, avec des implantations industrielles en Amérique latine, au Japon et en Europe.

Pennwalt, à l'abri de ses bénéfices, certes modestes (50 millions de dollars en 1988) mais constants, n'avait ni vu ni sentie aucune raison de se jeter dans les bras du premier groupe public français. N'étaient les menaces pesant sur sa survie. L'attaque surprise lancée en décembre de l'an dernier par un groupe de ra-

iders, Centaur Partners, qui, selon une tactique maintenant éprouvée, ramassait discrètement un paquet d'actions (13 % du capital) avant de lancer une OPA hostile à 100 dollars l'action (soit au total environ 700 millions de dollars) ne constituait pas une vraie surprise. Depuis plus d'un an, Pennwalt figurait en tête de la liste des « cibles » de Wall Street.

Soupçonner les attaques de vouloir « se payer sur la bête » en revendant, pour payer l'acquisition, une partie des actifs, la direction du groupe chimique avait, en 1988, tenté de se défendre en cédant d'elle-même certaines filiales afin de dégager des fonds. Pennwalt vendait ainsi sa branche pharmaceutique au britannique Fisons et ses activités d'instruments scientifiques au suédois Alfa Laval.

L'irruption du « chevalier blanc »

Précaution inutile. Pennwalt n'avait pas les reins assez solides pour résister aux attaques, lesquelles maintenaient leur offre et majoraient même le prix proposé — de 100 à 110 dollars par action. L'irruption d'Elf Aquitaine, agissant en l'occurrence comme un « chevalier blanc », constituait donc pour Pennwalt la seule chance de survie.

Contrairement aux raiders, le groupe français a en effet un intérêt industriel évident à préserver les activités (donc les emplois), l'image et la direction de la société américaine. Cherchant depuis longtemps à élargir les bases géographiques de sa branche chimique et à étoffer celle-ci de nouvelles spécialités, le groupe français est prêt à payer cher pour prendre Pennwalt en bloc. L'étude sur l'industrie chimique faite par M. Le Floch, ancien président de Rhône-Poulenc, conclut d'ailleurs à la taille insuffisante des groupes français.

En l'occurrence, le prix offert par Elf (132 dollars par action) est supérieur d'un cinquième à la dernière proposition de Centaur, et dépasse largement (de 15 dollars) le cours de l'action avant l'annonce de l'OPA.

Un coût élevé, mais largement supportable pour Elf, très peu endetté, et qui a réalisé l'an dernier 7 milliards de francs de bénéfices. Un coût jugé raisonnable même par les syndicats, lesquels, pour une fois d'accord avec la direction, soulignent l'étonnante complémentarité industrielle et géographique existant entre Pennwalt et Atochem, la filiale chimique d'Elf.

V.M.

Les chimistes français gagnent lentement du terrain aux États-Unis

PRINCETON
de notre envoyé spécial

La chimie française aux États-Unis ? Elle fait sourire les Américains. Mépris dédaigneux. Leur propre chimie, première du monde, pèse, il est vrai, bon poids : 230 milliards de dollars (1) de chiffre d'affaires, et 24 milliards de dollars de bénéfices. En face, les entreprises françaises qui se sont implantées outre-Atlantique n'ont réussi à grignoter que 2,5 % du gâteau, soit moins de 5 milliards de dollars. Beaucoup moins que les trois Allemands (Bayer, Hoechst et BASF), qui tiennent 6 % du marché, moins que les Suisses (Ciba-Geigy, Hoffman La Roche, Sandoz), dont la part voisine 5 %, et à peine plus que le seul groupe britannique ICI, lequel, à coups d'acquisitions, a porté sa part à 1,5 % du total.

Encore discrète, la chimie française s'efforce aujourd'hui de rattraper le temps et le terrain perdus. C'est Elf Aquitaine qui, le premier, en 1977, avait donné le signal de départ en rachetant M and T, dont la chimie minière allait heureusement renforcer ultérieurement les activités chimiques trouvées dans la corbeille de Texas Gulf (repris en 1981). Presque dix ans plus tard, ce fut

au tour d'Air Liquide de passer à l'attaque en acquérant, en octobre 1986 Big Three, la plus grosse acquisition française aux États-Unis à ce jour. Dans la foulée, Rhône-Poulenc a repris coup sur coup l'agrochimie d'Union Carbide en novembre 1986 — très affaiblie par le terrible accident de Bhopal, — puis la chimie minière de Stauffer en septembre 1987, rachetée à ICI, et enfin en février 1989 des activités de Monsanto dans l'aspirine.

Des créneaux porteurs

Seul revers dans ce palmarès : l'échec de l'OPA lancée fin 1987 par la filiale pharmaceutique d'Elf, Sanofi, sur Robins. Un « échec » peut-être finalement bénéfique, vu l'importance des indemnités (plusieurs milliards de dollars) que ce laboratoire pharmaceutique américain a été condamné à verser aux femmes victimes d'un stérilet défectueux.

Si la taille critique est encore, à l'échelle des États-Unis, loin d'être atteinte, les groupes français ont néanmoins réussi à se tailler sur nombre de créneaux porteurs une coquette part de marché. Ainsi l'Air Liquide est devenu

avec Liquid Air Corp l'un des trois premiers groupes dans le secteur des gaz comprimés aux côtés d'Union Carbide et d'Air Products. L'Océal, par sa filiale Cosmex, compte parmi les plus grands fournisseurs de produits cosmétiques.

Rhône-Poulenc, lui, a plusieurs médailles à son palmarès puisque, numéro un dans la fabrication de la vanilline, de l'acide sulfurique, des phosphates alimentaires et de quelques autres produits de la chimie minérale, le groupe français se classe parmi les premiers de l'agrochimie : sixième aux États-Unis, troisième mondial. Il devrait en outre surclasser tous ses concurrents dans la thérapie des antalgiques dès que Brucelles lui aura donné le feu vert pour reprendre les activités exercées par Monsanto dans l'aspirine et le paracétamol, acquisition qui devrait le hisser au premier rang mondial, loin devant l'américain Sterling et l'allemand Bayer. L'approbation des autorités européennes est nécessaire puisque l'une des plus grosses usines d'aspirine de Monsanto est située en Grande-Bretagne.

Cette fête serait incomplète si on omettait de citer Roussel-Uclaf (du groupe Hoechst), premier laboratoire pharmaceutique français par le nombre

de médicaments agréés et vendus sur le marché américain.

S'il réussit son OPA sur Pennwalt, Elf-Aquitaine fera à son tour une entrée remarquée sur le marché américain. Bien que de taille moyenne, Pennwalt est en effet considérée comme une « bonne société » (lire encadré), rentable et bien implantée dans la chimie de spécialité : plastiques techniques, dérivés du soufre et de l'eau oxygénée, chimie du fluor, etc. Une société qui complète parfaitement les activités développées par Atochem en Europe, et élargit considérablement les bases géographiques du groupe dans la chimie.

Rencontré à Princeton (New Jersey), au siège de la filiale américaine de Rhône-Poulenc, M. J.R. Fourton, président du groupe, s'est d'ailleurs félicité de cette opération, exemple à ses yeux de la vitalité retrouvée de la chimie française.

Singulier détour de l'histoire : il y a deux ans Elf et Rhône-Poulenc s'étaient concertés pour se partager les actifs de Pennwalt dans le cadre d'une OPA projetée ensemble. Rhône-Poulenc, qui s'était réservé la pharmacie avait toutefois, après examen, abandonné cette idée.

ANDRÉ DESSOT.

(1) 1 dollar vaut environ 6,30 F.

12 VERSIONS

Essence

3 portes: TR GTS

5 portes: TR TS GTS TSE GTX TXE

Diesel

3 portes: TD

5 portes: TD GTD TDE

4 VERSIONS SOCIÉTÉ

Essence TR GTS

Diesel TD GTD

A PARTIR DE

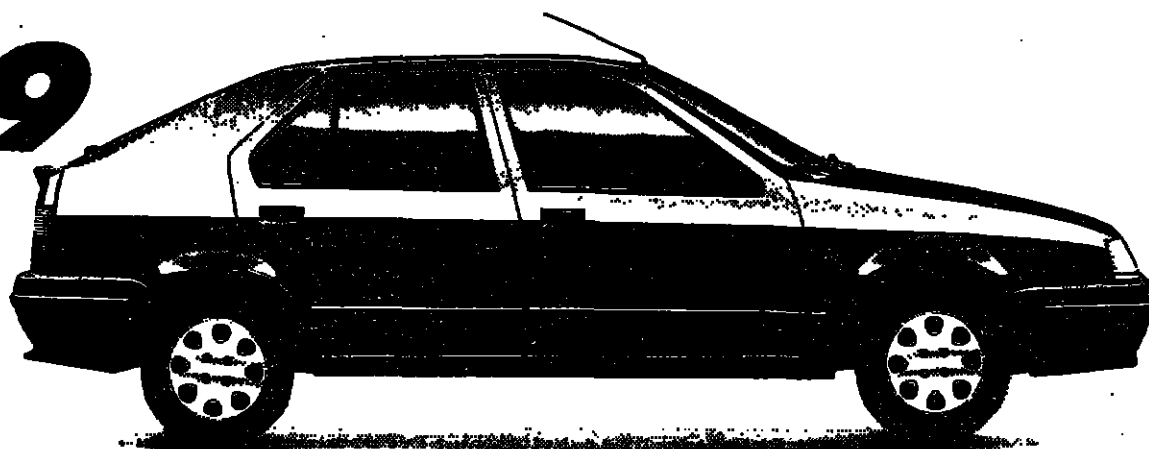
61.900F

Venez découvrir la gamme Renault 19 : 16 versions 3 et 5 portes, 3 motorisations essence (dont le nouveau moteur Energy), 1 motorisation Diesel, de 6 à 8 CV. Modèle présenté Renault 19 TXE avec options. Prix clés en main au 06/02/89 : 85.400F. Cons. UTAC : 5,3l à 90km/h, 6,9l à 120 km/h, 9,6l en ville. (7 CV). Garantie anticorrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

RENAULT 19

ESSAYEZ-LA! DANS TOUT LE

RESEAU RENAULT PARIS. ILE DE FRANCE



RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations 11,20 % février 1976

Les intérêts courus du 14 avril 1988 au 13 avril 1989 seront payables, à partir du 14 avril 1989, à raison de 100,00 F par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 11,20 F (montant brut : 112 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 14,79 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,24 F faisant ressortir un net de 81,77 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Electricité de France - Obligations 10,20 % novembre 1976

Les intérêts courus du 25 avril 1988 au 24 avril 1989 seront payables, à partir du 25 avril 1989, à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 14 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 10,20 F (montant brut : 102 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 13,29 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,04 F faisant ressortir un net de 74,47 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Electricité de France - Obligations 10,20 % mai 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1988 au 29 avril 1989 seront payables, à partir du 30 avril 1989, à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 10,20 F (montant brut : 102 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 13,29 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,04 F faisant ressortir un net de 74,47 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et décernés n° 83-359 du 2 mai 1983) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations 14,90 % avril 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1988 au 24 avril 1989 seront payables, à partir du 25 avril 1989, à raison de 670,50 F par titre de 5 000 F contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 74,50 F (montant brut : 745 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 111,70 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 14,90 F faisant ressortir un net de 543,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Electricité de France - Obligations 15 % avril 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1988 au 24 avril 1989 seront payables, à partir du 25 avril 1989, à raison de 675 F par titre de 5 000 F contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'un montant de 75 F (montant brut : 750 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 112,45 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 15 F, faisant ressortir un net de 547,55 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

Electricité de France - Obligations à taux variable mars 1987

Taux 1989 : 7,9843 %.

Les intérêts courus du 30 mars 1988 au 29 mars 1989 seront payables à partir du 30 mars 1989 à 399,22 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 99,80 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 7,98 F, faisant ressortir un net de 291,44 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.



La Société Imetal, qui a orienté ses développements dans les métiers de construction en relevant comme son principal produit de couverture, va renforcer sensiblement ses positions dans ce secteur en prenant le contrôle de la SA Financière d'Angers.

Imetal se propose, en effet, d'acquiescer, sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires, la participation de près de 95 % que détient la société Elise Investissements dans la Financière d'Angers, au prix de 450 francs par action, et d'acheter au même prix toutes les actions qui seraient présentées dans le cadre de la procédure de maintien de cours prévue par la Société des Bourses Françaises.

Par cette opération, Imetal se placera au premier rang européen des producteurs d'ardoise naturelle, avec une production annuelle supérieure à 40 000 tonnes. Avec l'entrée dans le groupe des filiales de séchage de la Financière d'Angers, les sociétés Lavière et Sicom, Imetal se dotera en outre d'un important réseau de distribution, spécialisé dans les produits de couverture. L'ensemble de ces sociétés a réalisé un chiffre d'affaires consolidé, en 1988, supérieur à 1 milliard de francs.



La société IMETAL et les établissements GELIS et Sicom, importants producteurs de briques et de tuiles dans la région de Toulouse, ont conclu un projet d'accord en vue de rapprocher leurs activités dans le sud-ouest de la France.

Selon les termes de ce projet d'accord, et sous réserve de l'agrément des instances compétentes, les actions des établissements GELIS et Sicom détiendront à IMETAL la totalité de la participation qu'ils détiennent dans les diverses sociétés du Groupe GELIS.

Cette opération, guidée par les synergies importantes qui peuvent en résulter, devrait donner au groupe GELIS des moyens supplémentaires pour son développement à long terme et permettre, d'autre part, à IMETAL, qui exploite déjà la tuilerie de POUJOL, dans les Landes, et a récemment pris le contrôle de la tuilerie SANS, près de Castres, de compléter et de rationaliser son implantation industrielle et commerciale dans le Grand Sud-Ouest.

SÉLECTION INVESTISSEMENT

sur la base du cours au 31 janvier 1989

la valeur de l'actif s'élève à 302 445 857,62 F

soit 120,98 F par action.

Économie

ÉTRANGER

Augmentation de capital, nouvelle procédure de prêts

La Banque interaméricaine de développement accroît ses moyens d'intervention

La trentième assemblée générale des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID) devait s'achever mercredi après-midi 22 mars, à Amsterdam, par l'annonce de mesures vitales pour l'avenir de l'organisation et pour sa contribution au redressement économique des pays latino-américains.

Autre nouveauté : la BID peut réserver le quart de son enveloppe de crédits à des prêts dits « sectoriels ». Ceux-ci sont accordés avec le cofinancement de la Banque mondiale, ce qui signifie que les conditions mises habituellement par cette dernière à l'octroi de ce type de financement seront reprises par la Banque interaméricaine. Cette nouvelle approche subira une période probatoire de deux ans.

AMSTERDAM de notre correspondant

La principale décision concerne le capital de la banque. Il s'agit de 26,5 milliards de dollars (environ 170 milliards de francs). Seule une petite partie de cette somme (2,5 %) devant être effectivement versée par les pays membres selon leurs participations actuelles, l'opération n'entraîne aucune modification de la répartition du capital toujours détenu à 53,9 % par les États d'Amérique latine et des Caraïbes, à 34,5 % par les États-Unis, à 7,2 % par les pays non régionaux et à 4,4 % par le Canada. La recapitalisation de la BID a, avant tout, pour effet de reconstituer ses capacités de prêts à hauteur de 22,5 milliards de dollars pour la période 1990-1994. Cette enveloppe est à rapprocher des 40 milliards de dollars prêtés par la banque au cours des vingt-huit dernières années. Dès 1989, la BID sera ainsi en mesure de financer 2,5 à 2,7 milliards de dollars d'opérations contre 1,6 milliard l'an dernier.

En contrepartie, les États-Unis, actionnaires numéro un, ont obtenu une modification substantielle de la procédure d'octroi des crédits. Jusqu'à présent, les prêts ne pouvaient être refusés qu'à la majorité simple du conseil des directeurs constitués de onze membres par les pays latino-américains, d'un côté, et par les États-Unis, d'autre part. Désormais, un dossier « prêt » pourra être bloqué par un directeur sans considération de son poids en termes de droit de vote pendant deux mois ; par deux directeurs pendant sept mois ; et par trois directeurs pendant un an. La nouvelle procédure réserve un droit de veto spécial pour un maximum de douze mois aux représentants américains. En termes de ces délais suspensifs qui peuvent se cumuler, le président de la banque dispose d'une espèce de « vote prépondérant » puisqu'il peut accorder des prêts en passant outre aux objections des directeurs dans la limite de 1,25 milliard de dollars.

Ces résolutions forment un compromis d'ensemble qui met fin au bras de fer permanent qui a opposé ces quatre dernières années Washington à l'Amérique latine et paralysé la BID : « Nous aurons un nouveau chapitre de notre histoire », a l'air d'une décennie qui doit être celle du « redressement » du continent latino-américain, a souligné le président uruguayen de la BID, M. Enrique Iglesias.

La BID « plus efficace et plus forte » aidera à résoudre les deux problèmes cruciaux et indissociables que constituent son endettement et la chute dramatique des investissements. « S'agissant de la dette extérieure, la BID doit être un acteur », a déclaré M. Iglesias, qui envisage l'octroi de prêts pour le rachat de créances moyennant une décote. « Si de nouveaux outils de réduction de la dette sont créés, la banque en profitera », a annoncé son président en faisant explicitement référence aux récentes propositions du secrétaire américain au Trésor, M. Nicolas Brady.

La BID doit aussi jouer un rôle accru dans le rétablissement des flux financiers vers le continent latino-américain. En tant qu'organisme multilatéral, elle « a une fonction de leadership à remplir pour le développement des capitaux et le développement des investissements, notamment étrangers », a exposé M. Iglesias.

Dans cette double perspective, l'élargissement de la surface financière de la BID et l'extension aux prêts sectoriels de sa gamme de financement constituent des atouts importants. Mais ces acquis ont été négociés si directement avec les États-Unis que la BID semble devoir se poser à terme la question du réajustement interne des forces, entre ses deux composantes américaines, d'une part, entre ces dernières et le groupe des pays non régionaux, d'autre part. En annonçant sa

volonté de développer les accords de cofinancement avec les membres non régionaux sur le modèle de ceux signés en 1988 avec l'Espagne et le Japon pour les sommes respectives de 300 millions et 400 millions de dollars, M. Iglesias n'a-t-il pas apporté un timide début de réponse ?

Les gouverneurs néerlandais et français ont clairement souhaité qu'une réflexion s'engage dans cette direction. Le premier, M. Onno Ruding, ministre des finances et nouveau président du conseil des gouverneurs de la BID jusqu'à la prochaine assemblée, s'est prononcé en faveur d'un renforcement du rôle des pays non régionaux en tant que modérateurs des éventuelles divergences entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine. De son côté, M. Bérégovoy a préconisé une plus grande participation de la CEE et du Japon au capital de la BID. Ces deux prises de position ont un point commun : elles traduisent la certitude que la BID n'a pas le droit de s'offrir à nouveau le luxe d'une crise comme celle dont elle vient de sortir.

CHRISTIAN CHARTIER.

La hausse des prix aux États-Unis a été plus faible que prévu

La hausse des prix de détail américains, de 0,4 % en février, a quelque peu calmé l'inquiétude croissante sur la résurgence de l'inflation aux États-Unis. Mais de l'avis général, il ne s'agit que d'un répit, l'augmentation de 1 % des prix à la production, annoncée vendredi 17 mars, étant annonciatrice de pressions au cours des mois à venir.

Le léger apaisement des prix à la consommation, après la hausse de 0,6 % enregistrée en janvier, laisse malgré tout l'inflation à un niveau cubifié entre-Atlantique depuis des années : 6,1 % en rythme annuel au cours des deux premiers mois de 1989. Compte tenu de la fermeté des prix agricoles (+ 0,5 % le mois dernier), du redressement des cours de pétrole (+ 1,7 % en février) et du défilé de réponses traditionnelles des prix à une baisse de régime de l'économie, nombre d'analystes américains prévoient une inflation moyenne de 5 à 6 % cette année. Il faut remonter à 1982 pour retrouver un poussé du même ordre.



SOCIÉTÉ DU GROUPE EXON

RÉSULTATS 1988 D'ESSO S.A.F.

Au cours de sa réunion du 16 mars 1989, le Conseil d'Administration d'ESSO S.A.F. a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le résultat net comptable d'ESSO S.A.F. est un bénéfice de 314 millions de francs. Ce résultat s'analyse de la façon suivante :

- le résultat d'exploitation est un profit de 259 millions de francs incluant un effet prix sur stocks négatif de 236 millions de francs,
- le résultat financier positif de 66 millions de francs comprend 115 millions de francs distribués par ESSO REP au cours du second semestre 1988,
- le résultat courant comptable est donc un profit de 325 millions de francs,
- le résultat net comptable de 314 millions de francs est obtenu après la prise en compte d'éléments exceptionnels et divers d'un total négatif de 11 millions de francs.

RÉSULTATS D'ESSO S.A.F. :

Millions de Francs	1988	1987
Résultat d'exploitation	259	(497)
Produits financiers nets (y compris dividendes ESSO REP)	66	208
Résultat courant comptable	325	(289)
Réintégration provisions fluctuation des cours/ complémentaires pour renouvellement des stocks	0	720
Autres éléments exceptionnels et divers	(11)	(134)
Résultat net comptable	314	297

ACTIVITÉS DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION :

Résultat courant comptable	325	(289)
Élimination de l'effet prix sur stocks	236	3
Élimination des dividendes d'ESSO REP	(115)	(86)
Résultat courant économique raffinage/distribution	446	(375)
Effet prix sur stocks	(236)	(3)
Amortissements	482	502
Autres éléments	(131)	(135)
Capacité d'autofinancement comptable	561	(11)

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE ESSO S.A.F. :

Résultat d'exploitation	882	83
Résultat financier	(154)	(35)
Résultat courant comptable	728	48
Éléments exceptionnels	19	67
Éléments de consolidation et divers	124	227
Résultat après impôts	(4)	(22)
Intérêts minoritaires	120	205
Résultat net du groupe	120	205

L'amélioration du résultat d'exploitation consolidé observée en 1988 reflète essentiellement l'amélioration du résultat d'exploitation d'ESSO S.A.F. Les éléments exceptionnels comprennent en 1987 la réintégration des 300 millions de francs de la provision complémentaire pour renouvellement des stocks.

Les comptes consolidés seront tenus à la disposition du public au Secrétariat Général d'ESSO S.A.F. à partir du 24 mars 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASTORG

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS

Le conseil d'administration, réuni le 13 mars 1989 sous la présidence de M. Gérard Worma, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le bénéfice net s'élève à 120,3 MF contre 12,9 MF 1987, exercice sur lequel avait pesé la crise boursière. Ce résultat inclut un excédent des plus-values de cession sur les moins-values pour un montant de 86 MF avant impôt et un excédent des reprises de provisions sur les dotations pour 35,3 MF avant impôt.

La situation nette comptable au 31 décembre 1988, avant répartition, est de 963 MF. La prise en compte des plus-values latentes fait apparaître une situation nette réévaluée de 1,1 MF, soit environ 343 F par action à fin 1988 (dont 9 F d'impôt potentiel sur les plus-values latentes) contre 287 F à fin 1987.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 26 juin 1989, le paiement d'un dividende porté à 8 F par action, soit un revenu global de 12 F, avant fiscal jachés.

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

• vient de faire paraître une étude sur : Les sociétés de financement du crédit à la consommation :

- caractéristiques de la profession : évolution de la demande, nature des interventions, stratégies mises en œuvre, concurrence entre établissements de crédit et filiales de sociétés de distribution ;
- présentation et analyse financière des sociétés intervenant dans le crédit permanent, le crédit automobile et l'équipement du foyer.

• vous rappelle ses dernières études parues :

- Les compagnies d'assurance en Europe.
- Le secteur bancaire en Europe.
- Les laboratoires pharmaceutiques.
- Les industries de l'équipement automobile en Europe.
- Les leaders de la parfumerie-cosmétique.
- Les leaders de la brasserie dans le monde.
- Les leaders de la chaussure en Europe.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383.

Nos représentants à l'étranger :

- ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid - Tél. : 275.45.39. Télécopie : 4312748.
- ITALIE : DATABANK à Milan - Tél. : 80.52.855. Télécopie : 865578.
- PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne - Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738.

RÉSULTATS 1988

Le Directoire de la Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, présidé par M. Antoine Dupont-Fauville, a soumis, pour avis, les comptes de l'exercice 1988, au Conseil de Surveillance qui s'est réuni le 13 mars 1989, sous la présidence de M. Jean-Pierre Mallet.

Le produit net bancaire a augmenté de 3 %. Malgré une progression plus rapide des frais généraux, le bénéfice net hors plus-values à long terme s'est établi à 111 millions de francs, contre 89 millions au cours de l'exercice précédent, après une moindre augmentation des provisions qui couvrent de façon satisfaisante l'ensemble des risques de la Banque.

En tenant compte des plus-values nettes à long terme, le bénéfice passe de 114 à 132 millions.

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CODETEL

Le conseil d'administration de Codotel, réuni le 16 mars 1989 sous la présidence de M. Edouard Dubois, a examiné l'activité et les résultats de la société au cours de l'exercice 1988.

L'activité de financement des télécommunications est restée soutenue : 340 millions de nouveaux contrats ont été signés au cours de l'exercice ; les communications vingt-cinq marchés d'équipements qui viennent d'être ajoutés aux cent cinquante-six contrats en cours d'exécution représentent un investissement total brut de 6 814 millions.

L'activité immobilière s'est développée ; les engagements nouveaux de l'exercice s'élevaient à 343 millions : 264 millions en crédit-bail et 79 millions en location simple. A la fin de 1988, le montant total des engagements représentait 1 286 millions, dont 469 millions en crédit-bail et 817 millions en location simple, soit l'équivalent du capital.

Les comptes de 1988 ont été arrêtés et le bénéfice net ressort à 125,1 millions, contre 130,1 millions en 1987 après déduction des amortissements et des provisions de 568 millions.

Le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui sera réunie le 24 mai 1989, un dividende de 14,70 par action, montant identique à celui de l'exercice précédent, ce qui représente une distribution de 1 117,6 millions.

Utilisant les possibilités offertes par l'article 75 de la loi de finances pour 1989, le conseil a décidé d'entreprendre la liquidation de l'activité SICOMI par apport des actifs correspondants à une filiale à créer qui serait le statut de SICOMI et dont Codotel détiendrait la totalité du capital. Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée en temps utile pour statuer sur les modalités de cet apport.



GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

Le conseil d'administration du Groupement foncier français, réuni le 20 mars 1989 sous la présidence de M. Bertrand Barlaque, a pris connaissance de l'activité et des résultats de l'exercice 1988.

Le volume global des opérations engagées et financées en 1988 a atteint 3,35 milliards de francs, en hausse de près de 20 % par rapport à 1987. Le taux géré a également cru, tout comme plus modestement, d'environ 12 % en nombre de lots.

Le chiffre d'affaires proprement dit a progressé de près de 24 %, passant de 145 millions à 180 millions de francs. Tous les secteurs d'activité ont concouru à cette progression : l'administration de biens, qui a produit 85,7 millions (+14 %) ; la construction, avec 73,6 millions (+40 %) ; les autres activités, avec 20,7 millions de francs (+17 %).

Compte tenu des produits financiers et exceptionnels, le total des ressources a atteint 203,8 millions de francs, et le bénéfice après impôt et participation du personnel s'élevait à 52 millions de francs contre 36,9 F en 1987 permettant la distribution d'un dividende net par action de 6,80 F, plus un avoir fiscal de 3,40 F, soit globalement 10,20 F.

Les résultats consolidés (cert du groupe) atteignent 54,6 millions de francs, soit par action de la société 28,30 F, ce qui, sur la base de la moyenne des cours observés depuis le début de l'année, situe le PER aux alentours de 8,4.

L'activité du groupe a continué à se développer fortement au premier trimestre de cette année, et les perspectives de résultat de 1989, prudemment établies, situent déjà celui-ci à un niveau bien supérieur à celui de 1988.



SAINT-GOBAIN EN 1988

CONFIRMATION DU RÉSULTAT NET DE 4 MILLIARDS DE FRANCS

Le conseil d'administration de la Compagnie de Saint-Gobain réuni le jeudi 16 mars 1989 a approuvé les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1988.

Les principales données consolidées définitives du Groupe se résument ainsi :

En millions de francs	1988	1987 retraité	1987
Ventes	58 875	54 602	78 887
Résultat d'exploitation	8 026	7 267	7 542
Résultat courant	6 465	5 335	5 193
Résultat net du groupe	5 061	3 489	3 442
Résultat net	4 044	2 523	2 523
Amortissement	7 105	6 207	6 606
Investissements industriels	5 367	5 330	4 253
Investissements totaux	12 512	10 635	6 357
Total des fonds propres	24 974	15 950	18 950
Dettes financières	9 493	10 259	11 979
Effectifs	84 689	85 474	131 324

L'exercice 1988 a été marqué par le transfert à la Compagnie Générale des Eaux de la majeure partie de la branche Eau de la Compagnie. Cette activité était importante par ses ventes et ses effectifs, mais sa contribution aux résultats était restée marginale. En outre, le groupe a cédé au cours du second semestre le contrôle de Saunier Duval « eau chaude-chauffage ».

L'ensemble de ces opérations a modifié sensiblement les structures du groupe. Aussi, les comptes consolidés de 1987 ont-ils été retraités pour les rendre comparables à ceux de 1988.

Les ventes du groupe, à structure comparable, progressent de 7 % en francs français et de 13 % en monnaies nationales. Elles se répartissent ainsi : France marché intérieur 31 %, exportations à partir de la France 13 %, autres pays d'Europe 36 %, autres pays 20 %.

Le résultat d'exploitation s'élève à 8 026 millions de francs (+8 %) et aux provisions de 746 millions de francs (+30 %). Il est calculé, depuis 1988, avant frais financiers et résultats des opérations de change.

Le résultat courant des sociétés intégrées s'élève après des frais financiers (130 millions de francs) en diminution de 13 % sur ceux de l'an dernier et des charges hors exploitation (576 millions de francs), nettement inférieures à celles de 1987. Les frais financiers comprennent désormais la rémunération des titres participatifs émis à partir de 1983.

Le résultat net du groupe comprend des résultats sur cessions d'actifs (114 millions de francs), très nettement plus élevés qu'habituellement, du fait notamment de la cession de Saunier Duval « eau chaude-chauffage ».

Ce résultat s'élève après une provision pour impôts de 2 474 millions de francs, en progression de 22 % sur celle de 1987.

Le résultat net est calculé après déduction de 1 017 millions de francs.

Service des relations avec les actionnaires
Tél. : (1) 47-62-33-33 - Minitel : 3615 code GOBAIN

revenant aux actionnaires détenant des intérêts minoritaires dans des filiales du groupe. Hors toutes plus-values de cession d'actifs, le résultat net serait d'environ 3 100 millions de francs, en progression de 42 %.

Rapporté au nombre total de titres émis au 31 décembre, le résultat net représente un bénéfice par action de 70,41 francs contre 57,13 francs en 1987.

L'autofinancement couvre largement les investissements industriels. Le doublement des investissements trouve son origine d'une part dans le rachat d'immenses mines dans des sociétés du groupe, d'autre part dans des prises de participations, souvent majoritaires, dans des sociétés dont les activités sont complémentaires des métiers qu'il exerce.

Les prévisions faites pour l'ensemble de l'année 1989 font apparaître le maintien d'un bon niveau d'activité pour le groupe et la consolidation des progrès de rentabilité constatés en 1988. Les premiers mois de 1989 confirment la marche satisfaisante des affaires du groupe et son développement stratégique (acquisitions des sociétés Vetri et Euro-cement notamment).

Le conseil d'administration a par ailleurs arrêté les comptes sociaux de la Compagnie de Saint-Gobain, société mère (holding) du groupe. Ces comptes se soldent par un bénéfice de 839 millions de francs pour 1988 contre 538 millions de francs en 1987.

En conséquence, il sera proposé à l'assemblée générale de la Compagnie de Saint-Gobain qui devrait être convoquée pour mi-juin, le paiement d'un dividende de 13 francs auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6,50 francs, soit un total de 19,50 francs. Ce dividende serait mis en paiement dans la première quinzaine de juillet 1989. Il sera proposé d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en actions de leurs dividendes.



Extraits du message du Président à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La croissance

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé pour l'exercice 1987/1988 à 7.103.627.000 F, en croissance de 24 %.

Le résultat net consolidé part du Groupe a atteint 111.646.000 F, soit à méthodes comparables, une croissance de 18 %, mais, le résultat courant consolidé avant impôts a augmenté de plus de 38 %.

Nous avons obtenu de beaux succès commerciaux et notre parc s'est enrichi en un an de 208 nouvelles unités, et nos effectifs ont augmenté de 5.244 personnes.

Ces bonnes performances sont dues au dynamisme et aux efforts des dirigeants du Groupe et de toutes leurs équipes.

Le positionnement stratégique

● En gestion des bases-vie, malgré une diminution du marché global, notre chiffre d'affaires s'est à peu près maintenu et nous avons renforcé notre position de leader mondial.

● L'activité de restauration collective a globalement progressé de 23 %.

● Les activités diverses : chèque-restauration, restauration commerciale, loisirs, services généraux aux collectivités, ont progressé de 50 %.

● Sur le plan géographique, deux faits notables :

La part de l'international s'est encore accrue : en 87/88, 65 % du chiffre d'affaires ont été réalisés hors de France, contre 59 % en 86/87.

Nos positions, particulièrement aux Etats-Unis, se sont renforcées et notre chiffre d'affaires de l'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) représente maintenant 32 % du chiffre d'affaires du Groupe.

L'innovation

Nous avons donc déjà fait évoluer notre métier de restaurateur de collectivités mais dans 5 ans, il sera encore différent de ce qu'il est aujourd'hui.

Dans l'invention de ce nouveau métier, nous avons adopté les principes suivants :

● La personnalisation : Adaptations de nos services, de notre organisation, de nos solutions techniques à chaque segment ou sous-segment de clientèle.

● La flexibilité : Utilisation de toutes les techniques, car c'est le client et non pas la technique qui nous impose ses choix.

● Le partenariat : Accords avec des industriels qui préparent nos recettes, effectuent en collaboration avec nous des tests avant d'utiliser leurs produits sur nos restaurants.

● La variété : Avoir différentes sources d'approvisionnement, ne pas dépendre d'un seul produit ni d'un seul fournisseur.

L'importance du personnel :

A l'intérieur de l'entreprise, les qualifications changeront. La fonction de production diminuera par la mise en place de nouvelles technologies et par le développement de l'utilisation des plats cuisinés :

- le gérant et le chef s'occuperont de plus en plus d'accueil, de merchandising, d'animation et de formation de leurs équipes ;
- les tâches de gestion seront allégées et l'écoute permanente des convives se développera par l'introduction progressive dans tous nos restaurants des Plans d'Action Qualité ;
- dans l'ensemble, la qualification et la polyvalence du personnel augmenteront.

Nous ne résumons ce formidable challenge que par un très gros effort de communication et de formation.

Les perspectives d'avenir

Le rapport du Conseil d'Administration précise à ce sujet : "nos perspectives pour l'année en cours sont satisfaisantes, notre chiffre d'affaires et nos résultats consolidés hors acquisitions et éléments exceptionnels devraient progresser d'environ 10 %".

Depuis la rédaction de ce rapport, nous avons saisi une opportunité et pris une participation de 17,5 % dans le capital de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. C'est un investissement important et cher : pourquoi l'avoir fait ?

Pour deux raisons essentielles :

— la première, c'est parce que je crois en l'avenir de ce Groupe ; c'est un bon investissement. En effet, les Wagons-Lits ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires d'environ 12 milliards de FF. Les résultats ont augmenté régulièrement depuis plusieurs années et pour 1988, les résultats seront sensiblement supérieurs à ceux de 1987.

Il nous a semblé qu'une entrée dans ce Groupe international de services était pour Sodekho une possibilité de diversification intéressante dans le ferroviaire, l'hôtellerie, le tourisme et la location de véhicules.

— la deuxième raison, est l'intérêt d'une alliance avec un grand européen dans le domaine de la restauration, pour préparer l'échéance de 1992.

J'avais évoqué ce rêve à plusieurs reprises, aujourd'hui ce rêve va pouvoir devenir une réalité.

La très bonne complémentarité de nos implantations géographiques nous permettra de renforcer nos positions respectives en Europe et dans le monde, et d'améliorer nos développements respectifs.

Quel sera l'impact de notre participation dans Wagons-Lits sur les résultats de l'exercice en cours ?

L'impact sera négatif, compte-tenu des coûts et des frais financiers d'acquisition qui ne seront pas compensés par les dividendes à recevoir des Wagons-Lits. Néanmoins, le résultat net consolidé part du Groupe devrait être sensiblement égal à celui de l'année dernière.

Dès le prochain exercice, l'impact positif sur les résultats de notre Groupe devrait commencer à se faire sentir.

Nos perspectives d'avenir sont bonnes et je tiens à remercier en votre nom les dirigeants et leurs collaborateurs présents aujourd'hui, ainsi que les 35.000 personnes, qui dans le monde, assurent chaque jour le succès de SODEXHO.

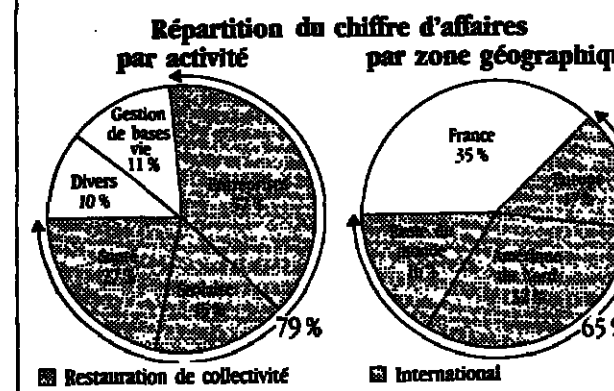
Pierre BELLON

Principaux chiffres

en millions de F	1987/1988	Progression sur 86/87
Chiffre d'affaires	7.104	+ 24 %
Résultat courant avant impôts	229	+ 38 %
Impôts	73	+ 58 %
Résultat consolidé part du Groupe *	127	+ 21 %
Amortissement des écarts d'acquisition	15	+ 57 %
Résultat net part du Groupe	112	+ 18 %
Capacité d'autofinancement	240	+ 21 %

Chiffre d'affaires	(en milliers de francs)
85/86	5.720.000
86/87	5.720.000
87/88	7.104.000 +24 %

Résultats part du Groupe	(en milliers de francs)
85/86	105.000
86/87	105.000
87/88	127.000 +18 %



Le dividende par action a été fixé à F 63 (F 94,50 avoir fiscal compris) et est mis en paiement depuis le 6 mars 1989.

Pour marquer la reprise de sa croissance, SODEXHO avait l'an passé, porté son dividende de F 50 à F 55 (+ 10 %). Aujourd'hui, en augmentant à nouveau son dividende (+ 15 %), SODEXHO associe largement ses actionnaires à sa croissance.

La distribution globale s'élève à F 38,6 millions et représente 35 % des résultats nets consolidés part du Groupe.



Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande* en écrivant à SODEXHO :
Secrétariat Général
B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Économie

SOCIAL

Aménagement du temps de travail

FO rejoint la CGT dans le refus

Achevées le 21 mars, après six séances espacées, depuis l'automne, par les congrès confédéraux et les échéances électorales, les négociations sur l'aménagement du temps de travail pouraient inaugurer un changement profond dans la vie sociale française. Seule la CGC, en sortie de réunion, vers 21 heures, a annoncé sa décision de signer le texte, préparé puis amendé par le CNPF. La CFTC et la CFDT, qui se sont déclarées favorables à quelques nuances près, ont choisi de se soumettre au choix final de leurs instances respectives, convoquées pour les 23 et 24 mars.

Mais la grande différence tient dans l'attitude adoptée par Force ouvrière qui, dans le refus, rejoint ainsi une CGT très hostile, depuis le début des discussions, à un quelconque accord sur un sujet aussi sensible.

Traditionnellement méfiante quand il s'agit d'aborder les thèmes de l'aménagement du temps de travail, FO a durci ses positions, conformément aux orientations de son dernier congrès. Après le retrait de sa signature sous l'ensemble de textes consacrés à la formation en alternance, à cause des SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) (Le Monde du 8 mars), c'est la deuxième fois que la majorité entourant M. Marc Blondel imprime sa volonté dans le domaine de la politique contractuelle, là où, précisément, Force ouvrière exaltait jusqu'à présent.

Bien loin d'admettre cette analyse, M^{me} Paulette Hofman, qui menait la délégation, s'est au contraire attachée à démontrer la « continuité » de la position de FO « depuis 1981 ». Demandant la réduction du temps de travail sans perte de salaire, la primauté des négociations de branche sur les accords d'entreprise, et affirmant son opposition à toutes les formes d'emploi précaire, elle a justifié son opposition au texte final par le fait qu'« aucun des amendements n'est de nature à apaiser nos craintes ». Cependant, M^{me} Hofman a réaffirmé l'attachement de FO à la politique contractuelle, « mais pas à n'importe quel prix », et précisé que la confédération participerait aux prochaines rencontres prévues.

Maintien du programme prévu

M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, ne s'est pas pour autant départi de son flegme, et a confirmé son intention de poursuivre selon le programme prévu. Cet accord, après celui sur l'introduction des nouvelles technologies, participe en effet d'une série de cinq négociations regroupées sous la dénomination de « modernisation négociée des entreprises », selon une expression reprise à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail. « Seront », selon ses propres termes, le négociateur du CNPF a déclaré attendre, de la CFDT et de la CFTC « les signes

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 21 mars 1989, sous la présidence de M. Jacques Merceron-Vicat, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31.12.88 et établi les documents qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires qui se tiendra le 30 juin 1989 à 11 heures, au siège social.

Le chiffre d'affaires consolidé, en progression de 20,1 % sur celui de l'exercice précédent, s'élève à 3 430 817 000 francs. Le résultat net passe de 176 023 000 francs à 315 054 000 francs. La capacité d'autofinancement de l'exercice atteint 514 016 000 francs contre 393 423 000 francs en 1987.

L'augmentation de notre chiffre d'affaires et de ses résultats est étroitement liée à une conjonction de facteurs internes et externes favorables :

- reprise économique dans nos secteurs d'activité,
- croissance externe,
- continuation de notre politique visant à améliorer la productivité par la modernisation et l'automatisation de nos unités de production.

Le tonnage de papier pour l'impression écrite que nous avons commercialisé en 1988 a augmenté de 17 %, celui des sacs de grande et moyenne contenance, de 25 %.

Nous avons, au cours de l'exercice écoulé, structuré en les spécialisant nos activités de la chimie du bâtiment : produits chimiques, revêtement de façades, mortiers industriels, technique et industrie, grand public.

Cette branche, coordonnée par ACTIV, représente un chiffre d'affaires de 257 287 000 francs.

Dans le béton prêt à l'emploi et les granulats, nous continuons la croissance par voie externe, avec les acquisitions, en 1988,

- des sociétés Crest Béton, Béton Cordon et Chambard Béton, situées dans les départements de la Drôme et de l'Isère,

- de la société-compagnie industrielle des Bétons (CIB) installée dans les départements de l'Ailier, du Puy-de-Dôme et du Cher,

- des sociétés MAIA et FGIP, qui exploitent des carrières dans la région de Clermont-Ferrand,

- de l'activité granulats de la société BAUNAUD à Lyon.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Béton Granulats (2 600 000 m³ de BPE et 8 millions de tonnes de Granulats en 1988) a atteint 907 091 000 francs.

Aux Etats-Unis, l'activité de l'usine californienne acquise à la fin de l'année 1987 a permis à NATIONAL CEMENT COMPANY de porter son chiffre d'affaires de 50 283 774 USD à 84 880 337 USD.

En outre, la prise de contrôle récente des sociétés de Béton prêt à l'emploi californiennes, VICON, ONEROS et CONEJO, porte à près de 250 000 m³ de BPE notre capacité de production en Californie.

À la fin de l'exercice, la société VICAT a réalisé un chiffre d'affaires, hors taxes, de 1 953 380 434 francs contre 1 735 136 733 francs en 1987. La capacité d'autofinancement et les résultats nets s'élevaient, respectivement, à 327 587 868 francs et 187 689 707 francs, contre 274 448 355 francs et 131 799 879 francs en 1987.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale la mise en paiement, le 1^{er} août 1989, d'un dividende net de 25 francs par action, soit un revenu brut de 37,50 francs, compte tenu de l'impôt fiscal.

Marchés financiers

NEW-YORK, 21 mars ↑

Un peu mieux

Des signes de ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis, en février, ont stoppé le mouvement de baisse sensible qui avait saisi le marché américain d'une poussée de février des prix de gros, toujours pour février. Mardi, après une hausse de 20 points à l'ouverture, l'indice Dow Jones fluctuait pendant le reste de la séance dans une fourchette de hausse allant de 4 à 8 points, pour finir à 2 266,25, en progression de 3,75 points. Cette reprise s'est manifestée dans un marché irrégulier et calme. Le nombre des valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 871 contre 542. Le cours de 317 titres est resté inchangé.

L'indice des prix de détail, en hausse seulement de 0,4 % au lieu de 0,6 % comme le redoutaient les milieux financiers, a donc réussi à apaiser le marché sans pour autant effrayer la crainte d'une relance de l'inflation soulevée, vendredi dernier, par l'annonce d'une hausse institutionnelle des prix de gros. Selon un analyste de Prudential-Bache Securities, M. Larry Wachet : « Le marché a pu se réjouir d'un soulagement, mais le climat n'a pas été modifié. On continuera ces prochains jours à faire des supputations sur les possibilités de relance de l'inflation. »

Time Inc. a bénéficié de rumeurs d'achats d'actions par le groupe texan Robert M. Bass en vue de faire échouer la fusion avec Warner Communications. Le titre a progressé de 7 3/4 à 119. Fermat de Grèce et de Delta Air Chemical a perdu 1 point à 97 1/8.

VALEURS	Cours de 20 mars	Cours de 21 mars
Alcoa	89 7/8	89 3/8
A.T.T.	32	31 7/8
Chrysler	34 1/2	34 3/4
Deere & Co	100 5/8	101 1/8
Eastman	44 1/2	44 1/2
Exxon	44 1/2	44 1/2
General Motors	32 7/8	32 7/8
Goodyear	48	48 1/8
IBM	104 1/8	104 1/8
ITT	61 5/8	61 3/4
Johnson & Johnson	49 5/8	50 1/8
Merck	58 3/8	59 1/8
Pfizer	34 1/4	34 1/2
Roche	33	33
UNO Corp. (Nasdaq)	177 1/8	178
USX	31 1/4	31 1/2
Washington	32 7/8	32 7/8
Weyerhaeuser	89 7/8	91 3/8

LONDRES, 21 mars ↑

Retour de la hausse

Après plusieurs séances de baisse, le marché londonien a été ramené à son niveau d'origine et a même connu un léger gain. L'indice Footsie s'est élevé à 186 points à 2 072,2. Le volume d'activité s'est légèrement accru avec 413 millions de titres échangés contre 384,6 millions la veille.

L'annonce d'une hausse des prix de détail aux Etats-Unis légèrement inférieure aux prévisions des analystes a ramené le marché londonien et apaisé les craintes d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt, stimulant particulièrement les titres de la construction (Taylor Woodrow). La plupart des secteurs se sont améliorés, notamment les pharmaceutiques (Glaxo), les alimentaires (Cadbury), les électriques (Cable and Wireless), les bancaires (Midland) et les chimiques (ICI). En revanche, la British Steel et la Newcastle s'est dépréciée à la suite du blocage par la commission des monopoles de l'OPA de l'australien Elders, lancée en octobre dernier.

L'agence de publicité Saatchi and Saatchi a reculé après l'annonce par sa direction de prévisions pessimistes pour ses bénéfices de l'exercice en cours.

Les fonds d'Etat se sont appréciés de près d'1/4 de point, et les mines d'or ont évolué de manière irrégulière.

FAITS ET RÉSULTATS

Le gouvernement britannique bloque l'OPA d'Elders sur Newcastle. — Le ministre britannique du commerce et de l'industrie, Lord Young, a opposé son veto à l'OPA inamicale de 1,6 milliard de livres (11 milliards de francs) des fonds d'Etat britanniques, par l'australien Elders, sur les brasseries Scottish and Newcastle. Il s'est basé pour cela sur les conclusions de la commission des monopoles et des fusions estimant que par cette acquisition Elders aurait porté sa part sur le marché britannique à plus de 21 % contre 10 % actuellement. Elders serait ainsi contraint de ramener sa part dans Scottish and Newcastle à 9,9 % contre 23,6 % actuellement.

Alcatel NV : hausse de 22 % du résultat net. — Alcatel NV, né du rachat, il y a deux ans, des télécommunications d'ITT par la CGE, affiche, pour 1988, un résultat net en hausse de 21,6 % à 421 millions d'ECU (2,95 milliards de francs). Le chiffre d'affaires consolidé de 78,2 milliards de francs progresse de 5,5 % à périmètre constant. Par ailleurs, la filiale néerlandaise d'Alcatel prévoit de ramener le nombre de ses salariés de 1 000 à la fin mai 1988 à 900 d'ici la fin de 1989. Des pourparlers sont en cours avec des industriels locaux pour la vente d'une des usines à Hoogeveen, dans le Nord. La restructuration entraînera une perte nette d'Alcatel Nederland en 1989.

Importants bénéfices pour Peninsular and Oriental.

Peninsular and Oriental Steam Navigation a enregistré une hausse de 15,2 % de son bénéfice avant impôt en 1988 à 316,6 millions de livres (3,2 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 15,6 %. Par ailleurs, P & O a racheté pour 82 millions de livres (830 millions de francs) la firme Spring Grove Services (services industriels location et nettoyage de vêtements de travail).

Suspension de la cotation d'Assendat-Rey. — La cotation des actions Assendat-Rey a été suspendue, mardi, à la Bourse de Paris jusqu'à nouvel avis après l'échange, la veille, de près de 48 % du capital de l'entreprise à 175 F d'est-à-dire au prix de l'OPA lancée par l'ancien International Paper. La Commission des opérations de Bourse et le Conseil des Bourses de valeurs ont en effet vérifié les conditions dans lesquelles un volume d'échanges aussi important a pu être atteint, lundi, lors de la reprise des cotations d'Assendat-Rey. Les milieux financiers ne se déclarent pas surpris par l'importance des échanges : selon eux, les actionnaires — qui ne s'attendaient pas à une telle opération — ont préféré vendre leurs titres dès lundi (avant-dernière séance du marché boursier) plutôt que d'attendre leur règlement, le 2 juin, comme prévu dans le cas de l'OPA. — (A.P.)

PARIS, 22 mars =

Séance pour rien

La trêve pascale semblait bien amorcée mercredi à la Bourse de Paris. En dépit de l'avènement d'un nouveau terme, celui d'avril, les affaires étaient réduites à leur plus simple expression et les écarts étaient modestes dans un sens comme dans l'autre.

La hausse de 0,57 % enregistrée à l'ouverture du marché s'est amoindrie au fil des cotations. Vers 14 heures, l'indicateur instantané a annoncé un gain de 0,06 %.

Cette attitude du marché avait de quoi décevoir les boursiers les plus optimistes. Car le facteur technique favorable à la hausse d'un nouveau terme aurait dû jouer à plein après les bonnes nouvelles économiques françaises annoncées ces derniers jours (hausse de 0,5 % de la production industrielle en janvier, vive activité du commerce en février et publication régulière de bons résultats 1988 par les entreprises).

Mais, une fois de plus, c'est l'ambiance internationale qui est venue jouer les trouble-fête. En effet, Wall Street n'a réagi que très modestément à l'annonce d'une hausse des prix de détail en février (hausse de 0,5 % de la production industrielle en janvier, vive activité du commerce en février et publication régulière de bons résultats 1988 par les entreprises).

Le courant des affaires était donc faible à deux échelles des valeurs de Paris. La Bourse a donc été chahuté à la Bourse. Aucun secteur ne se détachait véritablement. Parmi les plus fortes hausses on relevait Raffinage distribution, Fichtel, Bauche et les Immeubles de la Plaine Monceau. SAT, Labon et Dumez figuraient sur la liste des plus fortes baisses.

Sur le MATIF l'on notait une légère hausse de l'ordre de 0,10 %.

TOKYO, 22 mars ↓

Nouveau recul

Pour la quatrième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a été marquée, sur terrain apaisé dans un marché assez animé. L'indice Nikkei a perdu 211,56 yens pour tomber à 31 443,24 yens, soit une baisse de 0,67 %. Lundi, l'indice Nikkei avait enregistré sa plus forte baisse de l'année, allant de 36 221 yens.

Mardi, la Bourse était fermée en raison de la fête du printemps.

La journée avait pourtant bien commencé avec une vague d'achats qui avait entraîné une hausse de 129 points de l'indice, mais les craintes suscitées par la relance de l'inflation et d'une poussée des taux d'intérêt au Japon et à l'étranger ont repris le dessus. Les milieux financiers ne sont pas convaincus que l'inflation soit contrôlée bien qu'aux Etats-Unis, en février, la hausse des prix ait manifesté des signes d'assouplissement. En outre, les financiers, les investisseurs, les chemins de fer, les constructions navales et les électriques.

VALEURS	Cours de 20 mars	Cours de 22 mars
Air	700	688
Bridgstone	1 280	1 270
Casat	1 320	1 350
Fuji	1 200	1 180
Honda Motor	1 910	1 860
Marubishi Electric	2 430	2 410
Shimadzu	1 040	1 030
Sony Corp.	6 640	6 640
Toyota Motor	2 480	2 500

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amstel & Associés	465	465	Le gd livre de mon	340	340
Ayrol	285	270	Loisirs Investissement	267 50	267 50
B.A.C.	332	330	Locamat	152	152
B. Demachy & Assoc.	520	525	Mandrag. Média	185	185
B.I.C.M.	512	512	Médiaspice Interim	145	145
B.P.	758	758	M.M.M.M.	720	720
Boum	525	540	Molte	220	210
Buffet Technologies	880	800	Revue-Delmas	941	941
Buiss. Lyon	258	270	Chenel-Loupotin	240	240
C&S de Lyon	167	167	On. Gen. Fin.	300 30	300 30
Calson	807	807	Parisi	460	468
Canal	874	874	P.F.A.S.A.	475	475
C.A. de R. (C.C.I.)	380	380	Prudential (C. & F.)	99	99
C.A.T.C.	131	131	Prudential Assurance	394	394
C.I.M.E.	1283	1283	Prudential-Figueras	583	583
C. Equip. Elec.	336	336	Rand	652	652
C.E.S.I.	815	815	Rémy & Associés	319 10	319 10
C.E.S.P.	1788	1788	St-Germain Emballage	2180	2180
C.E.L. Industrielle	1300	1304	St-Henri Matignon	231	231
Chenel & Orléans	585	585	S.C.P.M.	380	380
C.N.I.M.	480	480	Sigle	339	339
Concept	330	330	Sélection Int. Lyon	100 60	100 60
CSF	827	827	S.E.P.	514	514
Coules	341	341	S.E.P.R.	1689	1689
Dalme	135	135	Serbo	438	438
Dauphin	1070	1068	S.M.T. Group	359	359
Dauville	96	96	Stalberg	728	728
Editions Valérie	22 20	22 20	Supra	230	230
Elyse Investiment	248	248	TF 1	418 50	421
Finor	248	248	Unilog	185	185
Géneral	230	230	Union Financ. de Fr.	480	480
G.P. Financ. (R.F.)	240	240	Val et Co	216	216
Gustoff	630	630			
L.C.C.	225	225			
RIA	255	255			
L.G.F.	81 50	80			
RS	288	288			
Int. Metal Service	621	621			
La Commande Elect.	301	301			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 21 mars 1989

Nombre de contrats : 14 955.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	juin dernier	Mars dernier	juin dernier
Accor	680	18	42	-	-
ACE	480	16	40	2	21
EX-Aquiline	440	16	37	2	14
Lafarge-Coppée	1 400	60	130	2,58	35
Michelin	164	24,58	32,70	0,10	3,99
MI	1 550	-	78	-	118
Paribas	480	53	65	-	5,80
Pengost	1 550	140	230	5	29
Saint-Gobain	520	51	72	8,20	9,90
Société générale	520	1,30	8,50	60	-
Thomson-CSF	200	32	-	8,48	4

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 mars 1989

Nombre de contrats : 71 105.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	juin 89	Sept. 89
Dernier	105,38	104,38	104,40
Précédent	104,88	103,88	103,98

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 89	Sept. 89	juin 89	Sept. 89
104	1,26	1,79	0,86	1,40

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,3510 F ↓		PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	
		20 mars	21 mars
		Valeurs françaises	183,7
		Valeurs étrangères	187,4
		(S&P, base 100: 31-12-81)	
		Indice général CAC	436,1
		(S&P, base 1000: 31-12-87)	
		Indice CAC 40	1 683,37
		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50	451,92
		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
		Industrielles	2 262,58
		LONDRES (Indice Financial Times)	
		Industrielles	1 080,9
		Mines d'or	194,8
		Fonds d'Etat	87,96
		TOKYO	
		20 mars	22 mars
		Nikkei Dow Jones	31 644,80
		Indice général	2 393,84

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES								
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	haut	Rep. + ou dépr.		Rep. + ou dépr.		Rep. + ou dépr.	
\$ E.-U.	6,3498	6,3520	- 98	- 75	- 188	- 155	- 338	- 440
£ S. can.	5,3978	5,3138	- 160	- 130	- 306	- 267	- 978	- 868
¥ Yen (100)	4,8215	4,8275	+ 155	+ 175	+ 315	+ 358	+ 1085	+ 1110
DM	3,3860	3,3890	+ 65	+ 85	+ 130	+ 155	+ 378	+ 425
FF (100)	3,0885	3,0838	+ 50	+ 60	+ 95	+ 115	+ 285	+ 335
FR (100)	16,1668	16,1800	+ 60	+ 40	+ 130	+ 220	+ 585	+ 660
FS	3,9885	3,9838	+ 100	+ 115	+ 195	+ 225	+ 485	+ 585
L (1 000)	4,6166	4,6228	- 160	- 130	- 295	- 258	- 885	- 795
E	10,6088	10,6780	- 400	- 355	- 730	- 650	- 2625	- 1830

Cours relevés:
1.1.1.50

36-15

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Tchécovslovaquie : Vaclav Havel maintenu en détention. 4 Grèce : l'affaire Kostotas. 5 États-Unis : violences et rivalités ethniques à Miami. 6 Israël : M. Shamir obtient un soutien de principe de la Diaspora.	10 Les États-majors entre les municipales et les européennes : - M. Méhaignerie et les partisans de la liste unique à l'UDF. - L'Association des démocrates veut constituer un parti. 12 La situation en Corse.	14 Les suites de l'affaire Jobic. - Nomination à la tête de la DGSE. 16 La grève dans les hôpitaux. - Le projet de l'UNICEF d'un sommet pour les enfants.	21 Le Mariage de Figaro à la Comédie-Française. - COMMUNICATION : la réorganisation des émissions de RFI vers les pays de l'Est.	30 Renault annonce les plus « beaux » résultats de l'industrie française. 31 L'offre d'achat d'une firme chimique américaine par Elf-Aquitaine. 34-35 Les marchés financiers.	Abonnements 6 Annonces classées 22 à 27 Campus 17 à 20 Carnet 21 Météorologie 29 Mots croisés 29 Radio-télévision 29	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Elections municipales : les résultats complets, les réactions, les commentaires de la rédaction du Monde ELEC ● Chaque matin le midi-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 3615 tapers LM

Au conseil des ministres

Un conciliateur et des négociations pour la Corse

M. Michel Rocard a annoncé, mercredi matin 22 mars, au conseil des ministres qui s'est tenu à l'Élysée, la nomination d'un conciliateur pour la Corse en la personne de M. Michel Prada, inspecteur général des finances, qui présidera notamment les tables rondes prévues par le premier ministre. « M. Prada procédera sans délai aux consultations sur l'organisation des tables rondes » qui se réuniront dès que la situation sur l'île le permettra », a précisé le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Penec.

M. Rocard a également annoncé l'ouverture de négociations avec les syndicats de fonctionnaires corse avant la fin de la semaine. Le directeur général de l'administration et de la fonction publique recevra, d'ici à samedi, les organisations syndicales pour examiner les réponses qui peuvent être apportées aux revendications « dans le cadre de la politique générale des rémunérations de la fonction publique ». M. Rocard a en outre demandé au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, de renforcer la mise en place de moyens de transport de substitution.

Agé de quarante-huit ans, né à Bordeaux, M. Michel Prada, inspecteur des finances en 1966 à la sortie de l'ENA, puis inspecteur général des finances, devient en 1970 chargé de mission à l'administration centrale, et directeur de la comptabilité publique en 1978. En décembre 1985, il est nommé directeur du budget au ministère de l'Économie et des finances avant de prendre en 1988 la présidence du Crédit d'équipement des PME (CEPME).

L'Europe de 1993 : M. Mitterrand appelle à la mobilisation

Le gouvernement a aussi adopté lors du Conseil le projet de Plan pour la période 1989-1992 qui a pour objectif central la reconquête progressive d'un haut niveau

d'emploi et le renforcement de « la cohésion sociale ».

M. François Mitterrand a évoqué l'échéance européenne de 1993 en déclarant à propos du projet de plan : 22030 « Au cours des années qui viennent, il est nécessaire que la France se mobilise afin de préparer le grand marché européen et que les Français, tous les Français, en retirent les meilleurs avantages. Le projet de Plan 1989-1992 place à juste titre l'investissement sous toutes ses formes au centre de notre stratégie. Comme je l'indiquais dans ma Lettre à tous les Français, c'est, en effet, par l'investissement dans la recherche et l'investissement éducatif dans la formation des hommes que la France gagnera. La modernisation de notre économie est liée au développement du dialogue social dans l'entreprise, à l'évolution harmonieuse des revenus salariaux et non salariaux, à la préservation des acquis sociaux ainsi qu'au refus de l'exclusion. Cet esprit de justice et de progrès devra guider le gouvernement dans les aménagements qui seront apportés à notre fiscalité d'ici à 1993 ».

Une intervention en faveur des opposants roumains

M. Mitterrand est aussi intervenu en faveur des personnalités roumaines, qui dans une récente lettre ouverte au président Nicolas Ceausescu ont condamné la répression en Roumanie, attirant les foudres du régime.

Le président de la République a fait valoir que « la France ne comprendrait pas qu'il fût porté atteinte aux droits et à la sécurité des signataires de la lettre au chef de l'État roumain » et a « invité ses partenaires de la CEE et tous les pays soucieux du respect des droits de l'homme et de l'Acte final d'Helsinki à intervenir dans ce sens ».

Pour vice de forme

Les mandats d'arrêt visant trois membres présumés de l'ex-FLNC sont annulés

Par un télégramme adressé au parquet général de Bastia, le ministère de la justice vient de donner instruction de « faire cesser les recherches » visant trois militants présumés de l'ex-Front de libération nationale de la Corse (FLNC) : Olivier Sauli, vingt-cinq ans, Jean-Vincent Albertini, vingt-sept ans, et Jean-Nicolas Antonietti, trente et un ans, jusqu'à présent en fuite. Le ministère indique que les mandats d'arrêt délivrés contre les trois hommes « étaient entachés d'irrégularités ». Apparaissant le ministère avait reçu l'avis du président de la cour d'appel de Bastia, qui a constaté un vice de forme dans la procédure.

Deux des trois membres présumés de l'ex-FLNC, Olivier Sauli et Jean-Vincent Albertini, soupçonnés d'être les auteurs de plusieurs attentats à l'explosif, étaient l'objet, après avoir été condamnés par défaut, d'un avis de recherche lancé le 18 juin 1987 par le ministère de l'Intérieur de l'époque, M. Charles Pasqua. Les photos figuraient aux côtés de celles de quatre autres membres présumés de l'ex-FLNC sur l'affiche de recherche diffusée alors dans toute la France. Le ministère de l'Intérieur avait promis une prime de 1 million de francs pour tout renseignement permettant leur arrestation.

Pour sa part, Jean-Nicolas Antonietti avait été condamné par défaut en juillet 1984 pour avoir distribué dans la rue, en armes et en casque, des tracts de l'ex-FLNC.

Les quatre autres militants dont les photos figuraient sur l'affiche diffusée en juin 1987 ne sont plus recherchés : Charles Pieri, arrêté, a été remis en liberté en février dernier par le juge d'instruction parisien, Michel Legrand, tout en restant inculpé ; Jean Casanova, qui s'était constitué prisonnier en novembre 1988, a été inculpé et laissé en liberté ; Jean-André Orsini, arrêté, est toujours emprisonné. Quant à Jean-Baptiste Acquaviva, il a trouvé la mort, en novembre 1987, au cours d'une opération de commando de l'ex-FLNC.

C'est au lendemain de l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay, président de l'Association d'aide aux victimes du terrorisme en Corse, qu'un avis de recherche concernant ces six hommes avait été placé dans les lieux publics. A l'époque, le ministre chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, avait précisé qu'ils n'étaient pas recherchés « dans le strict cadre » de l'enquête sur cet assassinat, « mais faisant tout au moins partie des plastiquiers ».

Le dossier de la SBF transmis au parquet

La COB déchaînée...

Piquée au vif par les nombreuses critiques sur son inefficacité, la Commission des opérations de Bourse (COB) s'est réveillée au début de cette année. Chacune des réunions de son collège est devenue un événement. Le dernier en date, le mardi 21 mars, n'a pas fait exception. Les gendarmes de la tour Mirabeau à Paris ont été requis pour enquêter, presque cubité, celle des pertes de 613,7 millions de francs enregistrées par l'ex-Compagnie des agents de change sur le MATIF entre octobre 1987 et juin 1988.

Comme cela était prévisible, au terme de l'enquête lancée le 17 juin dernier, après la révélation de ce scandale, la Commission a décidé de remettre au juge d'instruction en charge du dossier son rapport concernant M. Jean-François Roisné, responsable d'une partie des pertes et accusé d'abus de biens sociaux par la Société des Bourses françaises (SBF).

Mais la COB a créé la surprise en relevant implicitement des irrégularités lors de la constitution, en mars 1988, de la Société des Bourses françaises, organisme chargé du fonctionnement du marché par la loi du 22 janvier 1988 et remplaçant la Compagnie des agents de change. La COB a décidé de transmettre son rapport au procureur de la République pour, comme le dit pudiquement son communiqué, « lui permettre d'apprécier toutes suites qui lui paraîtraient nécessaires, s'agissant des enregistrements comptables et de l'évaluation provisoire des apports de la Compagnie des agents de change à la Société des Bourses françaises ».

De plus, elle a « invité » le président de la SBF à présenter les « mesures prises et les redressements opérés au vu des faits relevés ». Elle a également communiqué « à titre d'information » son rapport au président de la Commission bancaire « en raison du caractère d'institution financière spécialisée de la Société des Bourses françaises ». Une manière élégante de souligner officiellement que cet organisme n'aurait pas rempli sa mission de contrôle en mars 1988.

Que s'est-il passé il y a un an ? Conformément à la nouvelle loi sur les marchés financiers, les autorités boursières devaient transformer la Compagnie des agents de change en Société des Bourses françaises. Une assemblée générale était convoquée pour le 31 mars afin d'approuver cette modification. Dès octobre 1987, le président du tribunal de

commerce de Paris avait désigné un commissaire aux apports, M. Didier Kling, chargé de procéder à l'opération en appréciant la valeur des actifs. Quelques jours avant l'assemblée, il remettait son dossier. Il estimait les apports à 1,242 milliard de francs. Dans son appréciation générale, l'expert mentionnait que cette valeur était fixée provisoirement sur la base du 30 septembre 1987, corrigée toutefois pour tenir compte de deux éléments : « du résultat estimé des opérations réalisées pendant la période du 1^{er} octobre au jour de la fusion, et d'événements exceptionnels qui se sont révélés postérieurement au 30 septembre 1987 et dont l'évaluation n'est pas définitive ». Il précisait cependant que, sur la période allant du 1^{er} octobre 1987 à la date de fusion, il n'avait pu faire « aucune investigation », étant donné la rapidité des délais.

Or l'un des événements exceptionnels apparut à ce moment-là. Il s'agissait de la perte enregistrée sur le MATIF par la Compagnie des agents de change durant cette période et qui ne sera révélée officiellement par son président, M. Xavier Dupont, que le 12 juin, près de trois mois après l'assemblée. A la fin du premier trimestre, le niveau n'avait peut-être pas atteint les 613,7 millions de francs, mais il

Sur le vif

N'en jetez plus !

Parait qu'il va crever, c'était marqué dans France-Soir, l'arbre de la Liberté, mis en bûche par mon Mimi, hier, devant une forêt de micros, de caméras et de projecteurs. Attention, les figurants ! Serrez un peu les rangs ! Mettez-nous un surs-culotte à la gauche du mec déguisé en curé, OK ? Bon, allez-y, m'sieur le président, vous avez de la terre, là, dans cette bessine en plastique, et voilà votre pelle. Pas de veine ! Un chêne, c'est le 25 novembre, à la Sainte-Catherine, que ça prend racine. A la Sainte-Cécile, s'enfonce chaise !

Pas de révolution, il lui manquait plus que ça ! Qu'est-ce qu'elle prend, depuis quelques mois, c'est effrayant. On baisse la tête, on lève les bras sous une grêle de gros bouquins qui lui tirent dessus à boulets rouges, et on peut plus ouvrir une radio, une télé ou un journal sans voir un historien « enfin libre » merci, furtif ! — de nous en dire plus que pendre ou plutôt que guillotiner. C'est sa fête, dites donc, ce Bicentenaire !

Remarque, depuis deux siècles qu'elle se plaignait derrière les clichés truqués, les images pieuses et les idées reçues et transmise par des générations d'histoires galvaudées, ça lui pendait au nez, cette dérouillée. Vous avez vu, dans le Point, le bilan qu'en donne, après bien d'autres, René Sédillot ? Il n'en

reste rien. Si, quand même : le système métrique ! A part ça, la cata. Elle a saigné le pays à blanc. La nation la plus peuplée et la plus prospère d'Europe en 1788 a perdu, entre Robespierre et Napoléon, deux millions d'habitants sur vingt-sept. Et ils trouvaient qu'il en restait encore trop, ces émigrés, ils parlaient de dresser un peu partout des échafauds, histoire de réduire au couperet une population qu'on voulait ramener pour son bien à cinq millions de rescapés. Pol Pot, c'est rien à côté.

Et attendez, c'est pas fini : elle a appauvri les pauvres, victimes de la folle inflation des assignats, et enrichi les riches, qui spéculaient comme des malades sur les biens nationaux, les vintres et les fournaises aux armées. Même la Déclaration des droits de l'homme, elle a pas été foutue de l'inventer. La Fayette l'a piquée aux Américains, qui l'avaient eux-mêmes pompée dans le Bill of Rights anglais de 1688 !

Je vous prie, messieurs, n'en jetez plus. Si ça continue, le 14 juillet, place de la Bastille, mon Mimi va prendre le bide de sa vie. A moins de se cacher sous le parrucage poudrée de Louis XVI, le front ceint d'une couronne : regrets éternels.

CLAUDE SARRAUTE.

L'abondance de l'actualité nous contraint de reporter la publication de la page « Emploi ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

MODE ET JALOUSIE !

C'est un fait, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite la jalousie et la curiosité intense de ses meilleures amies !

"Elle porte dix fois plus de nouvelles robes, de vêtements "super" dans des tissus géniaux et cette Mode la rend si affirmante. Pourtant elle ne dépense pas tellement..."

Vous voulez connaître son secret, le voilà : faites comme elle, allez chez Rodin.

Vous y trouverez votre revanche sur cette rivalité, au prix les plus doux, des tissus depuis 30 F le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

AMÉRIQUE



LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit)

IL COMPREND :

● Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1989)

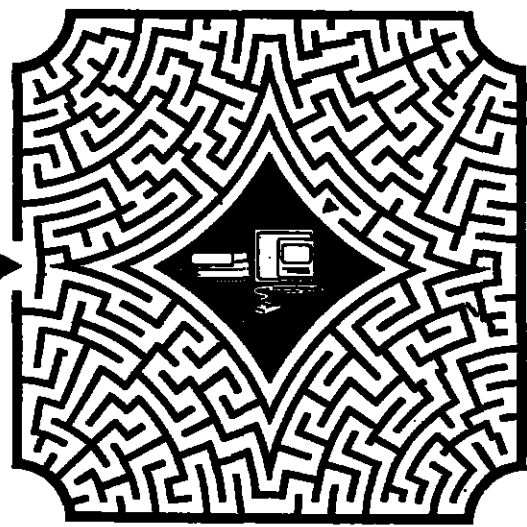
NEW YORK	1.980 F A/R.
LOS ANGELES	3.180 F A/R.
MIAMI	2.580 F A/R.
MONTREAL	1.980 F A/R.
HONOLULU	5.900 F A/R.
MEXICO	3.380 F A/R.

- La location de voiture et camping-car.
- Les transports intérieurs.
- Les tarifs d'hôtels.
- Des circuits à la carte et en groupe.
- Des tours insolites.
- Des renseignements pratiques.

Envoi de votre brochure contre 10 F en timbres.

PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58
34, av. Général-Lacaze, 75014 Paris - M^o Mouton-Duvernet.

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?



Maintenance sur site « à la Carte »

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4^e 72 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

Passages

LE MENSUEL MARS 1989

Berlin. Francfort. Salzbourg

LE RETOUR DES NAZIS ?

Ce mois-ci dans PASSAGES
La première grande enquête sur la poussée électorale de l'extrême droite outre-Rhin

EN VENTE EN KIOSQUE

ARTS • SPECTACLES



Michelle Pfeiffer et John Malkovich.

E. GEORGE/RYMA

«LES LIAISONS DANGEREUSES», DE STEPHEN FREARS

La passion en costume

Tandis que Milos Forman entreprend aux États-Unis le montage de *Valmont*, son adaptation des *Liaisons dangereuses* produite par Claude Berri, tandis que la version 1960 des mêmes *Liaisons dangereuses* avec Gérard Philipe est à nouveau visible, le film que le Britannique Stephen Frears a tiré du chef-d'œuvre de Pierre Choderlos de Laclos sort en France. Cela n'est plus une information exclusive. Les tambours médiatiques ont, largement déjà, fait résonner la nouvelle.

Mais lorsqu'un film, pour des raisons multiples, qui tiennent à l'ampleur des talents, à l'opportunité du moment, au mystère aussi, devient un événement, il suscite plus que de l'intérêt : il provoque le désir de voir et aussi de savoir ; il éveille des curiosités qui dépassent le film même.

Ainsi des *Liaisons*... On doit bien entendu en rendre compte. Se demander quels points communs il peut y avoir — et il y en a ! — dans l'œuvre de l'ico-

noclaste Frears, entre le couple de garçons de *My Beautiful Laundrette* et leur laverie automatique, les homosexuels exacerbés de *Prick up your Ears* et leur langage ordurier, et les aristocrates libertins de Laclos (lire la critique de Michel Brandaean, page II).

Une des éclatantes qualités de ces *Dangerous Liaisons* étant à l'évidence le soin significatif que Frears a apporté à les « habiller » et à les situer dans des décors aussi somptueux que naturels, on peut aussi s'interroger sur le mirage de la vérité historique en matière de cinéma (lire l'article de Michel Chion, page II) et sur les représentations filmées parfois surprenantes du dix-huitième siècle, des *Deux Orphelines* à *Barry Lyndon* en passant par *Scaramouche* (lire l'article de Jacques Siclier, page IV).

L'année de la célébration du bicentenaire de la Révolution ayant déclenché la mise en chantier de

nombreuses productions estampillées dix-huitième, on peut aussi enquêter sur les conséquences économiques de cette boulimie commémorative (lire l'article de Laurence Bénaim, page III). On peut enfin questionner un spécialiste, le costumier Patrice Cauchetier, qui dira comment parfois une robe, une redingote « d'époque » dépassent leur rôle de simple accessoire, et deviennent pour les comédiens le « vêtement de l'âme »... (lire l'article d'Anne Rey, page IV).

Tout cela à propos des *Liaisons dangereuses* ? Tout cela pour prolonger un peu le plaisir du cinéma : « Si vous trouvez cette histoire plaisante, je ne vous en demande pas le secret. A présent que je m'en suis amusé, il est juste que le public ait son tour », écrivait le vicomte de Valmont à madame de Merteuil.

DANIELE HEYMANN.

THÉÂTRE

VII

Un Shakespeare rare chez Brook

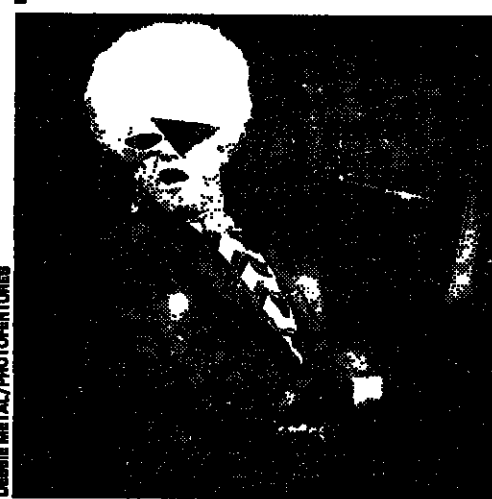


Première pièce de Shakespeare, « Titus Andronicus », est aussi la plus folle. La voici présentée aux Bouffes du Nord par la prestigieuse troupe de la Royal Shakespeare Company. Et mise en scène par une jeune femme, Deborah Warner.

MUSIQUES

IX

Un Elton John peut en cacher un autre



Il faudra bien un jour que la pop music ait ses classiques. Ce jour-là, Elton John figurera inévitablement en bonne place dans les catalogues. Pianiste virtuose et désinvolte, mélodiste parfois inspiré, il avait, lors de la vague punk, maladroitement choisi un genre en perdition, l'« euro-disco », après de longues années — et de très nombreux albums — au sommet d'un chemin escarpé entre rock et balade. Il revient aujourd'hui avec un album de meilleure eau, *Reg Strikes Back*, un hit aux dimensions de la planète, *A Word in Spanish*, et achève une tournée mondiale à Paris (Bercy) et Lausanne.

ARTS

XI

La commémoration, exercice de style



Il y a un siècle, pour célébrer la Révolution, on avait fait appel aux artistes — officiels ou moins officiels — et à Gustave Eiffel. Aujourd'hui, alors qu'historiens et conservateurs ont remplacé les artistes, le Petit-Palais commémore le centenaire du centenaire. C'est le grand bal des « pompiers ».

CINÉMA

LE «FILMER VRAI», DE MÉLIÈS À FELLINI

Le jeu du faux-semblant

Composer : telle est la loi du cinéma, aux deux sens du terme. Composer avec les images toutes faites que chacun a dans la tête. Proposer une vérité «recomposée». C'est vrai lorsque quiconque s'attache à filmer la vie contemporaine. C'est encore plus vrai quand un cinéaste remonte dans le passé : car à l'écran l'effet de réalisme est toujours codé.

Le cinéma a toujours eu des prétentions à retravailler le réel. L'authenticité est sa première revendication, mais aussi la première chose avec laquelle il transige. On se souvient que Méliès proposait au public l'équivalent du journal télévisé d'aujourd'hui sous la forme d'actualités reconstituées : le Couronnement d'Edouard VII, ou l'Affaire Dreyfus. Tout y était rigoureusement juste... à part que tout était rejoué. Pourquoi pas ? Le tout est de savoir sur quoi on fait l'impasse. Même le metteur en scène le plus soucieux d'authenticité matérielle comme Visconti — il a mis un soin maniaque, dans le *Guépard* ou *Ludwig*, à ce que les décors, les objets, les vêtements soient le moins souvent reconstitués et le plus souvent d'époque — n'hésitait pas à engager Burt Lancaster et Alain Delon pour jouer le rôle d'un prince sicilien et de son neveu !

L'auteur de *Senso* ne s'attachait pas aux détails que nous signalons par pur fétichisme : il estimait plutôt que la vérité matérielle était un moyen pour les acteurs de s'imprégner du temps où vivaient leurs personnages. C'est pour cela qu'il leur faisait porter aussi sous leur habit des chaussettes et des sous-vêtements «historiques», comme ce corset d'époque qu'il imposa à Claudia Cardinale dans le bal du *Guépard*.

MÊME DES WESTERNS DOCUMENTAIRES

On les étonnerait, les gens dont le plaisir innocent est de relever les erreurs dans les films, en leur disant que les auteurs et les producteurs se sont eux-mêmes très souvent préoccupés de ne pas trahir la vérité. Si du moins l'on se fie à leurs déclarations d'intentions, ils n'ont en que ce seul souci en tête. Y compris dans le western, que le spectateur d'aujourd'hui aurait tendance à prendre pour un genre aussi faux et stylisé que la tragédie racinienne. Or un scénariste comme Borden Chase — l'auteur de *la Rivière rouge*, de Hawks, et de plusieurs westerns célèbres d'Anthony Mann, comme *Winchester 73* — avait une tout autre prétention : celle de décrire à sa façon la chronique de l'Ouest avec ses enjeux économiques et ses soucis quotidiens. Le public d'aujourd'hui ne se doute plus de cela, ou du moins il ne le voit plus qu'à travers plusieurs couches de conventions dépassées, dans le jeu, le découpage, la photographie.

C'est le propre du cinéma, en effet, que les conventions de la forme, vite remplacées par d'autres, viennent masquer la vérité du contenu. La remarque est valable pour tous les genres, pour tous les films qui, à une période donnée, ont représenté le *non plus ultra* du réalisme et du «ça s'est passé comme ça» (du *Voleur de bicyclettes* aux œuvres de la nouvelle vague). Par ailleurs, le souci d'authenticité a toujours dû composer avec des exigences d'une autre sorte. Ne serait-ce que lorsqu'il y a eu conflit entre la réalité attestée d'une époque et son image d'épinal.

Un exemple. Pour *la Vie de bohème* de Marcel Lherbier (1943) Georges Wakhevitch prévoit



L'acteur (Robert Morley) et son modèle dans «Marie-Antoinette» de W.S. Van Dyck

d'abord de construire un décor avec une Notre-Dame sans sa flèche. En bon décorateur, il connaît en effet l'histoire de l'architecture, et sait que la cathédrale de Paris, en 1830, date de l'action du roman de Murger, n'avait pas encore été reconstituée par Viollet-le-Duc. Mais voilà, une Notre-Dame privée de sa flèche, pour le public, n'est plus Notre-Dame. Et l'image d'Épinal est finalement la plus forte ; Wakhevitch rétablira l'indispensable appendice.

De même, lorsque Howard Hawks entreprend en 1954 d'évoquer la construction des pyramides — ce sera *la Terre des pharaons*, grand film méconnu — il veut d'abord s'entourer de garanties historiques et charge Noël Howard de cette responsabilité. Celui-ci (qui a raconté toute l'affaire dans un livre désopilant *Hollywood-sur-Nil*) entreprend donc d'étudier la question. Arrive le jour de la réunion où il doit livrer le fruit de son travail. Au réalisateur et au directeur de production, qui voient déjà un pharaon défilant sur

un char et des caravanes ondulantes passer au son de la flûte, Noël Howard annonce que, selon toute vraisemblance, il n'y avait à l'époque de l'édification des pyramides ni chameaux ni chevaux. Consternation générale. Mais Hawks se ressaisit vite : «Je vous propose un marché, j'abandonne les chevaux, mais, Noël, pour l'amour de Dieu, laissez-moi les chameaux !» Nombreux ont été les films où, pour le plus grand plaisir du spectateur, on a ainsi «laissé les chameaux».

Mais d'où viennent ces images toutes faites ? Certainement pas de textes historiques, en tout cas rarement ; plutôt de films antérieurs et de toute une culture artistique et populaire établie souvent depuis très longtemps : picturale, musicale, romanesque, théâtrale... A tort ou à raison, la peinture d'une époque, notamment, a toujours influencé l'image que le cinéma en a donnée par la suite. En 1900, tout le monde ne se promenait pas coiffé d'un canotier sur les

bords de la Marne. C'est pourtant cette image venue des Impressionnistes qu'on en gardera dans de beaux films comme *Casque d'or*, et tant pis pour la vérité quotidienne. En principe, un film qui se déroule dans sa propre époque ne risque guère de mentir sur les costumes, les carrosseries de voiture, les décors naturels. Seulement, voilà, est-ce que cela lui donne une vérité quelconque ? Est-ce en quelque façon une garantie d'authenticité ? Reste donc à savoir ce que signifie «être authentique».

L'authenticité n'est pas une donnée mécanique et matérielle, on le sait. Et, si on l'envisage dans l'abstrait, elle pose un problème sans fin. Il y a toujours des sacrifices à faire. Savoir où on les fait, et sur quoi, est aussi important que de déterminer le type d'exactitude auquel on s'attache.

Par exemple, Jean-Marie Straub et Danièle Huillet ont voulu faire revivre Bach à travers les carnets (apocryphes) d'une de ses épouses. Echappant aux clichés du compositeur inspiré, ils ont su, dans leur *Chronique de Magdalena Bach* montrer la rude quotidienneté du travail du musicien. D'emblée, ils ont donc fait un gros sacrifice, celui de la ressemblance. Gustav Leonhardt, qu'ils ont choisi, n'a pas vraiment, c'est le moins que l'on puisse dire, un air de famille avec l'auteur des *Concertos brandebourgeois*. Seulement il sait jouer du clavier, et même reconstituer les doigts de l'époque (où l'on se servait peu du ponce). La question essentielle de l'authenticité n'est pas en effet «comment dois-je copier mon modèle», mais «qu'est-ce que je veux signifier de marquant, de pertinent» ?

RETROUVER DES MODES DE PENSÉE

Roberto Rossellini, qui est un des cinéastes à avoir réfléchi à la question de la vérité historique au cinéma (son film pour la télévision française, *la Prise du pouvoir par Louis XIV*, a toujours valeur d'exemple), a proposé cette formulation : ce qui importe, dit-il, d'essayer de traduire, du moins si l'on se prétend interprète d'une époque, ce ne sont pas tant ses modes vestimentaires que ses structures de pensée. Dans quel cadre de valeurs les gens vivaient, qu'est-ce qui donnait sens ou non-sens à leur vie ? Au nom de quoi ils pouvaient, d'un côté, tuer sans remords et, de l'autre, avoir des délicatesses que nous n'avons plus ? Ainsi seulement, affirme Rossellini, le cinéaste ne se contente pas de transmettre des «sensations».

Dans les nombreux films didactiques de sa dernière période, Rossellini n'a donc pas tant cherché à reconstituer une texture historique totalement exacte du point de vue visuel, sonore, linguistique, etc., qu'à trouver la scène, la réplique, l'échange d'idées entre ses personnages, qui traduisaient de telles structures de pensée. Exemple donné par lui (1) : l'histoire authentique d'un voleur, au Moyen Âge, qui devait être écartelé pour l'exemple sur la place d'un village, et qui se plaignait qu'on l'empêchait de recevoir les sacrements alors qu'on le permettait aux voleurs semblablement traités dans un village voisin. Et un jeune homme du village de répondre au plaignant : «Comment ? Mais ce serait trop facile ! On l'écartèle et tu es sauvé ! Au contraire, tu dois mourir damné pour l'éternité».

«Quoi de plus révélateur d'une époque qu'un récit comme celui-ci ?» ajoute Rossellini.

MICHEL CHION.

(1) *Le Cinéma révélateur*, 64. Cahiers du cinéma.

LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

Des amours monstres

«Les Liaisons dangereuses» de Stephen Frears

TROIS servantes au moins, c'est l'équipe minimale qu'il faut pour foudroyer la marquise de Merteuil à son lever dans une de ces robes étroites et fiévreusement lacées qui sont de mise à l'époque, la perruque, l'indienne de crèmes et de fard. De son côté, le vicomte de Valmont à qui l'on tend à la même heure son habit de soie brodée, ses jabots, ses diamants, plonge son visage dans un long cornet tandis qu'on le poudre de frais. Cette préparation silencieuse, grave, presque funèbre des athlètes de la ruse qui vont s'affronter deux heures durant est d'une beauté pleine d'angoisse, magnifique : un monde pourri va s'écrouler, bien sûr, mais comme c'est dommage, on ne fera plus jamais si bien le mal.

Le vicomte arrive avec un sourire de loup chez la marquise (ils ont été longtemps amants, se considèrent maintenant comme deux complices) et la marquise lui demande un petit service. Un de ses innombrables ex-amants, Bastide, s'est mis en tête d'épouser une vierge, une oie blanche de seize ans sortie du couvent, Cécile de Volanges. Le vicomte serait bien aimable de la dépecer pour énerver Bastide. Trop facile,

répond le vicomte, j'ai une réputation à soutenir. Il a déjà brisé des cœurs par centaines, séduire l'innocence c'est bon pour les débutants, lui doit s'obliger à plus ardu. Séduire une noble vertu, Madame de Tourvel, par exemple, d'une fidélité confirmée, presque excrétique, et qui justement séjourne à la campagne chez la tante du vicomte. Soit, dit la marquise, si vous enlevez la place et m'en fournissez la preuve, je vous accorderai une récompense. Cette récompense, le vicomte a l'air d'y tenir très fort pour un blasé, ce doit être une spécialité rare dont la marquise a le tour. Le vicomte file chez sa tante.

Jusqu'ici le spectateur français connaissant, souhaitons-le, le roman de Laclos, un des purs sommets de notre littérature, en librairie depuis 1782, peut être partagé entre deux sentiments contraires. Le plaisir de suivre les passes d'armes d'une action vivement conduite en amour, la gêne de découvrir un chef-d'œuvre familial quelque peu américanisé. Stephen Frears, le réalisateur de *My beautiful Lady* et de *Prick up your Ears*, est anglais sans doute, comme Christopher Hampton qui s'est inspiré pour le scénario de la pièce qu'il avait déjà tirée du

roman. Le roman composé de lettres, encore plus «écrit» qu'un récit direct, dans une langue exquise, ne pouvait qu'être adapté, simplifié et mis en anglais moderne pour le théâtre et l'écran. Le choix de comédiens américains pourrait se discuter — conjurons les fantômes de *Dynasty* et *Miami Vice* — s'ils n'étaient si remarquables. Glenn Close qui fut, il y a peu, la méduse castatrice de *Liaison fatale*, est une marquise implacable que la cruauté rend de plus en plus terrifiante. John Malkovich, grand seigneur félin dont le regard bigle traduit la froide obsession du prédateur, est un Valmont redoutable. Michelle Pfeiffer en Tourvel offre une vertu que l'on outragerait volontiers et Uma Thurman prête à Cécile de Volanges sinon un art confirmé de comédienne, du moins une grâce physique apaisante dans un film fort chaste. Tous ont l'accent américain, certes, et un jeu un peu trop explicite au début («Suis-je assez scélérat ?»), cela s'arrange ensuite. De toute façon les amoureux du Valmont de Laclos n'aimeraient jamais un Valmont de cinéma. Comme aucun soupissant de la Natacha Rostov de *Guerre et Paix* ne la reconnaîtra en telle actrice. Les fantasmes nés de l'écrit ne sont pas faits

pour être incarnés. Cette porte ouverte enfoncée, refermons-la, il se fait tard, dans notre histoire.

On ne dira jamais assez les méfaits du grand air. A la campagne, Valmont serre de près Volanges fille, la soumet et la passe à Merteuil qui la console en lui enseignant les mérites de l'hypocrisie. Puis, tandis que Valmont approfondit l'éducation de Volanges fille, Tourvel donne des signes de fléchissement. Valmont pointe ses batteries vers la citadelle Tourvel qui se rend, cède enfin. Le vicomte alors refuse, l'épargne.

Pourquoi donc ? Une nouvelle feinte ? Pas si simple. Mais assez défilé. Laissons à ceux qui ignorent la découverte de la suite et de la fin de cette bataille. Car c'est bien d'une guerre qu'il s'agit, avec des morts et du sang, et Frears, qui est sensible, la même impitoyablement, sèche, terrible. Encore le destin de la Merteuil est-il plus atroce encore dans le roman. Mais pourrait-on le montrer tout à fait ? L'essentiel, qui est la morale, est sauve et respecté. Les méchants sont punis, le vice châtié, l'amour vrai glorifié et si les bons sont tout de même rudement blessés, en quoi Laclos reste tout à fait moderne et Frears ne s'y est pas trompé, c'est parce que «l'amour ne rend pas heureux ceux qui en sont les plus dignes».

RENCONTRE AVEC LE COSTUMIER PATRICE CAUCHETIER

« L'habit modèle l'âme »

Deux fois déjà, pour le théâtre et pour l'opéra, Patrice Cauchetier a habillé le quintette fatal des « Liaisons dangereuses ». Il a aussi vêtu l'Atys de Lully, et beaucoup de personnages mis en scène par Jean-Marie Villégier. Reconstitutions d'antique subrepticement transposées dans un temps impossible à situer. Les grands costumiers sont des rêveurs... documentés.

« L'EBA-Ba du costumier ? Définir, pour le serviteur comme pour l'aristocrate, si le personnage est français, anglais, italien, chic ou négligé, provincial ou parisien. C'est là qu'il faut savoir lire les tableaux. Y discerner la fantaisie de la réalité.

Quels tableaux d'ailleurs ? Surtout pas Watteau, référence obligée du public ou des critiques dès qu'on aborde le dix-huitième siècle. Or Watteau, justement, ne copiait pas ce qu'il voyait. Tous les costumes dix-huitième qui sont parvenus jusqu'à nous sont tissés, brodés, imprimés, lamés, galonnés. Watteau, lui, préférait pour ses tableaux les matières lisses et unies : il transposait, il simplifiait, il faisait son théâtre personnel — pensez surtout aux *Fêtes galantes*. Il rêvait !

Je ne me suis jamais inspiré de Watteau. Mais de peintres de moindre importance comme De Troy et Lagillière, dont tout l'œuvre n'a pas été édité, qu'on retrouve au hasard des catalogues. La Bibliothèque des arts décoratifs possède de surcroît un trésor : de grands cahiers sur lesquels une sorte d'encyclopédisme un peu fou du début du siècle a collé tout ce qui lui tombait sous la main. On y trouve, d'ailleurs classés et répertoriés, des cortèges d'animaux, de ponts et toute une série sur le costume : vignettes imprimées ou gravures anciennes. Je pêche, je photocopie à la pelle.

Essaie, comme Watteau, vous vous mettez à rêver ?

Je commence à travailler le personnage tel qu'il est donné par le texte et vu par le metteur en scène. Va-t-on opter pour une reconstitution fidèle, pour les plus beaux costumes d'époque ? Inutile de se mettre à rêver avant d'avoir vu les acteurs engagés. S'ils n'ont pas le physique approprié, l'illusion ne naîtra jamais. C'est par le corps que chaque époque se raconte. C'est par des corps conformes à ses canons qu'on pourra la reconstituer.

A quel donc ressemblait le corps du siècle ?

Visage rond, poitrine ronde accrochée haut, attaches fines, suffisamment de graisse pour supporter le corset. Pensez à l'insistance d'un marquis de Sade sur l'« embonpoint du beau sexe ». Regardez les nus d'hommes : estomacs confortables, épaules tombantes, mollets monstrueux. Il faut de bons mollets pour supporter des calottes à la française. De nos jours, on rembourne...

Visconti a été l'un des rares cinéastes à exiger des physiques d'époque. Marie Dubois dans *l'Innocent*, c'est la beauté 1880 réincarnée, Ingrid Tullin, dans *les Dammés* a ces épaules massives, cette poitrine menue, ces hanches fortes sur lesquelles filent merveilleusement les robes en crêpe 1930.

Ainsi conçu, le costume n'est pas un accessoire. Il force à retrouver les gestes par lesquels on s'exprimait, il modèle l'âme. Vêtu d'une robe Louis XIV, avec un grand décolleté horizontal qui lui passe au milieu des épaules, une actrice n'a plus la possibilité d'exprimer le désespoir en levant les bras au ciel. Un autre geste doit



être trouvé. Ce geste, en cherchant bien, vous le trouvez dans l'iconographie. Puisque les sentiments, eux, ont toujours existé.

Ma bible est la *Marquise d'O*, d'Eric Rohmer. Tous les sentiments y sont rendus, dans les codes fin dix-huitième. Je ne pense pas seulement à la séquence du rêve, directement inspirée du *Cauchemar* de Freud. Mais à tous ces corps de femmes languides, des ronds, moins abandonnés en avant. La première qui ait pris ce genre de pose sans avoir l'air accablé est la *Madame Récamier* de David. Chaque époque a sa façon de mettre le corps en scène, de privilégier une attitude : port de tête et de bras sous l'Empire ; jeu de taille sous Louis XV et Louis XVI.

Vous avez fait porter à Atys, prêtre frappé de folie, une longue tunique noire, doublée de rouge sang. Ce costume peut-il être le comme un symbole.

Il peut l'être, il ne le doit pas forcément. Tous les débats, tous les courants qui abordent le théâtre, veulent raconter la pièce par leurs costumes. Or c'est le texte, ce sont les comédiens qui racontent.

Le costume d'Atys vous a fait rêver. Vous y avez vu s'opposer folie et rationalité. En fait, ce costume a bel et bien existé. Avec son petit chapeau croquignolet, il est l'un de ceux que Louis XV a portés pendant la cérémonie du sacre. Je n'y ai rien changé. J'ai simplement inventé le dos puisqu'il n'avait été peint que de face.

Le théâtre, ce sont des personnages que l'on prend à un point de leur histoire et que l'on quitte à la fin. Un costume qui veut trop raconter oriente la compréhension qu'on a d'eux sur une voie unique. Ce n'est pas bien.

Que raconte, alors, le costume historique ?

Que ces gens-là, psychologiquement, n'obéissent pas à nos lois. Plus on creuse leur différence, plus on s'inquiète d'authenticité, plus on met de distance entre eux et nous. Pour peu qu'on y rajoute les codes gestuels de l'époque, les voici transformés en une tribu bizarre dont les rites vous sont inconnus, dont vous ne connaissez que la langue.

Les *Liaisons dangereuses* sont un roman par lettres dont les personnages, par définition, ne se touchent

jamais. On voudrait, dans sa transposition filmée, que le chair n'y ait pas cette présence hantée.

La poitrine sous le nez est l'une des caractéristiques de la mode Louis XV : Stephen Frears ne pouvait l'ignorer. On touche là néanmoins l'une des difficultés de notre métier. Ce n'est pas parce que c'est historique que c'est juste. Le spectateur a ses propres codes de lecture, qui évoluent de façon obscure. Imaginez dans le cas présent que les poitrines dénudées soient revues à la mode en 1989, comme elles l'étaient dans les années 50. On n'aurait même pas l'idée de s'interroger sur le profondeur du décolleté de Madame de Merteuil.

La plupart du temps, le public ne croit pas vraiment aux spectacles en costume. Et puis soudain, exceptionnellement, par un concours de circonstances secrètes, l'idée qu'il se fait d'un siècle ou d'une époque est là, au complet. Il est prêt à jurer que c'était ça, au bout de bottine près. Je crois que cette illusion de vérité surgit, comme dans *Atys*, lorsque l'équipe dans sa totalité a revêtu le même rêve éveillé.

La tragédie classique est, comme l'opéra baroque, une manière de rêver l'Antiquité.

Et il n'est pas si facile qu'il y paraît de s'inspirer, comme je l'ai fait pour *Chino* à la Comédie-Française, de la statuaire antique revue par la peinture du dix-septième siècle. Le drapé, dans les représentations de l'époque, est un tissu qui s'envole, tient en l'air par l'opéra du Saint-Esprit. Or mettez sur une actrice une tunique très légère, une ceinture-bijoux et essayez d'y accrocher le rituel manteau en brocart. Trente secondes plus tard, la robe est remontée sous le menton, la comédienne s'étrangle. Pour que cinquante mètres de velours tiennent sur une tunique aérienne, il faut tout un système de harnais soigneusement dissimulés.

Et le peplum ?

L'adorerais. C'est le genre où l'on peut tout imaginer. Le genre d'ailleurs où tout a été osé, comme des coiffures à la Bardot sur la tête des Troyennes. On sait cependant très bien à quoi ressemblaient les costumes de Rome. On ne parvient pas pour autant à leur donner un air d'authenticité. Regardez Heuzey, ce professeur d'art des années 20 et 30. Il s'est baladé en Afrique pour retrouver des matières à tisser comparables à ceux de l'Antiquité ; il a même retrouvé des tissus encore conformes à ceux de l'époque. Il a donc reproduit sur des mannequins les drapés des statues antiques et il les a photographiés : c'était raté ! Ses mannequins étaient des beautés 30 et non de belles Romaines.

Rome véhicule tellement d'images assimilées par chacun de nous dès la scolarité qu'une reconstitution « vraie » risque à tout coup d'être refusée. Alors que le *Satyricon* entièrement fantasmagorique de Fellini n'est pas reçu comme une trahison.

En fait le costume, même le plus respectueux de la vérité historique, parle toujours de la période à laquelle il a été créé. C'est ce qui explique qu'il se démode si vite.

On sait à quel ressemblait un sans-culotte. Mais comment donc était habillé Robespierre ?

Comme Louis XVI. La Révolution, contrairement à ce que l'on peut penser, n'a pas changé les habitudes vestimentaires. En fait, dans l'histoire du costume, les grands bouleversements correspondent très rarement aux grands tournants politiques. Le costume n'a pas changé que vers 1800. Réagissant aux excentricités de l'Ancien Régime, la bourgeoisie a inventé pour les hommes le costume noir. Nous le portons toujours...

Propos recueillis par ANNE KEY.

Magazine d'information et de réflexion réalisé par l'ensemble de la rédaction culturelle, l'hebdomadaire de deux pages qui paraît désormais en cahier séparé chaque mercredi (dans le numéro du Monde daté jeudi) se veut également un guide, d'accès commode, destiné à faciliter le choix de ses lectures face à une surabondance de spectacles, d'expositions, de manifestations en tout genre. Ces lecteurs trouveront donc dans chacune des rubriques « Cinéma », « Théâtre et danse », « Musique », « Arts », une sélection commentée de films, pièces, concerts, ballets, expositions, qui nous paraissent devoir être signalés en priorité de la semaine à venir.

A la critique de tous les films nouveaux bénéficient chaque semaine d'une diffusion nationale s'ajoutent le rappel commenté des principales actualités et des reprises à ne pas manquer. Seront signalées également la durée de chaque film et, s'il y a lieu, pour les reprises, la qualité de la copie. Pour Paris, figurent tous les renseignements pratiques concernant les salles. Ce qui n'exclut pas, comme le prouvent les articles page V, une projection vers l'actualité de la semaine suivante.

Pour le théâtre, les pièces dont la première représentation a lieu pendant la semaine concernée, tant à Paris et en banlieue qu'en région, seront signalées en tête, dans la rubrique « spectacles nouveaux ». Viendront ensuite une sélection des pièces que nos critiques ont appréciées, en France et éventuellement à l'étranger. Avec tous les renseignements utiles pour réserver ses places.

La musique représente en cas particulier, puisque la plupart des concerts classiques n'a lieu qu'une fois, puisque les productions lyriques ne donnent généralement lieu qu'à un petit nombre de reprises, puisque les stars du jazz, du rock, de la variété, sont des étoiles filantes qu'il faut pouvoir saisir au vol. Une rubrique « Réservez vos places » fournit donc l'information nécessaire plusieurs semaines à l'avance. La sélection des manifestations importantes, en France et à l'étranger, sera précédée de nos « Découvertes », tous genres de musique mêlés.

Les expositions enfin. Il nous a paru indispensable de dissocier les galeries (où il est permis d'acheter) des musées et des centres culturels. Ceux-ci seront donc chaque semaine placés en tête de notre sélection « Arts », sous la mention des nouvelles expositions. Régions et étranger seront également explorés.

FILMS NOUVEAUX

- Journées**
de Jean Rollin, avec Arnold Schwarzenegger, Danny DeVito, Kelly Preston, Chloë Webb, Amélie, 1 h 47.
Nés d'une expérience biologique complètement ratée, Monsieur Muscle Schwarzenegger et le robot bedonnant Danny DeVito sont en réalité jumeaux. Le beau Schwarzy, élevé dans une île pour devenir un surhomme, devient soudain en tout, mais toujours pas, un héros. Apprend la vérité et part à la recherche de son frère. Puis tous deux partent à la recherche de leur mère, en compagnie de deux jeunes personnes, car Danny DeVito, en dépit de son physique ingrat, est un fétif dragueur. L'arrivée de Schwarzenegger à Los Angeles, ses mollets musculaires dévoilés par des shorts bien trop larges ne manquent pas de séduire les premières rencontres de jumeaux dissemblables non plus. Et moins encore l'étonnement des gens quand ils apprennent leur lien de parenté. Mais ces trois gars font tout le film, et bientôt, ils s'usent. Cependant, le film fait un malheur aux Etats-Unis, et au festival de Chamrousse (le Monde du 12/13 mars) il a reçu le prix du jury et celui du public : alors qu'était présenté *Attends-moi au ciel*, satirique espagnol qui a fait l'humour de rire le festival de Biarritz. Question de climat, peut-être.
- G. G.**
VO : Forum Horizon, handi-capté, dolby, 1^{re} (45-08-57-57) ; U.S.G. Quenton, dolby, 9^e (42-25-10-30) ; George V. T.M., dolby, 9^e (45-62-41-40) ; Pathé Marignan-Concordia, dolby, 9^e (43-53-32-32) ; Sept Paranaïens, 14^e (45-20-32-32).
VF : B&B, 2^e (42-30-33-33) ; Saint-Laurent-Picard, handi-capté, dolby, 9^e (43-57-35-35) ; Paramount Opéra, handi-capté, dolby, 9^e (47-42-55-51) ; U.S.G. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-01) ; Funesta, handi-capté, 13^e (43-31-55-55) ; Miral, dolby, 14^e (45-39-52-52) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14^e (43-20-12-08) ; Convention Saint-Charles, handi-capté, dolby, 19^e (45-79-33-03) ; Gaumont Convention, handi-capté, 19^e (45-28-42-27) ; Pathé Wagram, dolby, 19^e (45-22-46-01) ; La Gauchette, dolby, 20^e (45-25-10-06).
- J. S.**
VO : Rolfet Laga II, handi-capté, 9^e (43-54-43-34) ; Sept Paranaïens, 14^e (43-20-32-32).
- Les Liaisons dangereuses**
de Stephen Frears, avec Glenn Close, John Malkovich, Michelle Pfeiffer, Amélie, 12 h.
Lire nos articles pages I à IV.
- VO : Forum Horizon, handi-capté, dolby, 1^{re} (45-08-57-57) ; Gaumont**

L'authentique au rabais

« O N fait tout aujourd'hui pour résister à la mode. Il semble bien loin le temps des marquis aux yeux de biche, des cocottes Second Empire » (Arietty dans les *Compagnons de la Marjolaine*), aux lèvres rouge baiser. Au-delà de l'anecdote, l'histoire revient par la grande porte. Aux Ateliers du costume (Harem, Camille Claudel), on réalise des corsets à baleine d'acier (et non plus en osier ou en vraie fanons de baleine, comme au dix-huitième siècle), des jupons matelassés et, au total, pas moins de 120 commandes depuis 1971 ; la dernière : *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau, avec 170 costumes...

Chez Patrick Labreton aussi — un atelier plus jeune, né en 1980, à la réputation déjà acquise — on travaille dans un esprit « couture » : certaines robes exigent jusqu'à deux cents heures de travail ! C'est là qu'aura été réalisée une partie des costumes du *Valmont*, de Milos Forman.

Reviendrait-on à un « faux parfait » ? Encore faudrait-il s'en donner les moyens. L'occasion rêvée du Bicentenaire n'aura pas convaincu la SFP. La plus grande réserve nationale (350 000 costumes,

450 000 accessoires depuis l'acquisition des stocks Pathé Cinéma, Casagrain, Grenier, Vacher, Marie Grametier) n'a pas acheté ceux de la célèbre maison Traounouze (le fournisseur des Carné, Renoir...) dont la richesse s'étend de 1900 à nos jours. L'actionnaire majoritaire est, depuis le début de l'année, l'anglais Berman's à Londres où travaillent 180 personnes.

L'autre grand fournisseur international s'appelle Tirelli. Il est à Rome, à la tête d'une entreprise rendue célèbre par les toilettes viscontiennes, travaille aujourd'hui pour Zeffirelli, Arnaud, Coppola, ou encore les metteurs en scène de théâtre et d'opéra comme Strehler, Pizzi, Ronconi. Véritable royaume du costume que la maison Tirelli : records incontestés en quantité d'habits disponibles, en qualité du service.

En France, 93 fournisseurs ont été mobilisés par les 87 costumes de la *Liberté ou la Mort*, mis en scène par Robert Hossein. 36 000 figurants pour la *Bataille de Valmy*, de Robert Enrico, 2 000 costumes, un budget de 800 000 F pour la seule patine artificielle des tissus, ne doivent pas

faire oublier la relative misère du métier. Les créateurs de costumes ne sont pas reconnus par le Centre national du cinéma, ils ne possèdent pas de carte professionnelle.

A la SFP, l'activité du département ne représente pas plus de 0,5 % du chiffre d'affaires global de la société ; les ateliers tailleurs qui mobilisaient 30 personnes n'en emploient plus que 7. Dans cette situation, le Bicentenaire a créé comme un vent de panique. « Tout s'est fait en catastrophe », affirme-t-on ici.

Les chiffres le vérifient. Pas moins de 20 productions (la *Grande Cabriole*, de Nino Compagnon, le *Procès de Louis XVI*, de Maurice Dugowson, les *Nuits révolutionnaires*, de Charles Brabant), mais seulement 219 créations de costumes (dont les 87 de la *Liberté ou la Mort*) contre 6 000 locations. Les prix font, il est vrai, la différence : 300 F à 400 F la location d'une petite chose simple, « du peuple » ; et jusqu'à 25 000 F pour les créations de prestige, réservées aux premiers rôles. Certains tissus brochés se négocient aujourd'hui à 3 500 F le mètre !

LAURENCE BENAIM.

CINÉMA

UNE HISTOIRE DU COSTUME EN QUATRE FILMS

Le XVIII^e siècle en marche vers le réalisme

David Wark Griffith tourna en 1920 une version peu fidèle à son modèle des « Deux Orphelines », le mélodrame français. On y voit des nobles en costume d'apparat, des bourgeois en vêtements modestes mais solides, des gens du peuple pourvus d'attraits en en haillons, surtout dans les scènes de foule déchaînées. Facile de reconnaître les classes sociales et d'impressionner, à partir de cela, l'objectif. Mais Lilian et Dorothy Gish, les deux héroïnes, avec leur robe blanche à manches bouffantes, leurs « anglaises » et leur bouche en cœur pourraient être des jeunes filles sorties aujourd'hui d'une lointaine campagne. Simplement, leur mise change avec les époques, jusqu'aux marches de l'échafaud.



Il faudra attendre le « Barry Lyndon », de Kubrick, pour que s'opère une véritable révolution. Les couleurs, les éclairages (aux bougies), les costumes (créés par Ulla Soderstrom et Milena Canonero d'après des vêtements de collections privées), vont vers le réalisme pour traduire l'esprit d'une époque. Même les nobles peuvent avoir des habits et des robes froissées ou érotées, fatiguées par l'usage et la vie quotidienne. Les personnages ne sont plus des gravures de mode. Stanley Kubrick n'est certes pas un réalisateur hollywoodien. La même année, en France, Bertrand Tavernier tenait de la même façon vers un réalisme d'époque avec « Que la fête commence ! », situé sous la Régence. Mais c'était bien avec Kubrick que la fête avait commencé... Suivra, par exemple, « Amadeus », de Milos Forman.



Le « Scaramouche » en technicolor de George Sidney (1952) montre bien, dans le grand style hollywoodien, le changement esthétique intervenu depuis Griffith. A chacun ses couleurs. Et les maquillages (ils étaient déjà différents dans les années 30) doivent tenir compte des nécessités du flamboyant technicolor. Comme les costumes bien sûr, signés Gile Steel (il est toujours en exercice à la MGM). Quand c'est fait avec goût, comme ici, on peut parler de projection psychologique dans les couleurs. Même si le sonci pictural domine toujours.



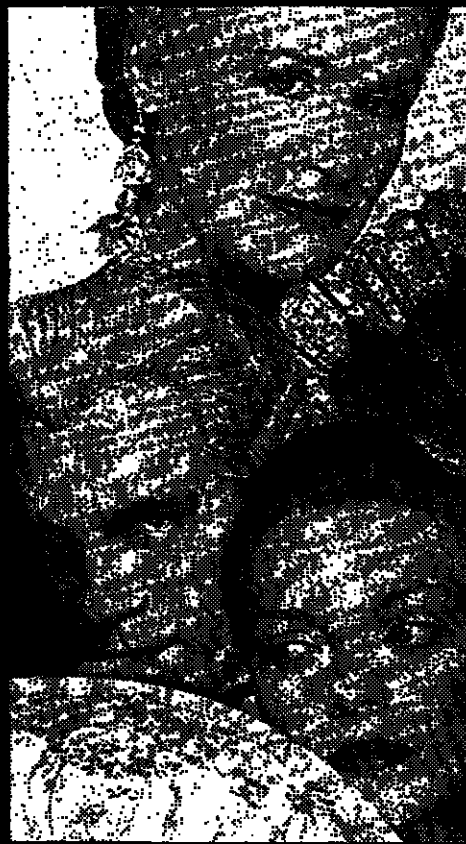
Depuis, dans les meilleurs des cas, la tendance prévaut. Le réalisateur René Allu, qui pense et filme cinéma même lorsqu'il travaille pour la télévision, a, en quelque sorte, bonifié la boucle, avec « Un médecin des Lumières », diffusé en 1988. Dans ce village du Bourbonnais, en 1776, au début du règne de Louis XVI, les costumes correspondent aux fonctions sociales, sans trace d'esthétisme pictural. L'esprit du réalisme historique fait sentir ses effets.

JACQUES SICLIER

7 NOMINATIONS AUX OSCARS 89 DONT MEILLEUR FILM

"UNE MISE EN SCÈNE VIRTUOUSE.
DES ACTEURS ABSOLUMENT
EXTRAORDINAIRES.
UN FILM VERTIGINEUX".
PREMIÈRE

"C'EST LA VÉRITÉ SOUS LE MASQUE
DE LA PERFECTION.
RÉUSSITE COMPLÈTE".
ACTUEL



"LES LIAISONS DANGEREUSES
... TRANCHANTES COMME UNE LAME
ET IRRÉSISTIBLES COMME LA PASSION.
... FILM BRILLANT".
STUDIO MAGAZINE

"DU GRAND ART. MAGNIFIQUE".
COSMOPOLITAN

"C'EST UN RÉGAL.
C'EST UN CHEF-D'ŒUVRE".
VSD

AUJOURD'HUI

GLENN CLOSE • JOHN MALKOVICH • MICHELLE YEOH •
LES LIAISONS DANGEREUSES
UN FILM DE STEPHEN FREARS

WARNER BROS. PRESENTE UN FILM LORIMAR FILM ENTERTAINMENT UNE PRODUCTION NEH LIMITED GLENN CLOSE • JOHN MALKOVICH • MICHELLE YEOH • "LES LIAISONS DANGEREUSES" (DANGEROUS LIAISONS) SWOOSIE KURTZ • KEANU REEVES • MILDRED NATWICK • UMA THURMAN
CO-ÉCRIT PAR JAMES ACHESON • MICK AUDSLEY • RÉALISÉ PAR STEPHEN FREARS • MONTÉ PAR PHILIPPE ROUSSELOT • MUSIQUE PAR GEORGE FENTON • COSTUMES PAR CHRISTOPHER HAMPTON • "LES LIAISONS DANGEREUSES"
DÉCORÉES PAR CHODERLOS DE LACLOS • RÉALISÉ PAR CHRISTOPHER HAMPTON • NORMA HEYMAN • HANK MOONJEAN • STEPHEN FREARS
DISTRIBUTION PAR WARNER BROS. ENTERTAINMENT, INC. A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

552 من الأصل

CINÉMA

LA SEMAINE PROCHAINE : «MISSISSIPPI BURNING», D'ALAN PARKER

Les derniers masques de la ségrégation

Diffusée en France à partir du 29 mars, la version filmée d'une histoire réelle : le meurtre d'un jeune Noir et de deux militants anti-ségrégationnistes, en 1964. Vingt-cinq ans plus tard, les crimes d'intolérance sont toujours d'actualité. Et les armes à feu toujours en vente libre aux Etats-Unis.

HIER. En 1964, alors que le Congrès américain s'apprête à accorder le droit de vote aux Noirs, des centaines d'étudiants, blancs et noirs, descendent du Nord pour inciter les Noirs du Sud à s'inscrire sur les listes électorales. Parmi ces *Freedmen Riders*, deux juifs new-yorkais, Michael Schwerner et Albert Goodman.

Le 16 juin 1964, l'église méthodiste du Mont-Sion à Longdale, près de Philadelphia, Mississippi, est incendiée. Le 19 juin, le Sénat américain vote la loi sur les droits civiques. Le 21, alors qu'ils se rendent à Longdale, Schwerner et Goodman, accompagnés de James Earl Ray, un militant noir du Mississippi âgé de vingt et un ans, sont arrêtés près de Philadelphia. Ils sont mis en cellule puis libérés. On ne devait jamais les revoir.

Pendant six semaines, des agents du FBI ratissent la région (l'opération a pour nom de code « *Mississippi Burning* »). Le mardi 4 août, quarante-quatre jours après la disparition des trois jeunes hommes, leurs cadavres à moitié décomposés sont découverts dans les remblais d'un barrage au sud de Philadelphia. Quatre mois plus tard, le shérif de cette municipalité, son adjoint et dix-sept autres personnes sont arrêtés. Trois ans plus tard, sept d'entre eux, dont le shérif adjoint (mais pas le shérif), sont condamnés par un tribunal fédéral siégeant à Meridian pour meurtre et conspiration avec intention de meurtre.

Aujourd'hui enquêteur auprès du département audit de l'Etat du Mississippi et chargé à ce titre des « crimes en col blanc », George Pierce Metz, soixante ans, était à l'époque correspondant à Meridian du *Birmingham News*. Il est, de l'avis général, celui qui connaît le mieux l'affaire.

Il replace les événements dans leur contexte historique : « En raison de son activité militante, le Ku Klux Klan avait lancé un ordre d'exterminer Schwerner. C'est au cours de l'opération que l'église de Longdale a été mise à feu... Le film est exact sur ce point ; Michael Schwerner a été tué le premier. Mais pas dans la voiture : les trois hommes en avaient été arrachés. Beaucoup pensent qu'il a dû y avoir effectivement : si Schwerner n'avait pas été tué soudainement - il a à peine eu le temps de dire une phrase, - il n'y aurait pas eu massacre. Les tueurs ne devaient pas abattre Goodman et Chaney. »



Réunion du Ku Klux Klan à Columbia, 1959.

Le reproche majeur adressé au film est d'avoir totalement occulté le rôle des Noirs dans le combat pour les droits civiques. (En 1964, le tennisman Arthur Ashe remportait l'US Open et Martin Luther King le prix Nobel de la paix.) « Or ils y prenaient une part active et courageuse, défilaient, manifestaient ; ils n'encassaient pas sans broncher, comme les Blancs l'espéraient. »

AUJOURD'HUI. Le film de Parker a été tourné en partie dans le Mississippi avec la collaboration des organismes officiels, ravis de l'aubaine économique, ainsi que des populations locales dont bon nombre furent figurants. La suite se révèle plus délicate.

« Ce qui a peut-être le plus choqué, dit George Metz, c'est une déclaration de M. Parker affirmant que les choses en étaient restées exactement où elles étaient il y a vingt-cinq ans. Dès lors, les gens ont eu le sentiment que le film les caricaturait. On pla. » Estimant que le film « décrit avec justesse le Mississippi des années 60 », le *Clarion-Ledger* de Jackson craint que l'image négative et stéréotypée ne s'en trouve renforcée - « mais nous en avons l'habitude ». Les habitants s'avouent agacés : « Il y a de la mauvaise graine partout, tous les recoins du Mississippi n'étaient pas concentrés dans le comté de Neshoba. »

Selon le *Sun Herald* du début décembre 1988, Ray Mabius, gouverneur du Mississippi, s'est précipité à Washington D.C. à la première du film pour tenter de « calmer le brasier » allumé aussi bien par le film que par les déclarations d'Alan Parker (qui affirme que ses propos ont été « grossièrement déformés »), et profiter de cette plate-forme nationale pour promouvoir l'image d'un « nouveau » Mississippi.

Les troubles que craignaient les autorités n'ont pas eu lieu. Unanimes dans la louange, les critiques locales ont bien préparé le terrain. Et dès le vendredi 13 janvier, à Jackson comme à Louisville, les salles étaient pleines à craquer. « *Blancs et Noirs, côte à côte*, dit George Metz. Quand, à l'âge de six ans, j'allais au cinéma - dans la même salle de Louisville, - les Noirs étaient au balcon et les Blancs à l'orchestre... » « Il y a vingt-cinq ans, je n'aurais même pas été admis dans la salle », affirmait au *New York Times* Gene Young, enseignant à la State University de Jackson, dont les élèves sont en majorité noirs.

DEMAIN. Faut-il s'attendre dans ces conditions à un retour massif des « Klansmen » ? Le dimanche 5 mars, le Ku Klux Klan organisait deux défilés, à Philadelphia et à Meridian - « et ça ne me paraît pas un hasard s'ils ont choisi ces deux villes », dit Dennis Smith. Selon les documents d'actualité, le défilé de Philadelphia regroupait une douzaine de « Klansmen » vêtus de leurs robes blanches et une douzaine de supporters. Interrogée dans la rue, une femme disait ne souhaiter qu'une chose : « que ces gens-là s'en aillent », et soulignait qu'il ne fallait pas y prêter trop d'attention. En revanche, le cortège de Meridian comptait près de trois cents personnes, y compris, il est vrai, une contre-manifestation. Selon George Metz, la plupart des « Klansmen » défilant à Philadelphia venaient de Caroline du Nord : il n'y a pas lieu, pour lui, de voir là une recrudescence significative du Klan.

HENRI BÉHAR.

FILMS

NOUVEAUX (suite)

« Les Héros », d'Alfred Hitchcock, 1960 (40-28-12-12) : Pathé Impérial, handispée, dolby, 2° (47-42-72-82) ; U.S.C. Odéon, dolby, 2° (45-25-10-30) ; La Paque, dolby, 2° (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handispée, dolby, 2° (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 2° (43-59-04-57) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11° (45-57-50-51) ; Essaria, dolby, 15° (47-07-28-04) ; Gaumont Alcala, handispée, dolby, 14° (43-27-94-50) ; 14 Juillet Desgranges, dolby, 15° (45-75-79-79) ; Blanche Montparnasse, dolby, 15° (45-44-25-02) ; U.S.C. Mafco, 17° (47-48-06-06).
VF : Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; Les Merveilles (43-43-04-87) ; U.S.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58) ; Fauvette Bleue, 13° (43-31-50-34) ; Mafco, dolby, 14° (43-20-55-52) ; Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 15° (45-22-46-01).

Romuald et Juliette
de Coline Serreau, avec Daniel Auteuil, Fimrine Richard, Pierre Veneri, Françoise, 1 h 48.
Dans les comédies américaines du bon vieux temps, les financiers s'éprennent des dactylos et les épousent. En faisant basculer cette mythologie dans les années 80, en France, Coline Serreau va plus loin. Romuald, P.D.G. d'une grande entreprise de produits laitiers, tombe amoureux d'une femme noire, Juliette, chargée de cinq enfants noirs, née de cinq pères différents. Elle fait le ménage dans son bureau, la nuit, depuis dix ans. Il n'y a pas que les barrières sociales à abattre pour que l'histoire se termine bien. Ce film, brillamment réalisé, est très drôle, singulièrement acéré même, par moments. Coline Serreau avait déjà réinventé un ton de comédie américaine pour *Trois hommes et un couffin*. Ici, elle a réussi à manier l'ironie et la tendresse, le réalisme et le romantisme, l'observation audacieuse et l'analyse psychologique, avec une maîtrise qui enchante le grand public. Film de genre, film d'auteur aussi, qui prend parti à travers la fable pour la liberté et la dignité

féminine. Admirablement interprété par Fimrine Richard, qui n'est pas une comédienne professionnelle. J. S.
Rev. 2° (43-58-83-83) : Cité Beaubourg, handispée, 2° (43-71-52-38) ; U.S.C. Montparnasse, 2° (45-74-94-94) ; U.S.C. Odéon, 2° (42-25-10-30) ; U.S.C. Normandie, dolby, 2° (45-53-16-16) ; U.S.C. Opéra, 2° (45-74-94-94) ; U.S.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-58) ; U.S.C. Gobelin, handispée, 13° (43-34-23-44) ; Gaumont Montparnasse, dolby, 15° (43-35-30-40) ; Mafco, handispée, 14° (45-38-52-52) ; U.S.C. Convention, 15° (45-74-94-94) ; U.S.C. Mafco, 17° (47-48-06-06) ; Images, 18° (45-22-47-94) ; Trois Secrètes, 19° (42-06-79-79).

Une blonde émoestillante

de Jiri Menzel, avec Jiri Menzel, Magda Vanyouva, Janine Hanzlik, Tchécoslovaquie, 1 h 38.

La blonde s'appelle Marja. Femme d'un brasseur dans un petit village, elle plaît aux hommes par ses formes épanouies, ses allures provocantes. Elle est fidèle, pourtant, à son mari, timide, anglois. L'harmonie de son ménage va être troublée par l'arrivée de Pepin, le beau-frère, un bavard qui parle et aime la rigolade. Comme l'action se passe dans les années 20, Pepin pousse Marja à raccourcir ses jupes, ses cheveux et... les pieds des meubles. Le sujet est mince. Mais le réalisateur Jiri Menzel (dont le plus récent film connu en France est *Mon cher petit village*) est doué d'un humour acide, volontiers porté vers la farce. L'insolite surgit de la banalité, la direction d'acteurs est soignée. Mais cette « blonde » date de 1980. En remontant plus loin dans le passé, on se souvient que Jiri Menzel fut un cinéaste véritablement audacieux, avant la « normalisation » en Tchécoslovaquie. C'était à l'époque de *Trains étroitement surveillés* et d'*Un été capricieux*. Tout le monde vieillit.

Le mythe du feu

AVRIL 1987 : dans un centre commercial de Floride, un sexagénaire armé d'une carabine 223 tue six personnes et en blesse seize : un adolescent avait marché sur sa pelouse. Février 1988 : un employé licencié tue à la mitraille sept de ses anciens collègues.

Septembre 1988 : un jeune homme de dix-neuf ans tue deux étudiants et en blesse huit autres dans une école élémentaire de Greenwood en Caroline du Sud. Janvier 1989 : un homme de vingt-six ans, apparemment obsédé par la guerre et armé d'un AKS calibre 9 millimètres fabriqué en Chine (mais l'URSS et les USA ont chacun leur modèle), érige une cour d'école de Californie, fait trente-cinq victimes (dont cinq morts), toutes d'origine asiatique, puis se suicide.

Février 1989 : deux cents étudiants d'un lycée de Washington sont mitraillés par un jeune homme de dix-huit ans...

Jusqu'ici, l'achat d'armes à feu était surtout le fait de sportifs et des adeptes de la chasse. La raison désormais principalement avancée est l'autodéfense. La nature des armes a changé : arme de prédilection dans la guerre entre gangs pour le marché du crack, le semi-automatique fait florès (la vente des automatiques est réservée à la police, à l'armée et aux col-

lectionneurs homologués, mais des chaînes d'ateliers à peine clandestines transforment un semi-automatique en moins d'une minute).

A chaque (malheureuse) occasion, les officiels avancent quelques propositions, telle l'instauration au niveau fédéral d'un délai légal entre l'achat et la livraison permettant de vérifier l'état mental de l'acheteur. Des choses valent d'un Etat à l'autre : un mois à New-York, une demi-seconde en Virginie).

Ces timides propositions demeureraient pourtant lettre morte. Deux éléments y concourent : marqué par la conquête de l'Ouest, tout Américain estime avoir le droit plein et entier de posséder son arme (l'ancien président Ronald Reagan s'était opposé à tout contrôle de la vente d'armes, même après l'attentat perpétré à son encontre par John Hinckley, qui avait acheté son pistolet dans un mont-de-piété de Dallas). Deuxième facteur : le lobby de la puissante National Rifle Association qui fait tout pour que ce mythe demeure. Malgré quelques semi-défaites locales, la NRA tient le haut du pavé - le président George Bush en est membre et déclarait récemment que « tout homme ou femme libre avait le droit de posséder une arme à feu pour protéger son foyer ».

H. B.

Sorties du 29 mars

ABEL, d'Alex Van Warmerdam (Hol.) : Le trio infernal, père, mère, fils. Humour absurde d'un réalisateur inconnu en France.

L'AMOUR EST UN CHIEN DE L'ENFER, de Dominique Deruddere d'après Bukowski (Bel.) : Éducation sentimentale et alcoolique d'un garçon par. Un film dont on attend beaucoup.

HIGH HOPES, de Mike Leigh (G.-B.) : L'anniversaire d'une vieille dame, entre son fils bébé cool et sa fille frustrée. Humour grinçant d'un Anglais pensif.

MISSISSIPPI BURNING, d'Alan Parker, avec Gene Hackman et Willem Dafoe (E.U.) : Lire nos articles.

OPPRESSIONS, de Jean Cauchy, avec Philippe Lemaire (Fr.) : Science-fiction fantastique à la française. Philippe Lemaire a été un jeune premier prometteur dans les années 60, et le mari de Juliette Greco.

TEQUILA SUNRISE, de Robert Towne, avec Michelle Pfeiffer et Mel Gibson (E.U.) : Les difficultés d'un dealer qui veut changer de vie. Mel Gibson à Hollywood.

UN TOUR DE MANÈGE, de Pierre Pradines, avec Juliette Binoche et François Cluzet (Fr.) : Le désarroi de la jeunesse, le désespoir de la passion. Par un metteur en scène venu du théâtre.

APRES TROIS HOMMES ET UN COUFFIN LE NOUVEAU FILM DE COLINE SERREAU

DANIEL AUTEUIL
FIMRINE RICHARD



ROMUALD & JULIETTE

COLINE SERREAU

PIERRE VENERI, MAGDALENA, GILES PRIVE, THIBAUD COMTE, CHERIEF ABDEL, ANTOINETTE, DANIEL AUTEUIL, FIMRINE RICHARD, PIERRE VENERI, FRANÇOISE, 1 h 48.

CINÉMA

VO : Forum Aro-en-Ciel, handicapés, 1^{re} (42-57-53-74) ; Epée de Bois, 5^e (43-57-57-47) ; La Triomphe, 8^e (45-52-45-78) ; La Nouvelle Mandoline, handicapés, 9^e (47-70-72-58) ; Sept Parmanes, 14^e (43-30-33-20).

Vent de Galerne

de Bernard Fava, avec Jean-François Combes, Charlotte Lantier, Roger Jaudy, Jean-François Blanchard, Monique Billand, Francis Rolly, Franco-canadien (1 h 46).

Un village en Vendée au printemps 1793. Les hommes décident de refuser la conscription et, sous les ordres d'un jeune forgeron, entrent en rébellion contre les « Bleus », les soldats de la République. Historiquement, ce film est tout fois plus intéressant que *Chouans*, de Philippe de Broca. Le soulèvement spontané dans son contexte social et politique, la visite à M. de Charette, seigneur du village et des terres dont on veut faire un chef de guerre, la fabrication de canons à partir de troncs d'arbres sont traités avec ce côté « leçon de choses » qui avait fait la valeur du premier long métrage de Bernard Fava, *la Trize*. Mais que d'incohérences, hélas ! dans le scénario, troué comme un fromage avec ses personnages qui se perdent en route ! Le budget semble conséquent. Souvent, pourtant, les cadrages asphyxient l'espace. Figure

rants et acteurs se canardent et s'écritent, jettent à faire le mort : on ne croit pas à cette espèce de téléfilm. L'objectif, respectable, était pourtant de faire connaître, sans distorsion contre-révolutionnaire, les origines d'une guerre civile atroce.

J.S.
Forum Aro-en-Ciel, handicapés, 1^{re} (42-57-53-74) ; Pathé Montefiore, handicapés, 8^e (43-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 9^e (43-53-19-08) ; Parmanes Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; Les Montparnos, 14^e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, handicapés, 15^e (45-79-33-08) ; Pathé Clichy, 18^e (46-22-48-07).

SÉLECTION

Bagdad Café

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Jack Palance, Christiane Kaufmann, Américain (1 h 31).

Larguée par son mari en pleine Amérique profonde, la très palpeuse et méticuleuse Bavaroise Marianne Sägebrecht trouve refuge dans une station-service miteuse tenue par une Noire dépressive, fréquentée par d'invariables post-babes. Elle incarne littéralement tout ce petit monde et une immense masse de spectateurs. Cesar du meilleur



film étranger, *Bagdad Café* est le miracle de l'année 88.

VO : 14 Juillet Parmanes, 8^e (43-33-59-08) ; La Triomphe, handicapés, 9^e (45-52-45-78).

Le Bando des quatre de Jacques Rivette, avec Bulle Ogier, Benoît Régent, Laurence Cote, Fejia Delha, Bernadette Girard, Ines de Medeiros, Français (2 h 40).

Jacques Rivette aime le théâtre, Bulle Ogier, et les intrigues à mystère. Bulle Ogier enseigne donc l'art

dramatique à quatre jeunes filles douées : Laurence Cote, Fejia Delha, Bernadette Girard, Ines de Medeiros. Et pour le mystère, il y a un homme : Benoît Régent.

Forum Orient Express, handicapés, 1^{re} (42-53-43-28) ; Les Trois Lurons, 8^e (46-33-57-77).

Comille Claudel de Bruno Nuytens, avec Isabelle Adjani, Gérard Philipe, Laurent Grévill, Français (2 h 50).

Le film aux mille récompenses : César, plus prix d'interprétation pour Adjani au festival de Berlin. Un premier film, et qui a résisté à une campagne de lancement hors du commun. Mais aussi la belle histoire d'une jeune fille de bonne famille, dont le frère ambassadeur et poète, à des désirs incantés, qu'elle oublie dans les bras puissants de Rodin, génie officiel de cette époque où les femmes portaient leurs dernières robes longues. Et enfin, c'est le portrait ému d'une artiste, d'une femme seule.

Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-53) ; Gaumont Ambassade, 9^e (43-53-19-08) ; Gaumont Opéra, 14^e (43-27-52-37) ; Miramar, 14^e (43-20-59-52) ; Gaumont Convention, 18^e (48-28-42-27).

Distant Voices

de Terence Davies, avec Freda Dowie, Peter Postlethwaite, Angela Walsh, Britannique (1 h 18).

Il pleuvait sur Liverpool ce jour là, comme tous les jours. En une suite de tableaux pointillistes et ironiques, Terence Davies montre son enfance entre un père dépressif et brutal, une mère douce et victime, des frères, des sœurs, des gens qui parviennent difficilement à se parler, alors ils s'habillent en dimanche, et chantent ensemble les scies des fifties.

VO : Cinémas, handicapés, 8^e (46-33-10-82).

Feux-Croisés

de David Cronenberg, avec Jeremy Irons, Genevieve Bujold, Heidi von Palleske, Canadien (1 h 53).

Hanté par la dégradation des chairs, par le pourrissement de la vie à l'intérieur du corps, David Cronenberg, après avoir fabriqué un mépris de savant et d'inspecteur dans *Mouche*, découvre le cas plus troublant encore de deux jumeaux identiques de plus gynécologues. Dépendants l'un de l'autre jusqu'à la mort. Sans une seule image grand-gynécologique, le pair prend à la gorge. Avec un double Jeremy Irons pour le plaisir.

VO : Forum Orient Express, 1^{re} (42-53-43-28) ; 14 Juillet Parmanes, 8^e (43-33-59-08) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; George V, 8^e (45-52-41-48).

Femmes au bord de la crise de nerfs

de Pedro Almodóvar, avec Carmen Maura, Antonia Dantona, Espagnol (1 h 28).

Pedro Almodóvar, le madrilène de choc, fort de l'engouement que lui témoignent les États-Unis, pastiche l'élégance des comédies américaines sophistiquées de la grande époque. Il met joyeusement les pieds dans le plat, avec la complicité de ses femmes. Elles sont pour beaucoup dans la vigueur dévastatrice du film.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; Elysées Lincoln, 8^e (43-53-36-14) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11^e (43-57-30-31) ; Gaumont Parmanes, 14^e (43-36-30-40).

Les Frères Mozart

de Suzanne Odet, avec Étienne Grossier, Philippe Zandén, Lina T. Hansen, Henry Brunnert, Agneta Elomaa, Suédois (1 h 48).

L'effet « don Giovanni » l'opéra le plus envoutant de Mozart, sur l'esprit et la vie d'un metteur en scène autrichien, en perpétuel conflit avec ses musiciens et ses chanteurs. Mais il va gagner et Mozart aussi, dont le fantôme surveille les répétitions. Ce n'est pas triste.

VO : Pathéfilm, handicapés, 2^e (43-54-15-04).

Le Grand Bleu

de Luc Besson, avec Jean-Pierre Pélissier, Jean-Marc Barr, Jean Reno, Jean Dujardin, Français (2 h 18 ou 3 h suivant la version).

Les dauphins, les plongeurs, l'ivresse des grands fonds. La musique planante. Peu de César, mais des foules d'innécessaires spectateurs.

VF : Rex (La Grand Rue), handicapés, 2^e (42-36-53-33) ; Les Montparnos, 14^e (43-27-52-37).

Je suis le seigneur du château

de Régis Wargnier, avec Jean Rochefort, Dominique Blanc, Régis Arpin, David Bohrer, Français (1 h 28).

Voir notre photo légendée.

Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-06-57-57) ; U.G.C. Montparnos, 8^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-52) ; Pathé Français, 9^e (47-70-33-88).

Mort d'un commis voyageur

de Volker Schlöndorff, avec Dustin Hoffman, Kate Reid, John Malkovich, Américain (2 h 20).

La pièce d'Arthur Miller a fait le tour du monde, et bien que datée (des Années 50) elle continue à se monter, à attirer spectateurs et acteurs. Ils trouvent là de

l'enfant a voulu ressembler à son père, qui s'est perdu dans la guerre d'Indochine. Une nuit il est parti dans la forêt, entraînant son jeune maître, le seigneur du château. Jeux de haine trouble dans le monde flamboyant, le monde sans garde fou des enfants.

VO : Les Trois Lurons, 8^e (46-33-57-77) ; 14 Juillet Odéon, 8^e (43-25-59-53) ; George V, 8^e (45-52-41-48).

Tucker

de Francis Coppola, avec Jeff Bridges, Martin Landau, Frederic Forrest, Américain (1 h 50).

C'était un bricoleur génial, un irrépressible bricoleur, un finisseur souriant, un grand enfant. Il dessinait des voitures. Tant qu'il a bluffé, on lui a fait la fête. Quand il a voulu devenir adulte et passer à l'action, on l'a rejeté. Les grosses boîtes ont saboté la voiture qu'il voulait construire. Ce n'est pas tant qu'il faisait peur, on n'avait pas besoin de lui. A partir d'un personnage ambigu, Francis Coppola a composé cette fable, dédiée à Frank Capra.

VO : La Triomphe, 8^e (45-52-45-78) ; Studio 28, 18^e (46-36-07).

Un poisson nommé Wanda

de Charles Crichton, avec John Cleeve, Jamie Lee Curtis, Kevin Kline, Américain (1 h 48).

Nouvel épisode de la guerre froide entre les Anglais et les Américains. Un Britannique coincé, affligé d'une épouse victorienne, rencontre la brillante Jamie Lee Curtis, laquelle est affligée d'un amant fébrile qui tombe en rage dès qu'il entend le mot « débile » tandis qu'elle tombe en extase dès qu'elle entend une langue étrangère. De plus, il y a une histoire de casse, et de naturellement de poisson rouge.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-50-53) ; Pathé Montefiore, 8^e (43-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-52) ; Pathé Champ-Élysées, 14^e (47-20-78-23) ; Gaumont Parmanes, 14^e (43-36-30-40).

VF : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) ; Fawcett, 13^e (43-31-55-55) ; Gaumont Opéra, 14^e (43-27-54-50) ; Pathé Montparnos, 14^e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 18^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18^e (46-22-48-01) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-06).

Une autre femme

de Woody Allen, avec Gena Rowlands, Mia Farrow, Gene Hackman, Américain (1 h 20).

Une intellectuelle de cinquante ans, bien dans sa peau, croit-elle, surprend les confidences d'une analyste à son analyste. Et c'en est fin de la tranquillité. Elle va combattre les affres de la sénilité qui ne flanchent pas assez, de la vieillesse qui s'annonce trop vite. Du Woody Allen bergmanien.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1^{re} (40-28-12-12) ; Ciné Montparnos, handicapés, 2^e (43-71-71-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-54-42-34) ; U.G.C. Rotonde, 8^e (46-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Bastille, 11^e (43-54-07-70) ; Eclair, 13^e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Montparnos, 14^e (46-70-79-79).

VF : La Nouvelle Mandoline, 9^e (47-70-72-58) ; Gaumont Opéra, 14^e (43-27-54-50) ; Pathé Montparnos, 14^e (43-20-12-06).

Working Girl

de Mike Nichols, avec Melanie Griffith, Sigourney Weaver, Harrison Ford, Américain (1 h 55).

L'irrésistible ascension de Melanie Griffith, qui possède une tête pour penser et un corps pour faire rêver. Secrétaire ambitieuse, elle prend la place de sa chef, Sigourney Weaver. Elle lui prend aussi Harrison Ford. Et elle aura à son tour un bureau avec une secrétaire ambitieuse. Ce n'est pas la nouvelle version de *All*

about Eve, mais le look 80 des grandes comédies américaines.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; Pathé Montefiore, 8^e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-52) ; U.G.C. Bastille, 11^e (46-82-20-40) ; Sept Parmanes, 14^e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Montparnos, 14^e (46-70-79-79) ; U.G.C. Montparnos, handicapés, 17^e (47-48-08-08).

VF : Pathé Français, 9^e (47-70-33-88) ; Les Halles, 12^e (43-31-55-55) ; Fawcett, 13^e (43-31-55-55) ; Gaumont Opéra, 14^e (43-27-54-50) ; Pathé Montparnos, 14^e (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15^e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18^e (46-22-48-01).

Y a-t-il un fil pour sauver le royaume ?

de David Zucker, avec Leslie Nielsen, Priscilla Presley, Richard Montalban, Américain (1 h 28).

Après avoir déjoué un complot soviéto-arabe, Frank Drebin, le flic le plus gourd de Los Angeles, entreprend de démanteler un réseau de trafiquants de drogue, puis d'empêcher un attentat contre Elisabeth II en visite au cours d'un match de base ball. Non seulement il y parvient, non seulement il séduit la palpeuse Priscilla Presley, mais il déclenche un ouragan de gags.

VO : Ciné Montparnos, handicapés, 3^e (43-71-52-38) ; U.G.C. Danton, 8^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 8^e (46-74-94-94) ; U.G.C. Normandie, 8^e (46-43-16-16).

VF : Rex, 2^e (43-36-53-33) ; U.G.C. Montparnos, 8^e (46-74-94-94) ; U.G.C. Opéra, 8^e (46-74-94-94) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; U.G.C. Gobelins, 13^e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15^e (45-79-33-00) ; Images, 18^e (46-22-47-94).

REPRISES

Leamy

de Bob Fosse, avec Dustin Hoffman, Valerie Perrine, Joe Miller, Stanley Beck, Gary Morton, Rachel Whitely, Américain, 1974, noir et blanc (1 h 52).

Leamy Bruce a été aux États-Unis le comique numéro un des années 60, aussi mal emboûté que Coluche, très saucardes. Bob Fosse raconte comment il a vécu avec une très belle blonde, et comment il est mort d'une overdose. Voilà son plus beau film, grâce en particulier, et une fois de plus, à Dustin Hoffman.

VO : Action New Cinéma, 5^e (43-23-44-40).

Les Sentiers de la gloire

de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas, Ralph Meeker, Adolphe Menjou, George Macready, Wayne Morris, Richard Anderson, Américain, 1968 (1 h 28).

En 1916, sur le front français, un général ambitieux, à la recherche d'une victoire, provoque un carnage parmi ses troupes. Les soldats se rebellent. Le film, tourné en 1958, n'est sorti en France qu'en 1975. Non pas à cause de la censure, mais parce que les distributeurs (les Artistes Associés) ont eu peur après des manifestations d'anciens combattants en Belgique. Les images sont hallucinantes et l'interprétation (Kirk Douglas, également coproducteur) légendaire.

VO : Les Trois Lurons, 8^e (46-33-57-77).

SCHWARZENEGGER DEVITO

JUMEAUX

TYNIES

Scène pour les différends.

VO : Forum Aro-en-Ciel, handicapés, 1^{re} (42-57-53-74) ; Epée de Bois, 5^e (43-57-57-47) ; La Triomphe, 8^e (45-52-45-78) ; La Nouvelle Mandoline, handicapés, 9^e (47-70-72-58) ; Sept Parmanes, 14^e (43-30-33-20).

VO : Forum Aro-en-Ciel, handicapés, 1^{re} (42-57-53-74) ; Epée de Bois, 5^e (43-57-57-47) ; La Triomphe, 8^e (45-52-45-78) ; La Nouvelle Mandoline, handicapés, 9^e (47-70-72-58) ; Sept Parmanes, 14^e (43-30-33-20).

THÉÂTRE

«TITUS ANDRONICUS» CHEZ PETER BROOK

L'humour noir selon Shakespeare

La première pièce de Shakespeare, *Titus Andronicus*, annonce l'œuvre immense qui va suivre. Elle a révélé Peter Brook au public français. Trente ans plus tard, le même Peter Brook l'accueille dans son théâtre. Une jeune femme, Deborah Warner, a mis en scène les comédiens de la Royal Shakespeare Company.

EN 1959, les spectateurs parisiens émerveillés découvraient Peter Brook, qui venait au Théâtre des Nations avec la première pièce de Shakespeare, *Titus Andronicus*, invraisemblable mélo grand-guignolesque où l'on tue, on viole, on coupe des mains, où l'on donne à manger des enfants à leurs parents. Spectacle d'un lyrisme flamboyant, aussi exceptionnel que sa distribution — en tête Laurence Olivier, Vivian Leigh, Anthony Quayle.

Trente ans plus tard, Peter Brook invite aux Bouffes du Nord la Royal Shakespeare Company, avec le même *Titus Andronicus*, dans un décor de bois blanc, une charpente qui fonctionne comme une sorte de kit. Les changements de lieux, les enchaînements se font en continuité, dans un rythme fluide et nerveux. Les costumes de toile rude évoquent une antiquité intemporelle.

Théoriquement, l'histoire se passe au IV^e siècle, Rome a conquis le monde. Le vieux général Titus Andronicus, qui a perdu vingt-deux de ses fils à la guerre, revient en vainqueur, refuse la couronne, fait tuer le fils aîné de son ennemie, la reine barbare Tamora. Celle-ci séduit l'empereur et cherche à se venger. Les fils qui lui restent violeront Lavinia, la fille de Titus, qui finira par sombrer dans la folie... Brian Cox interprète en finesse et en ironie ce personnage, première moulture de Lear. Il en fait un homme chaleureux, innocemment redoutable, pathétique et légèrement ridicule. Les acteurs sont anglais, c'est-à-dire qu'ils assument les situations les plus exacerbées avec autant de flegme que de solide naturel.

La mise en scène de ce spectacle très fort et très rigoureux, plein d'humour et, bizarrement, de tendresse, est due à une grande jeune femme blonde au teint laiteux, Deborah Warner, vingt-sept ans. Après des études à Oxford, ne sachant pas où se diriger, elle est entrée à l'École d'art dramatique et y est restée deux ans : « Je pensais depuis toujours que le théâtre est l'art le plus riche qui soit. Mais je ne pensais pas faire de la mise en scène ni être actrice. Je voulais seulement vivre le théâtre de l'intérieur, comme administratrice, ou assistante. J'allais au spectacle tous les soirs et, peu à peu, l'idée m'est venue de sauter le pas. En voyant des mises en scène qui ne me convenaient pas. Ou d'autres qui me donnaient envie de faire aussi bien.

« C'est vrai que l'élite du public anglais va au théâtre. C'est vrai aussi que les acteurs aiment passer sur scène, et que jouer avec la RSC apporte du prestige. Mais pas d'argent. Un acteur de quarante ans, c'est-à-dire divorcé, avec des enfants et remarié, comme ils le sont tous à cet âge, est obligé de travail-



Vivien Leigh et Laurence Olivier, en 1959 au Théâtre des Nations.

ler à la télévision ou au cinéma. Le théâtre est un art riche, mais les théâtres subventionnés sont pauvres.

« C'est Brian Cox qui a donné mon nom pour mettre en scène *Titus Andronicus*, et c'est Terry Hands, je crois, qui a eu l'idée de reprendre cette pièce folle. On la joue rarement : depuis Peter Brook, il n'y a eu que deux productions. En fait, Terry Hands voulait Brian Cox, qui a pensé à Titus. Il avait besoin de se remettre en question et voulait quelqu'un qui ne le connaisse pas et se sente libre de lui demander beaucoup, de le pousser dans ses retranchements. Il avait entendu parler de moi mais n'avait rien vu.

« Je ne lui avais jamais adressé la parole avant la première répétition. J'avais très peur. Tout s'est plus ou moins improvisé. J'ai laissé la pièce mener les acteurs. Ils ont essayé ce qui pouvait les entraîner jusqu'à la folie. Ensuite, nous avons sélectionné, resserré, ça va dans le sens de cette première pièce, qui est une sorte de fourre-tout génial. L'œuvre entière de Shakespeare y est déjà.

« On est obligé de jouer la pièce telle qu'elle est écrite. On doit seulement trouver des solutions pratiques aux changements de lieux et autres conventions. D'où le parti pris scénographique. On sait peu de chose sur la façon dont Shakespeare montait ses

pièces, on sait seulement qu'il n'a jamais construit de décor. On ne sait pas comment jouaient ses acteurs, on sait seulement qu'on ne peut pas éviter les extravagances et les contradictions sous peine de tomber dans l'académisme. Nous avons eu douze semaines de préparation, mais en réalité je n'ai jamais eu l'ensemble des acteurs pendant toute cette durée, pas même Brian Cox, qui répétait ailleurs.

« Je n'ai pas rencontré de difficultés particulières avec la troupe. J'aimerais d'ailleurs former une compagnie, travailler dans la continuité, et ne pas abandonner une pièce après la première représentation. J'aimerais garder les mêmes comédiens pendant deux ans. En attendant, je vais monter un autre *Shakespeare*, le Roi Jean, que je n'ai jamais vu jouer : donc, j'ai l'esprit libre. C'est bien... Mettre en scène des auteurs contemporains ? Pourquoi ? Il m'est arrivé de le faire à l'école. Les pièces de conversation à trois personnages en complet veston ne m'intéressent pas. La plupart des auteurs écrivent pour le cinéma et la télévision, ça leur a fait perdre le sens du paroxysme. Ils n'osent pas. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Bouffes du Nord jusqu'au 1^{er} avril. Du mardi au vendredi à 19 h 30. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-39-34-50. Durée : 3 h 40. 100 F (en anglais).

SPECTACLES NOUVEAUX

Lorenzaccio
d'Alfred de Musset.
mise en scène de Francis Huster, avec Francis Huster, Monique Méliand, Philippe Jolès, Laurence Bourill, Jacques Spiesser et Yves Le Moigne.

Une nouvelle fois, Francis Huster, qui incarne le héros de Musset sur la scène de la Comédie-Française, s'empare d'un classique et ramène l'immense cohorte de ses amis comme il l'avait fait pour sa mise en scène de *Richard III*. Quarante-cinq comédiens, plus de trente techniciens pour une superproduction qui veut célébrer la jeunesse du romantisme.

Théâtre Renaud-Barrault, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-55-60-70. Durée : 4 heures. De 150 F à 200 F.

Le Mariage de Figaro
de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Richard Fontana, Geneviève Casile, Dominique Constant, Claude Héritier et Jean-Luc Bideau.

Antoine Vitez connaît bien la maison de Molière pour y avoir déjà plusieurs fois travaillé. Mais cette nouvelle production du *Mariage de Figaro* est sa première mise en scène en tant qu'administrateur du Français, appliquée à la troupe de la Comédie-Française : une confrontation qu'on espère féconde.

Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, 1^{er}. Le dimanche 26 mars à 20 h 30, le lundi 27 à 14 heures, le mardi 28 à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 65 F à 180 F.

SÉLECTION PARIS

Cats
D'après T. S. Eliot, musique d'Andrew Lloyd Webber, mise en scène et chorégraphie de Gillian Lynne.

A Paris, après Londres il y a huit ans, New-York et Tokyo, avec le luxe, le professionnalisme — et les moyens — qui ont fait la légende de Broadway, voici *Cats*, une vraie comédie musicale sur des courtes histoires de chats adaptés de T. S. Eliot. Et la preuve, enfin, qu'on peut réussir en France des danseurs capables de chanter et des chanteurs capables de danser.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 h et dimanche à 14 h et 17 h 30. Tél. : 42-80-08-30. Durée : 3 h. De 170 F à 280 F.

D'Artagnan
De Jean-Loup Dabadie, mise en scène de Jérôme Savary, avec Christophe Malavoy, Mona Hefre, Yvan Boileau, Valérie Zarak et Clémence Massart.

Machinerie à l'ancienne — plateau tournant, trappes, tapis roulant, cintres, perches et glissières utilisées à plein — décors, costumes et lumières superbes, adapta-

tion fidèle à la légende de Jean-Loup Dabadie, toute la fantaisie de Jérôme Savary qui retrouve par instants la truculence du *Magie Circus* et Christophe Malavoy, qui, au voyou malin, a préféré le côté péquenaud charmeur du héros de Dumas. Quelques-uns des ingrédients d'une magie théâtrale.

Théâtre Mogador, Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-85-45-30. Durée : 2 h 40. De 90 F à 240 F.

Les Enfants du Soleil, La Fête de l'Amour, Le Triomphe de la Jalousie.

Trois spectacles écrits, mis en scène et interprétés par Philippe Coubère.

Curieuse entreprise que celle de Philippe Coubère, comédien formé chez Ariane Mnouchkine. Depuis son tout premier spectacle, la *Danse du diable*, en 1981, il poursuit son chemin solitaire, entêté, étonnant. Il a choisi de raconter sa vie d'acteur, de théâtre, et ses spectacles ont la bonne odeur des planches et des coulisses. A lui tout seul, il est, superbement, toute la troupe du Théâtre du Soleil en voyage.

CARRÉ SILVIA MONFORT
JEAN RACINE
IPHIGÉNIE
Mise en scène Silvia Monfort
"Encore une réussite au Carré Silvia Monfort. C'est un véritable cadeau qui nous est offert. L'ensemble est superbe : décor, costumes, mise en scène."
La France Catholique
15 31 28 31

DES FRANÇAISES
Claire LACOMBE
Berty ALBRECHT
de Michèle FABIEN
sur une idée originale de Laurence FEVRIER
MISE EN SCÈNE
LAURENCE FEVRIER
Jusqu'au 29 mars 1989
C.A.C. LES GEMEUX
49, av. G.-Clemenceau
92330 SCEAUX
46 61 36 67

BASTILLE
43 57 42 14
23 mars au 2 avril
"La Visite"
de Bruno Meyssat par le Théâtre du Shaman
Alpha Phac ONDA

ATHENES
LOUIS JOUVET
Jusqu'au 8 avril
divertissement à la Cour du Roi-Soleil
Les Amants Magnifiques
Comédie-Ballet "à la Française" de Molière et Lully
"Callas"
par Elisabeth Macocco
47 42 67 27
AGENCES FNAC CROUS 3615 BILLET
Avec la participation de l'ONCERAPARIS

THEATRE ROMAIN ROLLAND
18, rue Eugène Varlin, Vitry-le-François
Maire : Paul Vellente-Couturier
LES MESSAGERS
COMPAGNIE ANNE DREYFUS
20 mars • 2 avril
47 26 15 02
en coproduction avec le Théâtre Romain Rolland

Rendez Vous
du 18 au 30 avril
GENGIS KHAN BAUCHAU/ JEAN-CLAUDE DROUOT
du 16 au 30 avril
ROBINSON ET CRUSOE
TEATRO DELL'ANGOLO DE TURIN
18, 19, 20 mai
NOCES STRAVINSKI / ANGELIN PRELJOCAJ
PERCUSSIONS DE STRASBOURG CHOEUR CONTEMPORAIN D'AUX-EN-PROVENCE
20, 21, 23, 24, 25 mai
LE GLOBE Cie JOSETTE BAIZ
30, 31 mai - 1^{er}, 2, 3 juin
CENDRILLON MAGUY MARIN
LYON OPERA BALLET
LOC 49.80.18.88

MC93
BOUBIENY
Le monde d'Albert Cohen
par Jean-Louis HOURDIN
avec François CHATTOT
François KUKI
Clotilde MOLLET
Jean-Claude MONTEILS
Charlie NELSON
Hervé PIERRE
6 MARS
2 AVRIL
48 31 11 45

THEATRE DE PARIS
JUSQU'AU 1^{er} AVRIL 20H45
CRÉATION
L'IMPOSTURE
GEORGES BERNANOS
ADAPTATION PASCAL BONITZER
ET GERARD WAJCMAN
MISE EN SCÈNE BRIGITTE JAKUES
A PARTIR DU 19 AVRIL 20H45 DIM. 14H30
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
ALFRED DE MUSSET
MISE EN SCÈNE JEAN-PIERRE VINCENT
PREZ 70 F et 70 F
LOC 42.74.22.77 2 PL. DU CHATELET 4^e

THÉÂTRE

Théâtre des Arts-
Méditerranée, 78 bis, bd des Batignolles, 17^e. 1^{er} épisode
mardi et jeudi à 20 h 30,
deuxième épisode mercredi et
vendredi à 20 h 30, troisième
épisode samedi à 20 h 30.
Tél. : 49-57-23-23. Durée de
chaque épisode : 3 heures. De
85 F à 185 F (tarif réduit pour
certaines soirées).

**L'Ex-Femme
de ma vie**
De Jérôme Belato,
mise en scène
et interprété
par l'auteur
avec Richard Berry.

Petit à petit, Belato fait
un apprentissage du thé-
âtre. La voilà sur une grande
scène où elle reprend aux
côtés de Richard Berry une
pièce créée avec succès
l'automne dernier au
Spiridus-Saint-Martin par
Jane Birkin et Thierry Li-
ermitte. Belato prend des ri-
sques, d'écriture plus que de
mise en scène, et affine un
style qui, avec cette nos-
talgie d'un passé plus de
soixante ans de France, du coup,
une certaine gravité signale
le rôle qui tient bien sûr ici
et toujours la vedette.

Théâtre du Gymnase, 34, bd
Raspail, 10^e. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-
46-79-78. Durée : 2 h 30. De
60 F à 220 F.

Famille d'artistes
de Kato Kozan
et Alfredo Arias,
mise en scène
d'Alfredo Arias
avec Maria Maril
et Fernando Bo.

Comment ne pas répondre
favorablement à l'invitation
au voyage lancée par
Alfredo Arias ? *Famille
d'artistes* doit se jouer bien-
sûr en Argentine même. La
distribution est dans de l'ar-
rière. Entre vaudouille et
musical, un théâtre spéci-
fiquement argentin qui
chante et dramatise la vie de
tous les jours en une suite de
sketches racontés entre eux par
les interprètes. Et surtout
Iris Març, quatre-vingt-
huit ans, une pièce terrible,
une vraie folie.

Théâtre de la Commune,
2, rue Edouard-Poisson,
93500 Aubervilliers. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. : 49-
34-67-67. Durée : 1 h 45. De
100 F à 130 F.

La Femme Sauvante
de Marivaux,
mise en scène
d'Ivan Morane
avec Hélène Clugne,
Pascale Costa
et Christian Mouton.

Ivan Morane sait aller droit
au cœur des textes et ne
s'attarde ni sur les intrigues,
ni sur les travestissements. Son
nouveau spectacle est
déposé comme un oratorio
et les héros de Marivaux ti-
sent leur propre piège, mot
après mot. Des mots qui

font mal et mettent l'âme à
vif.
Cité internationale univer-
sitaire, 21, bd Jourdan, 14^e. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Tél. : 49-89-38-88. Durée :
2 heures. De 35 F à 80 F.

Une Folie électrique
d'après Diderot,
mise en scène
de Michel Vautier
avec Fabrice Luchini,
François Dorey,
et Hélène Duc.

Mise en scène d'un luxe
insensé et efficace : ce spec-
tacle est subventionné par
l'électricité de France qui a
vu grand en louant la réfor-
mation du couvent des Cordé-
liers, en construisant un par-
terre de public entièrement
mobile et des décors magi-
fiques. L'adaptation de
François Thyrion est
remarquable. Le conte in-
chéré de Diderot, histoire
d'une mystification, devient
un fascinant moment de
théâtre.

Couvent des Cordeliers,
15, rue de l'École-de-
Médecine, 6^e. Du mardi au
samedi à 21 heures. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. :
42-29-40-43. Durée : 1 h 15.
De 120 F à 180 F.

La Forêt
d'Alexandre Ostrovski,
mise en scène
de Bernard Sobel
avec Serge Maril,
Michelle Marquis,
Dominique Raymond,
Alain Muc-Moy.

Décidément Bernard Sobel,
dans son beau théâtre de
Gemevillers, a la pêche :
après les réussites de
Nathan le sage, de Lessing,
et de *Hécube*, d'Euripide,
il présente une très belle mise
en scène de l'un des chefs-
d'œuvre d'Ostrovski, écrit
en 1871, vit, chaleureux, et
surtout « étonnant » par
l'un des plus grands succès
du dernier Festival d'Avi-
gnon. Sami Frey, seul sur
scène, ou plutôt juché sur un
« petit » - vélo évoluant
magiquement entre plateau
et cintre, fait surs les sou-
venirs de Perce, et les
notres. En mille mots
coccas, poignants, graves
ou insignifiants, autant de
fragments de la vie de tous
les jours assemblés en une
épopée drastique et boule-
versante. Génie de l'écri-
vain, génie de l'interprète.

Théâtre de Gemevillers,
41, avenue des Grésillons,
92230 Gemevillers. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. : 47-
63-25-30. Durée : 3 h 15.
De 60 F à 80 F.

L'imposture
d'après Georges Bernanos,
mise en scène
de Brigitte Jaques
avec Philippe Clément,
François Frappet,
Michel Robin
et Michel Pignat.

Le conflit entre un prêtre
reconnu, écrivain, qui en
vérité est apostat (il n'a pas
la foi) et une jeune fille
« habillée par l'ange ». Ber-
nanos exprime sa haine du
clergé intellectuel de gau-
che, mondain, et son respect



du monde ouvrier. Une
œuvre à la fois iconoclaste
et spirituelle, qui bouscule
le spectateur, incroyant ou
pas. Interprétation magis-
trale de Philippe Clément,
Michel Robin, Muriel Pi-
quart et Francis Frappet.
Théâtre de la Ville, place du
Châtelet, 1^{er}. Du mardi au
samedi à 20 h 45. Relâche
exceptionnelle le diman-
che 28. Tél. : 42-74-22-77.
Durée : 3 heures. De 70 F à
110 F.

Je me souviens
de Georges Perec,
José et mis en scène
par Sami Frey.

Seconde reprise à Paris de
l'un des plus grands succès
du dernier Festival d'Avi-
gnon. Sami Frey, seul sur
scène, ou plutôt juché sur un
« petit » - vélo évoluant
magiquement entre plateau
et cintre, fait surs les sou-
venirs de Perce, et les
notres. En mille mots
coccas, poignants, graves
ou insignifiants, autant de
fragments de la vie de tous
les jours assemblés en une
épopée drastique et boule-
versante. Génie de l'écri-
vain, génie de l'interprète.

Théâtre de Gemevillers,
41, avenue des Grésillons,
92230 Gemevillers. Du mardi
au samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 17 heures. Tél. : 47-
63-25-30. Durée : 3 h 15.
De 60 F à 80 F.

L'imposture
d'après Georges Bernanos,
mise en scène
de Brigitte Jaques
avec Philippe Clément,
François Frappet,
Michel Robin
et Michel Pignat.

Le conflit entre un prêtre
reconnu, écrivain, qui en
vérité est apostat (il n'a pas
la foi) et une jeune fille
« habillée par l'ange ». Ber-
nanos exprime sa haine du
clergé intellectuel de gau-
che, mondain, et son respect

Jacques Dufillo fument des
pétards et jouent les Zorro
des temps modernes pour ne
pas crever de vieillesse. En
leur compagnie, on par-
donne à la pièce ses com-
plications parfois bavardes.
Ce spectacle fête ces jour-
ci un an de « juste » succès.

Théâtre de l'Œuvre, 65, rue
de Clugny, 9^e. Du mardi au
samedi à 20 h 45. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. :
42-74-22-77. Durée : 2 heures.
De 30 F à 220 F.

**La Liberté
ou la mort**
d'Alain Decaux,
Stella Lorenzi
et Georges Soris,
mise en scène
de Robert Hossain
avec Daniel Mengesbach,
Bernard Fresson,
Jean Nagron,
Paul La Person
et Hugues Quester.

Robert Hossain a, le pre-
mier, donné le coup d'envoi
au théâtre des célébrations
du Bicentenaire. Le metteur
en scène a placé ses comé-
diens dans le public, celui-ci
devient du coup tantôt Club
de la Convention, tantôt
Club des Jacobins ou tribu-
nal révolutionnaire et per-
tage un texte-montage des
interventions qui furent ré-
ellement faites devant ces
assemblées. Saint-Just, Des-
moulins, Danton, Robes-
pierre : une armée de comé-
diens figure les héros de la
Révolution française et dit
avec retenue, sans décora-
tion tape-à-l'œil ni coupe de
théâtre, les mots sublimes et
terribles d'une époque
essentielle.

Théâtre de l'Œuvre, 65, rue
de Clugny, 9^e. Du mardi au
samedi à 20 h 45. Matinée
dimanche à 15 heures. Tél. :
42-74-22-77. Durée : 2 heures.
De 30 F à 220 F.

**Je ne suis pas
Rappoport**
d'Hervé Gardier,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Georges Wilson
et Jacques Dufillo.

Sur un banc de Central
Park, Georges Wilson et

Palais des Congrès, porte
Maillot, 17^e. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée
mardi à 16 heures, diman-
che à 14 h 30 et 16 heures.
Tél. : 42-78-76-00. Durée :
2 h 30. De 110 F à 250 F.

La Mouette
d'Anton Tchekhov,
mise en scène d'André Kor-
chalovski
avec Nils Aronstrup,
Clotilde de Beyer,
Marthe Mérie,
Christine Maril
et Jean Soudet.

Reprise, dans le cadre de la
saison du Théâtre de
l'Europe dirigée par Giorgio
Strehler, d'un spectacle pré-
senté le printemps dernier.
Deux changements : Nils
Aronstrup et Clotilde de Beyer
représentent les rôles
créés par André Dussolier et
Juliette Binoche. La mise en
scène est la même. Le
cinéaste André Konchalovski
a développé des qua-
lités, raffinement, élégance,
anxiété heureuse, qui don-
nent une *Mouette* d'une
incomparable beauté. Et
très émouvante.

Théâtre national de l'Odéon,
1, place Font-Clément, 6^e. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 42-25-70-32. Par
ministère : 3015 Code THEA.
Durée : 2 h 30. De 34 F à
175 F.

**Raymond Devos :
Et le spectacle
continue**
de et par
Raymond Devos.

Devos interprète, angoissant
et amusant, maître d'un
style d'obéissance aujourd'hui
une ode impayable, miroir
de la condition humaine au
grand complet, symphonie
tragi-comique développée
de A à B et de B à A,
comme un mouvement de
sonate. Poète surréaliste de
la première heure, il fait
rire. Et bien sûr, il en pleu-
re.

Palais-Royal, 38, rue Mon-
pensier, 1^{er}. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-
87-59-81. Durée : 2 h 45. De
30 F à 250 F.

Starmania
Opéra-rock
de Luc Plamondon
et Michel Berger,
mise en scène
des auteurs
avec Mearane,
Luc Laffitte,
Renaud Houton
et Martine Saint-Clair.

Tremplin d'une nouvelle
génération de chanteurs à sa
création en 1979 (France
Gall nouvelle manière,
Diane Dufrane et Daniel
Balavoine), *Starmania*,
rajaillé par ses auteurs, fre-
que naïve d'une civilisation
futuriste où s'affrontent la
déshumanisation et la quête
« écologique » d'une nou-
velle société, connaît le
même succès et révèle une
fois encore des talents pro-

**La Mouette et
l'écritain, Nina et
Trigorie, deux des
héros de Tchekhov.**
A l'extrême sensi-
bilité de Juliette
Binoche et l'assu-
rance tranquille
d'André Dussolier,
qui avaient créé
l'an passé ces deux
rôles, succèdent la
féminité plus rude
de Clotilde de Beyer
et l'inquiète
brutalité de Nils
Aronstrup dans
cette reprise de la
Mouette mise en
scène par André
Konchalovski.

Théâtre national de l'Odéon,
1, place Font-Clément, 6^e. Du
mardi au samedi à 20 h 30.
Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 42-25-70-32. Par
ministère : 3015 Code THEA.
Durée : 2 h 30. De 34 F à
175 F.

**Raymond Devos :
Et le spectacle
continue**
de et par
Raymond Devos.

Devos interprète, angoissant
et amusant, maître d'un
style d'obéissance aujourd'hui
une ode impayable, miroir
de la condition humaine au
grand complet, symphonie
tragi-comique développée
de A à B et de B à A,
comme un mouvement de
sonate. Poète surréaliste de
la première heure, il fait
rire. Et bien sûr, il en pleu-
re.

Palais-Royal, 38, rue Mon-
pensier, 1^{er}. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Matinée
dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-
87-59-81. Durée : 2 h 45. De
30 F à 250 F.

Starmania
Opéra-rock
de Luc Plamondon
et Michel Berger,
mise en scène
des auteurs
avec Mearane,
Luc Laffitte,
Renaud Houton
et Martine Saint-Clair.

Tremplin d'une nouvelle
génération de chanteurs à sa
création en 1979 (France
Gall nouvelle manière,
Diane Dufrane et Daniel
Balavoine), *Starmania*,
rajaillé par ses auteurs, fre-
que naïve d'une civilisation
futuriste où s'affrontent la
déshumanisation et la quête
« écologique » d'une nou-
velle société, connaît le
même succès et révèle une
fois encore des talents pro-

RÉGIONS

Lille

**On ne badine pas
avec l'ennemi**
d'Alfred de Musset,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent
avec Valérie Dréville,
Edouard Lefebvre,
Alain Gillier
et Françoise Berth.

Créé l'été dernier à Sar-
trouville, ce spectacle signé
par Jean-Pierre Vincent pour-
suit dans toute la France une
tournée à succès qui le
conduira prochainement à
Paris. Une vision de Musset
simple, souvent belle, très
populaire, au sens où elle tou-
che immédiatement la sensi-
bilité et l'imaginaire du spec-
tateur.

Théâtre Sologno, Du 22 au
25 mars, à 20 h 30. Tél. : 20-
40-10-25. Durée : 2 h 20. De 70
F à 90 F.

Montpellier

**L'étrange
intermède**
d'Engle O'Neill,
mise en scène
de Jacques Rouyer,
avec Marie-Christine Bernat,
Jean-Claude Dreyfus,
Didier Sauvageau,
Roger van Hout
et Simone Turck.

Le chef-d'œuvre d'O'Neill
courageusement pris de front
par le directeur du centre dra-
matique de Toulouse et une
troupe cohérente de comé-
diens que tout pas effraye
les cinq heures de la représen-
tation. Un travail immense
donc, un monument à la gloire
du théâtre, monté pour la pre-
mière fois en France. Précis
d'écriture dramatique, tenta-
tive aboutie de dramatisation
des acquis de la psychanalyse,
collage drastique d'événements,
de tensions, d'émotions
à la manière des *soop operas*,
l'œuvre magistrale d'un hon-
nête homme est tombée ici
entre d'hommes mains.

Théâtre des Trois-Vents, salle
Grenouille. Du 22 au 25 mars à
19 heures. Tél. : 67-82-72-81.
Durée : 5 heures. De 75 F à
95 F.

Orléans

Paroles
de Jacques Prévert,
mise en scène
de Robert Fortin,
avec Brigitte Fossey
et Catherine Arditi.

Deux excellentes comédiennes
au service du poète français le
plus populaire et de l'un de ses
meilleurs recueils. Paroles
d'honneur !

Théâtre municipal. Le jeudi 23 à
20 h 30. Tél. : 38-54-10-02.
Durée : 1 h 45. De 62 F à 103 F.

Reims

**Cabaret équestre
et musical**
Zingaro

Une piste ronde de sable
blond, où un troupeau d'oies
caquetantes déballe entre
les pattes d'un perchero.
Autour de la piste, les tables
s'éclairent doucement. La
foie s'installe. Alors les vi-
sions trépidantes déboulent les
coups. Nous sommes en pays
zingaro, escaliers sombres,
plancher d'arène et lustres
d'opéra. Là, chevaux et
hommes vous invitent à les
suivre en un mélange de
mystère et de magnificence.
Sompheux.

Parc de la Poste-d'Orléans, jusqu'au
25 mars à 21 heures. Tél. : 28-
52-04-05. Durée : 2 heures. De
40 F à 80 F.

Reims

La Nuit
Scènes des écrivains
de Jean-Claude Grunberg,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent
avec Maurice Bénichou.

Après le torrent imprévisible
du *Faiseur de théâtre*, de
Thomas Bernhard, Jean-
Pierre Vincent met en scène la
logorrhée d'un Français
moyen - Maurice Bénichou
- acteur de son état. Une
pièce trouble adaptée d'un
roman efficace et sans ten-
dresse de Jean-Claude Grun-
berg.

Le Grand Huit, Mithras de la
cité de Reims. Le jeudi 23
et le vendredi 24 à 20 h 45.
Tél. : 32-31-55-53. Durée : 1 h
40. De 85 F à 95 F.

Villeneuve

Jeu de Faust
par le Théâtre
du Radeau,
mise en scène
de Françoise Tanguy,
avec Françoise Tanguy,
Maurice Bénichou,
Laurence Chabot
et Patrick Condé.

Le Théâtre du Radeau, jeune
compagnie venue du Maine,

propose une fois encore avec
ce *Jeu de Faust* un spectacle
réellement original et fasci-
nant. Inévitablement brio-
lant de matériaux, musique,
histoires, c'est un grand cirque
lyrique où les étranges navi-
gateurs du Radeau jouent
avec le mythe de Faust, le
regard du spectateur, et in-
stallent, l'air de rien, une nou-
velle esthétique théâtrale en
France.

Théâtre national populaire.
Mercredi 22 et jeudi 23 mars, à
19 h 30. Tél. : 78-84-70-74.
Durée : 2 h 50. De 80 F à 90 F.

DANSE

Paris

**La Belle
ou belle dormant**
chorégraphie
de Rodolphe Nouriss.

Après Milan, le Canada, Lon-
dres et Vienne, c'est la cin-
quième fois que Rodolphe Nouriss
d'attaque à l'insaisissable
Belle (bien sûr, contes).
Mais cette fois ce n'est pas lui
qui dépose sur les Bercs
d'Ancien le baïonnet fatal. La
plupart des écoles de l'Opéra,
et même trois « opéras », alter-
nent dans les rôles principaux.
Et des invités viennent y faire
trois petits tours : Beryl
Desautels, des Ballets de
Monte-Carlo, Guillaume
Griffin, de l'American Ballet
theater, et Yumi Morikawa,
du Bolchoï de Moscou.

Opéra de Paris, Palais Garnier.
Le mercredi 22 et jeudi 23 mars, à
19 h 30. Tél. : 47-42-63-71. Durée :
3 h 30. De 20 F à 300 F.

**Groupe de recherches
chorégraphiques
de l'Opéra de Paris**

Trois chorégraphes de moins
de trente ans - Claude Bru-
machon, Florence Lambert et
Stéphane Anis - se sont
spécialisés à trois musiciens et
trois plasticiens pour créer
*Éléphant, Chag, rouge, noir et
rose et Passage de l'heure
bleue*. Forme-ils la preuve par
leur talent ?

Centre Georges-Pompidou,
Grande salle. 1^{er} au-ss. Les
22 et 23 mars à 20 h 30, le 24 à
19 h 30. Tél. : 42-74-42-19.
Durée : 2 h 30. De 55 F à 70 F.

Compagnie

Cré-Angé
On ne s'ennuie jamais avec
Charles Cré-Angé. Pour
Changé, il s'est inspiré de
légendes anglo-saxonnes selon
lesquelles les divinités ont des
enfants monstrueux qui sont
dévorés sur terre pour en-
lever des bêtes mieux loties.

Théâtre d'Orléans, 1, rue Scaen-
d'Orléans, 94200 Itey-sur-Loire.
Le 23 mars à 20 h 30, le 24 à
19 h 30, le 25 à 14 h 30 et
20 h 30, le 26 à 16 h. Tél. : 48-
70-21-55. Durée : 1 h 30. 15 F
à 20 F.

Grenoble

**La Maison
des plumes vertes**
chorégraphie
et dansé
par Jean-François Duroure.

On n'a pas oublié *Padique
Acide* et *Exotisme* qui lancèrent
le couple Mathilde Momier-
Jean-François Duroure.
Aujourd'hui séparés, ils conti-
nuent de bénéficier d'un
grand capital de sympathie et
de curiosité. Après *Lisbonne*
et la Biennale de Lyon, Gre-
noble accueille la *Maison des
plumes vertes* où Duroure
imagine sur des musiques
méditerranéennes un royaume in-
solite qui bat de l'aile.

Théâtre Mithras, Le Corps. Le
jeudi 23 mars à 19 h 30. Tél. :
78-23-05-48. Durée : 1 h 15. De
60 F à 90 F.

Monaco

**Ballets
de Monte-Carlo**

Trois programmes dans le
cadre du Printemps des arts.
Napoli, d'après Roumanovitch,
The leaves are falling, de
Tudor, *Suite en blanc*, de
Serge Lifar; *La Syphide*, de
Pierre Lacotte; *Just another
dance*, de Dennis Wayne,
Blue Blues, de Philippe Lison
et *In the middle somewhere*
d'Edward, de William Forsy-
th.

Salle Garnier, Casino de Monte-
Carlo. Le 25 mars à 20 h 30, le
26 à 15 h 45 et 20 h 30 et le 27
à 20 heures. Tél. : 93-80-76-64.
Durée : 2 h 30. De 90 F à 200 F.

THEATRE RENAUD BARRAULT

ALFRED DE MUSSET
LORENZACCIO
FRANCIS HUSTER
COSTUMES DOMINIQUE BORG
DECOR HERVE BOUTARD
MUSIQUE DOMINIQUE PROBST

PETITE SALLE
FRANÇOIS BILLETDOUX
A LA NUIT, LA NUIT
MISE EN SCÈNE PATRICK ALEXANDRE
AVEC JOSEPHINE DERENNE ET PATRICE ALEXANDRE

MAISON INTERNATIONALE DU THEATRE
JEAN-PIERRE TAILHADE
LE FOU DE MADELEINE
IMPROVISATIONS
LOC. 42 56 08 80 42 56 60 70

THEATRE
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 93 26 30

la Forêt

D'ALEXANDRE OSTROVSKI
MISE EN SCÈNE
BERNARD SOBEL
DU 23 FÉVRIER
AU 2 AVRIL

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

ELTON JOHN EN TOURNÉE

Faux rocker, vrai caméléon

Très relativement assagi côté strass et paillettes, fermement semblable à lui-même côté sirop, Elton John croise une certaine mode actuelle qui encourage les revenants à régresser. Etant, lui, resté ferme sur ses positions, il donne presque l'impression d'avoir avancé. Classique effet d'optique. Mais qui mérite d'être vérifié de près.

A sa manière, Elton John est un pionnier du rock. Quinze ans avant ses collègues, il a été chauve, myope et bedonnant. Aujourd'hui face aux revenants, du Grateful Dead à Deep Purple en passant par David Crosby et l'Allman Brothers Band, il fait presque figure d'enfant prodige tant il est resté semblable à lui-même au fil des ans.

Homme d'habitude, Elton John s'apprête à remplir le palais omnisports de Bercy à Paris cinq soirs de suite, pour la quatrième fois depuis 1982. Une formalité de fin de tournée (le premier concert a eu lieu à Miami en août dernier), un rituel pour les fans. Son dernier album, *Reg Strikes Back* («*Reg contre-attaque*» — Reginald Dwight est né en 1947), lui a fait retrouver le chemin des charts américains pour la première fois depuis *Blue Moves* en 1976. Elton John est de retour sans jamais être vraiment parti.

Au début des années 70, en chantant des ballades un peu sucrées (*Your Song, Daniel*), il s'était glissé dans l'espace qu'avait creusé l'absence des Beatles. Un peu plus tard, en quelques rocks rock (*Saturday Night's Alright, The Bitch is Back*), il prouvait sans forcer qu'il pouvait aussi faire le rocker et remplacer les Rolling Stones en cas de défaillance. Chanteur à la voix nette et vigoureuse, pianiste raisonnablement virtuose qui avait maîtrisé tous les trucs de Jerry Lee Lewis et Little Richard, Elton John s'acheta une place chez les superstars à coup de millions de disques vendus.

En cinq ans, Elton John produisit neuf albums dont deux doubles : *Goodbye Yellow Brick Road* et *Blue Moves*. A une époque où le consommateur de rock attendait des années le nouvel album de Led Zeppelin ou de John Lennon, cette productivité apparaissait suspecte. Quand on apprit qu'elle relevait du 'taylorisme musical' (le parolier Bernie Taupin expédiait ses textes par la poste, Elton John les mettait en musique dans le studio), on fut bien obligé de convenir qu'Elton John n'était pas un vrai rocker.

De toute façon, il n'avait jamais fait que semblant. Les lunettes larges comme des plats à tarte, les bottes à semelles compensées, les boas en plumes d'autruche ne choquaient personne. Et un homme qui venait de



Jerry Lewis ? Non

sauver un club de football de la faillite (le Watford F.C., qui se languissait en troisième division) ne présentait pas de réelle menace pour la jeunesse, contrairement à David Bowie.

Quand, l'année dernière, le *Sun*, quotidien populaire britannique, a fait sa « une » d'une photo du chanteur nu accompagnée de « révélations » sur les turpitudes qu'abritait le manoir qu'Elton John possède à Windsor, Sarah Ferguson, duchesse d'York, prit publiquement la défense de l'artiste. En France, défiant de famille royale, il a enregistré un duo avec France Gall et s'est soumis – avec plus de réussite que Chantal Goya – au « *Jeu de la vérité* » de Patrick Sabatier.

Vers 1978, au moment de la vague punk, Elton John se sépara de Bernie Taupin, réalisa un album sous la direction de Pet Dinklage, inventeur avec Giorgio Moroder de l'euro-disco, interrompit ses tournées et perdit la faveur du public américain. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'il est arrivé à rattraper la distance qu'il avait alors perdue. Mais le succès de *Reg Strikes Back* et celui de la tournée suivante d'une logique imparable. L'éclipse n'était que partielle. Elton John a apparemment décidé de la surmonter en représentant systématiquement les ingrédients de la recette qui lui avait si bien réussi quinze ans plus tôt. Taupin a signé tous les textes de l'album, procédant comme à son

habitude par accumulation d'images, une espèce de poésie en trompe-l'œil qui résiste mal à la lecture mais que personne n'est obligé de lire; les musiciens – le guitariste Davey Johnstone, qui joue avec Elton John depuis ses débuts, le percussionniste Ray Cooper – et le producteur Chris Thomas reproduisent le même son, et sur plusieurs titres – *Mona Lisa* and *Mad Hatters* (Part II), *A Word in Spanish* – Elton John a retrouvé le tour de main qui fait de ses meilleures chansons des classiques pop, des bulles de savon impérissables.

Sur scène, le strass, les plumes et les paillettes ont laissé délibérément la place à une très relative discrétion vestimentaire, et Elton John n'escalade plus ses pianos avec la même ardeur. Mais comme il manque toujours à sa discographie un *greatest hit* digne de ce nom, on le trouvera le temps d'une soirée à Bercy.

THOMAS SOTTNEL

★ **Palais omnisports de Paris-Bercy.** Les 22, 23, 24, 26 et 27 mars, à 21 heures. Location sur Place Biot, Montparnasse et Haller, sur place aux caisses du Palais omnisports et par téléphone : (1) 45-72-11-22. Prix des places : 160 F. Première partie : Nick Kershaw. Elton John est accompagné par Jonathan-Philip Manoffett (batterie), Frederic Lawrence (guitares), Gary Graham Babyfon (claviers), Romeo Williams (basse), Mariella Jetter, Moriettenne-Mary Jenkins et Nathalie Jackson (chœurs). A Lansanne, patinoire de Mailly, les 18 et 19 avril à 19 heures. Location sur bureaux SBS de Lansanne, Genève, Berne et des principales villes suisses.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Rossini
Gulliame Tell
avec Joaël Van Dam/
Jean-Philippe Courais,
Chris Merritt,
Lella Cuberti,
Chœur et Ballet
de l'Opéra de Nice,
Orchestre national de France,
Paolo Ossi (direction).
Mise en scène,
décors et costumes
de Pier-Luigi Pizzi.

qui sied à son rôle ; Courtis interprète à la perfection le rôle du vieux Melchior. Paolo Olmi (qui « remplace » Muti) dirige avec efficacité. Le rythme de la représentation est respecté. N'est-ce pas l'essentiel ?

Théâtre des Champs-Élysées.
19 heures (les 22, 24, 28 et
31 mars). Tél. : 47-20-35-37.
De 60 F à 540 F.

Eric Le Lann

Pour le public intimidé mais désireux de savoir, Eric Le Lann représente une chance. Élégante et immédiatement accessible, son esthétique s'impose. Il joue de la trompette avec une sorte de grâce. Cette esthétique ressemble à sa carrière : remarquable, aux côtés des plus grands, dans les plus grands festivals, et pourtant extrêmement discrète. Une figure moderne du musicien et de l'artiste. Quant au pianiste du groupe Urtruger, c'est le meilleur représentant européen du style bebop. Il y a trente ans, à la naissance d'Eric Le Lann, Urtruger jouait déjà avec un excellent trompettiste, lui aussi fils de dentiste, Miles Davis (*Ascenseur pour l'échafaud*).

Du 23 au 25 mars, Magnetic Terrace, 22 heures. Tél. : 42-26-36-44.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 22 mars

Meyerbeer
Ouverture des Huguenots,
Huit cantiques,
La Cécilia

Mendelssohn
Symphonie « Réformation »
Jeune Orchestre symphonique
d'Europe, Olivier Holt (di-
rection).

Un peu partout, de
vieux orchestres fleurissent.
Le Jeune Orchestre
phonique d'Europe se v

le pendant de celui des Jeunes de la Communauté européenne. Olivier Holt (neveu de Jean-Claude Casadesu) n'est pas Abbado, mais son caractère est sympathique. Beau programme, en tout cas, placé sous le signe du protestantisme.

Belle Ployel, 21 heures. Tél. : 45-83-88-73, par carte bleue uniquement. De 80 F à 260 F.



THE ROYAL OPERA HOUSE
Don Carlo
de Verdi

Opéra d'Orléans sur scène en vidéo
**Représentations les 25 mars (samedi de Pâques),
26 et 27 mars, 2, 9 et 11 avril 1983**

Avec Katerina Christou, Frank O'Neil, Susan Graham, Samuel Ramey,
Almos Ghorra, Jean-Claude Guillemin, Jean-Louis Lemaire
Le Don Carlo du Théâtre de l'Opéra de Paris, la plus célèbre et la plus
version de la République, mise en scène de Louis Falgaout
Direction musicale: Bernard Artigues
Mise en scène: Jean-François Bastien, Luciano Visconti
Production: John Cox

Particularités
Les règlements particuliers de la production de l'Opéra
Américain Express, le Club de l'Opéra, le Club de l'Opéra
en livres, le Club de l'Opéra, le Club de l'Opéra, le Club de l'Opéra,
la banque, les Banquiers, sont accueillis, sans réserve,
de l'impression au jour de la signature de la présente, sans
Date: 27988 CANSAN et l'impression, le Club de l'Opéra et
Règles par le Club de l'Opéra, le Club de l'Opéra, le Club de l'Opéra,
nombre de la carte, l'impression et la date d'impression.

Bureau de location: Tel. Londres 0441 234 1000/1011
Prix des places: de 200 à 250 livres

BERCY

16 MAI - 3 JUIN

CARMEN

Opéra de Georges BIZET

600 PARTICIPANTS

Direction Musicale : Lawrence FOSTER


Mise en scène, décors et costumes : Pier Luigi PIZZI

Le Ballet
Teatro Español
Rafael AGUILAR

L'Orchestre
Philharmonique
de Monte-Carlo

Le Chœur
de
l'Armée Française

La Maîtrise
des
Hauts de Seine




RENS. : 43 42 06 06

Semaine : soirées à 20 h - Relâche Lundi

Dimanche : matinée à 15 h 30

Prix des places : 380 F - 350 F - 290 F
260 F - 180 F - 110 F



LOCATION à BERCY
tous les jours de 11 h à 18 h sauf Dimanche

et par tél. : 43 46 12 21

PALAIS DES SPORTS (Porte de Versailles)
tous les jours de 11 h à 18 h sauf dimanche

FNAC AGENCES

SPPS - SPECTACLES ALAP

VENDREDI 31 MARS 21 H
ÉGLISE des BILLETTES
22, rue des Archives
75004 Paris

VIVALDI
« LES 4 SAISONS »

J. HAYDN
SYMPHONIE N° 45
« LES ADIEUX »
ENSEMBLE
« PARENTHÈSE »
Laurent BRACE

Prix des places : 60 F et 80 F
Réservation : 47-68-59-61

GALERIE
JEAN-JACQUES DUTKO
5 rue Bonaparte - 75006 PARIS
Tel : (1) 43 26 96 13

FOUGERON
Femmes d'Italie
peinture - gouaches - dessins
1947

du 18 Mars au 13 Mai

COMIC'S
OPERA COMEDIE MUSICALE
CAMI / SATIE

JUSQU'AU 26 MARS A 18 H 30
ROSEAU THEATRE
42.71.30.20

MUSIQUES

Cœuvres de Stockhausen, Messiaen, Monod, Kargueller, etc.

Daniel Kientzy (saxophone)

Le héros du saxophone contemporain classique poursuit son travail de recherche, continue à passer commande auprès des compositeurs en vue : mal-aimé des classiques, le saxophone a besoin de répertoire pour ne pas être limité au jazz et à la variété. Kientzy, qui joue les sept saxophones de la famille, ne craint pas de monter seul sur scène pour prouver que cet instrument a de l'avenir et pour montrer combien il l'aime.

Porte de la Suisse, 11 bis, rue Sorbier, 75009 Paris. 20 h 30, jeudi au 24. Tél. : 43-61-55-51.

Jeudi 23 mars

Weber

Die drei Pintos, avec Pamela Cohen, Hans Schuler, la Chor et l'Orchestre philharmonique de Radio France, Hans Graf (direction).

Créé en janvier 1888, cet opéra de Weber fut achevé par Mahler. Weber n'ayant laissé que sept numéros sur les dix-sept que devait comporter la partition, Mahler fut obligé d'utiliser des œuvres méconnues du fondateur de l'opéra romantique allemand pour mener sa tâche à bien. Il nous laisse ainsi un opéra, bien qu'il ait décidé de ne pas en écrire un.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30, Tél. : 40-23-28-40. Mercredi 30-15 Châtelet. De 45 F à 285 F.

Mercredi 22 mars

Sultes de Couperin et de Chambonnières.

Kenneth Gilbert (clavecin). Kenneth Gilbert est un clavicembaliste présent sur tous les fronts : récitals, enseignement, édition. Il aurait pu se laisser déborder par ses nombreuses activités, devenir pédagogue, ennuyeux comme certains professeurs de piano, il n'en est rien. Gilbert joue avec liberté, délicatesse. Il prend le temps de rêver la musique.

Chapelle royale de Versailles, 17 h 30. Tél. : 43-86-48-35 F.

Cœuvres pour clavecin de Frescobaldi, Froberger, Perle et Scarlatti.

Gustav Leonhardt (clavecin).

Chef d'orchestre, clavicembaliste, musicologue, éditeur, Gustav Leonhardt est tout cela. Fort en thème, il est premier partout. Il lui manque parfois la fantaisie pour vraiment séduire. Mais

dans l'austère programme qu'il s'est choisi ce soir, il n'y a aucune crainte à avoir. Il vaincra.

Stil, 5, rue de Charonne, 75011, 20 h 30. Tél. : 48-06-28-19. 190 F.

RÉGIONS

Aix-les-Bains

Schütz

Les Sept Paroles de Christ en croix

Domestiques Passion selon saint Jean Schuler

Stratus Ensemble Sagittaria, Ensemble Gibsons, Michel Laplante (direction).

Les Sept Paroles de Christ en croix, de Schütz (le père de la musique allemande), souffrent d'être jouées par des chœurs trop fournis, sont défigurées par des imprécisions « romantiques ». Aucun risque avec Laplante et son ensemble : sursurés sans être expressionnistes, ils sauront capter de bout en bout l'attention. N'en doutons pas.

Présumé du Bourget-de-Lac, 21 heures. Tél. : (06) 79-88-99-10. 120 F.

Bach

Passion selon saint Matthieu Solistes,

Ensemble vocal et instrumental de Lussan, Michel Corboz (direction).

Contre vents et marées, Michel Corboz joue la musique baroque sur instruments modernes, avec un style romantique bien fané. Mais cette constance à quelque chose de touchant, de respectable. Dans les interprétations du chef suisse, l'enthousiasme remplace la science, les dans l'exécution.

Le 26, église Notre-Dame d'Aix-les-Bains, 18 h 30. Tél. : (06) 79-88-99-10. 120 F et 160 F.

Bach

Clavier bien tempéré, intégrale Scott Ross (clavier).

Depuis ses premières apparitions en France, il y a quinze ans, le clavicembaliste américain n'a cessé de reconstruire le monde. En 1968, son intégrale des Sonates, de Scarlatti (Erato), et son enregistrement des Variations Goldberg l'ont fait entrer, par la grande porte, dans l'histoire du disque. Comment résister à ce jeu qui associe en un même élan science et inspiration ? Scott Ross n'est jamais didactique, toujours inspiré, toujours vivant.

Les 27 et 31 mai, châteaux du Touvet, 18 heures et 21 heures. Tél. : (06) 79-88-99-10. 100 F et 140 F.

Arlès

Rossi

Porti

Oratorio

Les Arts florissants,

William Christie (direction).

Retour aux sources de l'interprétation baroque, les Arts florissants ont tout naturellement fonillé les bibliothèques afin de varier leurs programmes de concert. Sans cette école d'interprétation, ces œuvres de Rossi et Porti n'auraient jamais connus un si vaste public. Imagine-t-on ces œuvres dans lesquelles la moindre variation d'articulation, la moindre inflexion prend valeur de symbole, jouées par un orchestre de tradition romantique et des chanteurs formés à l'opéra ?

Le 22, église Saint-Martin-du-Méjan, 21 heures. Tél. : (06) 90-48-86-91. 80 F et 120 F.

Lamentations et cantates des XVII^e et XVIII^e siècles

Montserrat Figueras (voix), Ensemble Hespérion XX, Jordi Savall (direction).

Loin des reconstitutions historicisantes, mais empuysées de certains de ses confrères, Jordi Savall et son ensemble Hespérion XX font revivre avec un enthousiasme contagieux tout un pan de musique ignoré jusqu'à une date récente. Pour ce concert, Montserrat Figueras (une habituée du groupe) se joindra à eux pour chanter des lamentations (genre dans lequel elle excelle) des XVII^e et XVIII^e siècles.

Le 25, église Saint-Martin-du-Méjan, 21 heures. Tél. : 90-48-86-91. 80 F et 120 F.

Bach

Buxtehude

Charpentier

Cantates

Schola Cantorum Basiliensis

Ensemble instrumental

Michael Kurek, René Jacobs (direction).

Le bon programme ! Trois compositeurs, trois époques, trois styles. Comment René Jacobs (qui se tourne de plus en plus souvent vers la direction d'orchestre) va-t-il pouvoir se plier, en l'espace d'un concert, aux exigences si contradictoires de ces œuvres ?

Le 26, église Saint-Martin-du-Méjan, 21 heures. Tél. : (06) 90-48-86-91. 80 F et 120 F.

Avignon

Chants chrétiens sacrés araméens de l'époque du Christ

Esther Lamandier

(voix et instruments anciens).

Artiste curieuse, Esther Lamandier propose des reconstitutions de musiques d'une époque si lointaine qu'on a bien peu d'éléments sur lesquels s'appuyer de façon objective. Avec un enthousiasme communicatif, une voix prenante et un sens certain du théâtre, elle sort toujours vainqueur de ses intrépides entreprises.

Le 21, chapelle de l'Oratoire, 21 heures. Tél. : (06) 90-88-88-04. 100 F et 120 F.

Bordeaux

Ives

Three Places in New England

Ravel

La Valse

Brahms

Concerto pour violon

Viktor Mikhov (violin),

Orchestre national

de Bordeaux-Aquitaine,

Pierre Dervaux (direction).

Après une longue crise qui s'est soldée par l'émigration de Roberto Benzi, l'Orchestre de Bordeaux vient d'entrer dans une nouvelle phase de son existence avec la nomination d'Alain Lombard. Si ce dernier réussit dans la capitale aquitaine les prodiges qu'il a accomplis à Strasbourg, il faudra désormais compter avec cet orchestre.

Le 23, Grand Théâtre : le 24, Palais des sports, 20 h 30. Tél. : (06) 56-52-75-21. De 30 F à 90 F.



GEORGE MARA D'ELCOUR

Caen

Le grand mystère de la Passion

Ensemble Clément Jenaquin,

Ensemble Organum,

Marcel Pérès (direction).

Le travail de saxe effectué par Marcel Pérès à l'encontre du chant grégorien a déclenché de vives polémiques dont le musicien est sorti vainqueur. Une fois écouté l'un de ses disques (Harmonia Mundi) ou l'un de ses concerts, il devient bien difficile de réécouter sans un profond ennui les interprétations issues de la tradition solennelle. Épanché par une troupe de dix-neuf solistes mis en scène par Pierre Barrat, Pérès saura trouver les couleurs, le rythme qui conviennent à ce répertoire.

Le 23, église Notre-Dame-de-la-Clorvère, 20 h 30. Tél. : (06) 31-86-12-79. 100 F.

Montpellier

Verdi

Traviata

Avec Octavia Lini,

Roberto Alagna,

Chœurs de

l'Opéra de Montpellier,

Orchestre de

Montpellier-Languedoc-Roussillon,

Cyril Diederich (direction).

Mises en scène de Jean-Claude Aury.

Immortalisé par Maria Callas, Teresa Stratas ou Rosa Ponselle, le premier grand opéra de Verdi est un tube inusable, qui résiste à toutes les lectures des metteurs en scène (pourvu que le chef et les chanteurs

soient à la hauteur).

A Montpellier, on travaille sérieusement.

Les 24, 29 et 31, 20 heures ;

les 26 mars et 2 avril,

15 heures. Tél. : (06) 67-66-00-82. De 48 F à 135 F.

Toulouse

Wagner

Le Vaisseau fantôme

avec Simon Estes,

Liliane Baskin,

Peter Mewen,

Wladimir Chelmann,

le Chœur et

l'Orchestre national

de Toulouse,

Michel Plasson (direction).

Version de concert.

Michel Plasson n'est ni

Abbado ni Hallé, mais le

travail qu'il a réalisé à Tou-

louse depuis vingt ans est à

citer en exemple pour sa

constance et sa volonté de

prestige. Pour ce Vaisseau

fantôme, ce grand lyrique a

réuni une distribution de

premier plan qui honorerait

l'Opéra de Paris.

Le 23, Halle aux grains,

20 h 30. Tél. : 61-22-24-40.

De 60 F à 200 F.

Toulon

Haydn

Les Sept Paroles de Christ en croix

Colette Alliot-Lugaz,

Christine Batty,

John Elwes,

Chœur régional

Nord-Pas-de-Calais,

La Grande École

et la Chambre du Roy,

Jean-Claude Malgouère (direction).

Haydn a laissé quatre ver-

sions des Sept Paroles du

Christ : pour orchestre à cordes, cuivres et timbales, pour quatuor à cordes, pour piano et une version oratorio. Cette dernière, peu souvent donnée, égale en beauté les Passions selon saint Matthieu et selon saint Jean, de Jean-Sébastien Bach. Les solistes retenus par Malgouère ont les qualités requises pour donner à ce chef-d'œuvre méconnu, souffle et grandeur.

Le 24, Notre-Dame-de-Anges, 20 h 30. Tél. : (06) 20-25-69-03. 80 F et 90 F.

ÉTRANGER

Munich

Wagner

Paraisa

avec Wotruba Meier,

Manfred Jungwirth,

Dietrich Fischer-Dieskau,

Karl Moik,

Chœur et

Orchestre de

l'Opéra de Munich,

Wolfgang Sawallisch

(direction).

Version de concert.

Capitale mondiale de l'art

lyrique, Munich réunit des

distributions dont on rêve

pour l'Opéra de la Bastille,

des chefs d'orchestre

(Sawallisch, Kleiber, Kle,

Kuhn, Emmer) typ niveau

qui ont la chance de travail-

ler dans un théâtre perfor-

mant. Pour ce Parsifal,

donné en version de concert,

Sawallisch a choisi une

équipe de chanteurs comme

Bayreuth n'en réunit quasi-

ment plus.

Les 23 et 25, 17 heures. Tél. :

(09) 49-89-22-13-16.

JAZZ

Bonlieux bleues

Les maîtres du saxophone

sans maître (Dannik Lazzo

et Michel Doneda) réédit-

ent sur scène leur entre-

prise singulière de General

Gramofon. Jazz ou pas

jazz ? Là n'est sans doute

plus la question. En

deuxième partie, Lester

Bowie (celui qui fait

l'artiste dans l'Art Ensemble

de Chicago, en tenue

d'apothicaire) dirige un

chœur zankou Uingo. De

l'indéfini garanti, qui fera

apparaître comme terrible-

ment classiques les inven-

teurs du be-bop qui clôtur-

eront le festival : Max Roach

et Dizzy Gillespie (le lendemain).

Le 24, 20 h 30, Espace 93,

Victor-Hugo à Clichy-sous-

Bois et le 25, Maison de la

culture de Boulogne (concert

complet). Tél. : 45-86-88-00.

120 F et 150 F.

La guitare

dans tous ses états

A signaler dans la septième

édition de Festival interna-

tional de guitare Paris 89,

un récital de Manu Bashir à

l'oud (Salle Gaveau, le 29),

la prestation de Pierre Be-

ssusson, chercheur émérite

des sons au lyrisme électri-

que, qui jouera avec Philip

Catherine (New Morning, le 23). Du côté des traditions andalouses, le jeune Tomatito, accompagnateur attiré de Camaron de la Isla, représente le son flamenco (Salle Gaveau, le 30).

Renseignements et location. Tél. : 45-23-51-41.

ROCK

Silencers

Quatre Ecossais, dans la besace deux albums, une bonne chanson dans le second, A blues for Buddha, quelques mots de français (dans Sacred Child) : un groupe convenable qui surfe sur la vague rock écossaise dans le sillage de Simple Minds, Wet Wet Wet, Love and money, etc.

Le mercredi 22 mars à Lyon, le Truck 80, (France). Le 23 à Besançon, Kurant, (Muguet). Le 24 à Orléans, Balcon, (France). Le 25 à Rennes, Ubu, (France) et Nougat.

Kool and the Gang

C'est presque pour eux que l'on a inventé le mot funk, mais sont-ils encore capables de transformer une salle en piste de danse ?

Le 28 et 29 mars, Paris, Le Zénith (Clémentine et 3 France).

The Innocents

Guitares de grandes marques, son à 45 % de matières grasses, rythmes blues aux racines crues, The Innocents proposent une recette tout à l'écossaise qui n'a jamais failli.

Le 22 mars à Nancy (Duc d'Angoulême), le 23 à Belfort (FRAC), le 24 à Besançon (Muguet) et le 25 à Mantes-la-Jolie (FRAC Mnt).

VARIÉTÉS

Niagara

Le duo le plus pop que la France ait jamais connu est sur les routes, poursuivant sur scène la quête d'un 45 tours parfait. Quel enser !

Le 22 mars à Châteaugay, complexe Châteaugay (Muguet) et, du 23 au 30 mars à Paris, La Gîtelle (Clémentine et 3 France).

Jacques Higelin

Rock ou jazz ? Loubard ou reggae/cabaret ? De toute façon, c'est toujours du Higelin, toujours rauque, saillant, populaire.

Le 23 mars à Saint-Etienne (Muguet) et le 24 à Lausanne (Gîtelle de Boudville).

Bernard Lavilliers

Il le chante lui-même : On the Road Again, la scène est son habitat naturel. Elle transforme ses travers en atouts, et permet à son public de partager un peu de ses voyages au long cours.

Le 22 mars à Nancy, par des expositions (Duc d'Angoulême), le 23 à Longwy (sous chapiteau), le 24 à Lille, espace foire (France), et le 25 à Bruxelles, For

ARTS

LE CENTENAIRE AU PETIT PALAIS

Que reste-il de 1889 ?

Le bicentenaire de la Révolution est l'occasion de se le rappeler, il y eut un Centenaire ! Peintres et sculpteurs prirent alors la situation très au sérieux. Ils donnèrent en cœur dans la solennité monumentale. Centenaire pompier, donc. Comment qualifiera-t-on dans cent ans notre Bicentenaire ?

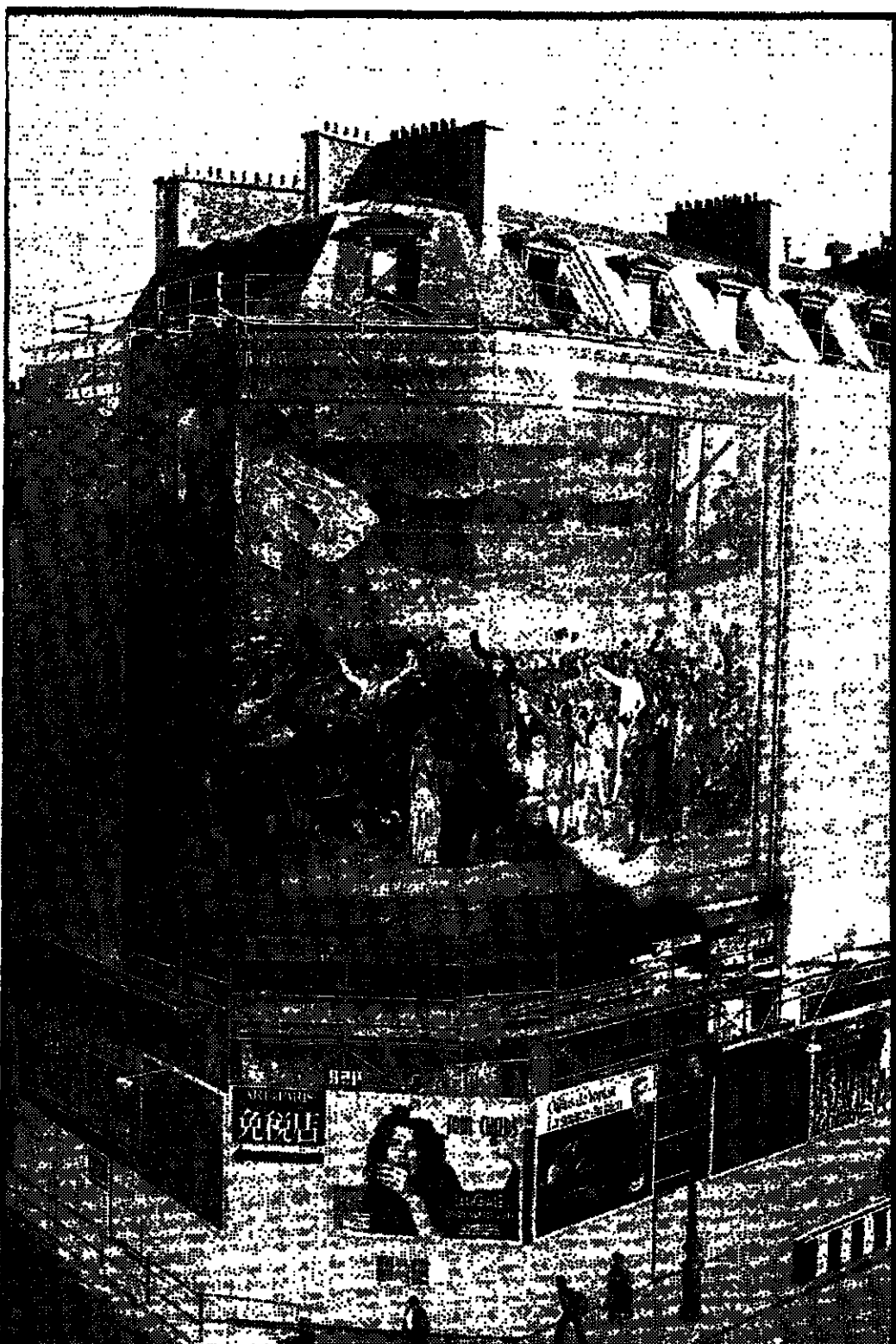
A chaque exposition, le Petit Palais confirme sa nouvelle vocation, qui est de n'être plus un musée de peinture et de sculpture mais une caserne des « pompiers ». A chaque exposition, cet excellent établissement accueille généreusement quelques « tartines » démesurées et un nombre sans cesse croissant de « croûtes » de la fin du XIX^e siècle. Appelé à célébrer, lui aussi, le Bicentenaire, il a été la seule solution conforme à sa mission et entrepris de commémorer la commémoration d'il y a un siècle. Grâce à ce subterfuge, les pompiers n'ont pas eu à déménager.

L'idée, pour sangremes qu'elle puisse paraître, n'en a pas moins son mérite puisqu'elle permet de rêver aux fastes de 1889, à la splendeur de l'Exposition universelle et de ses feux d'artifice. Elle permet encore de mesurer combien ce centenaire dura longtemps, de 1880, date de l'invention de la fête nationale du 14-Juillet, célébrée en grande pompe sur l'hippodrome de Longchamp, jusqu'à 1889. Tout au long de ces dix années, la sanctification de la Première République par sa jeune héritière s'accomplit par la peinture décorative et la sculpture.

Des peintres, choisis parmi les moins provocants comme il se doit pour une commande officielle, placèrent aux parois et aux plafonds des mairies d'arrondissement et de l'Hôtel de Ville les allégories dévoties et girondes de la Fraternité, de l'Égalité, du Progrès, de la Concorde, de la Vertu et de quelques autres sympathiques principes. Ces artistes civiques se nommaient Diogène Maillard, Alfred Brantot, Henri Lévy et Léon Glazet. Ils travaillaient avec méthode et sérieux. Albert Besnard et Jean-Paul Laurens eurent eux aussi leur part de murs à recouvrir de toiles monumentales. Au concours du plus grand format enduit de couleur, c'est pourtant Roll qui l'emporta avec un *14 Juillet 1880* vulgaire de sentiment, médiocre de composition et nul d'exécution, mais de 6,50 m de haut et 9,80 m de large.

Des sculpteurs tout aussi sérieux modélèrent des effigies monumentales de la République, dont celle qui fut placée sur la place du même nom, des bustes de Marianne, des bas-reliefs narrants les épisodes essentiels de la Révolution et des statues de grands hommes. Ces derniers, qui composaient un panthéon laïc, d'Étienne Dolet à Danton en passant par Rousseau, ont été détruites pour la plupart, si bien qu'il est curieux de contempler les plâtres qui en restent. Diderot, assis dans un fauteuil, s'efforce de ressembler à son portrait par Fragonard. Rousseau a son chapeau sous le bras, mais une perruque sur la tête. Condorcet paraît sceptique et Ledru-Rollin hébété. Ces mannequins avaient pour auteurs Léopold Morice, Léopold Steiner, Paul Berthet et Edmond Desca, hommes pratiques sans imagination.

Ces solennités monumentales servirent à la liturgie de 1889, et leurs créateurs furent récompensés. Chacun put montrer quelques œuvres à l'exposition spéciale de la Ville de Paris, petite partie de l'énorme Exposition universelle. Cette dernière n'a droit qu'à



« Le Serment du jeu de paume » reconstitué sur bache avenue de l'Opéra, par C. Feff.

peu de place au Petit Palais. A si peu que rien n'est dit de l'érection de la tour Eiffel. Il est vrai que ladite tour ne plaisait guère aux artistes officiels et qu'il n'y eut que ce moderne de Seurat pour peindre sa construction. Et un Seurat au Petit Palais, ce serait scandaleux. On a donc préféré illustrer l'événement à l'aide de dessins et de sculptures de Desca, encore lui, Boisseau et Aube. L'exposition y gagne en bizarrerie ce qu'elle y perd en talent, même si un groupe de Barras fait oublier à demi la médiocrité des marbres qui l'environnent. Et dire que tout cela fut fondé ou taillé du vivant de Rodin.

L'intérêt de l'exposition est donc historique et documentaire bien plus qu'esthétique. Aussi a-t-on jugé nécessaire d'égayer un peu l'ensemble à l'aide d'une

présentation pittoresque, d'un titre passablement racoleux — « Quand Paris dansait avec Marianne » — et d'une affiche dessinée par Tardi. Ces précautions sont sans doute de bonne politique et l'on ne s'en préoccuperait pas si l'on n'avait poussé le zèle démagogique jusqu'à prêter le même Tardi d'illustrer le catalogue de croquetons humoristiques. L'artiste, que l'on a vu récemment bien mieux inspiré par Céline, a cherché le comique et l'irrespect. Il n'est pas certain qu'il les ait trouvés, ni que le genre du catalogue doive se renouveler par le recours à l'*Almanach Vermot*.

PHILIPPE DAGEN.

* Musée du Petit Palais, jusqu'au 27 août. Catalogue : 300 pages, 250 F. Lire ci-dessous une sélection des expositions du Bicentenaire.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Gaston Chassaing

On y revient, à Chassaing, ces derniers temps, pour lui rendre justice encore et encore, et bien faire comprendre que, tout peintre du Bocage (vendéen) qu'il ait été, il n'avait rien d'un créateur innocent de culture artistique susceptible d'entrer dans quelque musée de l'art brut. Cela, on peut le remarquer à la Fondation Mona Bismarck, à travers un bon choix d'œuvres venues du musée des Sables-d'Olonne et de collections particulières. De chandron en vieille lessive écorée et points de figures sommaires de croquis hilares ou un peu tristes, de collage en porte de placard historique, de tableau en totem très personnalisé, c'est d'un « peintre rustique moderne » (le terme est de l'artiste) qu'il est question. D'un peintre qui dans les années 50, par sa culture de l'objet, n'est pas si loin d'un nouveau réalisme des champs.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris-16^e (47-22-35-36-37). Sans la dimanche, de 10 heures à 19 heures, entrée gratuite. Jusqu'au 10 mai.

Munch 1937

L'art allemand, l'art allemand. A un jour d'intervalle, les 18 et 19 juillet 1937, étaient inaugurées à Munich deux expositions résolument antithétiques : la première, celle de « L'art allemand », fut l'occasion pour Hitler d'exposer pendant deux heures sa conception d'un art sain « d'essence purement germanique » ; la seconde, celle de « L'art dégénéré », était présentée par Adolf Ziegler, chargé de

purger les musées allemands des « barbouillages malséants » commis par tous les « lascars obéissant aux ordres de la juiverie internationale », ou des bolchévistes. Après quoi les artistes n'auraient plus qu'à se faire ou à émigrer. Des documents originaux, des photographies, des reproductions ainsi que quelques peintures retraçant toute l'histoire de ces lamentables événements culturels.

Galerie nationale, Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (47-22-31-32). De lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures. Entrée gratuite. Jusqu'au 15 juin.

Gerrit Rietveld

« C'est le m'assecula » Thomas Gerrit Rietveld au temps du mouvement d'avant-garde hollandais De Stijl a créé des prototypes de chaises qui donnent l'impression que, si l'on s'assoyait dedans, on serait dans des compositions de Mondrian. On aimerait bien les essayer, mais c'est impossible, puisqu'ils sont depuis longtemps conservés dans des musées, en particulier au Stedelijk Museum d'Amsterdam. Le musée possède à vrai dire toute une théorie de sièges révolutionnaires que l'architecte et designer a bécotés lui-même tout au long de sa vie : par exemple une chaise zig-zag en bois (1932-1935) et une autre simplement faite d'une feuille de métal plié (1942).

Musée néerlandais, 121, rue de Lille, Paris-7^e (47-06-85-99). Seul lundi, de 13 heures à 19 heures. Entrée gratuite. Jusqu'au 15 mai.

SÉLECTION PARIS

Erik Gunnar Asplund

Erik Gunnar Asplund (1885-1940), architecte et designer suédois passablement inconnu en France, fait l'objet d'une exposition raffinée du Centre de création industrielle (CCI). Un peu bronzillon — la chronologie y est des plus fantaisistes — mais assurément raffiné. Comme l'était Asplund lui-même, dont l'œuvre porte tout à tour les stigmates d'un néo-classicisme inspiré et les marques d'une volonté moderniste typiquement nordique. Nombre de documents originaux, de meubles, de maquettes, cette évocation d'Asplund est inhabituellement souriante et parlante pour une exposition d'architecture.

Salle d'exposition du CCI, Centre Pompidou, Paris-9^e. Tél. : 42-77-12-33. Samedi de 12 h à 22 h, samedi dimanche et fêtes de 10 h à 22 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 avril.

Gauguin

Il faut compter environ une heure de queue avant de pouvoir y entrer. Mais on sait bien que cela en vaut la peine. Galerie nationale du Grand Palais (42-55-54-00). Samedi de 10 h à 20 h ; dimanche le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F ; le samedi 23 F. Jusqu'au 24 avril.

Claude Perrault ou la curiosité d'un classique

On y découvre l'image parfaite, l'archétype du savant au dix-septième siècle, dans une variété qui cumule les

La Révolution exposée

« Marseille en révolution » : la ville phocéenne déchirée entre tendances ultras, entre bleus et rouges, bourgeois et prolétaires. Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité. Jusqu'au 15 mai, de 10 heures à 17 heures. Tél. : 91-56-28-38.

« Modes et révolutions » : des robes fastueuses au pantalon jacobin, la Révolution en défilé de mode. Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie, 75018 Paris. Jusqu'au 7 mai, de 10 heures à 17 h 30 (fermé le lundi). Tél. : 47-20-87-23, 27 F.

« Naissance de la souveraineté nationale » : des chartes accordées aux bonnes villes à la première Constitution. Une exposition sérieuse et austère. Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Jusqu'au 30 avril, de 14 heures à 17 heures (fermé le mardi). Tél. : 40-27-62-18, 12 F.

« La Révolution française et l'Europe » : 1 140 objets prêtés par 15 pays, un catalogue de 1 008 pages, en trois volumes. Une exposition qui ravira les amateurs de vastes panoramas. Galeries nationales du Grand Palais. Jusqu'au 26 juin, de 10 heures à 20 heures, 22 heures le mercredi (fermé le mardi). Tél. : 42-87-54-10, 32 F.

« Le rire est une arme » : après Los Angeles, Chicago et New-York, Paris accueille cette exposition de caricatures. Violentes, efficaces, drôles (souvent scatologiques), parfois malséantes, elles accompagnèrent les grandes journées révolutionnaires. Mais il manque un échantillon significatif de la caricature contre-révolutionnaire. Bibliothèque nationale, 88, rue de Richelieu, 75002 Paris. Jusqu'au 30 avril, tous les jours, de 12 heures à 18 heures. Tél. : 47-03-81-28, 20 F.

AMERICAN CENTER
AMERICAN LANGUAGE
AMERICAN CULTURE
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
Séance tri-maître
17 avril-1er juillet
Cours intensifs chaque quinzaine
Préparation au TOEFL
E.P.C.
1, place de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 46 33 18 82
INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

HERVE ET RICHARD DI ROSA
L'ART MODESTE
Objets d'artistes
cb
Marianne Pierre
Néon
GALERIE BEAUBOURG
23 RUE DU RENARD - PARIS 6 - 42 71 20 50
GALERIE LOUISE LEIRIS
47, r. de Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14
Télécopieur : 45 63 78 13
PICASSO
Peintures et Dessins
1932-1972
1^{er} mars - 15 avril

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu, 75002 PARIS - 47 03 81 10
POLITIQUE ET POÉMIQUE
la caricature française et la révolution (1789-1799)
GALERIE MANSART, tous les jours
de 10 h à 18 h du 15 mars au 30 avril
«le rire est une arme»
GALERIE LOUIS CARRE & Cie
10, avenue de Messine - 75008 PARIS - Tél. : 45 62 57 07
GEER VAN VELDE
œuvres sur papier
2 mars - 8 avril
GALERIE GUIGNE
88, faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS - (1) 42.68.66.88
JOUENNE
REFLETS
Jusqu'au 20 mai

ARTS

► les charmes de la médecine et de l'architecture, de l'anatomie et de l'astronomie. Claude Permal, auquel on prêtait la colonne du Louvre, se révèle plutôt être, en définitive, le concepteur inspiré de l'Observatoire de Paris. Et l'inventeur d'un nouveau type de chapiteau fondé sur l'utilisation maîtrisée de la plume d'autruche. Papon élégante de marier ses différents spécialités. Mais on découvre aussi un théoricien imaginatif dont la réflexion, paradoxale en son siècle, annonce bien des questions qui, en matière d'architecture, se sont posées depuis.

Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours sauf jours fériés de 10 h à 18 h. 22 F. Jusqu'au 16 avril.

Préface à l'opéra-musical d'un homme

De Mallarmé à Nijinski, l'histoire d'un poème devenu musique, grâce à Debussy, sculpture, grâce à Rodin et Bourdelle, peinture avec Manet, Coss et Bonnard et danse, enfin, quand les Ballets russes s'en emparèrent. Cette belle leçon sur l'alliance entre tous les arts à l'époque symboliste est accompagnée de deux autres dossiers consacrés à la danse vue par deux sculpteurs très différents, le baroque Carpeaux et l'archaïsme Joseph Bernard.

Musée d'Orsay, Tél. : 40-48-48-41. Sauf lundi de 10 h à 18 h, jeudi jusqu'à 21 h. 23 F. Jusqu'au 21 mai.

Les situationnistes

En hommage aux irrépressibles situationnistes, les Galeries contemporaines regroupent de panneaux d'affichage, de bandes dessinées, de peintures parodiques d'Agger Jón et de proclamations théoriques critiques en anglais, en italien, en danois, et en français aussi.

Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et fêtes de 10 h à 22 h. 16 F. Jusqu'au 9 avril.

Tinguely

Il ne reste plus que quelques jours pour rendre visite aux

sculptures-machines respirantes, remuantes, trébuchantes, et parfois grinçantes, de ce génial récepteur de déchets. Qui a de l'humour à rendre, mais aussi parfois des canchonniers, et ne saurait imaginer l'art autrement que dans le mouvement de la vie.

Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5^e étage (42-77-12-33). Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi et dimanche de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars.

GALERIES

Carte blanche à la galerie Durand-Dessert

On dit souvent qu'il n'y a pas de grandes collections privées d'art contemporain en France. Ce n'est pas juste : il suffit d'aller à la Défense visiter l'exposition « Carte blanche à la galerie Durand-Dessert » pour en être convaincu. Les patrons de la galerie parisienne ont en effet choisi à cette occasion de ne présenter leurs artistes — de Giovanni Anselmo à Jan Vercruyse, en passant par Jannis Kounellis et Mario Merz — qu'avec des œuvres justement entrées dans des collections en France.

Galerie La Défense Art 4, 15, place de la Défense, la Défense 4 (49-00-15-94). Sauf mardi de 12 h à 19 heures, entrée gratuite. Jusqu'au 6 avril.

Deacon

Est-il, comme certains le pensent, le nouveau héros de l'effervescente sculpture britannique ? Ses pièces, serpentes et immenses, semblent osciller entre fantaisie formaliste et kitsch provocateur. Avec deux qualités constantes : la singularité de l'invention et la perfection de l'exécution technique.

ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. de Président-Wilson, Paris-16^e (47-23-81-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. 20 F. Jusqu'au 21 mai.

Filiger

Charles Filiger, le mystique de l'école de Post-Aven qui finit mentant et un peu fou,



a laissé une œuvre à l'image de sa vie, érotique et obscure. Mais aussi étonnante de vigueur et de splendeur chromatique. Et l'une de celles où se devine la venue de l'abstraction.

Galerie Le Bateau-Lavoir, 18, rue de Seine, Paris-6^e (43-26-13-87). Jusqu'au 16 juin.

Gerz

Jochem Gerz construit à l'aide de photographies des narrations et mises en scène, fort elliptiques le plus souvent. Il s'en dégage une réflexion acide à mi-chemin de la sociologie et de l'esthétique, une analyse par images interposées et superposées de l'état des mœurs

et des esprits. Curieusement pertinent.

Fondation Cartier, 3, rue de la Minuterie, Jouy-en-Josas 78350 (39-58-46-46). Sauf lundi, de 11 h à 18 heures. 25 F. Jusqu'au 23 avril.

Henry Lewis

« Radiographies »

Obtenu à l'aide d'un appareil de radiographie médicale, les clichés de l'Autrichien Henry Lewis, agrandis sur film transparent, ont pour objet de restituer la densité des matières. L'impression, le grain, le rythme, le cadre effacent toute auto-projection. Sous

forme de panneau lumineux ou de toile photographique, la réflexion sur le médium l'emporte ici sur l'émotion.

Henry Lewis, « Radiographies », galerie Baudouin-Labon, 34, rue des Archives, Paris-4^e (42-72-09-10). Jusqu'au 8 avril.

Lüpertz

En une dizaine de grands formats, cet athlète de l'expressionnisme allemand contemporain fait la preuve de la fertilité de son invention et de sa puissance de peintre. C'est violent, efficace, et théâtral aussi. Eloquent ou grandiloquent ? Émotion ou rhétorique ?

Galerie Laloux, 13, rue de Valenciennes, Paris-2^e (45-62-13-19). Jusqu'au 15 avril.

Charles Matton

Un drive-in, un cinéma gigantesque, le hall imaginaire d'un musée d'histoire naturelle, constituent les hauts lieux de cet univers en trompe-l'œil. Fidèle à sa mémoire, Matton passe de l'autre côté du miroir et fabrique manuellement ses illusions. Entre H.G. Wells et Swift, ce photographe factieux, qui opère en famille, revendique la lucidité de l'enfance comme une vertu première. De ses vrais-faux tableaux sortent des personnages bien vivants. Ahurissante de réalisme, magiquement rebâtie à l'échelle, chaque maquette est un petit chef-d'œuvre.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpeaux, Paris-1^{re}. Tél. : 40-26-87-12. Sauf lundi de 13 h à 18 h. Samedi et dimanche de 13 h à 19 h. 5 F. Jusqu'au 16 avril.

Une autre objectivité

Inégalement connus, douze photographes internationaux réunis par J.F. Chevalier et J. Lingwood. C'est le retour de l'objectivité des années 20 prise comme une donnée fondamentale. L'expérience prévaut sur la perception, la vérité déborde la fiction. De Robert Adams aux Becher, à John Coplans, Jean-Louis Garnier, Jeff Wall ou Tosani, un choix éclectique qui vaut plus par la qualité des images que pour l'illustration d'un propos qui n'est pas clair.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris-8^e. Jusqu'au 30 avril. Tél. : 45-62-50-55. De 11 h à 18 h sauf mardi.

Picasso

Ce n'est pas nouveau : les expositions Picasso de la galerie Louise Leiris sont de pure délectation. Celle-ci, dédiée à la mémoire de Louise Leiris, disparue l'an dernier, contient une suite de nus et de portraits féminins dignes du plus grand des musées. Toiles des années 30, voluptueuses et humoristiques, figures en grisaille tragique des années de guerre, exaltations de Jacqueline déguisée en odalisque ou en reine d'Espagne, il ne manque aucun registre d'expression et de style.

Galerie Louise Leiris, 47, rue de Monceau, Paris-8^e. Tél. : 45-62-29-85. Jusqu'au 15 avril.

Geer van Velde

Geer van Velde, l'« entre- » van Velde, le frère de Bram,

Ce portrait peint par Malevitch en 1933, moins de deux ans avant sa mort, figure dans l'exposition d'Amsterdam parmi beaucoup d'œuvres inédites et problématiques de ce grand pionnier de l'art abstrait que les Soviétiques de la glasnost sentent en train de réhabiliter.

fut un peintre précis et méthodique, un adepte du cubisme habile et séduisant. Ses dessins et gouaches font songer à Villon et à La Fontaine. Même légèreté, même charme. Et même sentiment d'avoir là le meilleur d'un « petit maître » du vingtième siècle et non les esquisses d'un grand peintre.

Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine, Paris-8^e (45-62-57-07). Jusqu'au 6 avril.

RÉGIONS

Arles

Van Gogh et Arles

Ce n'est pas l'exposition du siècle, que la ville d'Arles n'avait évidemment par les moyens d'organiser, mais elle est sublimement faite, autour des motifs traités par Van Gogh lors de son séjour arlésien : les vergers en fleurs, la plaine de la Crau et ses blés, les jardins de l'hôpital, des portraits enfin, en particulier ceux de la famille Roulin.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, Arles 13200. Tél. : 30-49-39-08. Tous les jours de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h ; le samedi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 21 h 30 ; le dimanche de 10 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 mai.

Grenoble

La Hyre

Laurent de La Hyre a été tenu tout à tour pour un peintre classique, un pré-classique, un baroque encore après de manières. On le redécouvre aujourd'hui à Grenoble et demain à Bordeaux. Ses peintures sacrées et profanes, allégoriques ou mythologiques, surprennent par l'acidité des harmonies colorées et le théâtral des compositions. L'artifice est à son comble, l'étrangeté aussi.

Musée de Grenoble, place de Verdun, Grenoble 38000. Tél. : 78-54-09-82. Sauf mardi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. 5 F. Jusqu'au 10 avril.

Marseille

Beuys avant Beuys

Qui était Joseph Beuys, l'artiste le plus controversé de la seconde moitié du siècle ? Un funiste, un politicien, un vert, ou bien un grand artiste ayant révolutionné l'idée de la création artistique en en faisant une affaire de créativité et d'attitude dans la vie ? Ses dessins et aquarelles de 1942 à 1964, largement présentés à Marseille, font nettement pencher vers l'image d'un artiste d'une extrême sensibilité qui peu à peu fixe, à travers un mode d'expression alusif et fragmentaire, faisait appel au dessin spontané et aux matériaux les plus inattendus, comme la graisse, le sang ou le café, toute la thématique

symbolique et mythique de son œuvre à venir.

FRAC Provence-Alpes-Côte-d'Azur, 1, place François-Chénier, Marseille 13002. Tél. : 91-91-27-55. Sauf mardi de 12 h à 18 h. Entrée gratuite. Jusqu'au 9 avril.

Toulouse

Sculpture anglaise

La sculpture contemporaine anglaise est l'une des plus fertiles et des plus inventives de l'époque. Variée dans ses matériaux comme dans ses procédés, jouant avec la figure et la géométrie, elle s'autorise toutes les extravagances et ignore toutes les orthodoxes. L'adique, ironique, imprévisible, elle se développe avec une belle énergie. On peut se le vérifier cet automne grâce à l'exposition normale dénommée « Britannica », qui raconte son histoire et met en lumière l'œuvre de Caro, Cragg, Woodrow, Flanagan, leurs disciples et leurs confrères. On peut le constater à nouveau à Toulouse, même si la démonstration est cette fois légèrement abrégée.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, Labège-Lampérou 31328. Tél. : 61-39-29-29. Du mercredi au dimanche de 12 h 30 à 20 h. 10 F. Jusqu'au 7 mai.

Saint-Paul-de-Vence

Arts de l'Afrique Noire

Joseph Maillat, citoyen suisse et peintre rentrait, comme toute sa vie antérieure et marchée aux paces. Sa maison fut particulièrement riche dans le domaine des arts primitifs. Sa fortune décaisée par le krach boursier de 1929 s'accommodait de ces objets alors bon marché. A sa mort, il avait constitué une collection considérable que son gendre, Jean-Paul Berthier, augmenta, épara, classa. Il l'ouvrit ainsi au public. On a pu voir certaines de ces pièces à New-York, à l'occasion de l'exposition « Primitivism » organisée par le MOMA. Deux cents œuvres provenant de différentes régions de l'Afrique subsaharienne ont aujourd'hui quitté Genève pour la fondation Maillat de Saint-Paul-de-Vence.

Fondation Maillat de Saint-Paul-de-Vence 06870. Tél. : 93-32-51-53. T.J. de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h. 40 F. Jusqu'au 15 mai.

ÉTRANGER

Bruxelles

Art déco

Qu'est-ce que l'art déco ? La négation du géométrisme et du Bauhaus répond une somptueuse exposition qui réunit des pièces jamais vues, venues de l'Europe entière, dans une mise en scène très forte. Mobiliers extravagants, verreries abstraites, porcelaines tordues, galuchet, bois ronds, pierres, étoffes rose thyrien ou mordorées : c'est le triomphe de l'insulte sur le fonctionnalisme sobre hérité du néo-plasticisme et du constructivisme.

En prenant le contre-pied de l'histoire officielle, en proposant contre-modèles et curiosités baroques, l'exposition bruxelloise marque une étape peut-être importante dans la révision de quelques certitudes. Est-elle donc post-moderne d'esprit ?

Palais des Beaux-Arts, 23, rue Souverain et 10, rue Royale. Tél. : 512-15-53. Sauf lundi de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 mai.

Amsterdam

Kasimir Malevitch

Voit notre photo légendaire. Voir notre photo légendaire. Stedelijk Museum, Pallas Paterstraet 13, Amsterdam. Tél. : 620-537-27-27. Tous les jours de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 mai.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS		
● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures		
RIVE DROITE		
CAVEAU FRANCOIS-VILLON 64, rue de l'Arbre-sec, 1 ^{er} 42-36-10-92	LA VIGNE, 42-60-13-55 30, rue de l'Arbre-sec, 1 ^{er}	CHEZ COLLINOT, 45-67-66-42 1, rue Pierre-Leroux, 7 ^e
ABSENTE R. 42-06-02-45/42-61-49-33 24, place du Marché-St-Hippolyte (1 ^{er})	Déjeuner-Dîner-Souper. Une toque au Gault-Millan. Gérard vous réserve son meilleur accueil. T. L. J. de 12 h à 14 h 30 et de 19 h 30 à 23 h 30. S.F. sam. midi et dim. midi.	
JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08	An 1 ^{er} 4 ^e , le premier restaurant idéaliste de Paris, 45 ^e , dîner, spécial, de saison fumé et poisson d'été, menu dégust. à 95 F. Au ren-dez-vous, RUTY O'BRIEN : « Le vrai pub irlandais », ambiance à la fois ex. musicien. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jusi. 2 h de nuit.	
LE SARLADAIS F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 8 ^e 45-22-23-62	Dé. dîner J. 22 h. CASSOLET CONFIT, FOIE GRAS, oies, morilles, DINNER PÉRIGOURDIN 130 F. s.c. av. spécial. Carte 200-250 F. Ouv. sam. soir.	
CLOSERIE SARLADAIS 43-46-88-07 94, bd Diderot, 12 ^e Tous les jours	SPECIALITÉS DU PÉRIGORD Déjeuners d'affaires - Dîners - Salons pour groupes.	
LE CORSAIRE 45-25-53-25 1, bd Ecoles, 16 ^e 45-20-87-85	« LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE » Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F. s.c. Fermé samedi.	
LE GOURMAND CANIDIE 43-00-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17 ^e (pl. Perceira)	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.J. sauf samedi midi et dimanche.	
RIVE GAUCHE		
LA TABLE DE FÉS (Maroc) 5, rue Saint-Benoît, 6 ^e 45-48-07-22	Cuisine de ZOHERA depuis 1963. Pastilla, Couscous-Bourre, Tagines, Pâtisseries maison. De 20 h à 0 h 15. Réserv. à part. de 17 h. C. R.	
RESTAURANT THOUVENIN 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.	
LE TAGORE 45-44-94-41 25, avenue du Maine, 15 ^e T.J.	Un des plus attrayants restaurants indiens de Paris. Authentiques spécialités MUGLAI servies dans un cadre raffiné. Carte 140 F. A. midi, menus à 70 F et 100 F.	

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE

POISSONS DU MARCHÉ

Prix traditionnels - Vins à découvrir.

Déjeuners : Brasserie de Lamo

JARDIN D'IVERN au pied de l'Opéra Bastille

T.J. de 11 h 30 à 2 heures de nuit.

6, place de la Bastille, 42-30-32.

Vernissages

Le 23 mars : Alan Charlton, Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorancy, 75003 Paris. Tél. : 42-78-29-08 ; Harald Klingebühler, Galerie Hansenne, 5 bis, rue des Hautes-Cluses, 75003 Paris. Tél. : 49-57-60-51 ; Robert Fillou, George Bracht, Galerie Crouzet-Rabellin-Berns, 40, rue Oudinot, 75004 Paris. Tél. : 42-77-39-37 ; Mino Poldino, Galerie Daniel Tannou, 30, rue Beaubourg, 75003 Paris. Tél. : 42-72-14-10 ; Ulrich Rückriem, Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Cluses, 75003 Paris. Tél. : 42-77-09-33 ; Hans Stoksch, Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-77-65-66 ; Jean Ullé, Galerie Faridat Cadot, 77, rue des Archives, 75004 Paris. Tél. : 42-78-06-38.